

مكتبة ابن الجوزي

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION 3
BOURSE

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE — N° 12644 4,50 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine MARDI 24 SEPTEMBRE 1985

Dollar : une action efficace

Le dollar a violemment chuté, lundi matin 23 septembre, perdant 55 centimes à Paris et cotant 8,25 F. Après le communiqué surprise des ministres des finances des cinq pays les plus industrialisés, réunis la veille à New-York, qui ont déclaré vouloir faire baisser la monnaie américaine, les opérateurs ont vendu celle-ci en masse.

Que s'est-il donc passé à New-York ? On a suffisamment ironisé dans ces colonnes sur l'inefficacité et l'insuffisance des sommets en tous genres pour, cette fois, se permettre de dresser l'oreille, et cela pour une série de raisons.

A l'échelle des nations comme à celle des individus, les décisions sont le plus souvent prises sous la contrainte et sous la menace. Or, à l'heure actuelle, la situation est si explosive que la concertation est devenue inévitable.

Tout d'abord, la surévaluation du dollar, de 15 à 30 % estimée, est reconnue « pour la première fois » par les plus grands pays industrialisés, tout simplement parce qu'elle est en train de créer une tension intolérable entre les États-Unis et leurs partenaires. Il devient de plus en plus difficile au président Reagan de retenir le Congrès sur la pente irrésistible du protectionnisme. Le monstrueux déficit commercial des États-Unis, dû pour une bonne part à cette surévaluation, ravage leur industrie et leur agriculture, et les parlementaires de Washington ne sont pas différents des autres.

Si la guerre commerciale éclate, nul ne sait jusqu'où iront les hostilités, et les partenaires du géant américain, notamment le Japon, le savent bien. En outre, et ce point est capital, la Maison Blanche, malgré son opposition viscérale et traditionnelle à toute intervention sur les marchés des changes, sauf en cas de « désordres », paraît disposée à contribuer à la baisse du dollar. Comment ? « C'est ce qui n'est pas dit dans le communiqué, mais nous en avons parlé toute la journée », a déclaré le représentant français, M. Bérégovoy.

Les marchés des changes ont perçu l'avertissement clair et net, comme on l'a vu. Ensuite, et le dossier est encore plus explosif, la situation des pays endettés se dégrade rapidement, que ce soit en Afrique ou en Amérique latine. La baisse inévitable des prix du pétrole détruit littéralement l'économie du Mexique et du Nigeria, tandis que le Fonds monétaire international est accusé, du fait de ses exigences « à court terme », de pousser au désespoir et à la ruine l'Argentine et le Brésil, pour ne pas parler du Pérou et de la Bolivie. Une étude récente de la Banque Interaméricaine de développement est impitoyable.

Peu de jours avant l'ouverture de la session annuelle du Fonds à Séoul, les cinq grands pays industrialisés, dont les banques commerciales craignent de plus en plus pour leurs créances, savent qu'ils vont être vigoureusement attaqués et se préoccupent de la parade. Aussi voit-on, à surprise ! les États-Unis accepter le principe d'une aide massive à l'Afrique, refusée au début de l'année, et assouplir leur attitude envers le rôle de la Banque mondiale, mieux dotée de ressources à long terme pour relayer un Fonds monétaire en passe de se déconsidérer.

Certes la réunion surprise de New-York ne règle rien dans l'immédiat, si ce n'est la mise en œuvre de moyens techniques pour faire baisser le dollar : c'est le plus facile. Mais la situation est devenue trop grave et les craintes de contagion trop vives pour qu'on puisse se contenter, une fois de plus, de ne rien faire.

(Lire nos informations page 40.)

QUI A ORDONNÉ LE SABOTAGE DU « RAINBOW-WARRIOR » ?

Majorité et opposition pressent M. Fabius d'établir les responsabilités politiques

« Ils ont agi sur ordre ! » Le premier ministre a reconnu, dimanche 22 septembre au soir, que le sabotage du Rainbow-Warrior, le 10 juillet dernier, dans le port d'Auckland, avait été commis par un commando de navigateurs de combat français, et que cette « vérité cruelle » avait été « cachée » à M. Bernard Tricot.

Le successeur de l'amiral Lacoste à la direction des services secrets, qui sera nommé mercredi en conseil des ministres, sera chargé de « réorganiser »

l'ensemble de la direction générale de la sécurité extérieure.

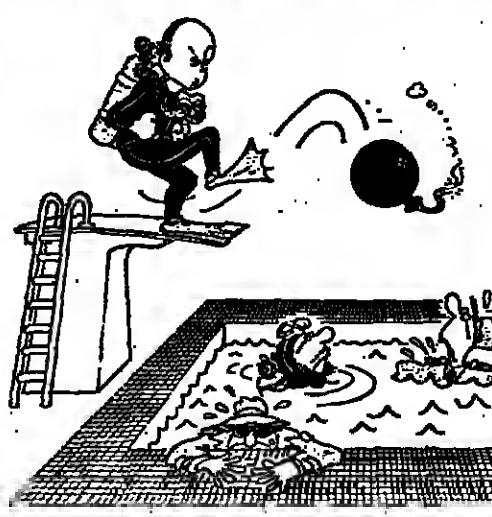
En revanche, le chef du gouvernement estime que les agents qui ont réalisé l'opération doivent être mis « hors de cause », parce qu'ils « n'ont fait qu'obéir ».

M. Laurent Fabius se déclare également favorable à la constitution d'une commission d'enquête parlementaire, comme le demandaient, notamment, les députés communistes.

La crise politique n'en est pas pour autant dénouée, et les premières réactions se rejoignent pour poser une autre question : qui a donné l'ordre de couler le bateau écologiste ?

D'autre part, on apprend en début d'après-midi que M. Paul Quilès, ministre de la défense, aurait découvert que des parties « essentielles » du dossier de la mission des agents de la DGSE en Nouvelle-Zélande avaient été détruites.

(Lire page 7 l'article de Jean-Marie Colombani.)



« Cruelle vérité »

par DANIEL VERNET

En déclarant « ce sont des agents de la DGSE qui ont coulé ce bateau », M. Laurent Fabius a implicitement rendu hommage à la presse, qui, la première, a dévoilé ce que les milieux gouvernementaux s'efforçaient de cacher. M. Mitterrand lui-même l'avait admis avec quelque agacement : dans l'affaire Greenpeace, la lecture des journaux lui a plus appris que les notes de ses propres services.

Si des journalistes n'avaient pas mené l'enquête à Paris, Auckland, Londres, Nouméa... les responsabi-

lités dans le sabotage du Rainbow-Warrior n'auraient sans doute jamais été clairement établies. Affaire subalterne ? Outre qu'il y a eu mort d'homme et qu'il était pour le moins excessif de couler en territoire étranger un bateau pour enrayer la campagne antinucléaire du mouvement écolo-pacifiste, le sabotage du Rainbow-Warrior est devenu une affaire d'État à partir du moment où un membre du gouvernement a fait délibérément écran à la vérité.

(Lire la suite page 8.)

La dernière demeure de Picasso

par ANDRÉ CHASTEL

M. François Mitterrand inaugure ce lundi 23 septembre, en présence de M^{me} Jacqueline Picasso, le musée Picasso, hôtel Salé, à Paris, qui accueillera le public à partir du 28 septembre. L'ampleur des collections réunies fait de l'ouverture du musée un événement culturel international.

Dans un ouvrage récent sur les « maisons d'artistes » — les demeures modelées par les exigences des rêves ou la culture des géants : Rubens, Goya, Delacroix... — on a bien été obligé de conclure que ce thème attachant prenait fin avec Picasso. Trop de domiciles, laissés à l'abandon ou dévastés, sans autre marque personnelle qu'un prodigieux désordre, scrupuleusement, superstitieusement préservés, la porte fermée sur des souvenirs. Rien de fixe et rien d'organisé, le travail de cet ouvrier frénétique étant une perpétuelle fuite en avant.

« Je m'attendais à un atelier d'artiste, et c'était un appartement transformé en capharnaüm », ainsi Brassai décrit-il celui de la rue La Boétie, vers 1930. Vauvenargues, où Pablo est mort en 1973 et où il est enterré, n'était aussi qu'un lieu de passage provisoire. Avec le musée qu'on inaugure maintenant dans un des plus beaux hôtels classiques de Paris, c'est le point d'arrivée inattendu, la dernière finale du génie qu'il faut décrire et saluer.

Qu'on l'aime ou qu'on ne l'aime pas, peu importe ; c'est un évé-

nement de grande taille. Disons tout de suite qu'on lui doit bien cela. Avoir donné tant d'animation à la scène artistique, suscité tant de réprobation et d'éloges, bénéficié d'une extraordinaire escorte politique et littéraire : Apollinaire, Cocteau, Reverdy, Eluard, René

des espères projetées en réservant six parties solides la part belle ? C'est le parti qui a été adopté, à la suite de recherches consciencieuses, dont chronologie a déjà été faite (1). Et c'est une réussite.

Picasso, certes, n'aimait pas les maisons neuves ni les parois blan-

ches, en quoi il s'éloignait ironiquement de son temps. On lui a donc assigné, pour fixer sa gloire, un hôtel du milieu du dix-septième siècle, une demeure grandiose. Mais les cheminements y ont été conçus en fonction des œuvres à exposer. Pour une fois, la maison de Picasso se plie à

l'exigence de l'art, le temps du capharnaüm est fini. Mais non sans amener de multiples surprises que le savoir-faire de Dominique Bozo et de l'architecte Simonnet a su ménager. Car c'est précisément l'étrange comportement de l'artiste envers ses propres travaux qui a permis ce grand, cet invraisemblable déploiement.

Rien n'aurait été possible en effet sans la donation « extraite d'un énorme héritage. Le public en a été informé en son temps par une exposition au Grand Palais (1979-1980).

(Lire la suite page 13.)

(1) On se reportera à la Revue de l'art n° 68 (juin 1985) : études de Jean-Pierre Babelon, Bruno Foucart, Roland Simonnet.

L'hôtel Salé, musée pour un demiurge

Char, à laquelle André Malraux s'est ajouté pour finir ; avoir défendu sa solitude dans le tumulte de la gloire ; avoir étonné le public au point de devenir slogan, lien commun... Tout cela méritait, bien sûr, l'hommage que Paris et l'État ont élaboré avec un soin et un faste dont, à notre connaissance, aucun artiste n'a jamais bénéficié. D'autres ont eu de grandes funérailles. Picasso, plus que centenaire (il est né en 1881), se voit, à la suite d'un jeu de circonstances extraordinaires, installé dans son palais.

Était-ce bien le lieu ? La solution juste a-t-elle été trouvée ? Il s'est agi, à l'origine, de sauver un hôtel et un site affreusement malmenés par des utilisateurs sans culture. Les édifices anciens tendent l'un après l'autre — à commencer par le Louvre, après tout — à trouver une fonction qui justifie une rénovation et un entretien convenables. Fallait-il, pour créer un circuit continu et multiplier les alvéoles utiles, fragmenter, articuler à l'aide de murs nets et durs

L'an 2000 est à la mode. Sondages d'opinion, articles de journaux, émissions de télévision y sont consacrés. Sans parler du livre de M. Laurent Fabius, attendu pour le 25 septembre et qui y fera certainement référence. Comme s'il s'agissait, en dressant ainsi le tableau des craintes et des espoirs des Français pour la fin du siècle, de dépassionner des

échéances politiques prochaines et de faire le lit d'un premier ministre qui n'aura après tout dans quinze ans que l'âge actuel de... Michel Rocard.

C'est justement M. Fabius qui a demandé, en mars 1985, au Commissariat général du Plan, d'amorcer une réflexion prospective sur les principales questions qui se poseront à notre société en l'an 2000. Faire gagner la France, rapport du Plan, dont le supplément économique du Monde publie des extraits résumés par la rédaction, ne saurait être une image fidèle de ce que sera l'Hexagone dans quinze ans. Depuis ses Réflexions pour 1985 — publiées en 1965 — le Plan sait de quelle humilité doit s'accompagner la prospective. Et il y aurait quelque contradiction à annoncer une ère de changement rapide en dressant un tableau figé de l'avenir. Mais la difficulté d'explorer le long terme ne saurait servir de prétexte pour ne rien faire.

Les experts du Plan tirent ainsi de leurs travaux quelques conclusions. Pour ne prendre qu'un exemple, le régime des retraites de la fin du siècle est déjà « joué ». Même si la fécondité se redressait dès demain très fortement, il n'en faudrait pas moins

Succès pour Airbus

Une compagnie indienne veut acquérir 31 appareils

PAGE 44

La Nouvelle-Calédonie en campagne

Les chefs de l'opposition mènent la bataille

PAGE 10

Mexico : l'odeur de la mort

Les sauveteurs dans les ruines

PAGE 6

Le décès d'Axel Springer

Le chef controversé d'un empire de presse en Allemagne fédérale

PAGE 6

Le défi venu de Bruxelles

L'accord entre le groupe Lambert et R. Murdoch menace les projets français sur la télévision

PAGE 15

Débats (2) • Étranger (3 à 6) • Politique (7 à 10) • Société (12) • Culture (13) • Économie (35 à 43) • Carnet (16) • Informations Services (17) • Échecs (17) • Sports (18) • Programmes des spectacles (14) • Communication (15) • Radio-télévision (15) • Annonces classées (19 à 34)

UN RAPPORT DU COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN

France, an 2000

L'an 2000 est à la mode. Sondages d'opinion, articles de journaux, émissions de télévision y sont consacrés. Sans parler du livre de M. Laurent Fabius, attendu pour le 25 septembre et qui y fera certainement référence. Comme s'il s'agissait, en dressant ainsi le tableau des craintes et des espoirs des Français pour la fin du siècle, de dépassionner des

échéances politiques prochaines et de faire le lit d'un premier ministre qui n'aura après tout dans quinze ans que l'âge actuel de... Michel Rocard.

C'est justement M. Fabius qui a demandé, en mars 1985, au Commissariat général du Plan, d'amorcer une réflexion prospective sur les principales questions qui se poseront à notre société en l'an 2000. Faire gagner la France, rapport du Plan, dont le supplément économique du Monde publie des extraits résumés par la rédaction, ne saurait être une image fidèle de ce que sera l'Hexagone dans quinze ans. Depuis ses Réflexions pour 1985 — publiées en 1965 — le Plan sait de quelle humilité doit s'accompagner la prospective. Et il y aurait quelque contradiction à annoncer une ère de changement rapide en dressant un tableau figé de l'avenir. Mais la difficulté d'explorer le long terme ne saurait servir de prétexte pour ne rien faire.

Les experts du Plan tirent ainsi de leurs travaux quelques conclusions. Pour ne prendre qu'un exemple, le régime des retraites de la fin du siècle est déjà « joué ». Même si la fécondité se redressait dès demain très fortement, il n'en faudrait pas moins

augmenter les cotisations de 40 % d'ici à l'an 2000 ou réduire les pensions à due concurrence.

Quels sont alors les grands domaines de changement ? En premier lieu, l'organisation de la production et sans doute de la conception même de l'entreprise. Les structures tayloriennes, mal adaptées à cette période de bouleversements, devraient éclater progressivement, au bénéfice d'organisations moins hiérarchisées. Et cette révolution de l'intelligence aura des conséquences sur la formation, les qualifications, les modes de vie.

Ces changements se produiront dans un environnement international incertain : situation des pays en développement, montée du protectionnisme, déséquilibre du financement de l'économie mondiale du fait du déficit américain, déclin possible de l'Europe. Or l'extérieur a une importance croissante : 1 % de croissance mondiale en moins, c'est six cent mille chômeurs de plus en France dans les dix ans.

BRUNO DETHOMAS.

(Lire la suite page 40 et, pages 35 à 37, notre dossier dans « Le Monde Économie ».)

UN INÉDIT DE FREUD

RESULTATS, IDEES, PROBLEMES.

II : 1921-1938

Par Sigmund Freud.

Voici la parution très attendue du second volume de textes inédits en français de Sigmund Freud. Un événement éditorial de toute première importance.

Collection « Bibliothèque de psychanalyse » dirigée par Jean Laplanche. 304 pages. 125 F.



LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

مركز الأمل

étranger

DIPLOMATIE

LA PRÉPARATION DU SOMMET REAGAN-GORBATCHEV

Washington attend que Moscou précise ses propositions sur les armements stratégiques

De notre correspondant

Avec la présence aux Etats-Unis du ministre soviétique des affaires étrangères, M. Chevardnadze, la préparation du sommet qui doit réunir, en novembre, MM. Reagan et Gorbatchev, est entrée dans sa phase active. De part et d'autre, les positions restent très fermes. Dans une interview au magazine *US News and World Report*, le directeur de l'Institut soviétique sur les Etats-Unis et le Canada, M. Arbatov, a déclaré que les négociations sur le contrôle des armements « perdraient tout leur sens » si M. Reagan persistait à refuser toute discussion sur son initiative de défense stratégique (IDS). A Washington, cependant, on s'excite pas que des formules de compromis puissent être élaborées.

Washington. - La véritable ouverture du sommet américano-soviétique, prévue pour le mois de novembre à Genève, a lieu, cette semaine, aux Etats-Unis, avec deux mois d'avance. Mercredi 25 septembre à New-York, puis vendredi à Washington, le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Chevardnadze, doit rencontrer successivement MM. Shultz et Reagan, et l'on prévoit généralement que le Kremlin utilisera ces entretiens pour préciser les concessions qu'il serait prêt à faire dans le cadre d'un marchandage sur le programme américain de défense antimissiles.

« Certains signes », dit-on en tout cas de très bonne source à Washington, laissent penser que telle est l'intention de Moscou. La presse américaine a, de son côté, bénéficié d'indications soviétiques allant dans le même sens. Or depuis que M. Gorbatchev a déclaré, le 3 septembre dernier, qu'il présenterait des « propositions radicales » de réduction du niveau des armes nucléaires offensives si les Etats-Unis acceptaient de limiter leurs études en laboratoire leurs recherches sur la « guerre des étoiles », la tournure que prendra le sommet de Genève dépend très largement - quoi qu'on en dise à la Maison Blanche - de ce que signifie précisément le terme « radical » pour le premier secrétaire soviétique.

Dissensions

En principe, M. Reagan continue de rejeter - il l'a répété la semaine dernière - l'idée de faire de son projet une « monnaie d'échange ». La seule négociation qu'il accepterait devrait porter, selon lui, sur les conditions du déploiement des armes antimissiles en faveur desquelles seront poursuivies des recherches nullement limitées aux laboratoires, puisqu'elles iront jusqu'aux « essais » et au « développement ».

En réalité, le jour où seront détaillées les propositions soviétiques, les chiffres des uns et des autres compteront pourtant, car Washington ne pourrait pas, sans mal, purement et simplement repousser une possibilité de réduction du niveau des armes nucléaires au seul nom des bienfaits discutés et discutables d'un système stratégique. Outre que ce serait offrir le bon rôle à Moscou, ce serait adopter la position difficilement tenable à terme tant l'approfondissement des difficultés économiques, dues au déficit budgétaire, et l'approche des échéances électorales de 1986 et 1988 pèsent en faveur de nouvelles limitations de l'effort de réarmement américain.

Si M. Reagan donnait l'impression, dans ces conditions, de tourner le dos à une occasion de détente dans les relations avec l'URSS, la gauche que la Maison Blanche doit mener pour empêcher le Congrès de couper plus largement dans les dépenses du Pentagone deviendrait, demain, plus difficile encore qu'aujourd'hui. Dépendant en la

matière, au Sénat, de républicains qui craignent d'y perdre leur majorité en 1986 et, à la Chambre, d'une frange de démocrates fermes sur les questions de défense, mais pas prêts à le suivre sur tout, le président américain a d'autant moins les moyens de la politique réaffirmée dans sa dernière conférence de presse que celle-ci ne fait pas l'unanimité au sein de sa propre équipe.

Le département d'Etat - c'est notoire - ne juge souhaitable la fermeture sur l'IDS que dans la mesure où elle favorise la création du rapport de forces nécessaire à

pourparlers sur les armes offensives, stratégiques et de moyenne portée, qu'ils avaient rompus quelques mois plus tôt. Puis il y eut l'accord donné par M. Shultz, et bruyamment dénoncé par M. Weinberger, à l'établissement, dans les négociations ouvertes à Genève depuis janvier dernier, d'une « interrelation » entre les questions des armes offensives (missiles) et défensives (antimissiles). Il y eut enfin la proposition de sommet, lancée par la Maison Blanche dès l'accession au pouvoir de M. Gorbatchev, et qui oblige, par essence, sinon à

Si les offres de Moscou en matière d'armements nucléaires sont assez concrètes, le président Reagan pourrait accepter de négocier sur son projet de « guerre des étoiles ».

la conclusion d'un accord. M. Reagan, sans la faveur de laquelle on garde difficilement celle du président, appartient également au camp de la souplesse. Bien qu'il évite soigneusement de se laisser placer en porte à faux, par rapport à M. Reagan, son conseiller pour les affaires de sécurité nationale, M. McFarlane, est, enfin, plus proche de M. Shultz que du secrétaire à la défense, M. Weinberger, qui, avec ses adjoints civils, personifie le rejet de la politique de contrôle des armements.

Bref, ce n'est pas le camp de l'intransigeance qui pèse le plus. Compte tenu du pragmatisme foncier de M. Reagan, cette situation explique que, tout en répétant qu'il ne cédera rien sur la défense antimissiles, le président américain se soit lentement laissé entraîner dans une logique de compromis. Ce fut d'abord, à quatre mois des élections de novembre 1984, l'acceptation de l'ouverture de discussions sur les armes spatiales en compensation de la reprise, par les Soviétiques, des

définition d'un terrain d'entente, de moins à manifester bon sens et bonne volonté.

Il ne faudrait pourtant pas croire que M. Gorbatchev joue sur le vif. Pour tenter de limiter le défi technologique et financier que le développement de l'initiative stratégique poserait à son pays, il doit envisager des sacrifices sur le niveau d'armement atteint par l'URSS. Forcer la main à M. Reagan sur l'IDS reviendrait donc à créditer sa politique de « paix par la force » d'un résultat tangible. Pour avancer vers la définition d'un compromis avant que l'occasion ne s'en estompée, M. Gorbatchev a dû, aussi, dans son entretien du 3 septembre avec une délégation du Sénat américain, admettre la poursuite de la recherche fondamentale sur l'IDS, alors que Moscou demandait auparavant l'arrêt complet du programme.

Un rêve de science-fiction ?

Pour marquer de véritables points auprès du Congrès et de

l'opinion occidentale et pousser M. Reagan dans ses retranchements, le « numéro un » soviétique se doit encore, cette semaine ou à bref délai, de prendre des risques en entrant dans le concret. Si les propositions qu'il formule ne sont pas suffisamment spectaculaires pour frapper les esprits et présenter de réels avantages pour les Etats-Unis, la pression s'atténuera sur M. Reagan qui n'obligera vainement à céder. Si, au contraire, M. Gorbatchev veut lancer une offre qui ne puisse être refusée, il lui faut accepter - et faire accepter par ses militaires, souligne-t-on à Washington - d'abandonner des avantages bien réels (en armes existantes) contre l'éloignement dans le temps d'une menace qui pourrait, au bout du compte, se révéler n'être qu'un rêve de science-fiction.

Sor cette toile de fond, il y a une certaine logique à envisager, comme on le fait souvent à Washington, que le sommet puisse se solder par un échec, mais un échec suffisamment habillé d'accords mineurs (sur les relations culturelles et scientifiques ou, plus important, l'institutionnalisation des conversations bilatérales sur les crises régionales) pour laisser la porte ouverte à la recherche d'un compromis. Quelque cas, toute la question serait de parvenir à une définition commune et acceptable pour les deux parties du mot « essai » : du stade, autrement dit, qui suit la recherche et précède la capacité de production en série et, donc, de déploiement.

Ardue, la définition des mots est un travail auquel excellent les diplomates et, optimiste, M. McFarlane affirmait dimanche à la télévision qu'un accord, fondé sur une « combinaison » d'armes offensives et défensives, était possible dans l'année.

BERNARD GUETTA.

Le traité de non-prolifération nucléaire a été reconduit

Nations unies (Genève) (AFP). - La conférence chargée de « revoir » le traité de non-prolifération nucléaire (TNP) tous les cinq ans s'est séparée, samedi 21 septembre, à Genève, après l'avoir reconduit sans changement.

Elle a cependant adopté par consensus, c'est-à-dire sans vote, un long texte final recommandant notamment l'ouverture « le plus rapidement possible de négociations multilatérales sur le désarmement nucléaire », l'ouverture de négociations pour un traité interdisant tous les essais nucléaires (actuellement les essais souterrains sont encore autorisés) et un moratoire sur les essais en attendant qu'intervienne un traité les interdisant complètement.

Le texte condamne par ailleurs Israël pour avoir bombardé la centrale nucléaire de Tammouz en 1981, et exige de l'Afrique du Sud qu'elle renonce clairement à l'arme nucléaire en se joignant au TNP.

La conférence s'est en revanche pas pu se mettre d'accord sur deux textes antagonistes de l'Irak et de l'Iran s'accusant mutuellement de vouloir détruire les installations nucléaires de l'autre. Ces deux textes ont été simplement ajoutés en annexe à un document final de la conférence après une nuit de vains conciliabules.

Cette conférence de « révision » a lieu tous les cinq ans depuis l'entrée en vigueur du traité en 1970. Celle qui s'est terminée samedi s'était ouverte le 27 août dernier, sous les auspices de l'ONU.

Le traité a une double vocation : éviter la prolifération « horizontale » de l'arme nucléaire, c'est-à-dire sa possession par un nombre de pays de plus en plus grand, et la prolifération « verticale », qui est la conséquence de la course aux armements des pays qui possèdent déjà l'arme nucléaire.

La plupart des délégués reconnaissent que sur le premier point, le traité a plutôt bien fonctionné, grâce notamment aux efforts de l'Agence internationale de l'énergie atomique, et le nombre des pays détenteurs de la bombe reste stable. Par contre, sur le deuxième point, ils notent au contraire que la course aux armements nucléaires, chez les pays détenteurs, s'est accélérée au cours des dernières années et que, de ce point de vue, le traité est un échec.

Par ailleurs, ces milieux ont remarqué avec satisfaction que l'URSS et les Etats-Unis ont soigneusement évité de faire de la conférence un nouveau champ d'affrontement et que les rapports entre les deux délégations « ont été bons et dépourvus de toute polémique ».

Le bilan économique de la tournée européenne de M. Alfonsín est maigre

Le président argentin, Raul Alfonsín, a terminé, samedi 21 septembre à Toulouse, une tournée européenne d'une semaine en Yougoslavie, en RFA et en France, au cours de laquelle il n'a obtenu des promesses d'investissements pour son pays que de la part de la RFA.

M. Alfonsín, qui était accompagné de son ministre de l'économie, M. Juan Sourrouille, et de l'élite industrielle argentine, a lancé un pressant appel aux investisseurs étrangers, qui seront « protégés et garantis comme s'il s'agissait d'investissements argentins ».

En Allemagne fédérale, il a obtenu des projets d'investissements pour 600 à 800 millions de dollars. En France, un accord-cadre a été signé pour une coopération économique, industrielle et financière qui

sera concrétisée en janvier 1986, lors de la prochaine réunion de la commission mixte franco-argentine.

Mais les investisseurs français sont réticents à s'installer dans un pays où les prix sont bloqués, bien que M. Sourrouille leur ait promis que son gouvernement y mettrait fin « le plus vite possible ». Ils ont toutefois été impressionnés par le plan d'investissement imposé en juin dernier aux Argentins, et qui a déjà réussi à faire tomber le taux d'inflation mensuel de 30 % à 3 % par mois.

L'hyperinflation (900 % en 1984) a été conjuguée, mais le problème de la dette extérieure (18 milliards de dollars) reste entier. Bonté à propos à Buenos Aires de réexaminer une fraction de sa dette à la RFA. Et, à Paris, M. Alfonsín s'est félicité de l'attitude conciliante de M. Mitterrand sur cette question. Le président français « a clairement dit qu'il fallait envisager d'une autre manière le problème de la dette latino-américaine, et cela est positif », a déclaré M. Alfonsín.

Les Argentins et les Français sont donc d'accord sur les principes, même si des divergences apparaissent. Ainsi M. Edith Cresson, ministre française du commerce extérieur, a rappelé au ministre de l'économie argentin, qui se plaignait d'un « protectionnisme » de la CEE, que la Communauté européenne était le premier importateur agricole mondial et le quatrième client de l'agriculture argentine.

ASIE

Chine

Le «rajeunissement» du comité central se traduit par l'entrée de 56 membres

De notre correspondant

Pékin. - La conférence nationale du PC chinois a élu dimanche 22 septembre, à bulletin secret, les nouveaux membres des organes centraux - comité central, commission des conseillers, commission de discipline - avant de clore ses travaux ce lundi matin. Cinquante-six titulaires entrent ainsi au comité central (dont vingt-sept anciens suppléants) et trente-cinq militants deviennent suppléants, ce qui remplace exactement les vétérans qui avaient démissionné la semaine dernière (1).

L'entrée de ces nouveaux membres au Parlement du parti confirme les déclarations des dirigeants sur le rajeunissement et sur la nécessité de promouvoir des personnes qualifiées. La moyenne d'âge des nouveaux élus est de cinquante ans, et 76 % d'entre eux ont eu une éducation supérieure. Ils représentent la nouvelle vague de jeunes cadres responsables nommés depuis le douzième congrès du PCC en 1982, et plus particulièrement depuis un an.

Ainsi trouve-t-on parmi les nouveaux élus au comité central : - Onze ministres comme titulaires (dont les nouveaux responsables de la police et du contre-espionnage) et trois comme suppléants ; deux vice-ministres (dont le numéro deux des affaires étrangères, M. Qian Qichen) sont élus titulaires et un suppléant ;

- Trois responsables de départements dépendant du comité central : organisation, propagande et relations internationales (2) ;

- Treize secrétaires provinciaux du parti. Tous ceux-ci sont désormais au comité central ;

- Neuf gouverneurs de province comme titulaires et deux suppléants. Sept gouverneurs (sur vingt-neuf) ne sont pas des membres du comité central et trois ne sont que suppléants ;

- Quatre des sept chefs des nouvelles régions militaires, les trois autres étant déjà membres du comité central. Par contre, deux des commissaires politiques ne sont pas promus et un est élu suppléant ;

- Le nouveau commandant en chef de l'armée de l'air et un chef d'état-major adjoint des forces armées.

Le rajeunissement est donc incontestable. Mais ces remplacements ne semblent pas s'être faits sans marchandages. Ainsi le maréchal Ye Jianying a-t-il quitté le bureau politique, mais son fils, Ye Xiangping, gouverneur de la province de Canton, et son gendre Zhou Jiahua, ministre de l'industrie de l'armement, entrent au comité central. Le général Li Desheng, démissionnaire, voit entrer au comité central plusieurs de ses anciens adjoints de la région militaire de Shenyang (Mandchourie). Quatre des dix démissionnaires du Politburo entrent à la commission des conseillers (vétérans) : MM. Wang Zhen, Li Desheng, Song Renqiong et Zhang Tiangfa. Parmi les six autres, cinq conservent d'importantes positions.

L'avant-dernière étape de cette opération destinée à la fois à moderniser l'équipe dirigeante et à consolider l'emprise de M. Deng Xiaoping et de ses partisans sur le parti est donc achevée. Reste, pour connaître le nouvel équilibre des pouvoirs, d'attendre la publication prochaine de la liste des nouveaux membres du bureau politique et du secrétariat du PC. Ce sera chose faite de l'issue du cinquième plénum qui doit se réunir incessamment.

PATRICE DE BEER.

(1) Cinquante-six nouveaux entrent à la commission des conseillers, qui compte désormais cent quatre-vingt-deux membres (plus dix), et trente et un à la commission de discipline.

(2) Le nouveau chef de la propagande, M. Zhu Houze, avait remplacé, en juillet, M. Deng Liqun, très engagé dans la campagne contre la « pollution spirituelle » (1983).

Inde

A LA VEILLE DES ÉLECTIONS AU PENDJAB Attentat et arrestations à New-Delhi

De notre correspondant

New-Delhi. - Jour J moins 3, le sang a coulé. A soixante-douze heures des élections générales au Pendjab, l'Etat des sikhs demeure à peu près calme, et c'est à New-Delhi que les terroristes ont apparemment décidé de frapper. Une « bombe-transistor », du type de celles qui avaient fait quatre-vingts morts, en mai dernier, a explosé dimanche dans un quartier populaire de la capitale, déshabillant trois personnes. Deux autres engins piégés ont été découverts peu après, aux alentours de la gare centrale du vieux Delhi.


De l'annonce de l'attentat, dimanche matin 22 septembre, la radiotélévision officielle a interrompu ses programmes et invité la population à ne se saisir d'aucun objet suspect dans la ville et à avertifier la police en cas de découverte douteuse. Comme à l'accoutumée, ces avertissements ont amplifié l'inquiétude du public.

Les quelque deux mille personnes qui bénéficient d'une protection rapprochée dans la capitale ont vu leur sécurité immédiatement renforcée, et des barrières métalliques ont été dressées autour des résidences de certains notables. La police aurait arrêté trois suspects.

A la veille du week-end, une centaine de sikhs, parmi lesquels des militaires, des fonctionnaires, des hommes d'affaires et quelques politiciens avaient été appréhendés pour interrogatoire dans la capitale. Selon les autorités, qui ont notamment investi quatre grands *gurdwaras* (temples sikhs) de la ville au cours du raid, « une grande quantité de littérature séparatiste et d'utiles cartes d'adresses » ont été saisies. L'opération, officiellement visant à faire avancer l'enquête concernant l'assassinat de deux politiciens hindous ces dernières semaines (Lalit Maken et Arjun Dass).

Il s'agit aussi, bien entendu, de maintenir la pression sur les extrémistes sikhs de manière à prévenir tout attentat pouvant empêcher le bon déroulement des élections au Pendjab. Cet Etat est étroitement quadrillé, et il n'est pas impossible, d'après les autorités, que les terroristes décident de frapper à New-

François-Marie BÂNIER



Balthazar, fils de famille

«Roman accompli, violent et fort»
Josyane Savigneau / Le Monde

GALLIMARD *nrf*

PROCHE-ORIENT

Liban

Violents affrontements à Beyrouth-Ouest entre « alliés » islamiques

De notre correspondant

Beyrouth. — Après bataille de rues entre « alliés » à Beyrouth-Ouest, dimanche soir, bataille rangée entre pro-Syriens et Arafatistes à Tripoli depuis plus d'une semaine : le « camp islamique » dans toutes ses composantes — chiites contre druzes et sunnites à Beyrouth, sunnites contre alaouites à Tripoli — est la proie de violents déchirements.

Les affrontements de dimanche soir à Beyrouth, qui se sont poursuivis jusqu'aux petites heures de ce lundi, opposaient le PSP de M. Walid Joumblatt au mouvement Amal de M. Nabih Berri. Si ce dernier peut à juste titre être qualifié de chiite, il est devenu abusif de considérer le PSP comme druze, du moins à Beyrouth. La milice de M. Joumblatt l'est encore en montagne, mais dans la capitale elle s'est grossie d'un apport de combattants violemment antichittes n'ayant plus de milice propre et s'enrôlant et même de Kurdes non libanais.

M. Dumas a bon espoir en une prochaine libération des otages français

M. Roland Dumas, ministre français des relations extérieures, a indiqué dimanche 22 septembre au micro de Radio-Monte-Carlo qu'il avait bon espoir que les négociations en vue de la libération des otages français détenus au Liban finiraient par aboutir, « peut-être même à une date assez rapprochée ».

Il s'est toutefois refusé à révéler la nature des négociations en cours, admettant malgré tout qu'un des problèmes posés était celui de la libération par les Israéliens des prisonniers chiites du camp d'Atlit.

« Il nous revient qu'un certain nombre de prisonniers n'auraient pas été libérés, ce qui a servi de prétexte à retarder la libération de nos compatriotes : c'est un point que nous sommes en train de vérifier », a-t-il dit.

Interrogé sur la prochaine visite à Paris du numéro un soviétique M. Mikhaïl Gorbatchev, M. Dumas a souligné que ce premier voyage officiel en Occident « est une marque de considération à l'égard de la France ».

M. Dumas a réaffirmé la position française concernant la « guerre des étoiles » et l'équilibre des forces. « La France, a-t-il dit, considère que cet équilibre a été le meilleur gage de paix au cours des quarante dernières années et qu'il ne faut pas le démanteler et le remettre en cause. Elle est d'accord pour la réduction des armements au plus bas niveau et elle condamne tout ce qui pourrait conduire à un surarmement, notamment dans l'espace ».

Il a ajouté que l'appartenance à l'alliance atlantique de la France, qui refuse de se déterminer par rapport à tel ou tel bloc, « ne peut faire l'objet d'aucune discussion, d'aucun marchandage (...). Le fait que la France soit un allié fidèle, personne

ne le doute. Même pas les Soviétiques. Mais que la France ait une vue personnelle, originale et indépendante sur les problèmes de sécurité dans le monde, les rapports Est-Ouest et sur la défense, personne n'en doute non plus », a-t-il dit.

Cent cinquante morts à Tripoli

Ainsi en a-t-il été dimanche soir. Double circonstance aggravante : d'une part, pour la première fois, les mortiers et canons — des chars notamment de la part d'Amal qui en

a reçu de Syrie — ont été utilisés par les alliés-ennemis ; d'autre part, les deux milices se battaient à Beyrouth alors que leurs chefs, MM. Berri et Joumblatt, étaient réunis à Damas pour définir une position commune en vue d'une négociation avec leurs ennemis, déclarés ceux-là du camp chrétien. Les Forces libanaises récemment « récupérées » par les autorités syriennes.

A Tripoli, la guerre à épisodes entre le MUI (Mouvement de l'unité islamique), intégriste sunnite ayant des liens étroits avec la tendance arafatiste des Palestiniens et le PAD (Parti arabe démocratique), dont l'ossature est constituée d'alaouites, et qui s'appuie sur l'armée syrienne présente autour de Tripoli, a été une violence inégale. Les combats n'ont pas connu de trêve depuis huit jours. Les morts recensés dépassent cent cinquante et les blessés approchent les cinq cents.

Damas accuse les « bandes d'Arafat » d'être responsables de la bataille de Tripoli. Mais, partie implicite au conflit, la Syrie y joue aussi le rôle de médiateur, ses officiers étant membres, à également, d'une commission locale de sécurité. Les pro-Syriens ont fait monter les enchères politiques en posant cinq conditions à une reprise du dialogue, acte sur l'éviction des hommes de M. Yasser Arafat de la ville du Liban nord et de son port.

LUCIEN GEORGE.

LA GUERRE DU GOLFE

Le président Khamenei réitère sa menace de fermer le détroit d'Ormuz

Téhéran. (AFP.) — Le président iranien Ali Khamenei a averti une nouvelle fois, dimanche 22 septembre, que, si les attaques irakiennes sur les « installations pétrolières iraniennes » conduisaient à une interruption des exportations de pétrole de la République islamique, « l'Irak interdirait, de toutes ses forces, le détroit d'Ormuz à tous les pays exportateurs de pétrole de la région ».

Le chef de l'Etat iranien, qui est également chef du Conseil suprême de défense, a lancé cet avertissement au cours d'un défilé militaire à l'ouest de Téhéran, marquant le début de la « semaine de la guerre », à l'occasion du cinquantième anniversaire du conflit irako-iranien.

Le président de la République islamique a ajouté que l'Irak continuerait de répondre aux attaques de l'Irak sur ses installations pétrolières dans le Golfe « par des coups portés aux installations économiques irakiennes ». Il a toutefois souligné que ce type de riposte durerait aussi longtemps que les exportations de pétrole iranien ne seraient pas arrêtées.

Il s'agit de la première réaction officielle de Téhéran à l'annonce — de différentes sources indépendantes — que le terminal pétrolier de Kharg pourrait être hors d'état de

fonctionner par suite des bombardements irakiens de jeudi dernier.

Jusqu'à présent, les autorités iraniennes étaient restées silencieuses, se contentant d'annoncer la mort de deux marins irakiens au cours de la bataille d'Ormuz, le détroit à l'ouest de Kharg. Ce silence avait été interprété par les milieux compétents de la capitale iranienne comme une indication de la gravité des dégâts occasionnés au terminal. En effet, Téhéran avait déclaré que les troupes irakiennes étaient tombées dans la mer ou sur les rochers.

Les capacités d'exportation de l'Irak de Kharg — par où transite 90 % du million et demi de barils/jour que représentent les exportations iraniennes — sont considérablement réduites, comme le laisse entendre samedi la *Lloyd's List*, quotidien de la compagnie d'assurance maritime londonienne, la République islamique verrait alors sa capacité financière à poursuivre une guerre longue fortement entamée.

Le conflit égyptien en effet de 30 à 50 % des revenus du pétrole iranien, évalués au total entre 17 et 19 milliards de dollars par an, selon des estimations de sources diplomatiques occidentales à Téhéran.

Israël

Jérusalem condamne la prochaine rencontre entre M^{me} Thatcher et deux membres de l'OLP

De notre correspondant

Jérusalem. — M^{me} Thatcher n'a pas la cote en Israël. En moins d'une semaine, le gouvernement britannique a pris deux décisions qui irritent et inquiètent les dirigeants de l'Etat hébreu, alimentant une nouvelle fois un sentiment latent anti-anglais, toujours prompt pour des raisons historiques à resurgir : la conclusion d'un accord de principe pour la livraison de quarante-huit chasseurs-bombardiers Tornado ; l'annonce d'une prochaine rencontre à Londres entre M^{me} Thatcher et une délégation jordanienne-palestinienne comprenant deux responsables de l'OLP.

La double initiative britannique était en tête de l'ordre du jour du conseil des ministres dominical à Jérusalem. M. Shimon Pérès a indiqué avoir reçu un message de M^{me} Thatcher où celle-ci informait de la prochaine rencontre de Londres. Le premier ministre israélien a précisé que sa réponse prendrait la forme d'une protestation « contre les ventes d'armes britanniques à la Jordanie et à l'Arabie saoudite, deux pays toujours officiellement en guerre avec l'Etat juif ». « Ces ventes, ajoute M. Pérès, interviennent à un moment où la Grande-Bretagne se montre très vigilante au sujet des ventes d'armes susceptibles, selon elle, d'affecter sa sécurité » (il

s'agit d'une allusion aux fournitures d'armes à l'Argentine).

Pour M. Pérès, il est en outre « difficile de comprendre que M^{me} Thatcher s'apprête à rencontrer des membres d'une organisation engagée dans des activités terroristes alors qu'elle affirme elle-même s'opposer à toute concession au terrorisme ». Les deux responsables palestiniens qui feront le voyage de Londres sont M. Mohamed Milhem, ancien maire de Khalil (Cisjordanie), expulsé en 1980, et Mgr Elias Khoury. Le premier est l'un des quinze membres du comité exécutif de l'OLP ; le second appartient au Conseil national palestinien, le « Parlement » de l'OLP.

Les Israéliens redoutent que M^{me} Thatcher, premier dirigeant occidental à recevoir une délégation jordanienne-palestinienne, montre ainsi l'exemple aux Américains. Le président de Londres, craignant à Jérusalem, nuirait plus facilement la voie à une rencontre similaire au département d'Etat. Comparant M^{me} Thatcher à Neville Chamberlain, un député travailliste, M. Amnon Linn, a accusé le premier ministre britannique de « fermer les yeux sur les plans de l'OLP visant à liquider Israël ». La presse israélienne publie en bonne place les condamnations de la prochaine rencontre par la communauté juive de Grande-Bretagne.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

ECHec D'UNE MANIFESTATION DES PARTISANS DU RABBIN KAHANE PRES DE TEL-AVIV

Jérusalem (AFP, AP). — Plusieurs milliers d'Israéliens ont répondu aux appels de diverses organisations pacifiques en se réunissant dimanche soir 22 septembre à Guivatim (sud de Tel-Aviv) pour empêcher la tenue sur place d'une manifestation légale organisée par le rabbin Meïr Kahane, député du Parti pacifiste anti-arabe Kach.

Accompagné de quelque deux cents de ses partisans, le rabbin Kahane a vainement tenté de se faire entendre et de lancer une violente diatribe contre le président israélien, M. Haim Herzog, qui avait récemment exprimé sa « répulsion » à l'égard du « mouvement fasciste Kach ».

Les slogans et les appels à la haine anti-arabe du rabbin Kahane ont été étouffés par les huées de la foule, dans laquelle on pouvait remarquer de nombreux artistes et intellectuels. Bombardé de tomates et d'œufs, le rabbin Kahane a crié aux manifestants : « Nous ne détestons pas les Arabes, mais vous détestez les juifs ! Quand nous serons au pouvoir, nous saurons comment nous occuper de vous ! ».

Le maire de Guivatim s'est félicité de cette « victoire de la démocratie israélienne ». (...) Cet événement doit être commémoré. Je suggère que la place centrale de notre ville s'appelle dorénavant place de la Démocratie », a-t-il ajouté.

AFRIQUE

Les conflits en Angola

- Les forces sud-africaines ont achevé leur retrait
- Forte offensive des troupes gouvernementales contre l'UNITA

Les forces sud-africaines ont achevé leur « mission » dans le sud de l'Angola, commencée le 16 septembre, et qualifiée de « poursuite à chaud » contre les « maquisards namibiens » de la SWAPO, et ont regagné leurs bases en Namibie, a annoncé, dimanche 22 septembre, à Windhoek, le général George Meiring, commandant en chef des forces sud-africaines du Sud-Ouest africain. « Depuis lundi dernier, 8-11 précises, 15 terroristes de la SWAPO ont été tués. Neuf accrochages ont eu lieu contre les maquisards et 49 d'entre eux ont été faits prisonniers. 32 agents entraînés localement et détenteurs d'explosifs ont été capturés, à l'exception de Meiring, 17 autres, qui faisaient partie d'un réseau de renseignement et avaient ordre de transporter des explosifs ont aussi été faits prisonniers ».

Les opérations militaires sud-africaines ont été concentrées aux environs de Namone et Evale, à une centaine de kilomètres à l'intérieur du territoire angolais. Les forces de Pretoria, composées d'environ 500 hommes, ont subi aucune perte, a précisé le général Meiring. Elles ont, en outre, saisi 384 kilos d'explosifs découverts dans quatre dépôts distincts.

De son côté, le gouvernement angolais avait indiqué dès le début de l'opération que celle-ci avait pour but de venir en aide aux rebelles angolais de l'UNITA, le mouvement de M. Jonas Savimbi, qui se batte à une « guerre de libération ». Parmi les délégués, en majorité blancs, figuraient certains hommes d'affaires qui ont rencontré, la semaine dernière à Lusaka, les dirigeants en exil de l'ANC (Congrès national africain), des dignitaires religieux comme le cardinal de Durban, Mgr Denis Hurley, des universitaires, ainsi que des dirigeants noirs des banouasans. Le Front démocratique uni (UDF, principale force légale anti-apartheid) était représenté à cette réunion, qui s'est déroulée à Johannesburg.

Des Soviétiques au combat

Samedi 21 septembre, à Jamba, M. Jonas Savimbi a déclaré au cours d'une conférence de presse : « Si nous étions obligés d'évacuer Jamba, notre quartier général de brousse, nous reconstruirions un deuxième Jamba ». Il a cependant affirmé que l'offensive soviétique a été stoppée par les troupes de l'UNITA à 200 kilomètres de Jamba. M. Savimbi a, d'autre part, indiqué que, pour la première fois, des Soviétiques avaient participé aux combats en assurant le commandement tactique de diverses unités.

L'offensive « en tenailles » des forces gouvernementales aurait également été stoppée à 28 kilomètres au nord de Mavinga, une base de l'UNITA située à 225 kilo-

mètres au nord de Jamba, où de violents combats continueraient vendredi, a assuré M. Savimbi. Jusqu'à présent, 150 combattants de l'UNITA ont été tués, 630 blessés et 15 ont été portés disparus. A-t-il précisé, ajoutant que l'UNITA a tué 1 200 soldats angolais, 3 soviétiques et 18 cubains. L'UNITA aurait également abattu 4 chasseurs Mig.

A Luanda, la presse officielle angolaise a vivement condamné, samedi, la reconnaissance officielle par Pretoria de l'aide que l'Afrique du Sud fournit à l'UNITA. Vendredi, le ministre sud-africain de la défense, le général Magnus Malan, avait, pour la première fois, reconnu que son gouvernement « s'est engagé à fournir de l'aide à l'UNITA tant qu'il y aura en Angola des forces étrangères ». Le

quotidien *Journal de Angola* souligne qu'il s'agit d'un « acte définitif » que le « détachement de l'agression actuelle dans la province de Kuando-Kubango (sud-est du pays) est destiné à répondre aux difficultés rencontrées par leurs protégés de l'UNITA face à l'offensive des forces armées angolaises ».

Enfin, à Moscou, dans une première réaction officielle, l'agence Tass « condamne résolument l'agression criminelle perpétrée par la République sud-africaine » contre l'Angola. Moscou « exige la cessation immédiate et totale des hostilités » et réclame l'adoption par le Conseil de sécurité des Nations unies de « mesures efficaces contre l'agresseur ». — (AFP, Reuters.)

République sud-africaine

Constitution d'une « alliance » réformatrice pour abolir l'apartheid « sans violence »

Environ 150 représentants de plus de 50 organisations réformatrices sud-africaines ont décidé, samedi 21 septembre, de constituer une « alliance » qui cherchera à réunir une « convention nationale » afin de promouvoir le dialogue entre toutes les forces politiques du pays et tenter d'abolir l'apartheid sans violence. Parmi les délégués, en majorité blancs, figuraient certains hommes d'affaires qui ont rencontré, la semaine dernière à Lusaka, les dirigeants en exil de l'ANC (Congrès national africain), des dignitaires religieux comme le cardinal de Durban, Mgr Denis Hurley, des universitaires, ainsi que des dirigeants noirs des banouasans. Le Front démocratique uni (UDF, principale force légale anti-apartheid) était représenté à cette réunion, qui s'est déroulée à Johannesburg.

Des incidents se sont, en outre, produits samedi dans une banlieue noire du Cap, aux funérailles de 8 des 42 victimes des récentes émeutes dans cette ville. La police a tiré des balles de caoutchouc pour disperser la foule, estimée à 40 000 personnes, qui assistait aux obsèques.

Dans la cité noire de KwaZakhe, près de Port-Elizabeth, sur la côte est, des émeutes ont éclaté, et un Noir a été brûlé vif après que sa maison ait été incendiée vendredi soir. M. Louis Le Grange, ministre sud-africain de la loi et de l'ordre, a déclaré le même jour qu'il ne saurait accepter un accroissement de la répression contre les émeutiers, car

celle-ci, a-t-il dit, entraînerait de nouvelles victimes. M. Le Grange répondait à une demande en ce sens que lui ont faite les délégués du Congrès de la section du Transvaal du Parti national (au pouvoir). Le ministre de la loi et de l'ordre a indiqué que quelque 670 Sud-Africains ont été tués en quinze mois d'émeutes, et 2 500 autres blessés. Onze policiers ont trouvé la mort, 350 ont été blessés, tandis que 420 autres ont été chassés de leur maison. En outre, 10 000 personnes ont été arrêtées au cours de cette période. « Imaginez le travail administratif que cela entraîne ! », a ajouté le ministre. — (AFP, Reuters.)

Soudan

Violents affrontements entre frères musulmans et sudistes à Khartoum

4 morts, plus de 50 blessés

Les violents affrontements de samedi matin 21 septembre à Khartoum entre adversaires et partisans du colonel sudiste John Garang ont fait quatre morts et une cinquantaine de blessés graves parmi les manifestants, selon un bilan obtenu de source occidentale dans la capitale soudanaise.

Deux des manifestants ont été tués par balles et deux à l'arme blanche. La plupart des blessés sont grièvement atteints. Selon la même source, la police a procédé à des arrestations, mais on ignore le nombre des personnes appréhendées.

Le calme est revenu samedi en début d'après-midi à Khartoum, mais d'importantes forces de police sont toujours en place dans les rues et aux points stratégiques de la capitale. Les policiers des brigades anti-émeutes sont armés de boucliers, de matraques et de mitrailleuses.

Les Frères musulmans, selon la police soudanaise, avaient sollicité jeudi l'autorisation de manifester samedi pour protester contre l'offensive en cours des rebelles dirigés par le colonel John Garang contre deux localités du Soudan du Sud, Nasir et Bor, respectivement au sud-est et au sud du pays. Les autorités avaient refusé d'autoriser cette manifestation, qui a dégénéré en violents affrontements entre partisans et adversaires du colonel Garang. — (AFP.)

(Publicité)

Aujourd'hui, les toutes dernières affaires en vente de fonds de

COMMERCES

BOUTIQUES - LOCAUX - BUREAUX
alun., entres., librerias, divers
dans le journal spécialisé depuis 40 ans
« LES ANNONCES »
En vente partout 4,00 F et 38, rue de
Médan, 75011 Paris - Tél. (1) 808.50.30

Bonnies - Dossiers par milliers

Rayonnages Bibliothèques

au prix de fabrication
du kit au sur mesure

LEROY FABRICANT

équipe votre appartement
bureau, magasin, etc.
25 années d'expérience
une visite s'impose
208, avenue du Maine, Paris (14^e)
540-57-40 - M^{me} Adèle

مكتبة الامم المتحدة

GOUPIL G4

MAINTENANT C'EST EVIDENT

Le groupe français SMT constate aujourd'hui le succès éclatant de sa nouvelle gamme G4, totalement compatible et surpuissante, orientée réseau de communication et besoins des grandes entreprises. ■

COMPATIBILITÉ
ET PERFORMANCES.
MAINTENANT
C'EST L'IDÉAL

Les avis sont aujourd'hui
unanimes:

plus performant et plus rapide, c'est très difficile: le Goupil G4 laisse loin derrière lui les principaux PC du marché, tous les logiciels standard fonctionnant de deux à cinq fois plus vite sur G4 que sur un simple PC;

plus compatible, c'est encore plus difficile aujourd'hui, tant sur le plan du hardware que du software, tous les tests spécialisés l'ont démontré clairement;

plus attirant et plus "classe", c'est là tout à fait impossible: le design du G4 est indiscuté et a déjà été primé pour ses qualités ergonomiques et esthétiques.

Il semble donc qu'avec la gamme Goupil G4, les managers d'aujourd'hui trouvent les produits professionnels, performants et sûrs, dont ils pourront être parfaitement satisfaits pendant de longues années. ■

Marquant ainsi sa compétence dans ce domaine et l'importance de sa collaboration avec les équipes de Microsoft, il apporte à ses grands clients une solution sûre pour le court et le moyen terme. ■

CONNEXION
AUX GRANDS SITES:
SANS SURPRISE

En tout état de cause, la communication d'entreprise reste

l'axe stratégique privilégié du groupe qui propose de nombreuses solutions professionnelles dans les domaines des microserveurs vidéotex (en liaison avec la société Méta-Vidéotex) et du télétext. En outre, la SMT et ses équipes Télécommunications offrent toutes les solutions constructeur de connexion, directe ou

en grappe, aux grands sites:

VIP 7700, Questar, BSC 2780 et 3270, SNA 3270 et 5251, DSA et X25...

SMT et Goupil, maintenant, c'est évident. ■

LA CONVIVIALITÉ: UN AVANTAGE DÉCISIF.

Super-machine, le Goupil G4 est équipé en standard de l'intégrateur graphique Windows (Microsoft ©) et devient ainsi, immédiatement, le compatible le plus convivial. C'est en effet le 9 mai dernier, au cours d'une réunion au Pré Catelan, que Bill Gates et Claude Perdrillat, Présidents de Microsoft et de Goupil, ont signé l'accord (le 1^{er} au niveau mondial) visant à offrir Windows avec chaque G4. Cet avantage significatif marque, de la part du groupe SMT, la volonté de faciliter l'approche des grands produits bureautiques et aussi, comme le précise François Bayan, Directeur des Ventes France, "celle de préparer les futurs marchés de la formation où l'entreprise investit depuis plusieurs années". Une telle orientation est en effet complétée par un effort tout particulier dans le domaine des logiciels éducatifs avec les meilleurs systèmes d'EAO du marché actuel.

SICOB Stand 3-A
n° 3100

RÉSEAUX LOCAUX:
SÉCURITÉ
ET AVANCE
TECHNOLOGIQUE

"MS/net (Microsoft ©) est
aujourd'hui le standard mon-

dial de réseau local pour micro-ordinateurs, aime à répéter Jean-François Vayssat, Directeur du Développement du groupe SMT, et c'est pourquoi nous l'avons retenu et que nous l'installons depuis mars 1985."

Le groupe SMT a été en effet le second constructeur mondial à proposer MS/net au travers de son réseau GOUPILnet (jusqu'à 64 G3PC ou G4 compatibles sur une paire torsadée de 1200 mètres).

LES SERVICES: AUJOURD'HUI, C'EST GOUPIL

La formation de l'utilisateur, l'installation du matériel, la capacité de proposer non seulement tous les grands logiciels standard mais encore des programmes spécifiques, une gamme complète de contrats d'entretien de 24 à 72 heures sur l'ensemble de territoire, une large équipe technique centrale et une "hot-line" à toute heure disponible, autant d'éléments essentiels d'une vraie politique constructeur au service de ses clients. Autant d'éléments sur lesquels la SMT et ses filiales travaillent depuis des années et qui expliquent aussi leur réussite d'aujourd'hui.

GOUPIL

SMT-GOUPIL
3, rue des Archives 94000 Créteil
Tél.: (1) 399.15.15
Télex 262043 F



PE

Le mort d'Axel Springer

Le plus grand et le plus controversé des patrons de presse en Allemagne fédérale

De notre correspondant

Bonn. — Le plus grand, mais aussi le plus controversé des patrons de presse ouest-allemands, Axel Springer, est mort dimanche à Berlin-Ouest, des suites d'une pneumonie. Il était âgé de soixante-trois ans. Son empire, constitué au lendemain de la guerre, occupe une position dominante sur le marché de la presse quotidienne et dominicale en République fédérale. Avec 5 mil-

lions d'exemplaires, le journal populaire *Bild* est le plus fort tirage de la presse quotidienne en Europe. Des ruines fumantes de Hambourg à son fief de la Kochstrasse à Berlin-Ouest, où l'immeuble du groupe occupe 400 mètres le long du « mur », la carrière d'Axel Caesar Springer est intimement liée aux quatre dernières décennies de l'histoire allemande. Accusé d'abriter le peuple en jouant sur le sensationnalisme, redouté par le monde politique, le magnat de la presse exigeait de ses journalistes le respect de quatre grands principes : œuvrer en faveur du rétablissement pacifique de l'unité allemande ; s'employer à la réconciliation entre Allemands et Juifs ; récuser le totalitarisme sous toutes ses formes et défendre l'économie de marché. Un programme dont il avait fait une machine de combat entre la gauche et la jeunesse estudiantine, complices à ses yeux de vouloir traiter avec les communistes de l'Est ou de mettre en doute le système économique et social sur lequel s'est reconstruite la République fédérale. Il a tenté aussi par tous les moyens dont il disposait d'entraîner l'Ostpolitik de l'ancien chancelier Willy Brandt.

Le fils d'un petit imprimeur de Hambourg, devenu le maître redouté du plus vaste empire de presse, est mort sans successeur.

De notre correspondant

Bonn. — Le plus grand, mais aussi le plus controversé des patrons de presse ouest-allemands, Axel Springer, est mort dimanche à Berlin-Ouest, des suites d'une pneumonie. Il était âgé de soixante-trois ans. Son empire, constitué au lendemain de la guerre, occupe une position dominante sur le marché de la presse quotidienne et dominicale en République fédérale. Avec 5 mil-

lions d'exemplaires, le journal populaire *Bild* est le plus fort tirage de la presse quotidienne en Europe. Des ruines fumantes de Hambourg à son fief de la Kochstrasse à Berlin-Ouest, où l'immeuble du groupe occupe 400 mètres le long du « mur », la carrière d'Axel Caesar Springer est intimement liée aux quatre dernières décennies de l'histoire allemande. Accusé d'abriter le peuple en jouant sur le sensationnalisme, redouté par le monde politique, le magnat de la presse exigeait de ses journalistes le respect de quatre grands principes : œuvrer en faveur du rétablissement pacifique de l'unité allemande ; s'employer à la réconciliation entre Allemands et Juifs ; récuser le totalitarisme sous toutes ses formes et défendre l'économie de marché. Un programme dont il avait fait une machine de combat entre la gauche et la jeunesse estudiantine, complices à ses yeux de vouloir traiter avec les communistes de l'Est ou de mettre en doute le système économique et social sur lequel s'est reconstruite la République fédérale. Il a tenté aussi par tous les moyens dont il disposait d'entraîner l'Ostpolitik de l'ancien chancelier Willy Brandt.

La construction de l'empire

Desormais, solidement assis, le groupe peut se permettre d'acheter aux Anglais une « danseuse », le quotidien *Die Welt*, considéré à cette époque, en 1953, comme le meilleur journal d'information sur la place allemande. Ce quotidien, de tendance nettement conservatrice, tire aujourd'hui à 200 000 exemplaires et perd de l'argent.

En 1956, est lancé l'hébdomadaire dominical *Bild am Sonntag*, qui s'ajoute à *Die Welt am Sonntag*, et assure au groupe un contrôle quasi absolu sur la presse dominicale. En 1959, Springer rachète la vieille maison de presse berlinoise, l'Ulstein, éditrice du *Berliner Zeitung* et du *Berliner Morgenpost*. Au faîte de sa carrière, il installe son siège au cœur de l'ancienne capitale du Reich, d'où son bureau domine le « mur » et les deux parties occidentale et orientale de Berlin.

Jusqu'à sa mort, les grandes bases de son empire n'ont pas fondamentalement changé, même s'il a continué de s'étendre en direction de la presse spécialisée, puis féminine, sans ignorer les nouveaux médias. En revanche, le groupe vient d'être transformé en une société anonyme, dont 49 % des actions ont été réparties en juillet dernier dans le public.

Marié cinq fois, Axel Caesar a eu deux fils et une fille, dont un seul avait paru capable d'assurer la succession. Il s'est suicidé en 1980. Sa dernière femme, Frieda, fait partie du conseil de surveillance de la société créée le 1^{er} juin 1985, et dans laquelle lui-même n'avait conservé que 26,1 % des actions : 24,9 % des actions du groupe avaient été dévolues dès 1983 aux éditions Burda. Axel Springer avait envisagé de faire des trois fils Burda ses seuls héritiers, en leur cédant la majorité de son capital, ce à quoi s'est opposé l'Office ouest-allemand des cartels.

HENRI DE BRESSON.

LE TREMBLEMENT DE TERRE AU MEXIQUE

Répliques de la peur

Quatre jours après le très violent séisme de magnitude 8,2 qui a ravagé Mexico, le 19 septembre, il est encore impossible d'avoir une idée exacte du nombre des victimes : 1 300 morts selon le ministère de la Justice, plus de 2 000 morts pour le ministère de l'Intérieur, 4 000 à 6 000 morts pour les journaux mexicains, 10 000 selon l'ambassade des

Etats-Unis. Quant aux blessés et disparus, les estimations, partielles, varient de 5 000 à 20 000 personnes.

Comme toujours après un violent séisme, la terre continue à trembler et elle s'agitte aussi pendant des mois. Dans l'ensemble, toutes ces « répliques » sont faibles, à l'exception d'une

qui s'est produite le 20 septembre en début de soirée et qui a atteint la magnitude de 7,3.

De toutes parts arrivent des équipes et du matériel de secours ainsi que de l'argent, qui fait cruellement défaut. Et d'autant plus que le séisme va forcer au chômage de nombreuses personnes qui avaient un emploi dans tous les secteurs d'activité.

De notre envoyé spécial

Mexico. — Il y a désormais, ici, les hauts lieux de l'épouvante, comme il y avait ceux du tourisme et de l'histoire. Le « Guide bleu » oral, qui se répand peu à peu à Mexico, parmi les journalistes qui ont afflué, est d'un genre particulièrement morbide. Il y a les destructions banales ; déconseillées. Les catastrophes petites ; déconseillées. Il y a les monstruosités qui méritent un détour et les horreurs qu'il serait impardonnable de ne pas avoir vues.

Alors, regardons. On peut commencer par une visite à la Colonia Roma, quartier situé dans le centre de Mexico, au sud-est. Ricardo, trente-deux ans, et Elena, vingt et un ans, lui professeur, elle étudiante, sont mobilisés depuis jeudi matin pour venir en aide aux sinistrés. Sur sa petite Golf Volkswagen, Elena — qui vit dans une banlieue chic, lointaine et éparpillée — a collé de grandes feuilles de papier sur lesquelles elle a dessiné des croix rouges. Son ami et elle sont chargés — se sont chargés — de transporter de la nourriture dans des centres d'hébergement.

Après le parc, où des milliers de personnes passent les nuits, soit qu'elles n'aient plus de maison, soit qu'elles aient peur d'y dormir — voici la place de Rio-de-Janeiro. Au centre, sur son socle, très haut, se dresse une réplique du David de Michel-Ange. Impassable, frère et puissant : il a tenu.

Gymkhana : de nombreuses rues sont coupées. Deux kilomètres à vol d'oiseau, il faut en faire trois en zigzag. Des jeunes volontaires font la circulation. A La Roma, on voit peu de policiers ou de militaires. Dans les rues ne circulent que ceux qui ont vraiment quelque chose à y faire. Les Mexicains sont ainsi : les autorités ont demandé aux gens de rester chez eux, sauf nécessité, et la consigne est respectée, scrupuleusement.

Voici ce qui reste d'un bâtiment de l'université de Chapultepec. Il y avait là trois cents étudiants et professeurs, à l'heure, jeudi... Cela fera sans doute trois cents morts. Sous cette masse un peu rose d'où s'élève un nuage mélangé de poussière et de saie d'incendie. Disons-le une fois pour toutes : désormais, à Mexico, ce n'est plus seulement la fumée qui monte des édifices détruits. Il y a aussi — le temps ayant passé — l'odeur des corps en décomposition. Et ce ne sont pas les masques de tulle, obligatoires pour ce circuit (afin d'éviter les risques d'infection) qui empêcheront l'odeur de la mort de flotter, égarante, dans tous les quartiers atteints.

Roma détruite

Dans La Roma, il y a eu sans doute trois mille morts. De nombreux immeubles sont détruits. Les autres ne sont pas brillants. C'est le plus sinistre de tous les quartiers. Dans une cour d'école on a recueilli plusieurs centaines de sans-abri. Ils ont eu le temps de prendre chez eux quelques vêtements qu'ils ont empaquetés dans des sacs ou de gros sacs de toile. Leurs meubles, le reste de

leurs affaires, la mémoire des familles, les jouets des enfants sont encore quelque part, dans une tour penchée, un immeuble fissuré, une maison à ciel ouvert, inaccessible pour l'instant, ou peut-être pour toujours.

Il règne au centre d'hébergement une animation fébrile. Les « premiers auxiliaires » (premiers secours) affluent. Tout est classé, stocké, répertorié. Elena donne un carton de petits pots pour bébés. On lui demande son nom et la provenance du lot. Afin de noter tout cela sur un grand cahier. Solidarité, discipline, méticulosité.

Calte (rue) Jalapa, à La Roma, le centre d'accueil est installé dans une école éparpillée mais à vingt mètres d'une tour qui, elle, a été rudement

leurs de la communication, est devenue une sorte de frise chaotique, sculptée par le séisme, surréaliste. On détruit sans doute et l'immeuble et l'œuvre d'art.

Rejoignons Tlatelolco et la place des Trois-Cultures, l'un des endroits où le bilan est le plus désastreux. Les ruines du grand immeuble d'habitation où ont péri, d'après les estimations les plus sérieuses, au moins deux mille personnes, sont devenues un vaste chantier. Les ordres sont émis à partir d'une camionnette du PRI (le Parti révolutionnaire institutionnaliste, au pouvoir au Mexique depuis des dizaines d'années) sur laquelle ont été montées deux gigantesques enceintes acoustiques.

On fouille, à coups de pelles, de pioches, à l'aide de barres de levier,

Sur les ruines, dans la lourde chaleur tropicale, une odeur qui donne l'ampleur de la catastrophe.

secondée. Il s'agitait d'un immeuble presque achevé, de quinze étages. On voit encore le panneau proposant aux passants des studios tout confort et des deux pièces agréables. Il faudra les démolir.

Elena et Ricardo vont repartir chez eux. Comme beaucoup de secouristes volontaires, ils sont exténués... Le devoir de solidarité n'exclut pas le droit au repos. De même que la catastrophe n'arrête pas toute la vie. A La Roma, devant un immeuble de logements en ruine, que l'on fouillait à la recherche de survivants, un marchand de glaces ambulants faisait tinter sa cloche...

Des fourmis sur des ruines

Un peu plus loin sur la gauche, un immense chantier fumant... et bruyant. Deux pelleteuses, des grues, des dizaines de sauveteurs aux casques multicolores s'activent comme des fourmis sur les restes d'un immeuble d'habitation. Soudain, l'un d'eux fait un grand geste des deux bras. Signal convenu — des deux bras. Signal convenu — sur les chantiers — pour obtenir le silence. Les moteurs cessent aussitôt de fonctionner. Le compresseur se vide lentement. Tous les sauveteurs s'immobilisent. Des centaines, des milliers de personnes — sur le chantier et alentour — s'arrêtent de bouger et de parler. On écoute les ruines. On va peut-être sauver un homme. Un médecin est monté sur la butte de gravats... Deux minutes passent, lourdes. Il n'y a rien. Ce sera peut-être pour la prochaine fois. Un nouveau geste, et le travail reprend.

Le ministère des communications, non loin de La Roma, est l'un des trois ministères touchés par le séisme avec ceux de la marine et du travail. Il s'agit d'un immense bâtiment en équerre d'une quinzaine d'étages sur environ deux cents mètres de côté. Il n'est pas complètement détruit, mais il a perdu en hauteur... Les derniers étages se sont effondrés. Sur un mur en pignon, une peinture murale, de trente mètres de haut, à la gloire des travail-

de pics, de marteaux-piqueurs, de massues. Des pelleteuses ramassent les débris déjà fouillés. Des camions, dans un ballet bruyant, les emportent au loin, laissant, en une trace fumante, A quelques dizaines de mètres, s'élever l'intendance. Elle suit bien ; bavette pour tous, nourriture, aire de repos pour les équipes qui se relaient... Au fond, tout cela constituerait un spectacle réconfortant si ne flottait sur l'ensemble, dans la lourde chaleur tropicale de ce milieu de journée, une odeur dont on ne voulait pas repartir mais qui s'impose et donne le sens, la clé, du spectacle entier.

Retour au centre historique avec le Zocalo, l'un des plus beaux sites de la capitale mexicaine. Les touristes y reviendront plus tard... Au fond, la cathédrale. A sa gauche, le palais de la présidence de la République. En face, la mairie, ou palais du « régent ». Tout est en ordre. La scène est silencieuse et presque déserte. L'après-midi y a établi ses quartiers pour temps de séisme. Des dizaines de camions sont alignés, mais ils ne suffisent pas à occuper tout l'espace. Rien à voir, rien à dire. Sauf que derrière sa belle façade, la mairie a beaucoup souffert. Il flotte sur cet ensemble un silence total, funèbre.

Un peu plus au sud, voici la rue Pino-Suarez. C'est le quartier des grands magasins. Un grand magasin détruit avant l'heure d'ouverture, cela donne ceci, trois jours plus tard : un immense brio-à-brac. Rayonnages dans tous les sens, vêtements neufs encore sur leurs tringles et suspendus dans le vide, rayons meubles à ciel ouvert, rayon matelas comprimés sous le béton, grand bazar des gravats, grands magasins de la poussière. On dirait le tas de trésors d'un chineur géant. Ici, plus de chiffre d'affaires, tout disparaît.

L'odeur de la mort

Là, un immeuble qui fut d'habitation. Ici, un atelier qui fut de confection. Plus loin, des bureaux aux archives pendantes. Vanité des occupations bureaucratiques soudain annihilées par la terre qui tremble. Et puis soudain, sur une petite place ombragée, on voit à la sortie d'une église la vie, décidément, s'imposer d'effortement : c'est un mariage. Une nouvelle vie qui commence.

Voici maintenant le complexe Pino-Suarez qui était — dans la rue du même nom — un ensemble de cinq tours de bureaux. Il faudra détruire ce qui ne l'est pas. Une tour de vingt étages — il s'agitait des services du procureur général de la République, principale autorité judiciaire du pays — est tombée sur sa voisine de huit étages. L'ensemble a chuté sur un boulevard, à l'entrée d'un passage souterrain, on dit qu'il n'y a pas eu de victimes dans cette masse de poutrelles tordues, de béton fracassé. Par terre, dans un caniveau, des archives judiciaires, des formulaires de citations à comparaître. Le vent les emporte.

Ici, continuer à pied, une rue détrempée conduisant à l'hôpital Juárez et à ce qui en reste. En chemin, on voit les trottoirs envahis de meubles, regroupés par famille. Tout ce qui vit encore dans ce quartier a quitté les maisons. Si tout n'est pas tombé, tout a souffert. Quatre femmes, parmi des dizaines d'autres. Elles sont assises du côté de l'ombre, près de leur patrimoine : un brio-à-brac de 3 mètres de haut et de large. « Vous êtes-là depuis quand ? »

BRUNO FRAPPAT.

ECOLE DE GESTION DE PARIS

ADMISSIONS ANNÉE 85-86

INFORMATIONS · INSCRIPTIONS ET CENTRE DE CONCOURS

Mme BEN BAHY E.G.P.
3, impasse Royer Collard
Paris 75005 (Métro Luxembourg)

Tél. (1) 325.63.91

Association d'éducation à but non lucratif
établissement Libre d'Enseignement Supérieur

(Publié)

FORUM POUR L'INDEPENDANCE ET LA PAIX

URSS : POLITIQUE EXTERIEURE ET DEMOCRATIE POLITIQUE

Débat sous la présidence de Michel TATU, avec

Hélène CARRERE D'ENCAUSSE, Jean ELLENSTEIN

Le JEUDI 26 SEPTEMBRE 1985 à 20 h 30

au Montparnasse Park Hotel,
19, rue du Commandant-Mouchotte, 75014 PARIS

Pour tous renseignements, s'adresser au
FIP, 8, rue Jean-François-Gerbillon, 75006 PARIS - Tél. 222-77-75

Nid de béton

De notre envoyé spécial

Mexico. — Ils étaient au Mexique depuis huit jours et persécutés par la peur, les habitants ont commencé à crier, vainement bien sûr... L'hôtel était devenu un vaste tombeau où venaient mourir des dizaines de clients et d'employés. Seule issue possible, puisque le haut et les deux côtés étaient barrés par le béton autour de leur lit : creuser et passer par le bas... A mains nues, ils ont alors entrepris de creuser leur matelas, puis leur sommier. A travers les décombres de ce qui avait été le plancher, ils purent rejoindre l'extérieur après deux heures d'efforts. Et c'est ainsi que vers 9 h 30, jeudi, les sauveteurs de l'hôtel Romano, éboulés, ont vu sortir des gravats deux jeunes Français enserrant nus, mais recouverts de poussière, de plâtre, de larmes et de sueur.

Catherine et François viennent de rentrer en France pour y terminer leur voyage de noces.

S. F.

مكتبة الأصل

مكة: عبد الله حلي

LE MEXIQUE

Le peur

L'AFFAIRE GREENPEACE

M. Fabius avoue sa faiblesse pour reprendre l'offensive

« Aucune bataille n'est jamais perdue d'avance : on peut toujours refaire son retard... » A n'en pas douter, ces fortes paroles d'un socialiste qui revient de loin, M. Olof Palme, inspirent désormais les faits et gestes du pouvoir (1). Pour refaire son retard, d'ailleurs, semble-t-il, à une constante sous-estimation, par lui-même et par M. Mitterrand, de cette regrettable affaire Greenpeace, M. Fabius joue - si l'on peut dire - sur deux registres : l'exigence morale et l'aveu de sa propre faiblesse.

La tradition, en France, dans ce genre d'affaires, porte davantage au maquillage, à la confection d'une vérité officielle, qu'à la recherche de la vérité elle-même. Au sein du gouvernement, un homme comme M. Roland Dumas (si l'on en juge par les propos tenus par le ministre des relations extérieures quelques heures à peine avant la prestation du premier ministre) appartient à cette école-là, dissimulatrice. L'autre, purgative, est incarnée par MM. Fabius, Joxe et Quilès. Va donc pour l'exigence morale ! M. Paul Quilès découvre en deux jours ce que le pouvoir n'a pas trouvé en deux mois et, du même coup, désigne du doigt l'homme qui faisait écran à la vérité, M. Charles Hernu.

Cette rapidité révèle également, de la part du premier ministre, un changement de tactique. Au départ, M. Fabius donne huit jours à M. Quilès pour obtenir une vérité totale. Or, M. Quilès nous livre une vérité partielle en quarante-huit heures, et M. Fabius renvoie la recherche de la vérité totale au successeur de l'amiral Lacoste, mais aussi au Parlement, que le PC et l'opposition, à des degrés divers, le pressaient de saisir. Cette commission parlementaire d'enquête est, en fait, un message explicite à l'opposition : si vous voulez la vérité, à vous aussi de la chercher ; c'est donc aussi sur vous que retombera la responsabilité d'une mise en cause éventuelle de l'armée. Mise ainsi en demeure de

prendre ses responsabilités, que fera l'opposition ? Elle est plutôt tentée, à son tour, de se défendre. M. Madelin, député général du PR, s'est empressé de juger cette initiative trop tardive pour être acceptée.

L'injonction s'adresse surtout aux barristes, qui ont été, notamment M. Mestre, ancien et toujours proche collaborateur de M. Barre, les plus virulents contre M. Mitterrand. Car ceux-ci ont insisté à ce que l'affaire dégrader et atteigne le chef de l'Etat.

L'exigence morale manifestée par le premier ministre a donc deux visages.

Côté face, le courage. On ne comprendrait pas que la gauche agisse autrement. M. Jospin, d'ailleurs, ne comprendrait pas, lui, que le gouvernement se retranche derrière les travaux d'une commission d'enquête parlementaire.

Côté pile, la malice, peut-être. Si la thèse d'un complot politique, dirigé contre le chef de l'Etat - thèse avancée par M. Claude Estier et à

laquelle semble croire M. Mitterrand - est la bonne, alors les travaux de la commission d'enquête peuvent se retourner contre l'opposition, au moment où celle-ci demande la tête du premier ministre et, pour certains, celle du président de la République.

Il est vrai que l'opposition n'est plus seule à vouloir frapper plus haut, et plus fort : « Dans une affaire aussi grave, les militaires n'ont pu agir sans en référer à un niveau politique très élevé », a déclaré M. Alain Savary.

Tel est aussi l'enjeu de cette recherche du temps perdu par le gouvernement : reprendre les choses en main pour éviter que ne se crée un climat délégué, où les principaux rouages de l'Etat échapperaient au contrôle d'un gouvernement que l'on dit condamné par l'échec de mars 1986.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(1) Interview du premier ministre publiée dans le *Matin* du 23 septembre.

LA DÉCLARATION DU PREMIER MINISTRE

« Ils ont agi sur ordre »

M. Laurent Fabius qui avait à ses côtés M. Paul Quilès, a fait, à la presse, dimanche 22 septembre, à 20 h 25, à l'hôtel Matignon, la déclaration suivante : « Le nouveau ministre de la Défense vient de m'informer des premières conclusions de l'enquête menée sur l'affaire du Rainbow Warrior. J'ai tenu à vous les faire connaître immédiatement. Ces conclusions permettent désormais de cerner la vérité : ce sont des agents de la DGSE qui ont coulé ce bateau ; ils ont agi sur ordre ; cette vérité a été cachée au conseiller d'Etat Tricot.

« J'ai rendu compte au président de la République de ces faits graves et nous avons estimé que des mesures immédiates s'imposent.

« 1) Un nouveau chef de la DGSE sera nommé dès le prochain conseil des ministres. Il devra prioritairement réorganiser l'ensemble de ses services.

« 2) Le gouvernement est favorable à la création d'une commission d'enquête parlementaire. Les simples exécutants doivent évidemment être mis hors de cause, car il serait inacceptable d'exposer des militaires qui n'ont fait qu'obéir aux ordres et qui ont parfois accompli dans le passé pour notre pays de très dangereuses missions.

« Mesdames et Messieurs, « La vérité sur cette affaire est cruelle, mais il importe, comme je m'y suis engagé, qu'elle soit clairement et totalement établie. »

Un acte de contrition

Le premier ministre était accablé, pressé par les événements... et par le chef de l'Etat. Position particulièrement inconfortable pour un chef de gouvernement qui n'avait fait qu'une seule promesse : aux Français lors de sa nomination, en juillet 1984 : « Je vous dirai la vérité », qui rappelait récemment encore l'exigence morale dont se prévalait la gauche dans son action, et qui se souciait tant de son avenir politique personnel... Le « suivant », dont la tête était déjà demandée par l'opposition, s'était lui.

Pour essayer de « sauver les meubles », après ces deux mois d'embarras et d'irrésolution, M. Fabius n'avait d'autres choix, après le remplacement de M. Hernu par M. Quilès, que de suivre le conseil du premier secrétaire de son parti : « Aller jusqu'au bout et très vite ». A défaut de pouvoir aller « jusqu'au bout », il a décidé, dimanche après-midi, après un nouvel échange de vues avec M. Mitterrand à l'Elysée, en présence de M. Quilès, d'agir sans plus attendre, alors que quarante-huit heures auparavant, il avait octroyé au nouveau ministre de la Défense un délai de huit jours pour poursuivre les investigations gouvernementales jusqu'à l'annonce de nouvelles décisions. Pour la première fois dans cette affaire, le premier ministre a ainsi pris l'initiative, anticipant sur le cours des choses, pour ne plus paraître sur la défensive.

L'opération médiatique a été vite et bien montée. La presse fut convoquée à 20 heures à l'hôtel Matignon, et vingt-cinq minutes plus tard la déclaration du premier ministre surprenait les télespectateurs et les auditeurs entre la poire et le fromage.

Faute avouée à moitié pardonnée ? Même quand on ne peut plus éviter le *mea culpa* devant une « vérité cruelle », il faut avoir du cran pour se livrer à un aveu public en forme d'autocritique et, sur ce registre, dimanche soir, M. Fabius a incontestablement fait preuve de dignité. Sans doute le premier ministre s'accompte-t-il que l'opinion publique, en général, lui en saura gré, davantage en tout cas que les dirigeants de l'opposition et du PCF, peu sensibles apparemment à cet acte de contrition. Sans doute espère-t-il aussi que les militaires ap-

précieront positivement sa volonté de mettre « hors de cause » les simples exécutants du sabotage. Sans doute mise-t-il enfin sur la procédure de la commission d'enquête parlementaire pour calmer le jeu politique, canaliser la crise dans une voie feutrée, afin si possible de pouvoir parler d'autre chose avant les élections législatives.

Déficience

Quelle que soit l'efficacité de ce contre-feu tardif, la déficience de l'hôtel Matignon, dans la gestion politique de l'affaire, n'en sera pas gommée pour autant et ce constat pourrait conduire M. Fabius à revoir la répartition des tâches à l'intérieur de son propre cabinet. Jusqu'à présent, en effet, la charge de superviser les dossiers de ce genre, relevant autant de la police que de la défense, incombait, dans l'équipe des cinq principaux conseillers du premier ministre, à M. Claude Silberzahn. Contrairement à ses deux derniers prédécesseurs, M. Michel Delabarre, dans les cabinets de M. Pierre Mauroy, et M. Philippe Meunier, dans les derniers cabinets de M. Raymond Barre, le directeur du cabinet de M. Fabius, M. Louis Schweitzer, inspecteur des finances, se montre, en effet, peu enclin à traiter personnellement ce genre de dossier.

Il y a peut-être en là une faille qui explique qu'aucun clignotant d'alerte n'ait véritablement fonctionné à l'hôtel Matignon. La nomination de M. Silberzahn à la préfecture de la région Haute-Normandie intervint le 31 juillet, alors que l'affaire commençait à dégénérer, n'a certainement pas amoindri les choses, tandis que le chef du cabinet militaire du premier ministre, le général de brigade Robert Castaldi, n'avait d'autres sources - semblait-il - que celles du ministère de la Défense.

Sa vigilance ayant été prise en défaut, le chef du gouvernement pourrait inclure dans sa réflexion sur les réformes de structures nécessaires la recherche des moyens d'améliorer aussi les dispositifs d'information et de surveillance à l'intérieur de la machine gouvernementale.

ALAIN ROLLAT.

« GORGE PROFONDE » ?

La chose à la « gorge profonde » est ouverte. Après l'enquête du *Monde* sur l'affaire Greenpeace, nos confrères s'interrogent sur nos sources. La mythologie journalistique sidant, ils les assainissent à une *deep throat* (gorge profonde) au sommet de l'Etat, du sursaut donné par Bernstein et Woodward - les reporters du *Washington Post* responsables de l'enquête sur le Watergate - à leur principal informateur. La comparaison n'est pas déshonorante mais elle ne tient pas : l'enquête du *Washington Post* a duré d'autres bonnes années, avec d'autres bonnes méthodes politiques.

Certaines chasses ont néanmoins trouvé une proie : « gorge profonde », ce serait M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, dont nous avons pourtant écrit qu'il manquait de curiosité dans cette affaire, ne voulant pas trop savoir ce que ses services savaient. M. Joxe, qui milite aux côtés de M. Mitterrand depuis presque aussi longtemps que M. Hernu, n'était pas notre informateur. Sur le fond, cette traque a de quoi surprendre. Dans la presse américaine, elle paraît tout à fait incongrue. Juste faits : ce qui importe, c'est que les informations soient fiables, crédibles. Tout journaliste se livre à un travail d'investigation, sait qu'aucune information n'est désintéressée. La manipulation est, pour lui, un paramètre inévitable. Comment y penser, sinon en ne s'appuyant pas sur une seule source, en recoupant, en vérifiant.

Voulez à tout prix identifier nos informateurs ne relève-t-il pas d'une conception... policière de l'histoire où, derrière toute révélation journalistique, il devrait forcément y avoir un complot : l'opposition contre le pouvoir, les policiers contre les militaires, les anti-conhabitationnistes contre les conhabitationnistes. Le KGB contre la force de frappe ? N'est-il pas regrettable de voir certains céder à une forme de suspicion qui est, d'ordinaire, l'appanage des pouvoirs en place ?

Comment devenir capitaliste international quand on n'est ni capitaliste ni international ?

4 PLACEMENTS INTERNATIONAUX DU GROUPE ROBECO, 1^{er} INVESTISSEUR EUROPÉEN.

Avec le Groupe Robeco, le travail que vous auriez à faire pour profiter de toutes les opportunités des marchés boursiers et de l'immobilier commercial dans le monde, est déjà fait.

Et bien fait.

Pour être toujours en mesure de répondre à l'objectif que vous assignez à votre placement, le Groupe Robeco a constitué quatre types de fonds auxquels vous pouvez souscrire pour des montants très accessibles. Quatre fonds communs investis respectivement en actions d'entreprises éprouvées (Robeco) ; en actions d'entre-

prises d'industries de pointe (Rolingo) ; en obligations (Rorento) ou en immobilier commercial (Rodanco)...

Partout, une gestion sérieuse axée sur un bon rapport sécurité/profit à moyen et à long terme.

D'ailleurs, si le Groupe Robeco est le premier investisseur européen et l'un des tout premiers du monde, avec un portefeuille global d'environ 52 milliards de francs, c'est que les souscripteurs de ses fonds y ont trouvé beaucoup d'intérêts.

Les titres des fonds du Groupe Robeco sont cotés sur 19 grandes places financi-

res, dont Paris.

Vous les acquérez par l'intermédiaire de votre banque ou de votre agent de change.

Pour prendre contact avec eux en connaissance de cause, téléphonez-nous au (16-1) 842.01.01 ou adressez-nous le coupon ci-dessous. Nous vous ferons parvenir une information gratuite, simple et détaillée sur notre stratégie d'investissement, nos placements, leurs modalités et leurs résultats dont l'évolution à moyen et à long terme est remarquablement positive.

Adressez le coupon ci-dessous à : ROBECO, Service Information, 116-118, rue de Fécamp 75012 Paris.

Veuillez me faire parvenir gratuitement et sans engagement de ma part, votre dossier sur le Groupe Robeco et ses fonds de placement :

Robeco	Rolingo	Rorento	Rodanco
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Nom _____			
Prénom _____			
Adresse _____			
Tel. _____			

M/1208 M

GROUPE ROBECO



L'AFFAIRE GREENPEACE

« Cruelle vérité »

(Suite de la première page.)
La presse devait-elle se prêter à des opérations de falsification et de camouflage ? Devait-elle refuser de publier ce qu'elle avait appris, recoupé, vérifié, parce que la vérité « cruelle », selon le mot du premier ministre - risquait d'atteindre des membres du gouvernement et des officiers supérieurs ?

Familiers depuis longtemps du « journalisme d'investigation », les Anglo-Saxons (le Times et l'Economist par exemple) s'étonnent, pour s'en féliciter, du rôle joué dans l'affaire du Rainbow-Warrior par le Monde et d'autres journaux. La France les avait habitués à une presse respectueuse des pouvoirs, plus prompte à analyser et commenter qu'à chercher et découvrir, plus soucieuse de donner son opinion que d'apporter des informations.

Inutile de rappeler le rôle joué par le Washington Post dans l'affaire du Watergate. En RFA aussi, le Spiegel assume régulièrement cette fonction d'« enquêteur » de la nation, ce qui lui vaut souvent l'indignation de la classe politique. Ainsi, la révélation de l'affaire Flick par l'hebdomadaire allemand aurait-elle mis en danger le jeune démocratie

ouest-allemande plus sûrement que les hommes d'affaires qui distribuent des pots-de-vin et les hommes politiques qui les acceptent. Il n'y a pas qu'en France où certains jugent, à la limite, plus scandaleux de dévoiler des actes répréhensibles que de les commettre.

L'exigence de la vérité ne signifie pas l'irresponsabilité. Le droit à l'information implique des devoirs que la presse, les journalistes, doivent s'imposer à eux-mêmes, quand les intérêts supérieurs de la nation sont en jeu ; quand la publication d'une nouvelle risque d'entraîner le mort d'un homme, voire quand le déploiement des effets médiatiques « justifie » et encourage le terrorisme... L'affaire Greenpeace naît à l'intersection de ces cas de figure.

La presse n'est pas, ne devrait pas être, à côté de l'exécutif, du législatif et du judiciaire, un quatrième pouvoir participant à la gestion des affaires publiques. C'est, ce doit être, un contre-pouvoir, ou, plus exactement, un contrepoids à tous les pouvoirs, une entité contre les raisons d'Etat et de parti. C'est ce qui distingue la démocratie, avec les risques de la liberté, des régimes totalitaires, avec leurs vérités fabriquées.

DANIEL VERNET.

La commission d'enquête parlementaire : des moyens d'investigation limités

Le premier ministre souhaite qu'une commission d'enquête parlementaire fasse la lumière sur les conditions dans lesquelles des agents de la DGSE ont coulé le Rainbow-Warrior. Il n'est pas évident que le moyen soit en concordance avec le but recherché.

Ces commissions ne sont que faiblement armées, juridiquement, pour faire éclater la vérité dans un tel domaine et ne sont pas une garantie que la vérité - si elle est établie - sera rendue publique.

Leur fonctionnement est régi par l'article 6 de l'ordonnance du 17 novembre 1958 sur le fonctionnement des assemblées parlementaires. Elles ne peuvent enquêter sur des faits donnant lieu à des poursuites judiciaires et aussi longtemps que ces poursuites sont en cours. Les rapporteurs de ces commissions « exercent leur mission sur pièces et sur place » ; et « tous les renseignements de nature à faciliter cette mission doivent leur être fournis ». Mais ils sont habilités à se faire communiquer tous documents de service à l'exception de ceux revêtant un caractère secret et concernant la défense nationale, les affaires étrangères, la sécurité intérieure ou

extérieure de l'Etat, et sous réserve du respect du principe de la séparation de l'autorité judiciaire et des autres pouvoirs. Les exceptions sont justement celles qui recouvrent l'affaire Greenpeace. Il n'est même pas sûr que les autorités de police puissent communiquer au Parlement les documents dont elles ont eu connaissance grâce à la commission rogatoire émanant de la justice néo-zélandaise.

Sous peine de poursuites

Toutes les personnes que la commission juge bon de convoquer doivent venir témoigner devant elle sous la foi du serment, sous peine de poursuites pénales. Mais les travaux sont soumis au plus grand secret puisque l'ordonnance punit d'un emprisonnement d'un mois à six mois et d'une amende de 500 à 8 000 francs ceux qui publient une information relative aux travaux, aux délibérations, aux actes ou aux rapports non publiés des commissions d'enquête et de contrôle. Même si les journalistes apprennent quelque chose, ils n'ont donc pas le droit de rapporter leurs informations à leurs lecteurs. Cette disposition fut respectée lors des deux commissions

ordonnées au cours de cette législature, celle sur le SAC (1981-1982) et celle sur les « avions renifleurs » (1984). Si dans le passé il fut rendu compte des travaux de la commission sur l'affaire de Broglie, c'est parce qu'il s'agissait d'une commission spéciale qui étudiait si M. Michel Ponlatowski, ministre de l'intérieur au moment des faits, devait être envoyé devant la Haute Cour de justice : la règle du secret ne lui était pas applicable.

Le rapport d'une commission d'enquête n'est pas forcément rendu public. L'Assemblée dont elle relève a peut-être décidé par un vote spécial, et après s'être constituée en comité secret, de ne pas autoriser la publication de tout ou partie du rapport. Mais rien n'interdit qu'une commission soit créée sur un même sujet à l'Assemblée nationale et au Sénat. L'une des deux Chambres peut donc se montrer moins discrète que l'autre.

Le Parlement doit siéger pour que puisse être créée une telle commission. Il faudra donc attendre l'ouverture de la session d'automne, le 2 octobre, ou que le président de la République convoque une session extraordinaire.

Le règlement de l'Assemblée nationale précise la procédure qui sera suivie. Une fois la demande de création d'une commission d'enquête déposée, elle est envoyée à la commission des lois. Celle-ci dispose d'un mois pour l'étudier et donner son avis. L'avis rendu, la conférence des présidents inscrit le sujet à l'ordre du jour de l'Assemblée. Un court débat est organisé, à la suite duquel les députés se prononcent pour ou contre la constitution de cette commission. Si la décision est positive, les trois membres de la commission sont élus par l'Assemblée et au scrutin majoritaire, précise l'ordonnance de 1958, mais la tradition veut que ce soit à la proportionnelle des groupes.

La commission élit son président et son rapporteur. Elle dispose de six mois pour mener à bien son enquête. Peut-être moins, en la circonstance, puisque la publication du rapport ne peut avoir lieu que pendant une session du Parlement, donc, sauf session extraordinaire, avant le 20 décembre 1985 à minuit, terme constitutionnel de la session d'automne.

Th. B.

LES RÉACTIONS

M. Dumas : ne pas porter préjudice à notre système de défense

M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures, a déclaré au « Forum » de Radio-Monte-Carlo le dimanche 22 septembre : « Il y a toujours place pour la recherche de la vérité (...) Par contre, il n'y a pas de place pour tout ce qui peut constituer une atteinte directe ou indirecte à l'armée, notre défense, à la sécurité de notre pays. Il faut bien cadrer cette enquête... » M. Dumas s'en est pris moins à la presse, « qui fait son devoir d'information », qu'à ceux qui l'alimentent. « Il ne faut pas confondre la recherche de la vérité et tout ce qui peut porter préjudice à notre système de défense », a-t-il affirmé. « Je suis, du reste, frappé, a-t-il ajouté, de voir que (...) tout se déroule au moment où s'engage, sur le plan international, une grande controverse au sujet de la force de dissuasion française, des essais nucléaires dans le Pacifique. Au moment où on

réaffirme l'autonomie de défense de la France, il n'est pas concevable, pour un gouvernement respectable, de laisser entamer cette partie du patrimoine national... »

M. Dumas estime que le président de la République a « agi comme il croyait devoir agir » et qu'il « n'a pas besoin d'être sauvé ». Interrogé sur une éventuelle mise en cause du chef de l'Etat, il a affirmé que « ce serait profondément injuste à l'égard de la personne et inattendu à l'égard de la fonction et de l'institution », soulignant que personne, notamment parmi les dirigeants actuels de l'opposition, n'avait réclamé le départ du général de Gaulle après l'affaire Ben Barka. « L'opposition a le comportement qu'elle croit devoir avoir, elle prend ses responsabilités devant le pays, devant l'histoire », a dit le ministre des relations extérieures.

M. MAUROY : anormal que l'information ne soit pas remontée

M. Pierre Mauroy, qui était, dimanche 22 septembre, l'invité du « Grand Jury RTL-le Monde », a notamment déclaré : « Ce qui est anormal dans une telle affaire, c'est que, au plus haut niveau, on n'ait pas été informé. On ne peut pas imaginer qu'une opération de sabotage dans un pays allié, avec toutes les conséquences qu'elle peut avoir, puisse être réalisée par quelque service que ce soit, qu'il s'agisse des services secrets, sans que l'Élysée, Matignon et le ministère de la Défense en soient informés. Le caractère anormal de cette affaire est au premier chef. On ne peut pas remonter au plus haut niveau. C'est là que réside toute l'affaire. C'est là-dessus que portent les investigations et les interrogations (...) En tout cas, il ne pouvait pas être question de donner un ordre pour pratiquer un sabotage au couloir d'un bateau dans un port d'un pays allié. C'est tout. Chacun d'ailleurs en convient, cela, c'est inacceptable et inadmissible... »

Interrogé sur le rôle de la presse, dans la recherche de la vérité, l'ancien premier ministre a répondu : « La presse fait son métier (...) J'approuve tout ce qui est fait et qui doit concourir à la manifestation de la vérité... »

M. TRICOT RECONNAÎT AVOIR ÊTÉ « BERNÉ »

M. Bernard Tricot, conseiller d'Etat, qui fut chargé du rapport sur l'affaire Greenpeace, a répondu, lundi 23 septembre, par l'affirmative à la question de savoir s'il avait le sentiment d'avoir été berné.

« Oui, c'est tout ce que je peux dire », a-t-il déclaré dans une interview lundi à RTL, ajoutant : « Je suis d'une tristesse profonde, en pensant aux amis que j'ai rencontrés et dont je crains fort que certains n'aient pas dit la vérité ; et, d'autre part, je pense à tout le gâchis que cette affaire représente pour tous, pour la France, pour les institutions, pour tout... »

M. JOSPIN : la vérité avance

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, qui participait, le 22 septembre, à deux « fêtes de la rose », à Yssingaux (Haute-Loire) et à Bagneres-de-Bigorre (Hautes-Pyrénées), a affirmé, après la déclaration de M. Fabius : « Cela prouve que la vérité avance. On va dégarer cette vérité, et, à partir d'elle, il faut décider, sanctionner et clarifier totalement cette affaire... »

Après avoir, M. Jospin avait évoqué des précédents « affaires », pour demander, à propos de l'attitude de l'opposition : « Qu'est-ce que c'est que des donneurs de leçons qui ont des squelettes dans leur placard ? »

M. GAUDIN : il est impensable que les plus hautes autorités de l'Etat n'aient pas été au courant

M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, a déclaré dimanche 22 septembre, à Terres : « Les socialistes auront échoué en tout, y compris en irritant l'armée française. Alors, qu'on ne reproche pas à un officier supérieur comme l'amiral Lacoste de ne pas vouloir parler !... »

« Si il y a eu une expédition commandée, rémunérée, il est indiscutable que le général Saulnier a alloué les fonds, a ajouté M. Gaudin. Il est donc impensable que les plus hautes autorités de l'Etat n'aient pas été au courant... »

« L'humanité... qui a donné l'ordre ?... » M. Laurent Fabius a été contraint de passer aux aveux... de ce que tout le monde sait et dit depuis des jours : le Rainbow-Warrior a été coulé par des « agents » français. écrit Claude Calvès, membre du comité central du PCF, rédacteur en chef de l'Humanité, dans son éditorial du lundi 23 septembre. « Ainsi, estime-t-il, le premier ministre avoue le terrorisme d'Etat, prolongé par le mensonge d'Etat, que nous n'avons cessé de dénoncer. Mais la vérité ne montre que le bout de son nez. A la question capitale (qui a donné l'ordre de saboter le navire de Greenpeace ?), il n'y a toujours pas de réponse... »

LE PREMIER MINISTRE, M. LANGE : « LA FRANCE DOIT TENIR SA PAROLE »

Wellington (AFP, Reuters). - La position adoptée par la Nouvelle-Zélande se trouve « justifiée et renforcée » par les déclarations de M. Laurent Fabius, a estimé lundi 23 septembre le premier ministre néo-zélandais M. David Lange. Réagissant très rapidement aux propos de premier ministre français, M. Lange y a vu « un retournement complet par rapport à la version présentée très récemment ». Mais, a ajouté M. Lange, « la France doit tenir sa parole, ceux qui ont effectué l'opération doivent être jugés ».

Le premier ministre néo-zélandais a rappelé à ce propos les promesses faites auparavant par MM. Mitterrand et Fabius, et a vivement dénoncé la nouvelle attitude adoptée par les responsables français : « L'idée que le fait d'agir sur l'ordre d'une puissance étrangère autoriserait quiconque à commettre impunément des actes criminels dans un autre pays et permettrait d'échapper aux poursuites et aux sanctions est bien évidemment totalement absurde. (...) Si cela devenait la règle pour la gestion des affaires internationales, ce serait une véritable anarchie... »

M. FABIUS A FAIT SAVOIR A M. LANGE QU'IL ÉTAIT « NAVRÉ »

M. Laurent Fabius a fait savoir oralement à son homologue néo-zélandais M. David Lange, qu'il était « navré » que l'affaire Greenpeace ait eu des conséquences sur les relations entre la France et la Nouvelle-Zélande, a indiqué, lundi 23 septembre, le porte-parole du Quai d'Orsay.

Le porte-parole a, en outre, précisé que le texte de la déclaration

LE COMMISSAIRE GALBRAITH : « LES DEUX PERSONNES ARRÊTÉES RESTENT INCLUPÉES DE MEURTRE »

Auckland (AFP). - Le commissaire Allan Galbraith, chargé de l'enquête sur l'attentat contre le Rainbow-Warrior, a déclaré, lundi à Auckland, que le fait que la France reconnaisse que ce sont bien des agents de la DGSE qui ont coulé le navire de Greenpeace ne change rien au sort des deux officiers français déçus en Nouvelle-Zélande.

S'adressant à un groupe de journalistes, il a ajouté que la déclaration du premier ministre, M. Laurent Fabius, ne modifiait en rien le déroulement des investigations en cours. Il a précisé qu'au vu de la loi néo-zélandaise, le fait que le capitaine Dominique Prieur et le commandant Alain Mafart aient agi sur ordre n'influencent en rien la justice de son pays.

« Les deux personnes arrêtées et détenues restent inculpées de meurtre et d'incendie volontaire, et ce qui se passe actuellement en France n'est d'aucune portée en ce qui concerne leur procès », a indiqué M. Galbraith, qui a rappelé qu'il y avait toujours trois officiers de police néo-zélandais à Paris.

feite dimanche soir sur l'affaire Greenpeace par M. Fabius avait été remis lundi matin, à Wellington, à M. Lange, par l'ambassadeur de France en Nouvelle-Zélande, M. Jacques Bourgois. Le porte-parole a toutefois pas évoqué d'éventuelles « excuses » du gouvernement français aux autorités néo-zélandaises.

Les « écolos-marins » : « sur ordre de qui ? »

De notre envoyé spécial

A bord du Greenpeace. - Les « écolos » de Laurent Fabius dont est connu à bord du Greenpeace que vers 15 heures dans l'après-midi du 22 septembre, via une radio australienne. Un petit bulletin de trois lignes a circulé de main en main, sans provoquer d'autre réaction que des haussements d'épaule ou, dans le meilleur des cas, une question évasive : « La DGSE a agi sur ordre, oui, mais sur ordre de qui ? »

Aussitôt ont commencé les appels du monde entier pour connaître « les réactions ». L'Australie, d'abord. Paris ensuite (France-Inter), puis la chaîne CBS de New-York, etc. Mais il n'y a pas la moindre réaction à bord du Greenpeace. Indépendamment du fait que les aveux du premier ministre français ne font que confirmer ce dont tout le monde, ici, était convaincu, il faut replacer ces « réactions » dans l'ambiance à bord du bateau.

A 3 heures de l'après-midi, chacun est occupé à ses tâches quotidiennes. Les uns dorment après leur quart de nuit, d'autres s'activent aux cuisines en écoutant des cassettes à tue-tête pour couvrir les bruits de vaisselle et les trépidations de la salle des machines. D'autres fricotent sur le pont, un walkman sur la

tête, ou même passent des pièces d'acier à la ponceuse... Autant dire que les bruits du monde extérieur ont quelque peine à se répandre avant l'heure du dîner (18 heures) et que ce ne sont pas des aveux sans répercussions qui vont provoquer des remous. La conférence de presse de Fabius ? Même pas un coup d'épée dans l'eau du Pacifique.

Seuls les « politiques » du bord, comme Gerd, le chef de l'expédition, Kjeld Olsen, l'ancien ministre danois, ou Dorothee Piermont, le député des « Grünen » (verts) allemands, ont jugé « positives » les déclarations de Fabius. Dorothee en particulier a estimé « courageux » que le gouvernement reconnaisse enfin que l'attentat avait été accompli sur ordre. Mais il faut bien comprendre que toutes les révélations, tous les aveux, toutes les péripéties, ne changeront rien aux plans des écologistes. Seul l'arrêt immédiat des essais nucléaires français pourrait éviter au Greenpeace l'étape de Mururoa, puisqu'il va de toute façon faire campagne en Antarctique pendant l'été austral.

Même si Fabius et Mitterrand démissionnent, cela ne change rien pour nous, explique-t-on ici. Seule une décision de suspendre maintenant les essais nucléaires peut modifier notre campagne. Les

AUX ÉTATS-UNIS

Le rôle de la commission Ervin pendant l'affaire du Watergate

Malgré les comparaisons faites de plus en plus souvent par les commentateurs entre l'affaire du Watergate et celle du Rainbow-Warrior, il y a sans doute peu de chances - ou de risques, comme l'on voudrait - que la commission parlementaire, dont M. Fabius a annoncé dimanche la création, s'inspire dans son fonctionnement de la célèbre commission Ervin, qui, pendant plus d'un an, en 1973-1974, devait mener la vie dure au gouvernement américain.

Première différence : ce n'est pas par une volonté de l'exécutif qui fut créée le 7 février 1973 la commission spéciale d'enquête dirigée par l'infatigable sénateur démocrate de Caroline du Nord, mais par un vote du Sénat obtenu à la majorité écrasante de soixante-dix-sept voix contre zéro. Composée de sept membres (quatre démocrates et trois républicains), la commission se donna un an pour remettre son rapport. Son champ d'investigation était pratiquement illimité : elle était en droit d'enquêter sur enquête à toutes les irrégularités commises par le Parti républicain au cours de la campagne électorale, et d'exiger de tous les protagonistes de l'affaire qu'ils viennent témoigner. Le vice-président de la commission, M. Howard Baker, un républicain, qui aspire aujourd'hui à la Maison Blanche, devait même envisager d'auditionner le président Nixon en personne.

La volonté de recherche de la vérité est une chose, les moyens disponibles pour y parvenir en sont une autre. Le sénateur Ervin et ses six collègues n'auraient vraisemblablement pas pu accomplir leur tâche avec la précision qu'on leur a reconnue s'ils n'avaient pu s'appuyer sur une équipe de spécialistes à leur service : au total, trente-neuf enquêteurs et secrétaires dirigés par

M. Samuel Dash, un professeur de criminologie de l'université Georgetown. En outre, en créant la commission, le Sénat décidait de lui affecter un crédit de 500 000 dollars pour financer ses travaux.

Enfin, et c'est un point capital, dès le début de ses hearings (auditions), la commission Ervin bénéficia d'une extraordinaire publicité : retransmise par les grandes chaînes de télévision depuis le premier jour, le 17 mai 1973, son enquête eut, dans l'opinion, un retentissement énorme rendant vaines toutes les manœuvres de la présidence - et il n'en manqua pas - pour tenter de dissimuler la vérité. Difficile, dans ces conditions de « cadrer », la recherche des responsabilités, comme M. Roland Dumas, avec un cynisme tranquille, en a exprimé le souhait dimanche.

Le 13 juillet 1974, soit cinq mois plus tard, ce préva, la commission Ervin, après avoir interrogé des dizaines et des dizaines de protagonistes, remetta son rapport. Entretemps, la commission judiciaire de la Chambre avait introduit contre le président une procédure d'impeachment visant à le destituer. Les sénateurs s'abstinèrent donc de porter des appréciations de nature à affecter cette procédure ou de porter des jugements sur l'homme. Mais ils se montrèrent très durs pour son gouvernement, accusé de « défer les lois pour se maintenir au pouvoir », dont les responsables sont indifférents à la moralité publique (...) et pour qui la fin justifie tous les moyens ». Le 5 août, M. Nixon, vaincu, accepta enfin de remettre à la commission judiciaire de la Chambre les enregistrements de trois conversations avec son collaborateur Haldeman, dont le contenu permettait d'établir ses responsabilités dans les tentatives pour étouffer la recherche de la vérité. La suite est mieux connue.

La commission Ervin ne devait pas se contenter d'enquêter sur les méandres du Watergate. Elle fit œuvre utile en faisant des propositions concrètes visant à empêcher les abus de pouvoir de l'exécutif. Cette demande de moralisation de la vie publique aboutit, en 1980, au vote de la loi sur la surveillance des services de renseignement (Intelligence Oversight Act), qui institutionnalise le contrôle du législatif sur le fonctionnement de la CIA.

MANUEL LUCBERT.

GREENPEACE VA DEMANDER DES EXCUSES ET DES DÉDOMMAGEMENTS

Londres (AFP). - Greenpeace va demander « des excuses et des dédommagements » et engager une action en justice contre la France, dont le premier ministre a admis dimanche soir la responsabilité dans le sabotage meurtrier du Rainbow-Warrior, a déclaré à Londres un responsable de l'organisation écologiste. « Nous savons maintenant à qui nous adresser pour demander des dédommagements et des excuses. Le piratage en mer est quelque chose de très grave. Greenpeace ne va pas manquer de lancer une action en justice », a déclaré M. Alain Connan, ressortissant français et commandant de bord pour cette organisation.

« Libérez les - Turenge ». - Le Comité de soutien aux « époux Turenge », que préside M. Philippe Malaud (CNI), demande au gouvernement néo-zélandais de libérer immédiatement le commandant Alain Mafart et le capitaine Dominique Prieur, ces deux agents de la DGSE accusés d'avoir participé à l'attentat contre le Rainbow-Warrior. Au cours d'une manifestation jeudi 19 devant l'ambassade de Nouvelle-Zélande à Paris, une quarantaine de personnes avaient exprimé à l'appel du comité « l'indignation de la majorité du peuple français » à propos du sort réservé aux « Turenge ».

* Comité de soutien aux « époux Turenge », 106, rue de l'Université, 75007 Paris. Tél. : (1) 705-49-64.

هكذا من الأصل

Le Victor PC ne coûte que 24.900 F n'en déplaie à [REDACTED].

Le Victor PC 15 ne coûte que 24.900 F*.

Certains d'entre vous penseront peut-être - et nous en connaissons qui aimeraient bien que ce soit vrai - qu'à 24.900 F*, il ne peut s'agir que d'un PC "bradé". Une telle réaction est d'ailleurs compréhensible quand on songe aux prix pratiqués sur le marché, en matière de PC. Prenons par exemple [REDACTED]. Son PC coûte 50 % plus cher que le Victor PC 15.

Et pourtant, les performances du Victor PC 15 sont équivalentes, voire supérieures, à celles de l'[REDACTED] PC. La preuve, la voici :

Alors que la plupart des micro-ordinateurs propose une capacité de stockage de 10 Mo, le Victor PC 15, lui, offre une capacité de 15 Mo ! De plus, l'utilisateur du Victor PC 15 bénéficie, grâce à un moniteur de 14 pouces, de 30 % de surface écran supplémentaires (la quasi-totalité du matériel concurrent étant équipée d'un moniteur 12 pouces).

Et ce n'est pas tout ! Le Victor VU - l'interface utilisateur - permet un gain de temps appréciable en guidant dans son travail l'usager, par de simples messages organisés comme des menus. Finie, désormais, la consultation fastidieuse et peu pratique du manuel du système d'exploitation !

Et l'on pourrait parler des 5 emplacements d'extensions disponibles pour accroître les possibilités du PC...

Non décidément, [REDACTED] devra se faire une raison et s'accommoder de la présence sur le marché du Victor PC 15 ! Un PC compatible avec les standards du marché, aussi performant que celui que fabrique [REDACTED] et à un prix bien plus séduisant que celui affiché par [REDACTED].

Car au risque de le répéter et de déplaire à [REDACTED], ces 50 % sont difficilement justifiables. D'ailleurs les vendeurs d'[REDACTED] doivent déjà en savoir quelque chose...

Lesquels vendeurs d'[REDACTED] ne vont sans doute guère apprécier que nous vous donnions nos coordonnées - et que vous puissiez nous contacter à Victor Technologies - Tour Horizon, 52, quai de Dion-Bouton, 92800 Puteaux (tél. : 778.14.50) ; ou encore à Lyon : (7) 234.12.45 ; Montpellier : (67) 64.71.72 ; Nantes : (40) 89.24.28. Mais l'on ne peut contenter tout le monde et [REDACTED] !



* Configuration complète avec clavier et écran monochrome. Prix H.T. au 1/9/85. (Possibilité de location financière : 700 F par mois sur 48 mois - CEGEDATA.).

VICTOR

Comme [REDACTED] moins cher qu'[REDACTED]

politique

LA NOUVELLE-CALÉDONIE EN CAMPAGNE

Cyclone tricolore

De nos envoyés spéciaux

Nouméa. — Il faudrait presque un Monsieur Loyal pour déclarer ouverte cette campagne-là. Ce que l'on n'ose appeler « le débat politique national » va, pour quelques jours, planter aux antipodes son chapiteau barbaque. On s'en poutarde d'avance. On verra des députés en bras de chemise, sautant des avions de location pour courir dans les tribus faire la courtoisie avec les grands chefs. On savourera ces immortelles promesses tricolores, dont les visiteurs ne seront sûrement pas avertis. On répètera ces images dédicées de l'indépendance-supplicatoire au « référendum-coup-de-pied-ou-je-pense », dont raffole par-dessus tout l'inconscient collectif calédonien.

On connaît d'avance les manœuvres de bravoure. M. Chirac dans son numéro de voltigeur sur la place des Cocotiers ; M. Le Pen s'en allant à Tchin braver le Canaque. A la dernière minute, on a renoncé à envoyer M. Ukeiwé risquer encore un accroc à coups de cailloux dans son île de Lifou, où le FLNKS et les chefs coutumiers l'ont un fois pour toutes décrété indésirable.

A vrai dire, il ne manquera au spectacle qu'une seule chose : la réplique. Car le cyclone tricolore qui s'annonce rend, par contraste, plus assourdissant encore le silence du camp d'en face. Alors que près d'une quinzaine d'élus de l'opposition sont attendus, pas une seule personnalité de gauche n'est annoncée, à l'exception des membres des commissions de contrôle parlementaires qui viendront en qualité. Quant aux indépendantistes canaques, il ne faut pas compter sur eux pour rivaliser de décibels avec les pro-Français. Assis en rond sous les bougainvilliers des tribus, ils vont, comme à l'habitude, palabrer à perte de vue, loin des caméras et des projecteurs.

Dans les deux rôles principaux donc, MM. Chirac, président du RPR, et Le Pen, président du Front national, qui ne saurait laisser au premier le monopole de la Calédonie française. Ils atterriront le même jour, le 24 septembre, et tiendront meeting à vingt-quatre heures d'intervalle. Mais pour les seconds rôles, quelle distribution ! Vraie, pêle-mêle, MM. Léotard, secrétaire général du Parti républicain ; Pons, ancien secrétaire général du RPR ; Blaise, député de la Lozère ; Médéric, maire de Nice, dont ce sera la seconde visite en l'espace de quelques semaines, parmi bien d'autres.

Les acteurs sont donc connus, et il ne faut pas être grand élève pour deviner le texte. Nul doute que l'un reprendra sur tous les tons la promesse formulée par M. Toubon d'organiser, dans la foulée d'une éventuelle victoire aux élections législatives de mars 1986, un référendum d'autodétermination.

Désobéissance civile ?

En revanche, il est moins certain que les leaders nationaux reprennent à leur compte la menace de M. Lafleur de paralyser les quatre nouvelles régions créées par ce statut si le RPR n'abandonne pas la présidence de la région Centre. Si, malgré une majorité des voix, nous sommes minoritaires dans trois régions sur quatre, nous résisterons, je vous l'assure ! », a récemment averti le député RPR.

Avec quelles armes M. Lafleur compte-t-il résister ? Il se refuse obstinément à le préciser. « On peut tout refuser, y compris

Plusieurs des principaux témoins de l'opposition doivent arriver mardi en Nouvelle-Calédonie pour participer à la campagne électorale avant le scrutin régional du dimanche 29 septembre. Font notamment le déplacement MM. Chirac, Léotard, Le Pen, Barthe, Blaise. La situation dans le territoire est relativement calme. Un incident a toutefois eu lieu, dimanche 22 septembre, près de Houailou, sur la côte est, où un gendarme a dû tirer un coup de feu de semonce pour faire fuir un groupe de Mélanésiens armés de fusils de chasse qui excercaient un véhicule de la gendarmerie. Cet incident s'est produit à la suite de l'interpellation d'un canaque trouvé en possession d'une arme sur une voie de circulation alors que le transport des armes demeure interdit. A Nouméa, le FLNKS a diffusé, dimanche, les premières émissions de Radio Kanaky, installée dans un quartier résidentiel de la ville.

en s'asseyant par terre », a-t-il simplement annoncé dans un meeting, ces derniers jours. Sur un éventuel mot d'ordre de « désobéissance civile », d'autres membres du RPR se montrant en privé plus précis, faisant remarquer que « 90 % de la matière fiscale est prélevée dans la région de Nouméa que nous contrôlons ». A coup sûr, une grève de l'impôt paralyserait plus efficacement la mise en place des régions indépendantistes qu'une bataille d'obstruction juridique forcément aléatoire. « Et on ne peut pas mettre quarante mille personnes en prison », ajoute-t-on au RPR.

Les élections les plus surveillées

Les anti-indépendantistes font donc un test de cette fameuse région Centre, qui englobe, entre autres, les deux villes-symboles de Bourail et de Thio, « découpée sur mesure par Pisani pour le dîner au FLNKS », accuse M. Lafleur. Leurs couleurs y sont portées par M. Ukeiwé, qui y affirme M. Léopold Jaité, « ministre de la sécurité » du « gouvernement de Kanaky », et le centriste Jean-Pierre Aïa, maire de Bourail, à qui pourrait, finalement, échoir la présidence, au prix d'une alliance avec le FLNKS.

Paradoxalement, au petit jeu des alliances, le RPR pourrait bien prendre sa revanche dans une autre région, celle des Îles Loyauté. En effet, bien qu'éclosivement peuplées de Canaques, ces îles (Lifou, Maré, Tiga et Ouvéa) ne sont nullement gagnées d'avance par les indépendantistes. Par un de ces mystères dont la vie politique calédonienne est prodigieuse, il s'y amorce un rapprochement entre le RPR et le petit parti indépendantiste LKS (Libération kanake socialiste) de M. Nidoïsh Nalissoline, grand chef coutumier de l'île de Maré.

Sept sièges sont à pourvoir. Que le RPR et le FLNKS en gagnent chacun deux et tout sera possible. « Le LKS a évolué vers plus de libéralisme », reconnaît M. Lafleur. Avant, c'était les Foulards rouges, une organisation révolutionnaire et raciste. Maintenant, ils penchent pour une indépendance multiraciale, même s'ils ont du mal à échapper à leurs schémas. »

Au LKS on se déclare, sans autre précision, « prêt à négocier avec d'autres formations politiques ». Mais les contacts entre les deux partis remontent déjà à plusieurs mois : en avril dernier, six élus de chacun des deux mouvements s'étaient rencontrés dans le plus grand secret, et vendredi, en fin de soirée, dans les locaux de l'Assemblée territoriale. M. Lafleur avait à cette occasion proposé un « dialogue ouvert » au LKS.

Si le FLNKS a finalement décidé, sans réticence, de

jouer le jeu de ces « institutions coloniales », que seront les régions, cela se l'empêche pas de boudier la campagne officielle. Il méprise ainsi superbement les panneaux électoraux où s'étaient depuis une semaine les affiches du RPR. S'il consent à bénéficier du temps d'antenne prévu par la campagne officielle, il ne refuse obstinément à personnaliser sa propagande. Ainsi M. Tjibaou n'interviendra-t-il que quelques minutes à la fin de la campagne. Aux médias métropolitains, les Canaques préfèrent mener dans les tribus un intense travail de persuasion, dont le RPR affirme, mais sans preuve, qu'il est parfois musclé, et de chasse aux attentions. Mais mener campagne loin des projecteurs n'empêche pas les Canaques de se voir déjà gestionnaires de plusieurs régions.

Avant même qu'il ait accédé à ce pouvoir, le FLNKS s'est lancé à corps perdu dans un débat un peu surréaliste sur le contrôle de « la base » des élus et de leurs possibles déviances. A cette fin, un « comité de vigilance » a été mis en place dans la région Nord, à qui il incombera de combattre sans pitié toute « tentation gestionnaire ».

Les différents orateurs ont développé les thèmes bien connus du Front national. A savoir que l'immigration est une mauvaise affaire pour la France sur tous les plans : chômage, sécurité sociale, transfert

Plus clairement encore que ses camarades, M. Tjibaou, président du FLNKS, est déjà installé dans la peau du président de la région Nord. Il ne quitte plus sa mairie de Hienghène et ne rêve que de percer des routes, de créer des coopératives et de faire assaillir aux Canaques la notion d'autosuffisance. Bref, d'ancrer sur le terrain une véritable « indépendance rampante ».

Aussi dénotant que le silence des indépendantistes est celui du Haut Commissariat. De M. Pisani à M. Wibaux, c'est peu dire que le style a changé. Dans ces mêmes bureaux où, voici six mois, on échafaudait des mystérieuses alliances et, entre deux passes d'armes avec M. Ukeiwé, on rêvait d'indépendance-association, on s'est aujourd'hui réfugié dans une « technicité militante », pour reprendre la jolie formule d'un collaborateur de M. Fabius. Sous le règne de l'ancien ambassadeur à Beyrouth, nulle prophétie inspirée, nuls propos blessants ne s'échappaient plus des murs de la résidence. Les leaders politiques ont cessé d'emprunter les portes dérobées pour rendre au délégué du gouvernement de discrètes et décisives visites. Il s'agit à présent d'organiser le ballet des quelques cent-quarante magistrats qui superviseront, en définitive, les élections les plus surveillées de toute l'histoire du territoire.

Il s'agit encore de veiller au grain, le calme actuel étant comme toujours ici gâté de tous les orages. Mais le résultat est là : si l'on ne discute plus avec personne, « au moins on peut discuter avec tout le monde », explique un collaborateur de M. Wibaux. Et ce n'est pas mince.

FREDERIC FILLOUX et DANIEL SCHNEIDERMAN.

M. Mauroy propose l'organisation d'un congrès extraordinaire après les législatives

Invité du « Grand Jury RTL - le Monde », dimanche 22 septembre, M. Pierre Mauroy a évoqué l'après-mars 1986 en disant notamment : « Le système proportionnel ne signifie absolument pas que la gauche étant minoritaire, elle doit nécessairement entrer dans des combinaisons avec la droite. Dès lors que les Français, d'une façon très claire, nous ont élus, il est parfaitement clair que les uns doivent gouverner et que les autres doivent être dans l'opposition. (...) »

« Si nous sommes minoritaires, eh bien, il appartient aux autres de gouverner, et de gouverner dans un cadre constitutionnel qui prévoit que le président de la République ne termine son mandat qu'en 1988. Voilà, c'est clair. »

A propos de l'attitude du PCF, l'ancien premier ministre a indiqué : « Si le Parti communiste continuait dans la voie qui est actuellement la sienne, le retour à je ne sais quelle révolution impossible en cette fin de vingtième siècle, il ne pourrait qu'accentuer son déclin. S'il veut disparaître de la scène politique, c'est son problème. (...) Ce qui ne doit pas disparaître, ce qui ne peut pas disparaître de la scène politique, ce sont les hommes et les femmes qui faisaient confiance au parti, qui sont des gens de gauche qui, eux, de toute façon, doivent se rassembler. »

Interrogé sur le cavalier dont auquel se livre M. Michel Rocard à l'intérieur du PS, M. Mauroy a répondu : « Je lui ai dit ce que je pensais, à savoir que je ne comprenais pas qu'il dépose une motion à un tel moment, et qu'il n'était pas opportun d'organiser un débat. S'il persiste, je souhaite ardemment qu'il puisse parvenir, à Toulouse, à une synthèse. (...) »

« Les élections ont lieu en mars 1986. Il est sage d'attendre que

cette échéance soit passée pour engager un débat que nous n'avons eu ni à Valence ni à Bourg-en-Bresse. Après le rendez-vous avec les Français, nous pourrions avoir un congrès extraordinaire pour tirer toutes les conclusions et toutes les conséquences de notre action au pouvoir pendant une législature.

« La thèse de Michel Rocard est la suivante : pour augmenter la crédibilité de la gauche, pour augmenter nos chances en mars 1986, il est essentiel de reconnaître que nous avons fait des erreurs. Des erreurs. Mais, ce qui me surprend, c'est qu'il parle surtout de la relance de 1981, alors que, manifestement, ce qui fait problème avec l'opinion, c'est la politique de rigueur. La politique de rigueur traduit la volonté de la gauche de maîtriser l'économie. C'est une première. Auparavant, dans les autres expériences, on n'avait pas essayé de maîtriser l'économie et on n'avait pas duré (...) »

« Le Parti socialiste doit évoluer, mais en gardant son ancrage à gauche. Il ne doit pas poser le problème des alliances comme on le fait. Il doit d'abord poser le problème d'un projet politique qui soit adapté. C'est fondamental. Je pense notamment au problème du chômage, qui sera au centre de toutes les discussions. Il faut que la gauche apporte des solutions à ce problème. »

M. Mauroy a conclu : « Nous sommes peut-être pas entièrement compris aujourd'hui. Mais ma conviction est totale et entière : en réduisant d'efforts, en ne changeant pas de chemin, en restant dans l'axe qui est le nôtre, un jour nous vivrons l'expérience d'une société socialiste, d'un socialisme de la liberté, de la responsabilité qui répondra au vœu de nos concitoyens. »

La campagne de M. Le Pen sera axée sur l'immigration

Le Front national relance sa croisade contre les étrangers. Leur nouveau statut, dans la France telle que la rêve l'extrême droite, les priverait notamment d'allocations familiales et de scolarité gratuite.

enfants, ils n'auraient plus droit à l'enseignement gratuit ; leur instruction serait à la charge des parents, de l'employeur ou du pays d'origine. Enfin les transferts de devises seraient soumis à la stricte réciprocité.

Supprimer la coopération

Un dernier train de mesures concerne l'acquisition de la nationalité française. « C'est la chose la plus simple du monde : il suffit d'abroger des articles », a expliqué M. Jean-Yves Le Gallou, ancien secrétaire général du Club de l'Honneur, qui vient de rejoindre le Front national. On supprimerait ainsi les articles 23, 24 et 33 du code de la nationalité, ainsi que les articles 44 à 51, qui permettent à certains étrangers de devenir automatiquement français à la naissance ou à dix-huit ans. On reverrait une série d'autres articles pour rendre notamment plus difficile l'acquisition de la nationalité par mariage avec un Français et élargir les possibilités de perte et de déchéance. Le manque de « loyalisme vis-à-vis du pays » serait pris en considération.

Enfin le Front national voudrait rétablir les incapacités juridiques provisoires pour les naturalisés (ne pouvant se présenter aux élections qu'après « un délai de décence », comme dit M. Le Gallou) et instituer une prise de serment pour marquer « cet honneur qui se mérite ». Il ne resterait plus qu'à régler le problème des binationaux — en les obligeant à choisir — par des conventions avec les pays d'origine.

Les vingt-six propositions du Front national « ne sont pas exhaustives », précise M. Le Pen. Il en a ajouté pour sa part une vingt-septième, samedi, sous les applaudissements des cadres de son parti : la suppression de la coopération à l'étranger, qui ne présente « strictement aucun intérêt ».

ROBERT SOLÉ.

LANGUE

DES AFFAIRES

ANGLAIS - ALLEMAND - ESPAGNOL
ITALIEN - RUSSO - GREC

Apprenez rapidement chez vous une langue ou préparez un concours : Châmbres de commerce étrangères, Université de Cambridge, BTS traducteur commercial, etc.

Enseignements par correspondance + cassettes et stages oraux complémentaires. Inscriptions toute l'année. Durée d'étude à votre choix.
Dir. gen. : LANGUES & AFFAIRES,
Service 4393, 35 rue Collange,
92383 Paris-Levallois
Tél. : (1) 270-81-88 (établissement privé).

Examens d'anglais : préparez-vous à faire des étincelles



Vous voulez passer brillamment les épreuves de la chambre de commerce Franco-Britannique, ou les certificats de Cambridge : la préparation à ces examens est l'une des spécialités d'ILC.

Nos professeurs, tous diplômés, tous de longue expérience anglaise, ont conçu pour vous, un entraînement spécial et des horaires adaptés. 4 heures de cours par semaine (2 jours) de 18 h à 20 h et par petits groupes de dix personnes maximum.

L'English Connection
INTERNATIONAL LANGUAGE CENTRE

20, passage Dauphine,
75006 Paris - Tél. 325.41.37

L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE (FAO) offre un poste d'économiste principal dans sa division de l'analyse des politiques.

Fonctions : diriger le groupe Afrique au sud du Sahara dont le travail comprend : le support technique des projets d'assistance à la planification sur le terrain ; l'analyse des plans, des politiques et des projets de développement agricole ; l'évaluation de la situation de l'alimentation et de son évolution future ; toutes autres tâches liées aux précédentes.

Qualifications : (a) exigées : diplôme universitaire en économie agricole ou en économie avec dix ans d'expérience dans le domaine du développement agricole ; excellente connaissance de l'anglais ou du français ; aptitude à diriger le travail d'autres personnes et à communiquer de façon claire et précise. (b) souhaitées : connaissance approfondie de l'Afrique au sud du Sahara et expérience professionnelle dans cette région ; connaissance pratique des autres langues officielles de la FAO.

Avantages : contrat de trois ans, indemnité d'affectation, salaire net d'impôt, indemnité de poste en fonction du coût de la vie, indemnité pour frais d'études des enfants et autres avantages liés à l'emploi dans une organisation internationale.

Envoyer un c.v. détaillé avant le 10 octobre 1985, en citant « VA 49-ESP », à Recrutement Central, FAO, via delle Terme di Caracalla, 00100 ROME (Italie).

صكنا من الأصل



Ma stratégie c'est l'action.

En matière financière, il y a les passifs et les actifs. Les passifs laissent dormir ou périliter leur portefeuille de valeurs, faute de décisions prises à temps.

Les actifs, par contre, n'hésitent pas à gérer leurs finances de façon plus offensive, décidés à profiter au maximum des opportunités du marché.

C'est ma stratégie. Mais pour bien agir, il faut savoir, à temps et en détail. Pour cela, le Journal des Finances est pour moi le plus précieux des outils. Paraissant désormais le samedi, le Journal des Finances me fournit le panorama complet de la semaine, avec les cours de la séance du vendredi.

Ses analyses financières sans complaisance, ses prises de positions claires et précises, ses conseils judicieux sont pour moi irremplaçables.

Chaque samedi, ces informations vitales me permettent de prendre les décisions qui s'imposent, pour agir dès le lundi à l'ouverture.

Avec le Journal des Finances, j'ai choisi l'action et je m'en félicite.

LE JOURNAL DES FINANCES

JE LE LIS, J'AGIS.

société

ÉDUCATION

Mieux organiser la recherche

Le colloque sur la recherche en éducation organisé par le ministère de l'éducation nationale s'est ouvert le 23 septembre à la Sorbonne. Cette manifestation, qui doit réunir pendant deux jours plus de 2 000 chercheurs, enseignants, responsables d'entreprises, de syndicats, d'associations... a pour but de réfléchir sur tous les aspects de la formation scolaire, professionnelle, sociale, culturelle... et d'aider le gouvernement à dégager les grandes axes de la recherche pour les années à venir (le Monde du 18 septembre). M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, a souligné que la recherche dans ces domaines soit mieux organisée, qu'elle fasse une pièce plus grande à l'interdisciplinarité et définisse plus clairement les rôles respectifs de la recherche fondamentale et de l'expérimentation sur le terrain. Il a suggéré la création d'un « nouveau cadre institutionnel pour la recherche en éducation », tout en soulignant que cette évolution des structures devait reposer sur une analyse des missions à remplir à long terme et ne pas se limiter « à modifier le statut de tel ou tel organisme ».

Eragny-sur-Oise « ville morte »

Mille deux cents personnes ont défilé, samedi 21 septembre, dans les rues d'Eragny-sur-Oise (Val-d'Oise), qui organisait une journée « ville morte » pour demander la création d'un second collège. Le collège Poléo-Picasso, construit en 1974 pour 815 élèves, en compte aujourd'hui 1 150, et il est dans un état de délabrement avancé. Proche de la ville nouvelle de Cergy-Pontoise, cette commune a connu en quelques années un développement considérable. Soutenus par l'ensemble des organisations de parents et d'enseignants, par la municipalité (PC) et la conseillère générale (PS), les parents occupent le collège depuis la rentrée. (Corresp.)

MÉTÉOROLOGIE

Menace de cyclone aux Antilles

La tempête tropicale Gloria, qui menaçait depuis samedi Saint-Martin et Saint-Barthélemy, s'est transformée, dans l'après-midi du dimanche 22 septembre, en cyclone tropical. Mais, selon la station météorologique du Raizet (Gadeloupe), celui-ci devait passer à 100 kilomètres au nord des deux îles. L'état d'alerte maximale du plan ORSEC a été maintenu pour les deux îles par la préfecture, qui a aussi déclenché la pré-alerte pour la Guadeloupe, où le météo prévoit une forte houle.

La Sécurité sociale financera la psychiatrie de secteur dès 1986

Angers. — M. Edmond Hervé a présenté, lundi 23 septembre à Angers, les grandes lignes de la prochaine réforme de la psychiatrie publique. D'après les représentants de la Fédération nationale des associations Croix-Marie d'aide à la santé mentale, le secrétaire d'Etat chargé de la santé a annoncé que le gouvernement proposerait, dès la session de rentrée du Parlement, un projet de loi visant à faire prendre en charge par l'assurance-maladie l'ensemble des dépenses extra-hospitalières de psychiatrie, soit, pour l'année 1985, près de 24 milliards de francs. Ce nouveau système devrait prendre effet à compter du 1^{er} janvier 1986.

De notre envoyé spécial

La psychiatrie publique distingue schématiquement deux types de prise en charge : l'hospitalisation d'une part, le « secteur » de l'autre. D'un côté, on « enferme » pour soigner, de l'autre, les équipes médicales se déplacent pour aller soigner les malades là où ils vivent. Deux mouvements opposés dont l'accord est souvent difficile à réaliser et auxquels correspondent jusqu'à présent deux types de financement.

Après de longues années d'attente — et dans les milieux professionnels l'annonce d'une grande déstabilisation — c'est donc fait : le gouvernement va modifier, pour l'harmoniser, le financement des activités de secteur en psychiatrie. L'objectif de la future loi sera de « faire prendre en charge par l'assurance-maladie l'ensemble des dépenses extra-hospitalières de psychiatrie ».

« Hospitalocentrisme »

Jusqu'en 1984 et en dépit de l'incertitude maintes fois dénoncée du dispositif, les malades traités par les psychiatres publics étaient pris en charge par l'assurance-maladie lorsqu'ils étaient dans l'hôpital et par les collectivités locales lorsqu'ils étaient en dehors des établissements hospitaliers. Une situation d'autant

plus inacceptable que l'évolution des techniques et des médicaments s'opposait à un hospitalocentrisme de plus en plus dépassé.

En 1984, l'Etat décidait de se substituer aux départements. Cette décision n'allait pas sans heurts. Un trou de 350 millions apparaissant subitement en cours d'année faute de prévisions suffisantes. En 1985, ce sont au total près de 2,4 milliards de francs que l'Etat aura affectés au secteur psychiatrique pour la dernière fois. Le gouvernement entend en effet organiser le financement des activités de secteur par la Sécurité sociale au titre du budget global. Le projet de loi actuellement en préparation, a expliqué en substance M. Hervé, à Angers, comportera plusieurs dispositions : extension du service public hospitalier aux activités de sectorisation ; possibilité pour le centre hospitalier de « sortir de ses murs » pour intervenir, par exemple, aux lieux de résidence des malades ; rattachement des personnels départementaux du secteur aux hôpitaux correspondants.

« Il ne s'agit pas, a déclaré M. Hervé, de rapatrier les personnels départementaux sur des activités intra-hospitalières mais, bien au contraire, de favoriser le développement des personnels travaillant actuellement dans l'hôpital vers ces alternatives ».

Déjà une note, datée du 4 septembre et signée des deux directeurs de cabinet de M^{me} Georgina Duloix, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et de M. Hervé, a été adressée aux commissaires de la République. Ce document précise qu'il n'y aura plus de budget annexe pour les activités prises en charge jusqu'ici par l'Etat. L'ensemble des établissements hospitaliers étant soumis au système dit du budget global, les sommes correspondant aux activités intra et extra-hospitalières de psychiatrie seront donc allouées par les caisses d'assurance-maladie sous la forme de douzièmes mensuels.

De quelles garanties disposera-t-on à l'avenir pour le développement, souhaité par tous, des activités de secteur ? « Qu'on me comprenne bien, a déclaré M. Hervé, l'objectif de cette réforme — décisive pour l'avenir de la psychiatrie publique — ne conduira pas à un hospitalocentrisme. Les budgets onusuels hospitaliers ne feront l'objet d'une approbation par les autorités de tutelle que s'ils vont dans le sens d'un développement des alternatives de l'hospitalisation ».

Parallèlement, un décret d'application précisera le rôle et la composition des nouveaux « conseils départementaux de santé mentale ». Ce décret définira aussi la plupart des équipements alternatifs à l'hospitalisation psychiatrique (« centres d'accueil permanent », « centres de crise », « appartements thérapeutiques »). Au total, un ensemble de dispositions qualifiées par M. Hervé de « décisives pour l'avenir de notre dispositif de santé mentale ». Ces mesures permettront aussi à l'Etat de faire des économies.

JEAN-YVES NAU.

APRÈS LE VIOL DU BOULEVARD MAGENTA

Le secret de Marie-Claude

On ne sait toujours pas où est Marie-Claude. On sait seulement un peu mieux qui elle est. Dimanche 8 septembre après 21 heures, une jeune fille se présentait à l'hôpital Lariboisière à Paris. Elle venait, dit-elle, alors qu'elle était violée. Ses agresseurs, en la plaquant à terre, sous une porte cochère du boulevard Magenta à Paris, lui avaient cassé un os de l'avant-bras.

Après avoir reçu des soins, la jeune fille était rapatriée en taxi à 3 heures du matin, refusant de passer la nuit à l'hôpital ou d'être accompagnée en ambulance. Elle avait auparavant donné un coup de téléphone pour s'assurer qu'à son arrivée quelqu'un pourrait payer le taxi. Le lendemain, elle se présente au poste de police de la gare du Nord où elle explique qu'elle veut porter plainte ; on la dirige sur le commissariat du quartier, le commissariat Saint-Vincent, qui enregistre ses déclarations et la signale à ses agresseurs, trois Nord-Africains, dont l'un, âgé d'une vingtaine d'années, le visage balafé, correspond au signalement d'un cambrioleur qui a déjà sévi dans le quartier et a abusé de ses victimes à deux reprises.

La procédure est transmise à la 8^e section du parquet de Paris. La troisième délégation de la police judiciaire est chargée de l'enquête. Le 13 septembre, une information judiciaire pour viol en réunion est ouverte contre X, et confiée à M. Philippe Jeannin. La veille, le 12, Marie-Claude, accompagnée d'un ami, se présente une nouvelle fois à l'hôpital pour faire soigner son bras. Elle y rencontre un psychiatre. Depuis la jeune fille s'est évanouie dans la nature et, très vite, s'efface de la mémoire de la police et de la justice. Marie-Claude, jolies yeux bleus, blonde aux cheveux coupés très courts ; à ses yeux pers que ceux qui l'ont rencontrée n'ont pas oubliés. Elle a l'air timide, réservée. Habillée à la mode, elle a le front ceint d'un bandeau. Sans en rendre compte, elle a fait l'hypothèse, ceux qui l'ont rencontrée dans les jours qui ont suivi le viol ne croient pas s'être trouvés face à une myriade ou à une écorchée qui aurait montré un visage de mauvais goût, mais ils croient qu'elle cherche à se protéger. De quoi, de qui... La réponse, partielle, viendra au bout d'une dizaine de jours, lorsqu'une femme contacte les policiers de son quartier dans une ville de la région parisienne. Elle a entendu parler de l'histoire du viol du boulevard Magenta. Elle n'est sûre de rien, mais elle se demande si la victime ne pourrait être sa fille prénommée Marie-Claude. Sur une photo, les policiers la reconnaissent sans hésitation : Marie-Claude est âgée de seize ans, elle est mère d'un bébé et, depuis l'âge de quatorze ans, fait régulièrement des fugues qui lui valent d'être recherchée. Etait-ce là son seul secret ?

AGATHE LOGEART.

LA LUTTE CONTRE LA DÉLINQUANCE

M. André Diligent : certains textes de loi sont inadéquats

De notre correspondant

Lille. — M. André Diligent, sénateur du Nord et maire (CDS) de Roubaix, a dénoncé, samedi 21 septembre, certains textes de loi qu'il considère comme inadéquats pour lutter contre la délinquance. « Le brouillard idéologique particulièrement intense depuis 1981, a-t-il déclaré, a permis l'adoption de textes inadéquats, dont la généralité des motifs était souvent opposée aux résultats constatés sur le terrain ».

Ainsi, M. Diligent vise-t-il l'article 78-2 du code de procédure pénale qui prévoit que « l'identité des personnes peut être contrôlée dans des lieux déterminés, là où la

sûreté des personnes et des biens se trouve immédiatement menacée ». « Est-il concevable, demande M. Diligent, qu'une caissière de supermarché puisse demander une carte d'identité à l'appui d'un paiement par chèque alors qu'un policier ne peut agir de même ? » M. Diligent propose la création d'une sorte d'*habitus corpus* à la française, qui donnerait d'une part la possibilité aux policiers dans l'exercice de leurs fonctions de demander à un citoyen de justifier de son identité, et d'autre part ferait en sorte que la détention administrative de l'individu pour quelques heures permette simplement de vérifier son identité, avec la garantie, pour lui-même ou pour un tiers, de demander au juge, gardien de la liberté individuelle, son intervention immédiate ».

J.-R. L.

LE GRAND RETOUR DES PROTESTANTS

André Escrivé

LES PROTESTANTS EN FRANCE
DE 1800 À NOS JOURS

VU A APOSTROPHES

288 pages
98 F

Histoire d'une réintégration

Stock

icd institut international du commerce et de la distribution

JEUNES (Niveau bac, bac + 1) VOTRE AVENIR DEPEND DE VOS ETUDES

L'I.C.D. vous ouvre la voie vers les grandes carrières du COMMERCE et des AFFAIRES INTERNATIONALES

L'I.C.D. Une formation en 3 ans concrétisée par :

- Le B.T.S. d'ACTION COMMERCIALE en fin de 2^{ème} année
- Une 3^{ème} année de SPECIALISATION (option PME/PMI ou COMMERCE INTERNATIONAL)
- Une PRATIQUE DU TERRAIN grâce à 4 stages en entreprise d'une durée totale de 8 mois

L'I.C.D. Une grande école pour le commerce

- Un enseignement actif, ouvert sur le monde du travail et les entreprises
- Un programme d'échanges internationaux (avec bourse d'études à l'étranger)

Prochain concours d'entrée : 1^{er} Octobre 1985

L'I.C.D. La garantie d'un diplôme d'Etat, le dynamisme d'une Grande Ecole

I.C.D. 63 avenue de l'Inde 75017 PARIS Tel: 766 84 72 (abonnement privé d'enseignement supérieur)

SCIENCES PO. Préparations

Documentation sur demande

- Stage intensif d'été
- Stage annuel
- Stage parallèle

IPEC Enseignement sup. privé 46, bd St-Michel, Paris 6^e Tel: 633.81.23/329.63.71/354.45.87

Cycle préparatoire aux Ecoles Supérieures d'ingénieurs

CYPRESI - AVON-FONTAINEBLEAU

MATH. SUP-MATH.SPE

PRÉPAREZ VOTRE RÉUSSITE

- Effectifs limités - Suivi personnalisé
- Installations modernes propices à l'étude
- Hébergement. Restauration sur place

CYPRESI - M. SAUREL - Av. de Valvins - 77210 AVON - Tél. : 6-422-49-50

DROIT Sciences Eco.

Documentation sur demande

- Stage session septembre
- Stage de pré-rentree
- Soutien annuel

IPEC Enseignement supérieur privé 46, bd Saint-Michel, Paris 6^e Téléphone : 633.81.23/329.63.71/354.45.87

culture

L'ouverture du musée Picasso

Le président de la République inaugure, ce lundi, le musée Picasso, qui ouvre ses portes au public le 28 septembre. L'hôtel Salé, rue de Thorigny, à Paris, avec ses 6 000 mètres carrés, n'a pas la taille du musée d'Orsay ni de La Villette. Mais les collections qu'il accueille le placent parmi les plus précieux musées du monde.

Picasso meurt en 1973. Il laisse un héritage difficilement chiffrable, composé pour une bonne part d'œuvres impossibles à livrer d'un seul coup sur le marché; leur cote peut varier.

Après divers procès, six héritiers devaient être reconnus dans leurs droits. Restait au septième: le fisc. L'Etat préleva l'équivalent du quart des œuvres, un ensemble estimé à 300 millions de francs en 1977. Outre cette dation — manière de payer en œuvres les droits de succession, — l'Etat recevait une donation de Jacqueline Picasso: des œuvres de peintres admirés par Picasso, collectionnées par lui sa vie durant.

Un an après la mort de Picasso, M. Michel Guy, alors secrétaire d'Etat à la culture, conçut le projet d'un musée. Il choisit un lieu, l'hôtel Salé; à l'issue d'un concours, un architecte, Roland Simounet, Grand Prix national d'architecture, et, enfin, un conservateur, Dominique Bozo, qui prendra en 1981 la direction du Musée national d'art moderne.

Le choix de l'hôtel Salé obligeait l'Etat à conclure un accord avec la Ville de Paris, propriétaire du bâtiment. Accord de principe, dès juin 1975. Mais en 1979 seulement, au règlement de la succession, le conseil de Paris vota l'octroi d'un bail. Celui-ci s'est signé qu'en 1981.

Autres détails. Difficultés financières. Le budget prévisionnel initial de 29 millions de francs passa à 67,6 millions. Auxquels s'ajoutent 12 millions de francs de restaurations à la charge des Monuments historiques, payés à parts égales par la Ville et l'Etat. M. Jean-Pierre Fourcade, sénateur (RI),

s'est élevé contre cette fatalité française que sont les dépassements pour les chantiers de l'Etat — particulièrement en matière culturelle — et prenait pour exemple le musée Picasso.

Une rumeur en 1983: le projet est en panne... On prévoyait initialement l'ouverture du musée pour 1981, centenaire de la naissance du peintre. Quatre années supplémentaires ont été nécessaires.

L'inauguration présidentielle, vigoureusement préparée par M. Jack Lang, a davantage déterminé la date d'ouverture que l'état d'avancement des travaux.

Il y a huit jours encore les équipes de M. Dominique Bozo, le conservateur, et celles de M. Roland Simounet, l'architecte, devaient ensemble, l'une, mettre en place les œuvres, l'autre, parachever les finitions.

Au regard de la fabuleuse collection, enfin offerte au public, et de l'écho international que suscite un pareil événement culturel, retards et dépassements budgétaires pèsent peu.



SPADEM. Musée national d'art moderne.

Un hôtel particulier pour un peintre public

Un musée neuf dans un vieux hôtel. Exercice devenu classique depuis qu'on a, pour l'essentiel, renoncé à dégrader le patrimoine français. Mais exercice de haute voltige quand il s'agit d'une collection aussi sacrée dans la « modernité » et d'un monument « historique » depuis 1968, à l'architecture aussi forte.

L'exercice était en outre compliqué par l'état du bâtiment ancien. L'hôtel Salé fut achevé en 1660. Il avait été construit pour Pierre Aubert, sieur de Fontenay, fermier des gabelles (d'où le surnom de Salé) qui, entraîné dans la chute de Fouquet et ruiné, devait le revendre dès 1663. Il abrita ensuite des occupants aussi divers que l'Ecole centrale, un broquier, enfin l'Ecole des métiers d'art de la Ville de Paris. Dès 1962, la ville le racheta d'ailleurs pour en faire un musée municipal, avant que l'Etat ne songe à lui pour un plus glorieux destin.

La dégradation générale du bâtiment, les mutilations, les ajouts successifs, ce fut Bernard Viny, architecte en chef des monuments historiques, aujourd'hui décédé, qui s'y attela pour restituer à l'hôtel Salé la noblesse de son apparence extérieure. Restait l'aménagement intérieur du musée. En 1976, une consultation était organisée, après de quatre architectes: (1), à l'issue de laquelle Roland Simounet devait être choisi.

Agé de cinquante-neuf ans, grand prix national d'architecture (1977), Simounet vient d'Algérie, où il est né et où il a construit une forme d'habitat où le confort très faible n'exclut ni la qualité ni la réflexion sur les traditions locales. Mais c'est l'aménagement de l'abbaye de Saint-Germain-des-Près et le musée de Nemours qui l'ont désigné comme possible maître d'œuvre du musée Picasso. A Saint-Germain-des-Près, il avait montré son habileté à insérer le moderne dans l'ancien. A Nemours, sa réflexion sur le concept de musée avait attiré l'attention.

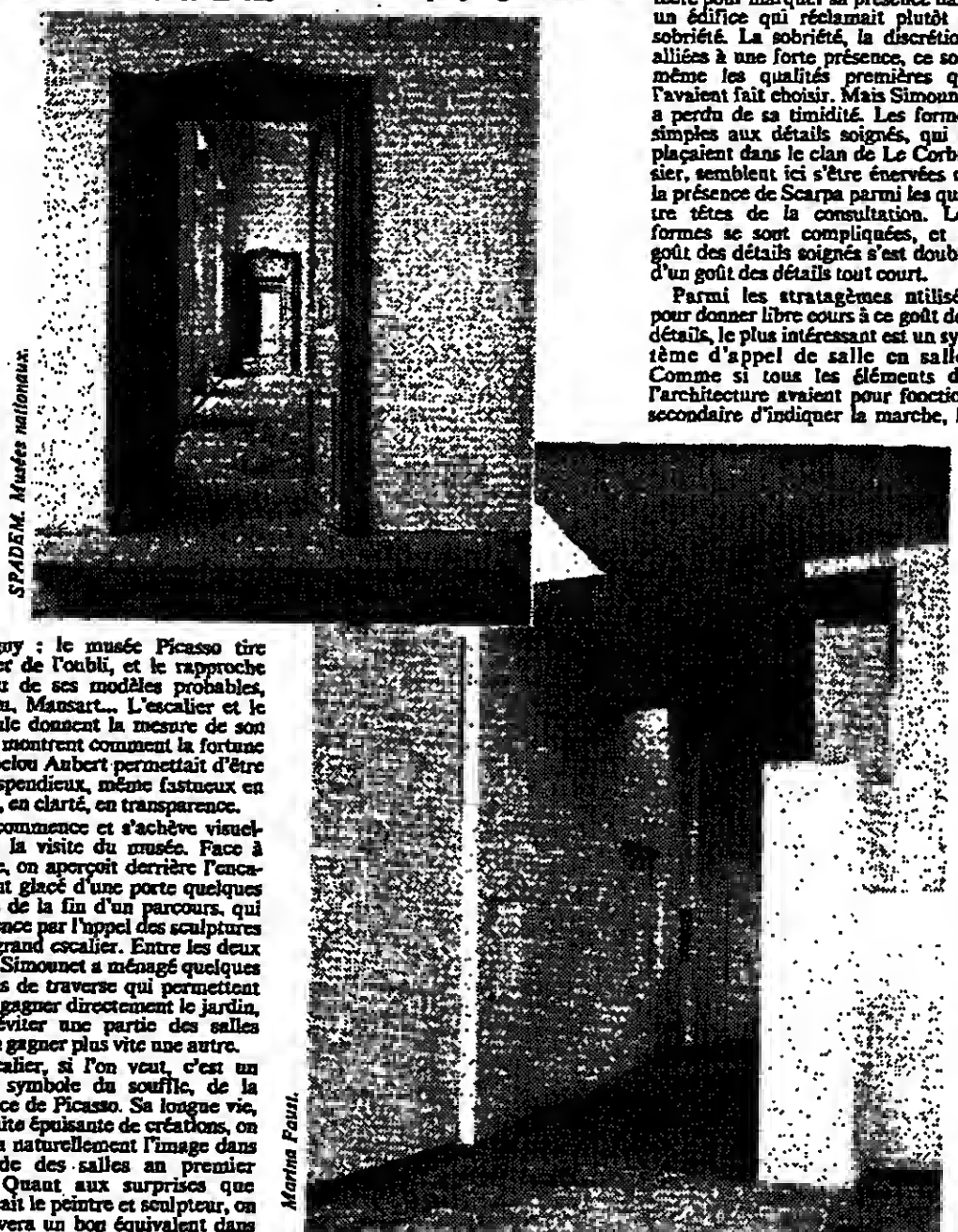
Le parti de Roland Simounet

Pour l'hôtel Salé, c'est la simplicité et la cohérence de son parti qui devaient l'emporter. On demandait aux concurrents de trouver quelque 4 000 mètres carrés dans une structure qui paraissait ne pas en proposer plus de 3 000. Le projet de Simounet résolvait le problème sans constructions annexes, puisqu'il trouvait les surfaces nécessaires dans les méandres naturels de l'édifice. Ce dernier pouvait d'ailleurs faire mieux encore: on est parvenu à dégager finalement 6 000 mètres carrés.

Autre idée forte de Simounet: il conservait la logique originelle de

l'hôtel, donnant sa pleine fonction d'accueil à la splendide cage d'escalier, le chef-d'œuvre de Jean Boulle. Jean Boulle, c'est le nom de l'architecte choisi par Pierre Aubert, et dont il ne reste que la monumentale demeure de la rue

pensait-on, permettraient de dégager les surfaces réclamées. Les fées du musée Picasso avaient bien sûr tout prévu et compensé ces détours pleins d'escaliers par quelques vestibules et manèges d'espaces résiduels: on a pu y loger autant de



SPADEM. Musée national d'art moderne.

Manina Faut.

Thorigny: le musée Picasso tire Boulle de l'oubli, et le rapproche un peu de ses modèles probables, Le Van, Mansart... L'escalier et le vestibule donnent la mesure de son talent, montrent comment la fortune du gabelon Aubert permettait d'être fort dispendieux, même fastueux en espace, en clarté, en transparence.

Ici commence et s'achève visuellement la visite du musée. Face à l'entrée, on aperçoit derrière l'encadrement glacé d'une porte quelques œuvres de la fin d'un parcours, qui commencent par l'appel des sculptures sur le grand escalier. Entre les deux points, Simounet a ménagé quelques chemins de traverser qui permettent soit de gagner directement le jardin, soit d'éviter une partie des salles pour en gagner plus vite une autre.

L'escalier, si l'on veut, c'est un peu le symbole du souffle, de la puissance de Picasso. Sa longue vie, cette suite épuisante de créations, on en verra naturellement l'image dans l'enfilade des salles au premier étage. Quant aux surprises que ménageait le peintre et sculpteur, on en trouvera un bon équivalent dans l'apport du dernier architecte.

Simounet a, en effet, monument historique noble, conservé et soigné, restitué les volumes originaux de l'hôtel. Il a même singulièrement amélioré son projet initial, supprimant les mezzanines prévues dans les magnifiques salons et qui seules,

cabinets voûtés en « petites » œuvres de l'artiste. Ainsi les plafonds qui restaient, ou que la pioche a permis de dégager, couvrent désormais de leurs ornements tarabiscotés le maître de Vanvauvau, qui n'aimait pas trop l'architecture moderne.

Que diraient les habitants du Père-Lachaise, si on leur demandait ce qu'ils pensent de leurs tombes? Et que dirait Picasso de l'hôtel Salé tel qu'il se présente aujourd'hui? La question n'est pas insoluble puisque tout l'effort des concepteurs a été de créer tout exprès un lieu utile et esthétique entre le plus baroque des hôtels parisiens et le plus moderne, le plus provocateur, des artistes du vingtième siècle. Si l'on veut se faire une idée du nombre et de l'ampleur des difficultés à résoudre, on se reportera au dossier tout à la fois complet, technique mais sensible, consacré au musée par le dernier numéro de la Revue de l'art.

Autre stratagème, les rigoles et légers décrochements dans le sol qui isolent les cimaises du sol, doubles souvent de minces et simples barrières de fer. Si simple que soit en lui-même chacun de ces détails, si réussi soit-il, leur accumulation est parfois étonnante. D'autant que certains n'ont pas toute la grâce souhaitable et, comme les décrochements, les marches à l'envers dans les plafonds en pente, ils arrêtent davantage le regard qu'ils ne l'attirent et ne le font avancer.

Dans une opération exemplaire à maints égards, ces exécutants, mais aussi ces artisans, ont su faire d'un musée national d'art moderne un lieu d'art.

FRÉDÉRIC EDELMAÏN.

(1) Les trois autres architectes étaient Roland Castro (avec le Groupe pour l'architecture et l'urbanisme), choisi parce qu'il savait faire preuve d'insolence à l'égard du passé, et devenu depuis conseiller de François Mitterrand pour les questions d'architecture; Jean Monge, qui venait d'achever le musée de Potiers dans un ancien bâtiment religieux; Carlo Scarpa, le célèbre italien, qui devait mourir deux ans après la consultation pour le musée Picasso.

La dernière demeure

(Suite de la première page)

Mais il s'agit de beaucoup plus: outre un fonds d'archives, qui couvre tout le siècle, une collection d'estampes inégalable, il y a une foule de petites peintures, d'exercices de sculpture, de modèles, d'objets souvenirs manipulés... toutes les reliques d'un travail acharné, inventif et bizarre. De quoi suivre pas à pas la vraie histoire, le vrai roman d'un homme qui, selon le conseil d'Apelle, ne concevait pas un jour sans dessin.

Une solution spectaculaire s'imposait. Ce qu'on nous offre, c'est une sorte d'Institut Picasso, capable d'attirer les foules et les curieux, de répondre aux demandes d'information sur la vie, les amours, les idées, les voyages, les fameuses passions politiques... dont on n'a déjà que trop nourri la légende du peintre, et dont l'œuvre va peut-être enfin profiter (2).

Quel que soit l'avenir de la littérature acharnée à percer le « mystère », nous allons posséder enfin en France, à Paris, un dispositif sans égal pour aborder cette production monstrueuse, en un lieu, dont on dirait que rien n'a été perdu. Et l'on va sans doute mieux l'appréhender qu'elle apparaît dans un passé révolu. Celui qui fut, avec Matisse, le grand révolutionnaire, le « libérateur » des modernes, apparaît et apparaît de plus en plus comme le terme final d'une histoire millénaire, à laquelle il appartient par ses prédilections méditerranéennes, ses références constantes — et un peu familières, certes — aux maîtres, son attachement au tableau, à l'objet, à l'art, en somme, tel qu'on l'a toujours défini et dont il n'entendait pas sortir, même quand la manipulation forcée des formes l'entraînait loin, très loin des solutions anciennes (3).

La leçon de Cézanne

Son obsession unique fut la figure et le nu. Avec un don de caricaturiste qui a fait de ce boîtier monté par le musée de 1900 fasciné par l'autre l'un des portraits les plus nûs à saisir et développer les difformités évidentes ou cachées des visages. Quand, après avoir inventé des créatures suaves et des beautés sculpturales, il décide d'explorer le laid, le bizarre, il mit au point des configurations qui prennent souvent avec le temps un éclat insolite et « vrai ». Il en démontra la validité en recourant souvent, après la soixantaine, à ces exercices de copie d'après les maîtres: Titien, Delacroix, Manet... et bien d'autres, qui suppléaient à un manque évident d'imagination. On repère très vite les ouvrages complémentaires conservés au musée Pouchkine de Moscou, à Chicago (les *Salimbeneques*, de 1905), à New York (les *Demotiques d'Avignon*, de 1907), à Londres (la *Dance*, de 1925) et au Prado (Guernica, de 1937), et enfin à Barcelone, la fondation pour. Mais tous les

amateurs percevront cette situation comme une gravitation satisfaisante autour d'un puissant noyau parisien, où l'on a accès à l'intimité du laboratoire, soigneusement dissimulé jusqu'ici. Ce n'est pas le moment de commenter les retournements et les alternances de cette carrière donne le spectacle. Un mot l'éclaircit. Alfred Barr, interrogant Picasso sur ses admirations, sur Cézanne, obtint pour réponse: « Ce qui compte, c'est l'inquiétude de Cézanne. C'est là qu'est sa leçon. » A interpréter de plus près.

Il faut faire très attention avec ce personnage. On va pouvoir y regarder de plus près. Et il serait navrant que la révélation de ces carnets de croquis, de ces petites fabrications de quatre sous, de ces jeux formels — dont on pourra même suivre les « ratés », — n'excite pas un écho de la vitalité ironique, de l'alacrité insolente, volontiers indécente — mon Dieu, oui! — qui y résident. Picasso est dangereux. Sans l'humour ou la malice, le « chiste » espagnol, les commentaires qu'on fait des œuvres deviennent vite risibles. Ce n'est pas pour rien que cet enfant prodige de La Corogne, ce compagnon des bohèmes catalans, monté à Paris, a voulu substituer à la notion populaire du beau une autre instance qui oscille de l'agencement formel, hermétique, froid et pur de type « cubiste » à la manipulation agressive, à forte charge passionnelle, qui l'envahit vers 1925. C'est bien pourquoi on n'est pas obligé de l'aimer tous les jours.

Jouisseur acharné et exaspéré de son art. Qu'on se rappelle les grognements (avec l'accent espagnol): « Ça va mal, ça va très mal », dans le film de Clouzot! Retenez, parviens tant d'autres propos insolents, malicieusement esquissés, celui qui a rapporté Tériade en 1932, à un moment où Picasso entendait s'imposer — et y réussissait mieux aux Etats-Unis qu'en France: « Au fond, tout ne tient qu'à soi. C'est un soleil dans le ventre aux mille rayons... » Il en accordait le don à Matisse, en attendant de le revendiquer pour lui seul. Car, en ce qui le concerne, le génie n'est pas dans le cœur; il n'est pas davantage dans la tête. Et l'on se trompe beaucoup à chercher la réponse dans ses amours — fatalement en évidence! — ou dans ses amitiés littéraires. Le nouveau musée, qui fait honneur à ceux qui en ont eu l'initiative comme à ceux qui l'ont réalisé, invite, par sa plénitude, à mieux s'y prendre.

ANDRÉ CHASTEL.

(2) Catalogue du musée Picasso, vol. 1, par Marie-Laure Besnard-Bernadac, Michèle Richet et Hélène Seckel. Guide du musée Picasso, par Hélène Seckel. Le Musée Picasso, Paris, par Marie-Laure Besnard-Bernadac.

(3) Biographie par Pierre Daix, Seuil, première édition, 1977. On annonce une étude sur Guernica par J.-L. Ferrier, éd. Denoël.

Citations

« Comment voulez-vous qu'un spectateur vive mon tableau comme je l'ai vécu? Un tableau ne vient de loin; qui sait de combien loin je l'ai deviné, je l'ai vu, je l'ai fait, et cependant, le lendemain, je ne vois pas moi-même ce que j'ai fait. Comment peut-on pénétrer dans mes rêves, dans mes instincts, dans mes désirs, dans mes pensées, qui ont mis longtemps à s'élaborer et à se produire au jour, sur-

tout pour y saisir ce que j'ai mis, peut-être malgré ma volonté? »

PICASSO (1935).

« Les œuvres de Picasso... Leur spectateur doit être pieux, car elles célèbrent des rites muets avec une étonnante difficulté. C'est cela qui distingue ce peintre des autres: ce qu'il a de plus précieux, ce qu'il a de plus cher, c'est son approche parfois. »

GUILAUME APOLLINAIRE (1905).

Un mobilier signé Diego Giacometti

Heureuse initiative que celle prise par le Mobilier national de commander à Diego Giacometti la création de meubles et de luminaires pour le musée Picasso.

A l'exception de la lampe qui accueille le visiteur à l'entrée, avec ses deux chouchettes, son feuillage et sa grâce aérienne, Diego Giacometti n'a pas voulu égarer ses chaises, ses banquettes et ses tables basses de ses animaux féériques, pour ne pas distraire l'attention portée à l'œuvre de Picasso. Seule la justesse des proportions transforme ces meubles en œuvres d'art. Les deux grandes torchères en bronze sont monumentales, sans lourdeur. Le même décor de feuilles et de fleurs-ampoules se retrouve dans ses merveilleux lustres. Le plâtre modelé, traduit en résine blanche par Hagion, garde la trace du geste des doigts, en donnant une texture vibrante à la lumière.

Les moments et les tiges forment des plans dans trois directions perpendiculaires et donnent

ainsi une impression d'excitation de l'espace. Ils portent des fleurs quadrilobées et des feuilles en rosette à l'aspect à la fois étrange et allégre.

Cette expression de l'espace rejoint celle de Picasso, aussi bien pour des salles cubistes, où le volume océanique évolue par fragmentations vers le jeu des surfaces planes, que pour les salles néo-classiques avec leur air raffiné.

Les meubles de Diego Giacometti font parfois penser à ceux des Etrusques ou des Egyptiens. Sans qu'il les copie, ni même s'en inspire, comme s'ils étaient les vestiges d'une civilisation mystérieuse qui leur eût été apparentée.

BERNARD FRAISSE.

Les éditions Hermann publient prochainement un livre sur les meubles de Giacometti, dont certains sont exposés, jusqu'au 31 octobre, galerie Edouard, 10, rue de Seine, Paris-VI. Frère du sculpteur Alberto Giacometti, Diego Giacometti est mort le 17 juillet dernier.



هناك عين الاصل

RADIO-TÉLÉVISION

Lundi 23 septembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 35 L'avenir du futur. Émission de J.-P. Huez, présentée par M. Clarke.
- 20 h 40 Cinéma : Terre brûlée. Film anglais de C. Wilde (1970), avec N. Davenport, J. Wallace, A. May, J. Hamill, L. Frederick, P. Holt. La pollution et la famine menacent la Grande-Bretagne. Un architecte londonien et sa famille vont tenter de survivre. Le scénario écologique met en péril la civilisation et le monde d'un western. Film choc.
- 22 h 5 Dérèglement : Huit au désert. Avec A. Berron, directeur de l'Institut scientifique de l'univers et directeur scientifique au CNRS, les professeurs P. Rogon, paléontologue, M. Mazoyer, de l'Institut national agronomique, R. Kanael, astrophysicien, le caennais E. Kodjo, professeur d'économie à Paris I.
- 23 h 20 Journal.
- 23 h 35 C'est à dire.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 20 h 35 Série : V. Feuilleton américain écrit et réalisé par R.T. Hedron. Tristesse éternelle : voici déjà quatre mois que les visiteurs ont inventé une ville du monde, ils continuent les médias et les centres d'information de la planète. Seul le journaliste Donovan sait que sous leur apparence humaine se cachent des zébrés venus de Sirius. Un voyage de résistance se crée. Des troupes japonaises, USA, infatigables.
- 22 h 5 Série documentaire : le Japon, le rêve et l'histoire. Réal. Jean Antoine. N° 3 : « Un superbe isolement, 1600-1868 ». Le long règne d'une famille de shoguns, les Tokugawa. Les trente millions de Japonais vivent repliés sur eux-mêmes, à l'abri de toute influence étrangère. La population est constituée de 80 % de paysans, qui vivent misérablement mais acceptent leur condition. Dans les villes, les marchands s'enrichissent. L'émission dévoile le déroulement précis du « seppuku », encore appelé « hara-kiri », rite implacable de la société japonaise.
- 22 h 5 Journal.
- 23 h 20 Bonsoir les clips.

TOISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 35 Cinéma : Les Grandes Gueules. Film français de R. Enrico (1965), avec Bourvil, L. Ven-

- 22 h 45 Journal.
- 23 h 10 Thalassa. Le magazine de la mer de G. Pernod. La mer amie ou ennemie de Venise ? Document de R. Delorme (Rediff.).
- 23 h 15 Les dix ans de Thalassa. Georges Pernod rediffuse ce très beau reportage sur Venise, réalisé pour un des premiers magazines de la mer.
- 23 h 55 Coup de cœur.
- 0 h 1 Prélude à la nuit.
- « La Bercuse sur le nom de Fauré », de Maurice Ravel, par Kurt Rodel à la flûte et Noël Les au piano.

FR 3-PARIS - ÎLE-DE-FRANCE

- 6 h 5. Première séance : 16 h 15. Cinéma : Les Misérables, film de L. Bernard (3^e partie) ; 17 h 40. La mémoire aux images ; 18 h 5. Carte blanche : 18 h 55. Hello monaco ; 19 h 5. Assez par : avec Georges Halpern ; 19 h 15. Informations ; 19 h 40. Feuilleton : Un journaliste un peu trop voyant.

CANAL PLUS

- 20 h 35. Les héros n'ont pas froid aux oreilles. Film de C. Nancou. Les 100 de Canal Plus ; 23 h 5. Football australien ; 1 h 5. Martin, film de G. A. Romero.

FRANCE-CULTURE

- 20 h 15 Musique, mode d'emploi : le saxophone dans tous ses états.
- 21 h 30 La véritable histoire des diables de Londres.
- 21 h 40 L'été des musiques traditionnelles : la Corse.
- 22 h 30 La nuit sur un plateau.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 30 Concert : Deuxième sonate, « Ludus Tonalis » de Hindemith par Sviatoslav Richter, piano.
- 22 h 30 Les soirées de France-Musique : feuilleton « Walter Jones » ; à 23 h 05, Rêves d'ailleurs : œuvres de Duparc, Tchaïkovski, Rimski-Korsakov, Couperin, Ravel, Stravinski, Schubert.

Mardi 24 septembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 10 h 45 ANTOPE 1.
- 11 h 15 La Une chez vous.
- 11 h 30 Les jours heureux.
- 12 h 2 Tournez... manège.
- 13 h Journal.
- 13 h 50 Série : la Lumière des justes.
- 14 h 45 Transcontinental.
- 15 h 55 Rapports : les Judo de l'information (diff. le 19 septembre).
- 17 h 10 La maison de TF1.
- 17 h 30 La chance aux chansons.
- 18 h Salut les petits loups.
- 18 h 30 Mini-journal pour les jeunes.
- 18 h 45 Feuilleton : Huit, ça suffit.
- 19 h 15 Jeu : Anagramme.
- 19 h 40 Émission d'expression directe.
- 19 h 45 La FEN.
- 20 h Journal.
- 20 h 30 D'accord pas d'accord (INC).
- 20 h 35 Les grands écrans de TF 1 : le Crime de Pierre Lacaze. Première partie d'un téléfilm d'après le roman de J. Labarre, adapté et réal. J. Delannoy et S. Gaudy. Avec R. Hanin, M.-F. Pisier, P. Rollin (diffusé en 1983). Pierre Lacaze, ancien député, vit retiré dans la région de Bordeaux, séparé de sa femme. Une jeune fille est retrouvée assassinée et la piste de la police remonte au fils du retraité.
- 22 h 5 Série : Entre ciel et terre, Jérusalem. Réal. Claude Massot. 3^e partie : à côté des passions religieuses exacerbées dans cette ville déjà détruite et reconstruite quatre fois, des hommes tentent de vivre. Déchirés ou portés par Jérusalem, ils n'échappent pas à son destin exceptionnel.
- 23 h Journal.
- 23 h 20 C'est à dire.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 6 h 45 Télématin.
- 10 h 30 ANTOPE.
- 11 h 20 Les rendez-vous d'Antenne 2.
- 11 h 30 Les carnets de l'aventure : le Conquérant de l'Inde.
- 12 h Journal et météo.
- 12 h 10 Jeu : L'académie des neuf.
- 12 h 45 Journal.
- 13 h 30 Feuilleton : Histoires à suivre.
- 14 h Aujourd'hui la vie. Le remplissage des inventeurs.
- 15 h Série : La reine des diamants.
- 16 h C'est encore mieux l'après-midi !
- 17 h 25 Héros A 2.
- 18 h 30 C'est la vie : le confort ou bureau.
- 19 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 40 Jeu : La trappe.
- 20 h Journal.
- 20 h 30 Loto sportif : pronostics.

20 sur des meubles de rangement et ce soir, mardi, nocturne jusqu'à 20 h 30 à la SAMARITAINE-RIVOLI

- 20 h 35 Cinéma : le Père tranquille. Film de Noël-Noël et R. Clément (1946), avec Noël-Noël, C. Olivier, N. Ahr, J. Arraz, J. Vars. Dans une petite ville de Charente, sous l'occupation ; un agent d'assurances, quinquagénaire pondant, dirige secrètement un réseau de résistance local. Œuvre de circonstance destinée à donner, après la guerre, l'image de l'unité nationale devant les Allemands. Éloge du Français moyen. On aime cette chronique intimiste et psychologique.
- 22 h 20 Mardi cinéma. Émission de P. Tchermine. Avec André Desrolier, Philippe Noiret, Nicole Garcia et Sandrine Bonnaire.

TOISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 17 h Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions, sauf à 17 heures, où l'on verra sur tout le réseau « la Révolte des Hottentots » ; à 17 h 15, Dynamite ; à 18 h 55, Hello monaco ; à 19 h 40, Un journaliste un peu trop voyant.
- 19 h 55 Dessin animé : il était une fois l'homme.
- 20 h 5 Les Jeux.
- 20 h 30 D'accord, pas d'accord (INC). Docteur d'aujourd'hui sur vos prix !
- 21 h 35 Cinéma : Stowaway. Film américain de W. A. Seiler (1936), avec S. Temple, R. Young, A. Faye, E. Pallette, H. Wesley, A. Treacher (N).
- Une petite fille, surnommée « Tchén-Tché », dont les parents ont été tués à Shanghai, sert d'interprète à un riche Américain qui apprend à veiller sur elle. Shirley Temple, enfant prodige et vedette, dans un mélange de drame et de comédie. Il y a aussi des chans et des danses.
- 22 h 5 Journal.
- 22 h 35 Émissions régionales.
- 23 h 10 Coup de cœur.
- 23 h 30 Prélude à la nuit.
- « L'invitation à la valse », de Carl Maria von Weber, par Anna Stello Schich au piano.

CANAL PLUS

- 7 h Gym à gym ; 7 h 15 : Les montchichi ; 7 h 35, Météo et top 50 ; 8 h 30, Dancin' days (et à 11 h 55) ; 9 h, Le Facteur nous rendra deux fois, film de B. Rabinson ; 11 h, Série : Soyez bon si vous le voulez ; 12 h 15, Duet ; 14 h, Et le temps s'écoule ; à 15 h, film de P. Schulman ; 15 h 35, Surprises ; 15 h 45, Descente aux enfers, film de G. A. Sherman ; 17 h 30, Transformations ; 17 h 45, A C + ; 18 h 25, Top 50 ; 19 h, Maxi tête ; 19 h 5, Zénith ; 19 h 40, Tout s'écroule ; 19 h 50, Dessin animé ; 20 h 5, La Guerre des étoiles, film de G. Lucas ; 22 h 40, Africain, film de P. de Broca ; 0 h 15, Les Implacables, film de R. Walsh. Série : Soyez bon si vous le voulez.

FRANCE-CULTURE

- 1 h 15, Les nuits de France-Culture ; 7 h, Culture mythique ; 8 h 15, Les enjeux internationaux ; 8 h 30, Les chemins de la connaissance : Vergiliana ; (et à 10 h 50 : le Zen, cœur à cœur) ; 9 h 05, Le maître des autres : les livres des autres ; 10 h 30, Musiques : ministres (et à 17 h) ; 11 h 10, L'écrit des parents et des éducateurs : en éducation aussi une image vaut dix mille mots ; 11 h 30, Feuilleton : Mort d'un personnage ; 12 h, Passions : Radio passions ; à 12 h 45, le Club de la presse : avec le professeur Mathé ; 13 h 40, Instantané, magazine musical ; 14 h, Un livre, des voix : « L'Enfant de sable », de Tahar Ben Jelloun ; 14 h 30, Les gens des marais ; 15 h 30, Mardis du théâtre : mégalopole, la crèche critique ; 17 h 10, Le pays d'ici : Charleville ; 18 h, Sub-jectif : Agnès ; 18 h 35, Spécial Souda ; 19 h 30, Perspectives scientifiques : Pour une approche scientifique de la psychosomatique ; 20 h, Musique, mode d'emploi : le saxophone dans tous ses états.
- 20 h 30, Le journal du corps : le palindrome, la grossesse dans ma tête, l'alimentation en France.
- 21 h 30, Diagonales, ou l'actualité de la chanson : spécial Gérard Mannel.
- 22 h 30, Nuits magnétiques : le journal culturel ; à 0 h 5, Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

- 2 h, Les nuits de France-Musique ; 7 h 10, L'imprévu, magazine d'actualité musicale ; 9 h 5, Le maître des musiciens : le Néoclassicisme : œuvres de Debussy, Mozart/Handel, Geminiani/Correlli, Respighi, Warlock, Chostakovitch, Krenek ; 12 h 10, Le temps de jazz : Sidney Bechet ; 12 h 30, Concert : œuvres de Franck, Debussy, Schostakovitch, Milhaud, et Daniel Barenboim ; piano ; 13 h 40, Sonates de Scarlatti, par Scott Ross ; 14 h 2, Répères contemporains : Isang Yun ; 14 h 30, Cautate : BWV 106 de Bach ; 15 h, Les après-midi de France-Musique : Karol Ancerj dirige des œuvres de Dvorak, Brahms, Liszt, Martinu, Stravinski, Ravel, Moussorgski ; 16 h 2, Programme musical : Johan Albin ; 18 h 30, Jazz d'aujourd'hui : lecture au laser ; 19 h 10, Magazine international ; 20 h 4, Avant-coureur.
- 20 h 30 Concert (en direct du Théâtre des Champs-Élysées) : Symphonie n° 5 en si bémol majeur de Bruckner par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. H. Hollreiser.
- 22 h 30 Les soirées de France-Musique : feuilleton Walter Jones ; à 23 h 5 : Manifestes médiévaux : « autour du manuscrit de Las Huelgas ».

COMMUNICATION

L'ALLIANCE AUDIOVISUELLE ENTRE M. MURDOCH ET LE GROUPE BRUXELLES-LAMBERT

Un défi au gouvernement français

Derrière le communiqué laconique du 20 septembre, une impitoyable bataille pour la prise de contrôle de la CLT. Les espoirs audiovisuels du gouvernement semblent bien compromis.

Un petit communiqué de Bruxelles s'est glissé le 20 septembre, vers 15 heures, entre les suites de l'affaire Greenpeace et le début d'un week-end caniculaire, pour annoncer l'alliance entre M. Rupert Murdoch et le groupe Bruxelles-Lambert (GBL). Étrange discrétion pour un accord de cette importance : d'un côté, la première multinationale de l'audiovisuel, solidement implantée depuis deux ans aux États-Unis, en Grande-Bretagne et en Australie ; de l'autre, le second groupe financier belge, aux fortes ramifications internationales, actionnaire principal de RTL, annonçant qu'ils vont développer des projets communs de télévision terrestre ou par satellite de télévision directe.

Cette alliance fait l'effet d'une bombe dans les milieux politiques et audiovisuels. À l'évidence, personne n'était au courant des contacts entre M. Albert Frère, président de GBL, et M. Murdoch. Les dirigeants de RTL découvrent le communiqué par la presse. Le comité de direction de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT), où sont représentés les intérêts belges, français et luxembourgeois, n'a jamais évoqué la bourgeoisie. M. André Rousset, président d'Havas, partenaire privilégié de GBL au sein d'Audiofin, a été sommairement prévenu, vingt-cinq heures auparavant, au détour d'une conversation. De tous les actionnaires de la CLT, seuls les dirigeants d'Hachette étaient informés des négociations : se refusant à tout commentaire, ils se contentent de se féliciter d'un accord

entre des partenaires qui sont aussi des amis.

Derrière la surprise, les principaux intéressés ne dissimulent pas leurs préoccupations. Que veut M. Albert Frère ? Doter la CLT d'un allié puissant pour renforcer son rôle dans l'audiovisuel européen, comme il l'avait indiqué dans un entretien récent (*le Monde* du 1^{er} août) ? Dans ce cas, il semble faire cavalier seul et se soucier comme d'un guigne des délicats équilibres politiques qui régissent le fonctionnement du groupe luxembourgeois. Un tel comportement peut paraître suicidaire à un moment où RTL est engagée dans une complexe négociation sur le satellite de télévision directe et l'obtention d'une chaîne privée sur le territoire français. Sauf à considérer que le président de GBL se situe délibérément dans la perspective de l'après-mars 1986, et que son alliance avec M. Murdoch constitue un défi calculé au gouvernement français.

La crise qui éclate aujourd'hui s'est nouée en 1973. Cette année-là, M. Valéry Giscard d'Estaing, alors ministre des finances, redouta la montée de la gauche. Il entend soustraire RTL d'un de ses actionnaires : le groupe Schlumberger, dirigé par M. Jean Riboud, un ami personnel de M. François Mitterrand. Il donne à Audiofin la majorité dans la CLT (54,6 %) et à Bruxelles-Lambert le contrôle d'Audiofin (38 %). Havas, représentant l'État français, est minoritaire mais garde, au terme d'un « pacte », le pouvoir de nommer l'administrateur général.

Cette subtile manœuvre porte ses fruits en 1981. Malgré les recommandations de M. Riboud, la gauche, arrivée au pouvoir, ne songe pas à remettre en question le capital de la CLT : GBL semble un partenaire financier bien tranquille et Havas apparaît tout puissant. Personne ne

s'aperçoit que le bouillant M. Frère a remplacé à la tête du groupe belge le paisible baron Lambert, qu'il a fortement augmenté les fonds propres de GBL et engagé comme bras droit M. Gérard Eskenas, ancien adjoint de M. Pierre Moussa, président de Paribas avant la nationalisation, qui - on s'en souvient - avait soustrait la filiale suisse à la nationalisation de l'établissement bancaire.

La crise éclate le 17 décembre 1984. Agacé par le ton de certaines chroniques de RTL, le gouvernement français tente d'obtenir le remplacement de M. Jacques Rigaud au poste d'administrateur délégué par M. Jacques Pomonti, président de l'Institut national de la communication audiovisuelle. L'opération échoue, contrée résolument par les représentants de GBL. Le gouvernement français découvre avec stupeur qu'il ne tient pas RTL et qu'il est trop tard pour renverser le rapport de forces. Le groupe belge affirme sa puissance financière, face à Havas affaibli par le lancement de Canal Plus.

M. Riboud avait bien tenté de casser la logique d'Audiofin : l'accord du 26 octobre 1984 avec le gouvernement luxembourgeois sur le satellite de télévision directe offrait l'occasion d'un renversement du rapport des forces. Mais M. Pomonti, chargé de mission pour le satellite, n'a pas tenu compte de cet accord dans le montage de la société d'exploitation et le gouvernement français a laissé faire.

Le piège

Dès lors, M. Albert Frère a les coudées franches pour pousser son avantage. Le 22 mai dernier, il fait nommer M. Gaston Thern, son candidat, à la vice-présidence de la CLT, avec la certitude de succéder à l'actuel président, M. Pierre Werner. Parallèlement, GBL passe une alliance avec Hachette pour la prise de contrôle des éditions Dupuis et de leurs importantes activités audiovisuelles. Le doute n'est plus permis : la CLT - qui ne représentait que 6 % du chiffre d'affaires du groupe belge - devient, pour lui, un enjeu stratégique.

L'alliance avec le groupe de M. Rupert Murdoch est la dernière étape de cette partie de bras de fer entre M. Albert Frère et le gouvernement français. Le sens du communiqué du 20 septembre est clair : la CLT apparaît aujourd'hui confortée, capable de bloquer les négociations pour attendre des jours meilleurs. L'opposition n'a-t-elle pas prouvé, en cas de victoire aux élections de mars 1986, de privatiser ou de démanteler Havas ? Ne murmure-t-on pas à Paris que M. Eskenas serait assuré de reprendre la banque après mars et jouerait un rôle décisif dans les dénationalisations ?

Le gouvernement se retrouve pris au piège. Les décisions du 31 juillet sur la télévision privée devaient fixer le paysage audiovisuel, empêcher toute privatisation en cas de victoire de l'opposition. Mais le conflit avec la CLT, l'attentisme d'Hachette, bloquent le mécanisme législatif, compromettent l'installation des réseaux privés multivariés, hypothèquent les bénéfices politiques de l'opération.

Comment contre-attaquer ? Mettre rapidement en place une chaîne musicale avec des capteurs de gauche ? Accélérer la privatisation de Canal Plus, comme le souhaite M. Rousset ? Autant de réponses possibles, mais qui restent assez marginales. Faut-il, comme le suggère M. Pomonti, chargé de mission sur le satellite, passer un accord avec M. Silvio Berlusconi, le géant de la télévision privée italienne, qui se fait fort de monter rapidement une chaîne privée et de résoudre le problème du satellite ? L'hypothèse est sérieusement considérée par certains membres du gouvernement, qui estiment que l'amitié entre M. Berlusconi et le premier ministre socialiste italien, M. Bettino Craxi, est un gage politique suffisant ! Mais elle fait grincer des dents à tous ceux qui rendent la télévision privée italienne responsable de la mort du cinéma italien et du triomphe d'une logique commerciale peu soucieuse des enjeux culturels.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

La mort de Geneviève Tabouis

Cinquante ans de radio, soixante-quatre ans de presse écrite et treize livres : Geneviève Tabouis, la doyenne des journalistes français, est décédée, dimanche 22 septembre, à son domicile parisien, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Y eut-il jamais dans le journalisme une carrière aussi longue que celle de Geneviève Tabouis ? Sa parenté avec le Cambou lui avait ouvert toutes les portes du journalisme, et elle fit ses débuts, en 1919, dans les coulisses de la conférence qui devait aboutir au traité de Versailles. Près de soixante ans plus tard, toute fièvre, toute menace, presque diaphane, se nourrissant à peine, elle hantait encore les couloirs du Quai d'Orsay et les salons des ambassades et n'hésitait pas à communiquer chaque dimanche aux auditeurs de RTL ses prévisions pour la semaine.

Ceux qui ont connu à l'époque de sa gloire, quand Hitler s'en prenait à elle dans ses discours commencent à se faire rares. Ceux qui, comme nous, sont devenus ses confrères et ses amis après la Libération avaient un peu de peine à imaginer, en bavardant avec cette vieille dame charmante et raffinée, le visage épiqué, sous les cheveux blancs, faisait penser à quelque marquise de l'ancien régime, qu'elle ait pu être la Cassandre de l'entre-deux-guerres. Sa grande époque avait été celle des Herriot, des Tardieu, des Briand, des Laval, pour ne parler que des Français : c'est-à-dire d'hommes qui pouvaient espérer, par leurs intrigues et leur talent, détacher soudain tel pays de telle alliance, séduire Mussolini, rassurer Benès, ou impressionner Hitler. Infatigable, toujours sur la brèche ou au téléphone, connaissant tout le monde, harcelant tout le monde, « Geneviève » était sans rival pour arracher les secrets d'État à leurs démenteurs.

Ennemie jurée de l'axe et de Vichy, mais réfractaire au gaullisme, elle se fixa pendant la guerre à New-York, dirigeant l'hémédair *Pour la victoire* et déployant une inlassable activité au service de la cause alliée. A son retour en France, l'Éclair, le journal où elle écrivait chaque jour, avait disparu pour s'être abandonné, avec Marcel Datt, à la collaboration. Elle ne retrouva jamais une telle tribune. Et puis la diplomatie changeait rapidement. Elle sut s'adapter avec cette discrétion et cette modestie qui

étaient parmi ses grandes vertus. Mais elle ne tenait plus la vedette comme elle l'avait fait auparavant.

Il en aura fallu davantage pour abattre sa flamme, sa bonne humeur et une courtoisie qui ne cédait que lorsqu'elle trouvait que le pouvoir, sous ses diverses formes, en prenait trop à son aise avec la presse. Nous la voyons encore, à Genève, en 1954 - ou bien était-ce en 1959 - alors que s'ouvrait une des grandes conférences Est-Ouest, brandir son parapluie contre le chef du service de presse du Quai d'Orsay, lequel n'avait strictement rien à dire, le malheureux, aux journalistes. « Nous sommes ici par la volonté de notre public », s'écria-t-elle de sa voix suraiguë, et nous ne nous en tirons que lorsque vous nous aurez donné des nouvelles. Le porte-parole alla voir son ministre et revint les mains pleines.

Sa lutte contre Hitler et Munich avait trop marqué Geneviève Tabouis pour qu'elle se décide jamais à faire confiance à l'Allemagne et à l'Europe des Six. Pour elle, le chemin de la paix passait par l'entente avec l'URSS. Pendant le voyage de de Gaulle à Moscou en 1966, elle nous prit à part dans un des salons de l'ambassade de France : « Je crois, nous dit-elle, que c'est l'un des plus beaux jours de ma vie. » Il y en avait eu bien d'autres pour cette femme chaleureuse et généreuse, à qui une volonté farouche et la passion de son métier avaient permis, presque jusqu'à la fin, d'ignorer superbement les atteintes de l'âge.

A. F.

[Née à Paris en 1892 dans une famille d'artistes (son père, Fernand Le Quenec, était peintre et son grand-père peintre sculpteur) et de diplomates (elle était nièce de deux célèbres ambassadeurs de France : Paul et Jules Cambon), Geneviève Tabouis, après des études de Lettres, entra à l'École de Louvre, mais à partir de 1924, c'est au journalisme qu'elle se consacra tout en continuant de se passionner pour l'archéologie, notamment égyptienne. Éditorialiste de l'Éclair jusqu'en 1940, directrice à New-York de *Pour la victoire* pendant l'occupation de la France, elle collabora après la guerre à de nombreux journaux parisiens (*France Libre*, *l'Information*, *Paris-Jour*), régionaux (*le Dépeche du Midi*), et étrangers, et à RTL, où elle tint une rubrique quotidienne puis hebdomadaire. Elle a publié en France et à l'étranger de nombreux ouvrages consacrés à *Toussaint Louverture*, *Nabuchodonosor*, *Salomon*, et surtout à la politique contemporaine : *Jules Cambon*, *Chantage à la guerre*, *Albion perfide* et *loyale*, *ils m'ont appelé Cassandre*, *Paris sous l'ennemi*, *Vingt ans de espérance diplomatique*, *Grandeurs et servitudes américaines* et, plus récemment, une étude sur *Sybil*. Elle était la veuve de Robert Tabouis, ancien président de la CSF (Compagnie générale de télégraphie sans fil).]

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 23 SEPTEMBRE

— M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, est reçu à l'émission « Face au public » sur France-Inter, à 19 h 20.

● Le conflit Lignel-Hersant à Lyon. — Des manifestants du Livre CGT ont bloqué, dans la nuit du 21 au 22 septembre, la diffusion du *Journal Rhône-Alpes* (qui n'a pas été distribué) et de *Lyon-Matin-Dimanche*. Les gendarmes sont intervenus. Le *Progrès-Dimanche* est resté absent des kiosques pour la sixième fois. Le litige entre le groupe Progrès de M. Lignel et le groupe Dauphiné de M. Hersant est à nouveau cette semaine entre les mains de la justice.

HANDICAPÉS

Le congrès des accidentés du travail Plus de douze mille personnes ont participé à la manifestation de clôture

De notre envoyée spéciale

Bourges. — La Fédération nationale des mutilés du travail a tenu son trente-septième congrès, à Bourges, du 17 au 22 septembre. Née en 1921 dans la mouvance syndicale, elle compte aujourd'hui quatre cent mille adhérents mais souffre de la même désaffection que les syndicats.

Si les congressistes admettent que, depuis la loi d'orientation de 1975, les droits des handicapés sont reconnus, ils ont multiplié les revendications : réparation des incapacités permanentes inférieures à 10 %, retraite à cinquante-cinq ans pour les handicapés, insertion professionnelle pour les handicapés, amélioration de la prévention des accidents du travail et surtout versement d'une allocation égale au SMIC pour les handicapés permanents qui ne peuvent pas travailler.

Pour sa part, M^{me} Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, a rappelé que, depuis le début du septennat, le gouvernement avait développé la prévention, amélioré le droit de regard du salarié sur la sécurité. Entre 1981 et 1985, les pensions versées aux handicapés ont augmenté de 40 %, a affirmé M^{me} Dufoix et le nombre de travailleurs handicapés employés dans les entreprises est passé de cinquante-huit mille, en 1981, à quatre-vingt-dix mille, en 1985. Le congrès s'est achevé le 22 septembre par une manifestation à laquelle plus de douze mille personnes ont participé. Signe des temps et pour marquer son évolution, la Fédération des mutilés du travail a décidé de se transformer en une « Fédération nationale des accidentés du travail et des handicapés » (FNATH).

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

CYCLE DE MARKETING INDUSTRIEL AU CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET MÉTIERS

- Enseignement de haut niveau (cycle C) ;
- Approche théorique et séminaire d'études de cas ;
- 120 heures sur 9 mois (soir et samedi) ;
- Coût : 330 francs par an.

Date limite de dépôt des dossiers de candidature :
4 octobre 1985.

Renseignements, inscriptions et demandes de dossiers :

Sur place : CNAM - Bureau du Marketing Industriel
(de 10 h à 12 h 30 et de 14 h à 15 h)
2, rue Conté, 75003 Paris, bureau 3.32
Par téléphone : 271-24-14 poste 624
(de 10 h à 12 h 30 et de 14 h à 15 h) ou poste 523 (de 15 h à 18 h).

LE CARNET DU Monde

Naissances

— Jean LARIB,
Catherine LAMOUR,
Samuel,
Louisa,
Jeanne.

ont la joie d'annoncer la naissance de

Pauline,

le 17 septembre 1985.

Mariages

— M. et M^{me} Jean-Charles CHATEL,
l'ambassadeur et la comtesse
Bernard de CHALVRON,

sont heureux de faire part du mariage de

Caroline et Jean-Guy.

qui sera célébré dans l'intimité, le
samedi 26 octobre, à Paris.

— M. et M^{me} Emile DELISTE,
M. et M^{me} Bernard MORSELLI,

ont le plaisir de faire part du mariage de

Eliane et Lesly,

à la mairie du seizième arrondissement
de Paris, à 17 heures.

Décès

— Ses amis et anciens collaborateurs
ont la douleur de faire part du décès,

survenu le 20 septembre 1985, du

docteur Georges BARSKI,

directeur honoraire de recherches
au CNRS,

ancien chef de laboratoire
de culture de tissus et de virologie
à l'Institut Gustave-Roussy.

Les obsèques auront lieu le mardi
24 septembre, à 10 heures, au cimetière
parisien de Bagneux.

Né en 1909 à Varennes (Puy-de-Dôme) où il fit ses
études de sciences, Georges Barski est spécialiste
à l'Institut Pasteur de Paris, où il dirigea, de
1947 à 1955, le laboratoire de culture des
tissus dans le service des Virus. Directeur de

recherches au Centre national de la recherche
scientifique (CNRS), Georges Barski fut le chef
de service et jusqu'en 1977 du laboratoire de
culture des tissus et de virologie, à l'Institut du
cancer Gustave-Roussy, à Villejuif.

C'est en 1980 et 1981 qu'il publia son étude
essentielle sur l'hybridation des cellules souches
en culture cellulaire mixte. Une
démonstration était pour la première fois appor-
tée d'une coopération génétique au sein d'un
gène hybride issu de la fusion expérimentale
de deux cellules normales différenciées. Cette
observation fournissait un outil embryonnaire
pour la recherche sur le génétique, la différenciation cellulaire, l'interaction cellule-virus
et la cancérologie notamment par des croisements
entre cellules normales et malignes.
Georges Barski avait reçu de très nombreuses
distinctions, académiques nationales et internatio-
nales, et sa renommée était grande dans les
milieux scientifiques.

— M^{me} Maurice Borel,
son épouse,
M^{me} Edwige Borel
et ses filles, Diane et Malik,
M. et M^{me} Pascal Borel
et leurs enfants, Bronn, Isabelle
et Estelle,

M^{me} Patricia Girot
et sa fille, Julia,
sont enfants et petits-enfants,
M. et M^{me} Jacques Borel,
M. et M^{me} Pierre Lambret,
M. et M^{me} Guy Lepère,
sont frères et sœur,

Les familles Borel, Lambret, Franck-
hauser, Amieux, Parant, Héreau,
Ainsi que tous ses parents et amis,

ont l'immeuble tristesse de faire part du

décès de

Maurice BOREL,

à l'âge de cinquante-six ans, après une
longue et douloureuse maladie.

La cérémonie religieuse aura lieu le
mercredi 25 septembre 1985 dans la
plus stricte intimité.

Nos abonnés bénéficient d'une
réduction sur les insertions du « Carnet
du Monde », sont priés de joindre à
leur envoi de texte une des dernières
bandes pour justifier de cette qualité.

SEMINAIRES DE
LECTURE
RAPIDE 233.34.34
Lecrika
SYSTEM
12, rue Vauvilliers, 75001 PARIS.

— M^{me} Jean RAOUX,
M. et M^{me} René Cambiaggi
et leurs enfants,
Le docteur et M^{me} Philippe RAOUX
et leurs enfants,
M. et M^{me} Yves RAOUX
et leurs enfants,
M. et M^{me} Pierre RAOUX
et leur fils,
M. et M^{me} Yves Vieux
et leurs filles,
M. Michel RAOUX,
M^{me} Pauline Desmarquest,
M. et M^{me} Lucien Clément,
son épouse,
ses enfants et petits-enfants,
sa tante,
ses sœur et beau-frère,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean RAOUX,
ingénieur général
des ponts et chaussées,

survenu le 21 septembre 1985, dans sa
soixante-douzième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le mercredi 25 septembre, à 10 h 45, au
l'église Saint-Germain, rue J.-L. Forain,
au Chesnay (Yvelines), où l'on se réunira,
suivie de l'inhumation au cimetière
du Chesnay, dans le caveau de famille.

Ni fleurs ni couronnes.

La présent avis tient lieu de faire-
part.

5, square Clément-Marot,
78150 Le Chesnay.

— On nous prie d'annoncer le décès

de

M^{me} Marcelle ROGER,

départée résistante,
officier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'Ordre de Léopold II,

survenue à l'hôpital d'instruction des
armées Bégin, le 10 septembre 1985, à
l'âge de soixante-huit ans.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus
stricte intimité.

Une messe sera dite à sa mémoire en
la grande chapelle de l'hôpital Bégin,
69, avenue de Paris, à Saint-Mandé
(Val-de-Marne), où l'on se réunira le
samedi 28 septembre, à 11 heures.

M. et M^{me} Henri Rogant,
8, allée des Feuillantes,
94800 Villejuif.

— Le directeur et les personnels du
Centre de recherches et d'études sur les
sociétés méditerranéennes (CRESM)
d'Aix-en-Provence,
ont la grande tristesse de faire part du

décès de

M^{me} Christiane
SOURIAU-HOEBRECHTS,
directrice de recherche au CNRS,

survenue le 16 septembre 1985.

— Le centre d'études féminines-
féministes de l'université de Provence
informe le mouvement des femmes et
tous ses sympathisants du décès de

Christiane SOURIAU,
secrétaire générale du CEFUP,

notre sœur, notre amie.

Son exceptionnelle personnalité trou-
vera vivante fidélité dans la diversité de
nos travaux.

29, avenue Robert-Schuman,
13621 Aix-en-Provence.

Née le 29 juin 1924 à Scharbeck en Belgi-
que, Christiane Souriau a fait des études de phy-
siologie classique à l'université libre de
Bruxelles : elle a obtenu, en 1947, une licence
d'arabe, elle est entrée, en 1954, au CNRS, où
elle a créé le laboratoire de langue arabe sur le
Maghreb et dirigé le service de documentation.

En 1967, elle a soutenu une thèse de tra-
vail sur le cycle de la femme arabe, et elle a
commencé une carrière de chercheuse dont les
principaux axes ont été la politique d'arabisa-
tion, la société féminine et les femmes.

Elle a animé le Centre d'études féminines de
l'université de Provence et dirigé, depuis 1982,
un programme de recherche sur « Les femmes,
le travail et l'impact autour de la Méditerranée
aujourd'hui ».

Elle a obtenu l'habilitation à la direction de
recherche à l'université de Provence en 1982.
Parmi ses nombreuses publications, nous re-
tenons : le livre maghrébin, CNRS, 1969 ; le
Maghrébin musulman, CNRS, 1978 ; Femmes et
politiques autour de la Méditerranée, l'Harmattan,
1980 ; L'Égypte : l'économie des femmes, à
paraître en 1985.

— M^{me} O. Thebaud,
son épouse,
Les familles Thebaud, Bouchaud,
Dirou et Seunaneche,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Maurice THEBAUD,
ingénieur arts et métiers,
chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 15 septembre 1985, dans sa
quatre-vingt-neuvième année.

Chemins des Poissonniers,
13600 La Ciotat.

Remerciements

— M^{me} Alain AUDIAT,
son épouse,
M^{me} Sophie Audiat,
sa fille,
Les familles parentes et alliées,

ne pouvant répondre individuellement à
celles et ceux très nombreux qui leur ont
témoigné tant de marques d'amitié et de
sympathie lors du décès de

Alain AUDIAT,

les prient de trouver ici l'expression de
leurs vifs remerciements et de leur pro-
fonde gratitude.

— L'Association technique de
l'importation charbonnière (ATIC)
présente ses sincères remerciements aux
personnes qui ont adressé leurs témoi-
gnages de sympathie lors du décès de

Alain AUDIAT,

survenu le 10 septembre 1985.

Anniversaires

— La muerte llevándose la vida ya
vivió por delante y de la mano...
En enfermos es llanto no llorado,
Es infarto de tanto amor callado.

Félic C. COBO.

Pour ce deuxième anniversaire,
Sa femme,
Ses enfants,
Ses frères et belles-sœurs, sa nièce,
Ses amis et compagnons de lutte
d'Argentine, d'Uruguay et de France se
souviennent.

— Pour le cinquantième anniversaire du
décès de

Maurice MARÉCHAL,

une pensée est demandée à ceux qui en
ont gardé le souvenir.

22 septembre 1980.

Avis de messes

— Un service se tiendra le lundi
30 septembre 1985, à 8 h 30, en l'église
réformée de l'Association, 19, rue
Courtembert, à Paris-16^e, en la mémoire de

Frank ARNAL,

ancien ministre,
président honoraire
du Conseil national de l'ordre
des pharmaciens,
président d'honneur
de la Caisse d'assurance-vieillesse
des pharmaciens,

dont les obsèques ont eu lieu le 25 juin,
à Vialas (Lozère).

De la part de

M^{me} Frank Arnal,
Du Conseil national de l'ordre des
pharmaciens,
Et de la Caisse d'assurance-vieillesse
des pharmaciens.

— Le président
et les membres du Cénacle des Amis
informent qu'un service religieux aura
lieu à la mémoire de leur président
d'honneur,

Arthur Wellesley BARNETT,

le mardi 24 septembre 1985, à 9 heures
précises, en l'église anglicane Saint-
Michel, 5, rue d'Agnesseau, à Paris-8^e.

Le Cénacle des Amis,
59, rue de Richelieu,
75002 Paris.

Communications diverses

— Académie de Lutèce, exposition
de peinture CIAC, 27, rue Taine, à
Paris-12^e, métro Daumesnil.

Tous les jours, du 25 septembre au
6 octobre, de 13 heures à 19 heures,
samedi et dimanche compris.

Vernissage le 27 septembre à
17 heures.

Soutenances de thèses

DOCTORATS D'ÉTAT

— Université Bordeaux-III, mardi
24 septembre, à 14 heures, salle des Pro-
fesseurs, M^{me} Aouchar, née Amin
Arhai : « Colonisation et transformation
d'une société : l'Ontari (Haut-
Moukoudi) ».

Pompes Funèbres Marbrerie

CAHEN & C^{ie}

320-74-52

FESTIVAL ESPAGNOL

A partir de mardi prochain 24 septembre, la gastronomie et le
tourisme espagnols seront à l'honneur au Grand Hôtel, place de
l'Opéra, Paris.

En effet, l'hôtel et l'hôtel Castillana Inter-Continental Madrid
proposent dans le cadre du Grand Hôtel décoré pour la
circonstance une formule de buffet offrant un choix d'entrées,
« Tapas », des plats espagnols, fromages, desserts, le tout à
volonté, vins, café et service compris pour la somme de 195 FF.

Réservez : 268-12-13, déjeuner seulement.



LA RENAULT 25 VOUS INVITE A LA GRANDE CASCADE.

Renault est heureux de vous accueillir à la Grande Cascade du Bois
de Boulogne, pour vous faire essayer la Renault 25 dans la version de
votre choix. De la Renault 25 TS à la Renault 25 Limousine V6 Turbo,
16 versions pour vous séduire sur le thème de l'exigence absolue.

Du lundi 23 au dimanche 29 septembre, à la Grande Cascade du Bois de Boulogne. Le lundi
de 11 à 18 heures, du mardi au samedi de 10 à 19 heures, le dimanche de 10 à 18 heures.
Si vous souhaitez prendre un rendez-vous pour un essai, téléphonez au numéro vert :
16.05.25.1986.



صكنا من الاصل

INFORMATIONS « SERVICES »

LOISIRS

MODE, FILMS ET MONUMENTS

22 septembre, jour de fêtes

Où donner du la tête le 22 septembre? Aller au cinéma à deux et ne payer qu'une seule place? Découvrir les monuments historiques habituellement interdits à la visite? Les Parisiens étaient encore plus gâtés, qui pouvaient en filmant observer Christo achever l'emballage du Pont-Neuf, assister au défilé organisé pour le Festival de la mode, avenue Foch, par le couturier Daniel Hechter, sans oublier les podiums de « Nord-Sud 85 » installés à la Défense.

La seconde Journée portes ouvertes dans les monuments historiques est un grand succès populaire. A Paris, les ministères étaient pris d'assaut en priorité. En milieu d'après-midi, le passage qui relie les bureaux de M. Jack Lang au Conseil constitutionnel est noir de monde. L'hôtel Matignon ne décompte pas : 15 000 visiteurs. On vient, en famille, casser la croûte dans les jardins du premier ministre ou commenter, rue de Voltaire, les fresques d'Alekhine et le nouveau bureau en sycomore commandé par M. Lang à André Putman. L'ambassade d'Allemagne fédérale, la seule à ouvrir ses portes, livrait de son côté les secrets de l'hôtel de Beaurhais. Vers 17 heures, une première évaluation nationale donnait un 1,5 million de visiteurs

dans les 5 000 monuments ouverts. L'année dernière, ils étaient 600 000 pour 3 000 édifices. Le tout pour un budget inférieur à 1 million de francs.

Pour ce qui est du cinéma, les lundimens de fête sont plutôt gais. La fréquentation des salles n'est mise à l'épreuve que vendredi soir. Si l'on n'a pas assisté aux scènes défilantes du 14 juin, plusieurs salles affichaient complet à Paris, la quasi-totalité en province. Sur l'ensemble de la France, il y a eu de deux à trois fois plus d'entrées qu'un dimanche ordinaire.

Les résultats du concours « La ronde des baisers » ont départagé le 21 septembre, les 558 000 participants. Premier prix : un séjour à Hollywood. Quant à la vente aux enchères du 20 septembre, elle a rapporté 100 000 F, la base d'une fondation pour le cinéma.

Le deuxième volet de la fête venait à point nommé pour mettre en valeur les récentes mesures d'incitation fiscale. Après tant de bonnes nouvelles, quoi de plus naturel pour M. Jack Lang que d'arborer le badge officiel de la manifestation : un petit cœur rose portant l'inscription : « Cinéma, je t'aime. »

S. DURAND-SOUFFLAND.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 23.9.85 A 0 h G.M.T.

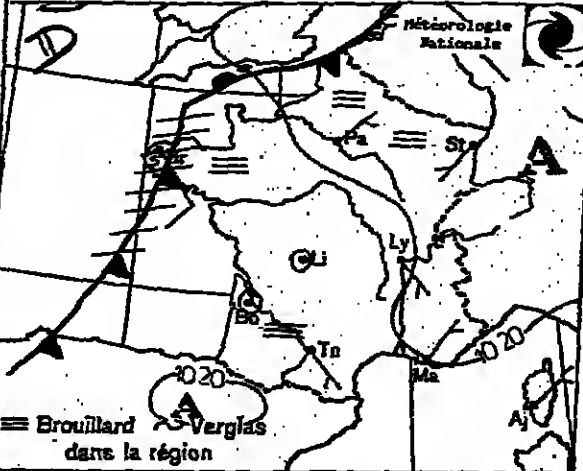


Evolution probable du temps en France, entre le lundi 23 septembre à 9 heures et le mardi 24 septembre à 24 heures.

Situation générale :
Les hautes pressions se maintiennent sur l'Europe occidentale. Une faible perturbation s'enfonce sur le nord de la France en apportant de l'air humide.

Mardi : La France sera séparée en deux zones distinctes : le nord et le sud. Sur une large moitié sud du pays le beau temps ensoleillé chaud et sec persiste. Toutefois quelques formations de nuages bas ou de brouillards retardent l'apparition du soleil près du golfe du Lion ainsi que du Sud-Ouest au Centre. L'après-midi il fera 26 à 28 degrés à l'ombre, plus de 30 degrés sur le Massif Central et la vallée du Rhône.

PRÉVISIONS POUR LE 24.09.85 DÉBUT DE MATINÉE



En revanche, au nord de la Loire il fera gris et humide le matin, avec quelques lueurs près des côtes de la Manche, du brouillard dans l'intérieur. Au fil de l'après-midi cette couche nuageuse va se déchirer par endroits et laisser passer quelques éclaircies, celles-ci se faisant plus larges en soirée. Du fait du manque de soleil les températures ne dépasseront pas 17 à 18 degrés près des côtes de la Manche, 19 à 23 degrés ailleurs à la faveur d'éclaircies.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré dans la journée du 22 septembre, le second, le minimum de la nuit du 22 au 23 septembre) : Ajaccio, 27 et 15 degrés ; Biarritz, 24 et 17 ; Bordeaux, 25 et 15 ; Brétigny, 21 et 15 ; Brest, 18 et 14 ; Cannes, 26 et 16 ; Cherbourg, 18 et 13 ; Clermont-Ferrand, 31 et 10 ; Dijon, 29

avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.

PARIS EN VISITES

MARDI 24 SEPTEMBRE

« Le Palais de justice en activité », 14 h 30, métro Cité, côté marché aux fleurs (M. C. Lasserre).

« Les hôtels de la rue du Faubourg-Poissonnière », 15 heures, 44, boulevard Bonne-Nouvelle (M. Hager).

« Versailles : quartier Saint-Louis », 14 h 30, devant la façade de la cathédrale Saint-Louis.

« L'ancienne abbaye de Saint-Germain-des-Près et son quartier », 14 h 30, métro Saint-Germain-des-Près, côté église.

« Christo emballe le Pont-Neuf : problèmes techniques et conception artistique », 10 h 30, devant la statue d'Henri-IV. Tél. : (1) 549-25-81.

« La mosquée de Paris », 14 h 30, place du Puits-de-l'Ermite, métro Place-Moignon (S. Rajon).

« L'Institut Pasteur », 15 heures, 25, rue du Docteur-Roux.

« Autoir de l'église Saint-Laurent, une « folie » secrète », 15 h, portail Saint-Laurent, 58 boulevard de Strasbourg (Paris et son histoire).

« Du castral Saint-Martin à l'hôpital Saint-Louis », 15 heures, métro Jacques-Bonsergent (M. Raguenau).

« Cent tombes juives dans un cimetière chrétien », 14 h 45, 10, avenue du Père-Lachaise (V. de Langlade).

« Evocation de Victor Hugo en sa maison », 14 h 30, 6, place des Vosges (A. Feraud).

« La maison de Victor Hugo », 14 h 30, 6, place des Vosges (P.-Y. Jaslet).

« Montmartre et les artistes », 15 heures, métro Lamarck (M. Leblanc).

« De la place des Vosges aux hôtels Rothschild », 14 h 30, métro Pont-Marie (Les Filaneries).

« Les hôtels inconnus du Marais », 14 h 15, métro Bastille, sortie Saint-Antoine (M. Banassat).

« Le Marais, hôtels, églises et ruelles », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

MERcredi 25 SEPTEMBRE

« L'Eglise, la crypte et le jardin des Carmes, saisissante évocation des heures chaudes de la Révolution », 70, rue de Valenciennes, 15 heures, et « Autour de l'église-musée Notre-Dame-de-Bonne-Nouvelle, d'illustres ombres », 15 heures, portail de l'église (Paris et son histoire).

« Le vieux village de Charonne », 15 heures, métro Alexandre-Dumas (M. Leblanc).

« La frano-macquerie », 15 heures, 16, rue Cadet (P.-Y. Jaslet).

« Histoire et fonctionnement de la gare Saint-Lazare », 14 h 30, devant la gare (Cunhaissence d'Ile et d'ailleurs : Marion Raguenau).

« Hôtels du Marais (sud), place des Vosges », 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville, sortie Louvre (G. Botton).

« Hôtels du Marais et place des Vosges illuminés », métro Pont-Marie, 21 heures (Les Filaneries).

« Hôtels de l'Île-Saint-Louis », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Le Palais de justice », 14 heures, métro Cité, sortie côté marché aux fleurs (C. Marie).

« L'église de la Madeleine », 15 heures, devant la grille au bas des marches (Académie).

MERcredi 25 SEPTEMBRE

16 h 15 « Victor Hugo sans masque », maison de Victor Hugo, 6, place des Vosges (M. Brumfeld).

JOURNAL OFFICIEL

Sont parus au Journal officiel du dimanche 22 septembre :

UNE CIRCULAIRE

Relative à la réglementation des travaux d'exploitation et de recherches de mines de substances radioactives.

DES ARRÊTÉS

Relatif à l'organisation du régime des études en vue du diplôme d'Etat de docteur en pharmacie.

Portant habilitation des fonds d'assurance formation des travailleurs non salariés de l'artisanat prévue à l'article 4 de la loi du 23 décembre 1982 relative à la formation professionnelle des artisans.

LOTTO N° 38

TIRAGE DU SAMEDI

21 SEPTEMBRE 1985

5 6 11 13 20 44 39

NUMERO COMPLEMENTAIRE

PROCHAINS TIRAGES : MERCREDI 25 SEPTEMBRE 1985 ET SAMEDI 28 SEPTEMBRE 1985

VALIDATION : JUSQU'AU MARDI APRES-MIDI POUR LES 2 TIRAGES DE LA SEMAINE

NUMERO DE GRILLES GAGNANTES	RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1 F)
6 BONS N°	14 543 375,00 F
5 BONS N° + complémentaire	70 50 715,00 F
5 BONS N°	2 549 4 375,00 F
4 BONS N°	127 057 85,00 F
3 BONS N°	2 122 063 7,00 F

BONUS DU SAMEDI 135 913

3 BONS NUMEROS + COMPLEMENTAIRE : 7 F X 2 = 14,00 F

SOCIETE DE LA LOTTERIE NATIONALE ET DU LOTO NATIONAL

ÉCHECS

Le championnat du monde

SUPERBE COMBAT

Le choc des deux défaites (4* et 5* parties) semble être effacé. Après une nullité laborieuse dans la 6* partie, Kasparov, retrouvé, a donné samedi une démonstration de son talent d'attaquant. Que tous ses efforts n'aient abouti qu'à un résultat nul, la faute - ou le mérite - en incombe à Karpov ; probablement le seul joueur au monde à pouvoir résister à une telle tempête.

Au reste, Karpov était sur ses gardes. Bâlé dans la 1* partie avec la même Nimzo-indienne, il roqua cette fois au 4* coup alors qu'il avait joué c5. Au 11* coup, il refusa le pion g2 offert par Kasparov, qui avait déjà joué d4. Au 19* coup il accepta la deuxième sacrifice de pion et réussit à contenir les multiples menaces de son adversaire. Mais pour cela il avait dû dépenser beaucoup de temps, n'ayant plus que douze minutes pour ses treize derniers coups. Kasparov, qui avait brillé toutes ses cartouches, lui proposa alors la nullité. Refus : il y avait toujours le pion de plus. Au 31* coup, Karpov dut se rendre à l'évidence : Kasparov avait partie lueuse au champion de monde son point d'avance (4-3). Huitième partie mardi.

Bleus : KASPAROV

Noirs : KARPOV

Septième partie

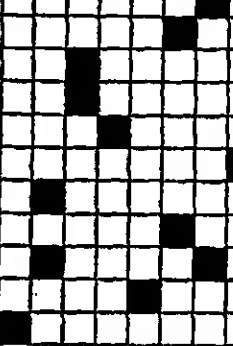
Nimzo-indienne

1. d4	C5	17. Dd3	B7
2. Cf4	46	18. B-B4	TM
3. Cc3	Fb4	19. c5	dx4
4. Cc3	48	20. Cc4	px4
5. Dc2	46	21. exd4	4
6. Cc3	Cd7	22. Ff2	Cd5
7. Dc2	Fd7	23. Ff2	Fd3
8. Fd3	Fxc3+	24. Fxc3	Ff5
9. h3	46	25. Dc3	Td8
10. Fd4	Ff7	26. Cc3+	Cd5
11. Cc2	46	27. dx4	Cd4
12. Fd3	Cc5	28. Fx4	px4
13. Dd1	Cd7	29. Txd8	Txd8
14. h4	46	30. Dg4	R8
15. h5	46	31. Txd8	Nd6
16. f3	Dd7		

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 4059

1 2 3 4 5 6 7 8 9



HORIZONTALEMENT

I. Les simples se distinguent par leur vertu. Démonstratif. - II. Men pas aux seules celui qui montre les dents. La guerre a le sien. - III. Note. Rester court, faute d'avoir suivi les cours. - IV. Consumé. Révèle une action brillante ou maladroite. - V. Distrait. Vêtements de robes ou de Romains. - VI. Rassemble les œuvres de divers auteurs. - VII. Moine qui fut plus étatique qu'érudit. Possessif. - IX. On la prend en même temps que le thé. Coureur de fond transalpin. - X. Rendez-vous de pêche en Irlande. N'avança pas. - XI. On y traite des affaires proprement dégoûtantes.

VERTICALEMENT

I. Bien que savant par nature, il ne dédaigne pas la compagnie des simples. - 2. Celui qui la sème récolte souvent des châtaignes pour des prunes. Note. - 3. Divinité. Un type chic. - 4. La petite pince, mais la grosse est bien douce. Exerça son ministère à Lugdunum. - 5. N'ont parfois que l'embaras du choix. - 6. Petit-fils de Cléopâtre. Extrémité d'une « bande » à John Ford. - 7. Peut se dissiper. Connu le pire en même temps que le pis. - 8. Terre en Égée ou sommet parfois enneigé. Extra dans un marché commun. -

9. On le prisait mieux au café qu'avec l'oreille qu'avec les narines. Possessif. Il tombe rarement à la même heure.

Solution du problème n° 4058

Horizontalement

I. Philanthrope. As. - II. Io. Apure. Cinéma. - III. Ere. Il. Ru. Tait. - IV. Drip. Apollon (cf. « argus »). - V. Dilapidation. Or. - VI. Epigone. Nain. - VII. Biter. Sol. Si. - VIII. Il. Elu. Epile. - IX. Cal. Elvis Presley. Or. - X. Ht. Astérie. Sole. - XI. Eire. Etendu. Fi. - XII. Our. Se. Girafes. - XIII. On. Es. Rollier. - XIV. Déprave. Deux. - XV. Tau. Aines. Peste.

Verticalement

1. Pied-de-biche. Ost. - 2. Horripilation. - 3. Eolie. Ru. Dd. - 4. La. Pagne. Aérée. - 5. Apl. Poètes. S.P.A. - 6. Nul. Insultes. RI. - 7. Triade. Vétérin. - 8. Hé. Passoire. Ove. - 9. Rot. Singles. - 10. Oculiste. Edile. - 11. Pl. Lb. Pô. Uri. - 12. Entomoi. Aède. - 13. Eon. Offres. - 14. Ami. Oise. Lie. Ut. - 15. Saturnisme. Sexe.

GUY BROUTY.

PUBLICATIONS

ARCHÉOLOGIE ET SPIRITUALITÉ EN HAUTE-PROVENCE. - Une monographie de M. Guy Baroulet retrace l'histoire et fait l'inventaire archéologique de Notre-Dame de Lure (Alpes-de-Haute-Provence). Cette abbaye bénédictine fondée au douzième siècle est restaurée, depuis 1976, par les Amis de Notre-Dame de Lure - une association nationale d'utilité publique qui sauve les édifices non classés antérieurement au dix-neuvième siècle.

* L'Abbaye de Lure, par Guy Baroulet, 96 pages illustrées, 45 F (port 6,50 F), auprès de l'association Les Alpes de Lumière, prieuré de Salagon, Mazo, 04300 Forcalquier, tél. : (92) 75-19-93.

* Les Amis de Notre-Dame de Lure, maille, 04230 Saint-Edme-de-la-Grange.

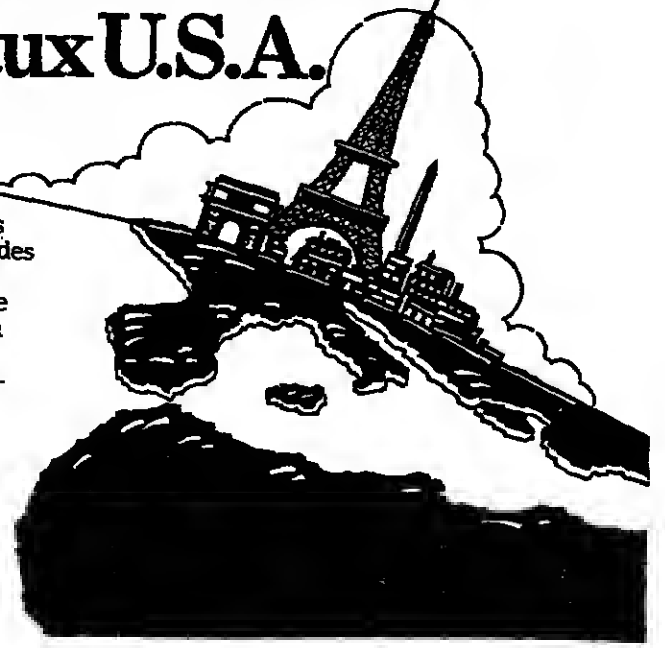
Avec Delta Air Lines Paris-Atlanta, sans escale et 100 villes en correspondance aux U.S.A.



Arrivé là-bas, il vous est très facile de prendre une correspondance Delta pour Washington, La Nouvelle-Orléans, Miami, Orlando, Denver, Los Angeles, San Francisco. Au total, ce sont 100 villes américaines que Delta vous offre. Au départ de New York et de Boston,

Delta vous propose aussi de fréquents vols quotidiens vers les villes du Sud des U.S.A. Pour en savoir plus, appelez votre agence de voyages ou l'agence Delta à Paris. Tél. : 335.40.80. Adresse : 24, boulevard des Capucines, 75009 PARIS.

DELTA : ALLEZ-Y, NOUS Y ALLONS



sports

CYCLISME

Hinault s'arrête, Mottet repart

De notre envoyé spécial

Cannes. — Depuis le championnat du monde, la machine Hinault est déréglée, et le Grand Prix des nations contre la montre n'a pas permis au routier breton de remettre la pendule à l'heure, bien au contraire. Bernard Hinault a subi en effet un nouvel échec, samedi 21 septembre, à Cannes, dans cette épreuve dont il était le favori logique après l'avoir remportée à cinq reprises. Dominé dès le départ, incapable de trouver le bon rythme, il comptait un retard de 2 minutes sur l'étanant Charlie Mottet sur 44,4 kilomètres, soit à mi-parcours, lorsqu'il décida d'abandonner.

Les réserves d'Anquetil

C'est pourquoi il envisage de suspendre momentanément son activité afin de repartir du bon pied en 1986. Il renoncera en l'occurrence au Grand Prix d'automne (Créteil-Chaville), au Tour de Lombardie et au Trophée Baracchi.

Nous ne sommes pas des robots, fait-il remarquer. D'ailleurs, Anderson et Kelly, qui ont énormément couru cette année, se sont plaints eux aussi. Mais, rassurez-vous, il y a aura encore de belles courses à gagner l'an prochain. Je n'ai pas utilisé mes dernières cartouches.

Ce résultat, surprenant à certains égards, s'inscrit dans un ordre logique ? Jacques Anquetil, qui enleva neuf Grands Prix des nations sans jamais connaître la défaite, avait formé des réserves sur les chances de son successeur. Il précisait ainsi sa pensée : « Hinault ne possède ni le style ni la souplesse du coureur-type des épreuves contre la montre. S'il a souvent affirmé sa supériorité dans cette discipline très technique, c'est qu'il a compensé son handicap initial par une puissance exceptionnelle, une condition physique irréprochable et une

volonté de vaincre à la hauteur de son orgueil. Mais qu'il soit démotivé ou en retrait par rapport à sa meilleure forme et le problème se pose différemment. Un candidat à la première place dans une compétition aussi exigeante que les Nations doit apporter au cours de la quinzaine précédente la preuve de ses bonnes dispositions. Or, Hinault ne nous a pas donné les garanties que l'on attendait. »

L'analyse de Jacques Anquetil répond aux questions que l'on peut se poser aujourd'hui sur le chef de file du groupe La Vie Claire. Elle nous aide également à mieux comprendre la surprenante victoire du jeune Charlie Mottet (vingt-trois ans), qui participait au Grand Prix des nations pour la première fois, après avoir joué dans le Tour de France un rôle en demi-teinte.

Pour un coup d'essai, ce fut un coup de maître. Bien rodé par le Tour de l'Avenir, durant lequel il avait connu des fortunes diverses, le nouveau leader de Cyrille Guimard a roulé à 44,144 km/heure de moyenne, frôlant le record établi en 1984 par Hinault. En outre, il a distancé ses deux suivants immédiats de près de 5 minutes et relégué beaucoup plus loin des spécialistes confirmés tels que Vandenberghe, Oosterbosch ou Gisiger.

Dans cette course d'hommes fatigués, heureusement revalorisés par la performance du vainqueur, sa réussite symbolise le triomphe de la fratrie athlétique et de la préparation intelligente. Une préparation théorique idéale, puisque Thierry Marie — le partenaire de Mottet et néophyte lui aussi, — qui s'était astreint au même régime, en particulier l'entraînement derrière cyclomoteur, a terminé au deuxième position.

Le double de ces deux jokers fournit à Cyrille Guimard, directeur sportif d'une équipe Renault en perte de vitesse dans le Tour de France et en cours de liquidation, l'occasion d'une belle revanche. L'événement nous restitue surtout le stratège inspiré qui avait déjà rallié les deux premières places de Paris-Roubaix au mois d'avril avec Marc Madiot et Bruno Wójcick.

JACQUES AUGENDRE.

BASKET-BALL

L'URSSAF sous les paniers

Nouvelles règles, nouveau calendrier : le championnat de France de basket-ball repart sur des bases destinées à séduire le public. Un objectif : permettre aux clubs de sortir de leurs difficultés financières.

Vingt-quatre équipes ont pris le départ du championnat de France de basket-ball. Combien seront-elles à terminer normalement la saison ? Les plus grandes inquiétudes planent sur l'avenir financier des clubs de haut niveau depuis qu'ils sont tous légalement obligés de verser des cotisations à la Sécurité sociale.

La mesure devait entrer en vigueur le 1^{er} juillet dernier. Les responsables des clubs ont obtenu que son application soit repoussée au 1^{er} septembre.

Cela entraîne une révolution dans le monde des basketballeurs. Jusque-là, les joueurs percevaient des honoraires en échange de leurs « services ». Les associations sportives n'étaient pas considérées comme employeurs. Aujourd'hui, l'administration estime que l'on a affaire à de véritables entreprises. Au demeurant, l'URSSAF savait très bien que l'argent circulait sous les paniers. Des caisses avaient même pris les devants depuis deux ans, imposant des remboursements à certains clubs.

La mesure gouvernementale ne constitue donc pas une surprise. Elle n'en a pas moins été très mal accueillie. Sans compter que sa mise en place paraît bien confuse aux intéressés. « Nous n'avons reçu aucun texte, aucune information complémentaire », explique Pierre-Georges Vasseur, le président du Stade Français. On demeure par exemple dans la plus parfaite ignorance des taux et des barèmes à appliquer. De toute manière, le coup sera dur. Partout on révisé les comptes. Avec environ 50 % de hausse de la masse salariale cette saison, les fins de mois risquent d'être pénibles.

PATRICK DESAIVE.

CLASSE PRÉPARATOIRE A SCIENCES PO

le moyen le plus sûr pour RÉUSSIR

57, r. Ch.-Lafitte, 92 Neuilly, Tél. 722.94.94 - 745.09.19

Spinks fait sauter la banque Holmes à Las Vegas

Quelque douze mille spectateurs qui avaient payé leur place de 50 à 500 dollars ont assisté, le 21 septembre à Las Vegas, à un match de boxe historique : en battant son compatriote Larry Holmes aux points en quinze reprises, l'Américain Michael Spinks est

devenu le premier champion du monde mi-lourd à conquérir la couronne mondiale des lourds. Son frère, Léon ayant été champion du monde de cette catégorie en 1978, les Spinks sont aussi devenus les premiers frères à avoir détenu chacun ce titre.

Silvester Stallone n'a pas initié par hasard Rocky la série de films qu'il a consacrés au mythe du « grand boxeur blanc ». Rocky, c'est le prénom d'un des plus grands poids lourds de l'histoire du ring, Marciano. Le 21 septembre 1953, Rocky Marciano emportait un tapin l'Américain Archie Moore, tenant du titre des mi-lourds. C'était sa quarante-neuvième victoire en autant de combats. C'était un record. Plus aucun champion du monde des lourds ou devait par la suite poser les gants vaincus.

Ce n'était donc pas un hasard si le titre mondial des lourds (175) a été mis en jeu le 21 septembre à Las Vegas entre Holmes et Spinks, trente ans jour pour jour après que Rocky Marciano eut mis au point final à sa carrière par un KO magistral. Spinks était champion des mi-lourds comme Archie Moore. Et Holmes, vaincu depuis ses débuts professionnels, aurait pu égaler le fameux record de Marciano. En clair, c'était le scénario parfait pour un nouveau leader du siècle à grand spectacle avec beaucoup d'argent en jeu pour une gloire éphémère.

Bienôt âgé de trente-six ans, Larry Holmes a amassé une énorme fortune à coups de poing. Quelque 25 millions de dollars, selon les estimations les moins favorables. Le petit Noir qui courait pieds nus dans les rues d'Easton (Pennsylvanie) n'a pas de raisons d'être inquiet pour l'avenir de sa épouse et de ses quatre enfants, qui vivent dans une maison évaluée à 1 million de dollars. S'il mène dans une piscine ou forme de gant de boxe, excentricité digne d'une star hollywoodienne, Holmes est aussi un manager avisé : il possède deux restaurants, un motel et une discothèque, qui emploient cent quatre-vingt personnes.

Pourtant, le champion comblé par la fortune n'a pas été touché par la gloire qu'il aurait méritée ses vingt-deux défenses de la couronne mondiale depuis sa victoire sur Ken Norton en 1978. Evangelista, Weaver, Berwick, Cooney et Frazier sont restés les nez

BOXE

Six contre un

Bref, plus que les 3 millions de dollars qui lui étaient promis à Las Vegas samedi, le champion des lourds attendait une reconnaissance : à égaliser Marciano avant de dépasser Marciano. Son manager avait en effet prévu, le 3 novembre prochain, date de son trente-sixième anniversaire, un cinquantième et ultime combat. Pour réaliser ce rêve, Holmes ne semblait pas devoir accomplir une tâche insurmontable. D'autant moins insurmontable que son rival, Michael Spinks, était un mi-lourd, autrement dit combattant habituellement en moins de 79 kilos. « Un bon gros battra toujours un bon petit », dit un adage pugilistique. Le poids avait toujours été déterminant dans l'histoire du poing. Les neuf mi-lourds qui avaient tenté de ravir le titre suprême avaient presque tous fini assommés, comme Georges Carpentier, KO face à Jack Dempsey le 2 juillet 1921 dans le stade de Jersey-City.

C'était pour ces raisons que les bookmakers offraient du 6 contre 1 sur une victoire de Spinks. Et ils ont dû perdre gros, car, au terme des quinze reprises, les trois juges du combat ont été unanimes : Holmes était battu. Il avait certes dominé les cinq dernières reprises, son adversaire avait une pommette fendue, mais la droite du champion n'avait été assez lourde pour annihiler l'avantage pris par Spinks, notamment aux 6^{es} et 7^{es} rounds. Un ordonnance même confirmé ce verdict : le challenger a lancé 697 coups, dont 318 ont porté ; le champion a frappé 567 fois, dont 319 dans le vide.

Ce n'est donc pas le « gros » Holmes qui est entré le 21 septem-

bre dans l'histoire du ring, mais le « petit » Spinks, un garçon de vingt-neuf ans lui aussi sorti de la misère du ghetto noir de Saint-Louis. Un boxeur profondément religieux, évitant de provoquer verbalement ses rivaux. Incontestablement un très grand pugiliste. Un 1976, aux Jeux olympiques des moyens, c'est-à-dire des moins de 75 kilos. Après une centaine de combats amateurs, il était passé « pro » chez les mi-lourds, dont il allait devenir, en vingt-sept combats, le maître absolu. Toutefois, la domination dans cette catégorie, peu appréciée aux États-Unis, ne lui rapportait guère. La bourse de son précédent combat n'avait pas dépassé 100 000 dollars. Le million qui lui était promis à Las Vegas aurait sans doute suffi à lui faire prendre le risque d'affronter un jour. Mais, après la terrible correction que Holmes avait infligée à son frère Léon en 1981, Spinks a cherché à mettre le maximum de chances de son côté. Autrement dit le maximum de kilos. Pendant les dix semaines qui ont précédé le combat, il a suivi un régime « alourdissant » concocté par un ancien joueur de football américain. A une époque où la plupart des sportifs trouvent le chemin de la victoire dans l'assiette, Spinks, gonflé par 4 500 calories quotidiennes, s'est présenté à la pesée à plus de 90 kilos. Une telle prise de poids aurait pu ébranler sa rapidité. Elle ne l'a pas handicapé face, il est vrai, à un champion sur le déclin. « En fait, j'ai appliqué exactement le plan que j'avais mis au point : frapper et reculer ensuite pour ne pas m'exposer aux coups de Larry. Il ne m'a jamais mis en difficulté, car je bougeais tout le temps », a dit le vainqueur, qui a récupéré le titre d'un bout de temps par son frère aîné. Cela ajoute d'ailleurs à leur renommée commune, car ils sont les premiers frères à avoir partagé cette couronne. C'est le début d'une légende qui laisse intact le mythe de Rocky Marciano.

ALAIN GIRAUDD.

LES RÉSULTATS

Athlétisme

TIROIS RECORDS DU MONDE
Avant de partir pour la Coupe du monde de Canberra (Australie), les athlètes allemands qui participent, le 22 septembre, à une réunion de préparation à Berlin-Est ont amélioré trois records du monde : Ulf Timmermann a lancé le poids à 22,62 m, soit 40 cm de plus que son compatriote Udo Beyer en 1983 ; Heiko Drechsler a sauté 7,44 m en longueur, soit 1 cm de plus que le Roumain Cusiner en 1983 ; et Sabine Busch a couru le 400 mètres haies en 55 s 56, soit deux centimètres de moins que la Soviétique Panomareva en 1984.

MARATHON DE MONTREAL
En remportant le marathon (42,195 km) de Montréal, la Française Françoise Bonnet a établi une nouvelle performance nationale en 2 h 37 min 44 s, soit 1 min 7 s de moins que Chantal Langlade.

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE

NATIONAL A
(Deuxième tour aller)
*Monaco b. Orléans (a.p.) 101-98
*Nantes b. *Stade Français 90-98
*Lyon b. *Narbonne 90-89
*Villeneuve b. *Caen 108-86
*Vichy b. Le Mans 102-96
*Châlons b. RCF Paris 82-80
Classement. — 1. Villeneuve et Monaco, 4 pts.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Première division
(Fin de la douzième journée)
*Bordeaux b. Metz 3-2
*Nantes b. *Nice 1-1
*Monaco b. Laval 1-1
*Amiens b. *Toulon 1-0
Classement. — 1. Paris-SG, 22 pts ; 2. Bordeaux, 17 ; 3. Nantes, 16.

Deuxième division

GROUPE A
*St-Etienne b. Le Puy 2-1
*Alès b. Cannes 1-0
*Saint-Etienne b. Montpellier 3-1
*Toulon b. Lyon 1-1
*Nîmes b. *Montpellier 2-2
*Nîmes b. Tours 2-0
*Grenoble b. Grenoble 3-1
*Béziers b. *Red Star 4-1
*Martignes et Châteauneuf 1-1
Classement. — 1. Alès, 17 pts ; 2. Le Puy, 15 ; 3. Saint-Etienne, 14.

GROUPE B
*RC Paris b. Caen 1-0
*Guingamp b. *Brest 5-1
*Quimper b. *Mulhouse 1-0
*Nîmes b. Abbeville 4-1
*Reims b. Angers 3-1
*Brest b. *Lorient 0-0
*Océans et Valenciennes 2-2
*Dunkerque et Sedan 1-1
Classement. — 1. RC Paris, 20 pts ; 2. Guingamp, 18 ; 3. Quimper, 15.

Hockey sur Glace

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Première division
(Première journée)
François Volants b. *Villard 8-3
*Rouen b. *Viry-Châtillon 7-3
*Saint-Gervais b. Megève 6-4
*Chamonix et Grenoble 2-2
Gap b. *Tours 5-2
*Amiens b. Briançon 10-4
Classement. — 1. Amiens, 2 pts (+ 6) ; 2. François Volants, 2 (+ 5).

Rugby

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Première division
(Deuxième journée)
Poule 1
*Béziers b. Grenoble 33-16
*Lombard-Saint-Jean b. *Rennes 9-3
*Stade Toulousain b. Mont-de-Marsan 46-7
Bagnères b. *Le Boucau 6-3
*Bordeaux et Narbonne 12-12
Classement. — 1. Stade Toulousain, 6 pts ; 2. Béziers et Narbonne, 5.

Poule 2
*Valence b. Oloron 4-3
*Hyères b. La Voulte 13-12
*Toulon b. *Castres 28-13
*Pau b. Lavalade 22-15
*Biarritz b. Bayonne 24-9
Classement. — 1. Biarritz et Toulon, 6 pts.

Poule 3
Agen b. *Aurillac 18-12
*Nîmes b. Le Croissant 20-6
*Hagetman b. Montauban 31-9
*Ch. Tulle 27-6
*Lorient b. Tournon 30-14
Classement. — 1. Agen et Hagetman, 6 pts ; 3. Lorient, 5.

Poule 4
*Carcassonne b. Grenoble 6-3
*Bordeaux b. Bagnères 19-12
*Racing b. *Marseille 24-9
*Perpignan b. *Nice 27-0
*Tarbes b. *Montfermeil 14-10
Classement. — 1. Racing Club de France et Tarbes, 6 pts.

Le demi d'ouverture du XV de France, Jean-Pierre Lescarrou, de 22 ans, a été nommé le 22 septembre à la place de l'ancien capitaine de la sélection nationale, Jean-Louis Duport, qui a été nommé entraîneur adjoint de l'équipe de France.

Tennis

TOURNOI PASSING-SHOT

DE BORDEAUX
Demi-finale. — Brown (E-U) b. Clerc (Arg.), 6-7, 6-3, 6-1 ; Perez (Ura.) b. Tullien (Fra.), 2-6, 6-3, 6-2.
Finale. — Perez (Ura.) b. Brown (E-U), 6-4, 6-7.

TOURNOI DE GENÈVE

Demi-finale. — Wilander (Sue.), b. Leconte (Fra.), 3-6, 6-3, 6-1 ; Smid (Tch.) b. Aguilera (Esp.), 7-6, 6-3.
Finale. — Smid (Tch.) b. Wilander (Sue.), 6-4, 6-4.

VOILE

L'Atlantique en 6,50 m

La législation maritime leur interdit de s'éloigner de plus de 60 milles des côtes de France. Grâce à une dérogation du secrétaire d'Etat à la mer, M. Guy Lengagne, vingt-trois solitaires et huit équipages en douze, à bord de voiliers de 6,50 m de longueur maximum, ont pris le départ, le 15 septembre à Brest, de la Mini-Transat à destination de Pointe-à-Pitre (Guadeloupe), avec escale à Ténériffe (Canaries).

Créateur de cette épreuve en 1977, le Britannique Bob Salmon, un convoyeur de bateaux qui avait participé aux Transat anglaises en solitaire de 1972 et 1976, souhaitait retrouver l'esprit des premières courses en revenant à des budgets plus raisonnables.

Cette ambition reste celle de l'association Voiles 6,50, qui a pris le relais de Bob Salmon pour organiser, avec le soutien financier de la Lesive Saint-Marc, la quatrième édition de la Mini-Transat, disputée pour la première fois sur près de 4 000 milles entre deux ports français.

Le budget des prototypes construits pour la course ne dépasse pas en effet les 20 000 francs. Les voiliers sont réparés en trois classes : prototype, pré-série et série (Musard et Serpente). Pour des raisons de sécurité, tous les bateaux ont dû être rendus insubmersibles par des réserves de flottabilité suffisantes et doivent pouvoir se redresser d'eux-mêmes après un chavirement complet.

Après une semaine de course et malgré un coup de vent dans la nuit du 17 au 18 septembre, la course s'est limitée au dématage, le premier jour, de Spray Blond Vital d'Eric Savani-Ros et Régis Tranguan. Dimanche 22 septembre, six bateaux semblaient s'être détachés de la flotte et progressaient lointainement au sud de Porto d'Aquile d'Yves Parlier. La Croix-Evénement de Frédéric Guérin, Financier-sponsor de Bernard Audrezet, l'habitué de Sylvain Berthomme, Haute-Marne-Vignettes d'Olivier River et le bateau le plus toilé avec 45 m² au près et 100 m² au portant, Maître-et-Bull de Claude Thélér.

Il leur restait alors près de 600 milles à parcourir jusqu'à Ténériffe. Compte tenu de l'affaiblissement des vents prévu par les services de la météorologie, l'arrivée de la première étape ne devrait pas se faire avant le vendredi 27 septembre. Le départ de la deuxième étape est fixé au 12 octobre.

FOOTBALL

Le Mondial mexicain maintenu

Le Mexique conserve l'organisation de la phase finale de la Coupe du monde de football prévue en 1986 en dépit du séisme qui a affecté le pays la semaine dernière ont indiqué conjointement, lundi, à Zurich (Suisse), M. Joseph Blatter, secrétaire général de la fédération internationale de football association (FIFA) et M. Guillermo Canedo, président du comité organisateur.

M. Canedo a précisé que les stades, les bâtiments de presse et les hôtels réservés aux équipes et aux touristes n'avaient subi aucun dégât lors du tremblement de terre. Quant à M. Blatter, il a ajouté que la FIFA ne pouvait retirer l'organisation de la Coupe du monde au Mexique, « ce qui ne pourrait être considéré que comme une sanction », a-t-il dit.

A l'issue d'une visite des différents équipements situés dans la capitale mexicaine, notamment les stades Azteca et Universitario et le centre de presse encore en construction, le comité d'organisation avait affirmé qu'aucune fissure ni défauts majeurs n'ont été décelés dans les différentes installations. Il en serait de même pour les dix autres stades des villes de province choisies pour accueillir les matches du Mondial 86.

A l'exception de l'Italie qui organisera la Coupe du monde 1990 et de la RFA choisie pour accueillir le championnat d'Europe 1988, peu de pays disposent des installations sportives et des infrastructures pour suppléer à un éventuel forfait du Mexique l'été prochain. Confiée au secteur privé, la Coupe du monde ne devrait rien coûter aux contribuables mexicains et provoquerait une importante rentrée de devises.

Les Mexicains rappellent le précédent du Chili, victime d'un grave tremblement de terre en mai 1960 et qui avait organisé sans problème la Coupe du monde 1962, dix-huit mois plus tard.

OMNISPORTS

M. Paillou

contre le désengagement budgétaire

« La part des crédits extra-budgétaires ne cesse d'augmenter alors que les crédits publics pour le financement du sport régressent. Il y a donc un désengagement manifeste de l'Etat qui, il est vrai, ne date pas d'aujourd'hui », a déclaré M. Nelson Paillou, président du Comité national olympique et sportif français, le 18 septembre, en commentant le projet de budget pour 1988. « Le gouvernement actuel n'innove pas, mais cela ne l'honore peut-être pas de suivre les mauvais exemples. L'étude exhaustive des dix dernières années nous permet d'être sévères sans polémique en débat », a-t-il ajouté.

Le CNOSF a, en effet, constaté qu'avec 2,177 milliards de francs, les crédits prévus pour la jeunesse et les sports en 1986 ne représenteront plus que 0,21 % des dépenses de l'Etat contre 0,75 % en 1976. Pallié à cette situation, le Loto sportif seconde version, dont le premier tirage pourrait avoir lieu le 28 septembre, devrait rapporter au Fonds national pour le développement du sport quelque 300 millions de francs en quarante-cinq tirages annuels, dont vingt-cinq sur le football.

	Le ligne*	Le ligne TTC
OFFRES D'EMPLOIS	114,00	135,20
DEMANDES D'EMPLOI	34,00	40,32
IMMOBILIER	76,00	90,13
AUTOMOBILES	76,00	90,13
AGENDA	76,00	90,13
PROP. COMM. CAPITAUX	224,00	265,68

ANNONCES CLASSEES

	Le mot/col*	Le mot/TTC
ANNONCES ENCADREES	85,00	100,00
OFFRES D'EMPLOIS	19,00	22,53
DEMANDES D'EMPLOI	50,00	59,30
IMMOBILIER	50,00	59,30
AUTOMOBILES	50,00	59,30
AGENDA	50,00	59,30

* Diagonale selon surface du nombre de parutions.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

PATRON AFRIQUE NOIRE

Cette offre s'adresse à un véritable professionnel : de la gestion, du commercial, avec une solide formation technique. Vous êtes Ingénieur B.T.P. ou équivalent. Entre 35 et 40 ans environ. Avec expérience Afrique noire.

Vous pouvez devenir **DIRECTEUR** d'une société Afrique francophone, filiale d'un important groupe de services. Salaire motivant avec les conditions habituelles d'expatriation. Ecrire avec C.V. max. + photo 3/4 7789, Le Monde Pub. Service Annonces Classées, 5, r. des Italiens, 75009 PARIS.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIEES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

CHIMIE Directeur recherche-développement

LA FILIALE FRANÇAISE D'UN DES GRANDS GROUPES LEADER DE LA CHIMIE INTERNATIONALE recherche son Directeur Recherche-Développement.

Directement rattaché au Président, il devra dynamiser et coordonner l'activité d'une quinzaine d'ingénieurs et techniciens chargés de la recherche-développement ainsi que de la qualité. Ce poste conviendrait à un ingénieur chimiste diplômé grande école (+ Doctorat apprécié) ayant 8 à 10 ans d'expérience en recherche-développement de produits industriels et ayant l'habitude d'animer des équipes.

La connaissance des colles, mastics, produits de protection de surfaces, serait un atout mais une expérience dans le domaine des polymères, résines de synthèse ou corps gras pourrait convenir. La réussite dans ce poste implique d'excellentes capacités de contacts (avec clients, fournisseurs et autres laboratoires du groupe), ainsi que de la rigueur, du dynamisme et des qualités d'organisation et d'innovation. Parfaite connaissance de l'allemand ou de l'anglais indispensable.

Poste : 200 km sud Paris.
Ecrire sous réf. P153 CM
Discrétion absolue.

Rémunération : 300.000 F. +

4, rue Massenet 75116 Paris



BOISSONS Directeur industriel

UN GROUPE DE NOTORIÉTÉ INTERNATIONALE (CA environ 10 milliards), crée le poste de Directeur Industriel dans le cadre de la forte expansion d'une de ses branches d'activité.

Membre du Comité de Direction de cette branche, il dirigera la principale usine et il sera chargé pour l'ensemble des 6 usines :

- du développement et de la maintenance de l'outil industriel,
- de l'animation et de la gestion de la production et de l'amélioration de la productivité,
- de l'ensemble des problèmes de logistique.

Ce poste de premier plan, conviendrait à un ingénieur diplômé grande école, ECP, AM, ENSIA..., ayant 10 ans d'expérience industrielle impliquant de très solides connaissances des diverses techniques de conditionnement des liquides en très grande série (la branche brasserie serait particulièrement appréciée) ainsi que l'habitude de diriger des effectifs nombreux de production.

Compétence, rayonnement personnel, qualités d'organisateur et de gestionnaire sont indispensables pour réussir dans ce poste de haute responsabilité.

Le lieu de travail n'est pas encore défini et pourra être soit Paris, soit le sud de la France.

Rémunération élevée pour opérationnel de haut niveau dans branche similaire.

Ecrire sous réf. GZ 168 AM
Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris



comelog **comelog** **com**

COMOLOG SA au capital de 2.200.000 F - 170 personnes - 45 millions de CA, s'implante à Lille et recherche son

DIRECTEUR d'Agence Régionale

Responsable de ce centre, il devra :

- Vendre du service en informatique
- Manager des équipes d'ingénieurs
- Gérer un centre de profit.

Agé de 30 à 35 ans, une bonne connaissance du marché de l'informatique régionale, une expérience confirmée de la vente. De formation supérieure, il a les aptitudes et les motivations à conduire une Agence dont l'expansion sera importante.

Ecrire sous pli confidentiel à Daniel DELEERSNYDER - COMOLOG sous référence LL1 au 7, rue Louis David 75016 PARIS.

comelog **comelog** **comelog**

WVF

Des sites variés (120 villages en France - 55.000 hab.) des hommes et des femmes compétents pour préparer le tourisme et les loisirs de l'an 2000.

Directeur du marketing et du développement

Homme ou Femme

Adaptez nos sites à de nouvelles structures familiales et sociales, à un autre mode d'utilisation du temps libre, à des besoins et motivations qui changent.

Membre du Comité de Direction, collaborateur immédiat du Directeur Général, il développe une stratégie de produits prenant en compte les nouveaux marchés et leur évolution. Concepteur innovant, il oriente les rénovations des unités existantes et les créations nouvelles. « Développeur » : il organise, anime et dynamise les centres de réservation et les agences. Homme ou Femme de communication et de relation, il assure la cohérence de notre image à travers un plan de communication dont il conduit la mise en place.

Professionnel des métiers du tourisme, il a une expérience réussie du marketing et du management, une vision globale sanctionnée si possible par un diplôme de Grande Ecole ou Universitaire et il est prêt à s'enthousiasmer pour notre projet dans un esprit d'entreprise et de créativité.

Notre Conseil Edith Gault vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous réf. 25 M 318 et vous assure d'une totale discrétion. CPA : 3, rue de Liège 75009 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

Au sein de notre groupe nous créons une division autonome de 3000 personnes dont une centaine de cadres travaillant dans un domaine encore neuf et en croissance. Notre dynamique passe par un réel esprit d'entreprise, le sens de la communication, l'incitation à l'innovation et la responsabilisation à tous les niveaux.

Nous prions pour cette division le poste de

Directeur du personnel

La définition de fonction n'est pas encore figée car nous attendons une personnalité autour de laquelle le poste se construira à partir de son sens de la communication et de l'innovation sociale, ses talents de gestionnaire et plus encore sa mentalité d'homme de terrain et de réalisateur justifiant de quelques années d'expérience dans la fonction.

Nous avons confié la recherche à IPPA, 57, rue d'Amsterdam, 75008 Paris, à qui nous vous prions d'adresser confidentiellement C.V., photo et rémunération sous réf. 7801 M.

IPPA

McDonald's France

Le leader mondial de la Restauration rapide et une des entreprises internationales les plus dynamiques nous a demandé de recruter pour sa filiale française un

directeur financier

Il s'agit d'une création de poste dans un contexte de forte expansion. Membre du Comité de Direction et directement rattaché au P.D.G., le Directeur Financier participera activement à la prise de décision. Il animera une équipe en croissance et sera responsable de la comptabilité générale et analytique, du contrôle de gestion et du reporting ainsi que de la consolidation et de la trésorerie.

Ce poste représente une excellente opportunité de carrière pour un Cadre diplômé de l'enseignement Supérieur possédant une expérience de 7 à 10 ans dans la fonction et ayant démontré le goût et la capacité d'évoluer dans un milieu international.

La connaissance de la langue anglaise est indispensable.

Veuillez envoyer votre C.V. en indiquant un numéro de téléphone à **MARIE-JO MARTIAL**, Tour Manhattan, 6 Place de l'Iris, 92095 Paris La Défense 2, sous référence 5093-M

La distribution évolue... nous aussi...

ETABLISSEMENT FINANCIER réputé (600 personnes), filiale d'un GROUPE BANCAIRE important, nous travaillons en liaison étroite avec la DISTRIBUTION. Face aux mutations de celle-ci, nous devons, en permanence, adapter notre potentiel humain pour accroître l'efficacité du service que nous lui rendons. Aussi, notre PRÉSIDENT souhaite-t-il accueillir un

Directeur des ressources humaines

280 000 F +

Capable, à ses côtés, de conduire le changement. Au-delà de la technique habituelle requise pour une telle fonction, nous attendons que vous sachiez, à partir de la politique qu'il mène, prendre en compte et traduire DANS LES FAITS deux idées maîtresses : SPECIALISATION, OPERATIONNALITE. L'objectif étant parfaitement défini, venez nous confirmer que votre parcours professionnel vous a préparé à un tel niveau de SYNTHÈSE... sans pour cela vous avoir fait perdre le goût du QUOTIDIEN... Au fait, la DISTRIBUTION, vous connaissez ?..

René DAGIRAL, notre Conseiller, attend votre résumé de carrière sous la référence C/DRH/LM pour amorcer le dialogue.

ACCREM **Raymond Poulin Consultants** 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

LE CRÉDIT MUTUEL
Les Uns, les Autres
Fédération Auvergne-Bourbonnais

DIRECTEURS DE CAISSES LOCALES

- Outre vos diplômes professionnels, vous avez acquis une connaissance parfaite des techniques bancaires, administratives et comptables par une expérience réussie dans la banque.
- Vos qualités de rigueur intellectuelle et morale sont reconnues et vous possédez cette aptitude à communiquer, à écouter et à animer une équipe.
- Vous souhaitez maintenant participer activement au développement d'une caisse dans une structure dynamique en pleine expansion où efficacité et compétence sont les garants de votre évolution future.

RENCONTRONS-NOUS.

Adressez lettre max. + C.V. + photo au CRÉDIT MUTUEL, 67, bd Lafayette, 63000 CLERMONT-FERRAND.

ROPAC

COURBEVOIE
Spécialiste en gammes mécaniques d'ensemble, pourvoi à la succession de son

directeur technico-commercial

- Animateur d'une équipe solidement implantée et performante, il élaborera une politique commerciale permettant un nouveau développement de l'activité et sera chargé du marketing.
- Vous avez une formation d'ingénieur (généraliste ou spécialisé), une expérience réussie et prouvée de la direction d'une équipe de vente, et le goût de travailler en commun dans une P.M.I.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, C.V., prétentions, photo) sous référence RM à notre Conseil **COREP** - Tour Défense 2000 - 92800 PUTEAUX

COREP



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

assistant(e) de direction

ANNECY

Premier exportateur français dans sa branche d'activité (800 millions de CA - 327 personnes), cette société recherche un jeune Assistant(e) de Direction qui sera chargé(e) de seconder l'adjoint à la direction générale, responsable des services administratifs et financiers.

Les techniques de gestion sophistiquées, dans un environnement très dynamique, nécessitent que la personne retenue ait une formation supérieure (ESSEC, SUP de CO, option finances et comptabilité) et une première expérience dans un poste similaire.

Transmettre votre dossier de candidature (C.V., photo et rémunération actuelle) sous réf. 3860 à I.C.A., 3, rue d'Hauteville 75010 Paris qui transmettra.

I.C.A.

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Directeur des ventes

Biens d'équipement légers - Ce groupe industriel puissant et indépendant, employant près de 1000 personnes, conçoit, fabrique et commercialise une gamme diversifiée de biens d'équipement légers (1500 produits standard). Leader européen sur son marché et en expansion constante et régulière, la société renforce ses structures commerciales et crée le poste de directeur des ventes. Rattaché au directeur commercial et en liaison étroite avec les chefs de produit, il participe à la définition et à la mise en œuvre de la stratégie commerciale, et appuie l'action des vendeurs sur le terrain tant à Paris qu'en province. Ce poste s'adresse à un candidat de formation commerciale supérieure (HEC, ESSEC, ESCP), âgé d'au moins 35 ans, pouvant faire valoir une expérience réussie dans le vente de biens d'équipement et l'animation des hommes, et idéalement familiarisé avec les circuits de la grande distribution. La maîtrise de l'anglais est vivement souhaitée, celle d'une seconde langue constituerait un atout supplémentaire. A la rémunération réellement motivante, fonction de l'expérience et du potentiel du candidat retenu s'ajoutera une voiture de fonction. Les perspectives d'évolution sont intéressantes pour une personnalité de valeur. Le poste est basé en proche banlieue est. Ecrire à B. AUBRY en précisant la référence S/8002M.

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Jeune directeur

Centrale de services

Commerce associé - Une chaîne volontaire de librairies indépendantes (regroupant une cinquantaine d'adhérents, parmi les plus performants de la profession), apportant à cette-ci productivité et innovation en matière logistique, financière et commerciale : centralisation des achats (éditions, revues, etc.), achat, promotion et assistance commerciale, formation professionnelle, recherche son directeur. En relation directe avec les administrateurs et avec la collaboration du directeur financier, il animera une société de services employant une quinzaine de personnes. Imaginatif et innovateur, il proposera et mettra en œuvre la stratégie de développement du groupement et participera directement à la définition et à la poursuite des objectifs commerciaux. Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 28 ans, d'un niveau de formation supérieure, et possédant une bonne connaissance de la distribution et des points de vente au détail. La rémunération correspond à un poste de réelle responsabilité. Ce poste est situé à Paris. Ecrire en précisant la référence S/8005M.

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



N° 1 DU MATERIEL PEDAGOGIQUE

Leader sur son marché, notre entreprise, française, fabrique et vend du matériel d'enseignement scientifique (pour l'enseignement en physique, chimie, biologie et technologie) et d'initiation à l'informatique. Le développement de nos activités traditionnelles et la création de nouvelles lignes de matériels nous conduisent à étoffer notre structure et à recruter :

un directeur des ventes

Il a la responsabilité du développement commercial de nos produits. Il est aidé par 3 chefs de marché qui assurent la promotion et la vente par VPC de nos produits, auprès des écoles primaires, des collèges et des lycées. Il assure la conception des catalogues et des actions publicitaires. Ce collaborateur sera amené à travailler et à recruter en œuvre de nouveaux moyens de commercialisation renforçant les contacts avec les prescripteurs et les acheteurs. Ce poste convient à un jeune ESC de 30 ans, ayant l'expérience de la vente et de la VPC si possible. La connaissance du milieu de l'éducation nationale serait un plus (édition par exemple). RM. 571.85 M

un directeur produits

Il est responsable de la bonne adéquation des produits (2500 références) aux marchés : analyse des besoins, étude de nouveaux produits, conception et réalisation de fascicules pédagogiques. Il est aidé par 3 chefs de produits, ayant chacun en charge une discipline scientifique. Ce poste convient à un jeune ingénieur ou universitaire de 30 ans, ayant acquis une expérience de marketing appliquée à des matériels scientifiques (équipement de laboratoires, mesure...). RM. 518.85 M

Si l'une de ces propositions vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier en précisant la référence du poste choisi à notre Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 Paris.

CB

Chantal Baudron. s.a.

Futur directeur financier

Paris

La filiale française d'un important groupe pharmaceutique d'origine américaine est spécialisée dans la fabrication de produits médicamenteux à usage unique auprès de la clientèle hospitalière. Connaissant une expansion rapide, elle réalise un chiffre d'affaires de 60 millions de francs français et emploie une trentaine de personnes. La promotion du titulaire actuel du poste conduit à recruter son futur directeur financier. Basé à Paris et sous l'autorité de la direction générale, il dirigera une équipe de 4 personnes dont un chef comptable et sera responsable de l'ensemble des questions financières, comptables, fiscales, administratives et informatiques (IRM 36) de la filiale. Il effectuera le reporting auprès des responsables financiers européens. Ce poste s'adresse à un candidat de 28 ans minimum, de formation type école de gestion (DESS, etc.) et parlant couramment l'anglais. Le candidat recherché aura idéalement une expérience de 2 ans de l'audit dans un cabinet anglo-saxon et/ou une expérience opérationnelle soit de contrôleur de gestion soit d'adjoint à la direction financière acquise dans une multinationale. Il sera avant tout familiarisé avec l'usage et les techniques de reporting en vigueur dans les groupes anglo-saxons. La rémunération de départ pourra atteindre ou dépasser 200.000 francs pour un candidat de valeur. Ce poste pourra évoluer vers des fonctions internationales au sein du groupe. Ecrire à H. MICHERON en précisant la référence A/R 9102M.

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Gérer une P.M.E.

Une société de négoce Agro-Alimentaire :
- Céréales,
- Engrais,
- Phytosanitaires.

CA. 170 millions de francs, recherche son

DIRECTEUR GENERAL

La mission principale qui lui sera confiée par le Conseil d'Administration sera la gestion rigoureuse de l'entreprise.

Il contribuera aussi à la qualité et au développement de l'action commerciale.

Le manager recherché, diplômé de l'Enseignement Supérieur, possède une expérience de plusieurs années de Direction Financière et de Gestion d'une solide P.M.E., si possible de négoce.

Son poids personnel, son autorité sont indiscutables.

Il établit naturellement des contacts à haut niveau.

Son charisme lui donne aisance auprès des instances régionales.

Poste à pourvoir à ROUEN.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la réf. 505 184 M (à mentionner sur l'enveloppe).

BKC

BERNARD KRIEF CONSULTANTS

PARIS-NEW YORK

115, rue du Bac - 75007 PARIS.

Paris

280 000-300 000 F

Directeur des ventes France

Campez nos produits sur l'hexagone

Premier fabricant français, nous commercialisons des produits de loisirs au service des vacanciers. Nous renforçons notre position sur un marché concurrentiel et difficile.

Rattaché à la direction générale et dans le cadre de choix stratégiques nettement définis, vous êtes un habitué :

- prenez votre bâton de pèlerin,

- animez, contrôlez une équipe existante sur le terrain et développez le chiffre d'affaires,

- consolidez notre présence auprès du réseau de distribution : hypers, supers, grands magasins, grossistes, détaillants spécialisés,

- lancez de nouvelles gammes de produits de diversification.

Agé d'au moins 35 ans, de formation supérieure, vous êtes un « pro » de l'animation des ventes de biens de consommation durables et justifiez de vos performances de vendeur et d'animateur. Votre aptitude à négocier, votre sens du contact, vous ont permis de maîtriser la grande distribution et de vous y sentir à l'aise.

Sylvie CATHELAIN vous remercie de lui adresser votre candidature qu'elle traite confidentiellement, sous référence 5150 LM

argos

DEPARTEMENT CONSEIL EN RECRUTEMENT

135, avenue de Wagram - 75017 PARIS - Tél. : (1) 227.96.49

PARIS - LILLE - MONTREAL

Directeur Général d'une SSCI en Afrique anglophone

Un groupe international d'activités diversifiées, fortement implanté au Nigeria, recherche le successeur de l'actuel Directeur Général de sa filiale informatique à Lagos

Cette société conçoit et réalise des systèmes et progiciels pour d'importantes sociétés nigérianes (filiales de groupes occidentaux, entreprises publiques...).

L'homme que nous recherchons négociera les nouveaux contrats de service, animera les équipes d'intervention, et d'une façon générale le développement de cette entreprise dans des conditions locales parfois délicates.

Généraliste de haut niveau, il sera de formation supérieure, parlera l'anglais, et aura exercé une responsabilité de chef de projets en mini informatique pendant au moins 5 ans. La connaissance de l'Afrique serait un plus.

Il bénéficiera des conditions confortables d'expatriation, et de rémunérations élevées et pourra entreprendre après 4 ans au Nigeria une carrière au siège ou dans d'autres filiales dans le monde.

Les candidatures (lettre manuscrite, CV, photo) seront traitées dans les meilleurs délais par le Département Ressources Humaines de SIASS

qui nous assiste dans cette démarche. Ecrivez-nous sous référence 3.79 LM.

SIASS

25, rue de Berri 75008 PARIS

Directeur Général

Vous avez environ 5 ans d'expérience et vous avez réussi dans des responsabilités commerciales ou de direction générale.

Vous êtes l'homme que nous cherchons pour organiser, animer et développer une entreprise de commercialisation de logiciels de gestion pour les communes rurales.

Le produit existe, il est original par son contenu qui a été défini par les utilisateurs, il s'emploie sur micro-ordinateur, il est simple d'usage et d'un coût plus faible que les produits existants.

La société va être créée avec l'appui du Crédit Agricole sous l'égide du Conseil Général du Finistère, département où ce produit a été mis au point; son siège sera à Paris.

La commercialisation sera faite sur l'ensemble de la France par l'intermédiaire de distributeurs locaux.

Envoyer CV et prêt sous la référence MJF 7634 à CNCA - DPE/GP - 63, Bd Pasteur - 75015 Paris.

مكتبات الأصل

مكتبة القرآن الكريم

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

TECHNICIEN - ELECTRONICIEN
Service Après-Vente Export - URSS

Société internationale spécialisée dans l'instrumentation scientifique, située en Région Parisienne, recherche un Technicien Supérieur pour assurer la maintenance de matériels électroniques de mesure physique des poudres.

Ce poste implique des déplacements réguliers sur l'URSS par périodes de 15 à 21 jours.

De bonnes connaissances en physique sont indispensables. Une expérience du Service Après-Vente et une forte motivation à travailler à l'étranger sont nécessaires. Langue Anglaise exigée. Notions de Russe appréciées. Formation assurée.

Merci d'adresser lettre de candidature avec C.V. détaillé et prétentions à AXIAL Publicité (réf. 559) 27 rue Talbot 75008 PARIS, qui transmettra.

A dix minutes de Genève et des pistes de ski...

Notre Société, filiale d'un Groupe d'envergure internationale, développe son activité dans l'électronique automobile. Nous renforçons notre encadrement de haut niveau et recherchons un :

Ingénieur de fabrication
notre futur chef de production

Vous êtes ingénieur AM (ou équivalent) et avez une expérience de plusieurs années en fabrication de moyenne et grande série et possible en assemblage électro-mécanique.

Vous créerez vos outils de travail et développerez l'information de gestion de production. Vous organiserez en priorité la fonction planning-ordonnancement-lancement.

Homme de méthode et d'organisation, vous constituerez une force de proposition. Vous avez l'autorité naturelle des cadres compétents en milieu de production.

Alain CHABANE attend votre dossier (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) s/réf. L/IDF/LM.

Raymond Poulain Consultants
74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

HYDROGEOLOGUE

pour une mission limitée (1 an) dans un pays francophone d'Afrique.

Le candidat, disposant de bonnes formations professionnelles, doit avoir déjà une expérience en Afrique.

Réf. n° 7.797 Le Monde Pub. service ANNONCES CLASSES, 5, rue des Indes, 75008 Paris.

LES EMPLOIS INTERNATIONAUX

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

Ministerie van Defensie

Bij het Vertaalsbureau van de Landmachtstaf te 's-Gravenhage, werkzaam voor opdrachtgevers van de Koninklijke Landmacht en de Centrale Organisatie van het Ministerie, is vakant de functie van

vertaler/vertaalster frans

Zijn/haar taak zal bestaan uit het vertalen in het Frans van Nederlandse teksten over een grote verscheidenheid van onderwerpen. In voorkomend geval vertalen in het Nederlands.

Vereist:

- beheersing van het Frans op moedertaalniveau;
- zeer goede, bij voorkeur op grond van studie verkregen, kennis van het Nederlands;
- academische of daarmee gelijk te stellen (vertaal)opleiding;
- belangstelling voor Defensie-aangelegenheden.

Gewenst:

- ervaring als vertaler/vertaalster;
- bereidheid incidenteel tolwerk te verrichten;
- bereidheid bij te dragen aan het taakbestand van het vertaalsbureau.

Het salaris bedraagt minimaal f 3.196,- en maximaal f 5.221,- bruto per maand bij een volledige werkweek, afhankelijk van opleiding en ervaring. De vakantie-uitkering is 7,5% per jaar terwijl het aantal vakantiedagen minimaal 23 dienstdagen per kalenderjaar bedraagt.

Een vertaaltest en eventueel een psychologische test maken deel uit van de selectieprocedure.

Kandidaten die in dienstijd wensen te werken, worden uitgenodigd ook te reageren.

Solicities voor 5 oktober 1985 inzenden aan het hoofd van de afdeling Burgerpersoneelszaken Koninklijke Landmacht, bureau Stafdiensten, Postbus 20701, 2500 ES 's-Gravenhage, Nederland

Inlichtingen omtrent de functie kunnen worden ingewonnen bij de heer drs. F. Verboven, tel. 070-165587 of omtrent de selectieprocedure mev. C.A.M. de Jong-Wintmans, tel. 070-722323.

NIGERIA

Pour une brasserie (700 000 hl) située à AGBARA - nouvelle ville industrialisée, à proximité de l'Océan, près de Lagos - le Groupe BRASSERIES ARTOIS qui vient de souscrire un contrat d'assistance technique, recherche pour 4 postes vacants des candidats : sachant l'anglais, porteur du diplôme requis, âgés de 30 à 45 ans, ayant de préférence une expérience de l'outre-mer, avec les qualifications de :

BRASSEUR Réf. ABR

diplômé : ingénieur brasseur par exemple ENSAIA, Nancy.

Pour les postes de :

- DIRECTEUR D'USINE (plant manager), et de
- CHEF DE PRODUCTION (production manager).

INGENIEUR ELECTROMECHANICIEN Réf. AIR

diplômé : officier mécanicien 1^{re} classe (marine marchande), diplômé d'ingénieur, BTS.

Pour les postes de :

- RESPONSABLE DE L'ENTRETIEN (chief engineer), et de
- INGENIEUR DE PROJETS (project engineer).

Outre une rémunération compétitive et les avantages liés à l'expatriation, sont également prévus le logement et une voiture avec chauffeur.

AUTRES EMPLOIS INTERNATIONAUX

Pour ce type de candidats d'autres vacances d'emploi à l'outre-mer sont à prévoir. Nous attendons leur C.V. sous la référence OM/82.

Envoyer votre C.V. sous la référence indiquée à H. WEYNS, Brasseries Artois, Vaartstraat 94, B-3000, Leuven, Belgique. Tél. : (19-32) 16 24 74 02.

Entretiens d'orientation à Paris et à Lyon à nos frais.

BRASSERIES ARTOIS

Pour notre Filiale Européenne à OBERURSEL (Allemagne Fédérale), nous recherchons un

Ingénieur Commercial

Diplômé d'une grande école, il aura une expérience en matériel et en exploitation d'une unité industrielle.

Ses fonctions consisteront à étudier et à négocier avec nos clients des applications du vide tant au point de vue technique que commercial.

En dehors d'une connaissance parfaite de la langue française, de bonnes notions d'anglais et/ou d'allemand sont indispensables.

NASH PUMPEN G.m.b.H.
Hohemarkstrasse 15 - D-6370 OBERURSEL
Tél. : 19.49.6171.27011

CENTRE SUISSE D'ELECTRONIQUE ET DE MICROTECHNIQUE S.A.
Recherche et développement

recherche pour son Service brevets jeune

INGENIEUR

possédant une bonne formation en électronique ou en physique.

Quelques années de pratique et diplôme du CEIP ne de mandataire près l'OEB appréciés.

Adresser dossier de candidature (CV, prétentions) à la Direction de CSEM, Maladière 71, 2000 Neuchâtel 7, Suisse.

CONSEILLERS POUR PAYS EN DEVELOPPEMENT

Notre Firme Internationale de Conseil et d'investissement organise constamment de nombreuses missions dans des pays en développement pour des durées de 3 types :

- Courte : environ 2-3 semaines;
- Moyenne : environ 5-6 mois par an pendant 2-3 ans;
- Longue : 2-3 ans de résidence dans un pays en développement.

Nous recherchons des experts de haut niveau, minimum B2 (anglais compris), avec au moins 5 ans d'expérience dans des pays en développement dans les spécialités suivantes :

- Gestion, restructuration et privatisation d'entreprises publiques;
- Gestion et réhabilitation d'entreprises privées;
- Banques de développement et d'affaires/évaluation de projets (économiques, financiers, ingénierie industrielle);
- Financement et promotion des exportations;
- Stratégie/promotion/planification et politique industrielle.

Env. c.v. chronologique dét. en précisant type de mission et disponibilité éventuelle à M. C. DOMENGET, DEVELOPPEMENT FINANCE CONSULTANTS S.A. 17, rue Georges-Bizet, 75116 PARIS.

Une des grandes compagnies commerciales et industrielles d'Afrique Noire, recherche pour une de ses sociétés implantée dans un important pays francophone,

Responsable de sa Division Electricité

Le candidat retenu devra posséder :

- une bonne connaissance des produits et de la distribution des matériels électriques HT/MT/BT et plusieurs années d'expérience professionnelle acquise notamment en Afrique;
- un tempérament commercial et le sens des relations humaines;
- un diplôme d'ingénieur en électricité et de bonne notions d'anglais.

Il bénéficiera de nombreux avantages et d'une rémunération liée au statut d'expatrié.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 443 à CURRICULUM, 4, rue Tronchet 75008 PARIS.

DIRECTIONS . DIRECTIONS
Fonctions Nationales et Internationales

Société anglo-saxonne, branche autonome d'un Groupe International, nous concevons, produisons et commercialisons des équipements industriels de précision. Leader sur notre marché en Europe, avec un C.A. de 320 MF, dont 35 % réalisé à l'exportation, nous recherchons notre :

Directeur des achats futur directeur logistique

En liaison étroite avec notre Direction Générale, nous vous proposons d'être le maître d'œuvre et notre stratège en matière d'achats, à savoir : définir la politique Achats à moyen et long terme, participer à l'amélioration de notre productivité en aidant les fournisseurs à mieux répondre à nos besoins (qualité, flux de production, prix, délais), négocier et superviser les contrats, animer un département informatisé (gestion de production COPICS) de 13 personnes.

De formation ingénieur complétée par une spécialité (type E.S.A. ou Ecole de Gestion), vous avez une expérience réussie dans les achats et une bonne pratique de l'anglais.

Nous vous offrons un poste situé à l'Est de Paris (25 km) qui vous permettra d'être associé à la réussite d'une entreprise performante et d'évoluer vers une future fonction LOGISTIQUE.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite + C.V. + photo + prétentions), sous la référence L/DAW/LM, à notre Conseil Thierry de CARNE qui vous garantira toute discrétion.

Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

DMC

Nous recherchons pour une société Africaine de production textile dont nous assurons la gestion,

responsable marketing

Rattaché à la Direction Générale, vous aurez pour principales responsabilités :

- l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan Marketing;
- le suivi des produits existants et la recherche de nouveaux produits;
- l'analyse qualitative et quantitative des marchés actuels et potentiels pour tous les pays de la zone d'activité;
- l'étude des circuits actuels de distribution et recherche de nouveaux réseaux de distribution.

Lieu de travail : CAMEROUN

Nombreux déplacements en Afrique.

De formation ESC avec notions d'anglais, vous avez déjà une première expérience de Chef de Produit. La connaissance du textile et/ou des marchés Africains serait un atout supplémentaire.

Nous offrons une bonne rémunération et de nombreux avantages liés à l'expatriation.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. RM2 à M. J. WEBER - DMC, Gestion des Cadres 88, rue de Rivoli 75180 PARIS Cedex 04.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Ingenieur fonderie acier ou métallurgie
devenez notre responsable marketing industriel

Notre activité...
Notre activité se caractérise par une diversification importante au niveau des produits et de leurs utilisations dans des industries très diverses : sidérurgie - verrerie - industries para-pétrolières et papeteries.

L'essentiel de notre activité se déplace actuellement en Europe du Nord, aux Etats-Unis et en Extrême-Orient où notre savoir-faire technologique est largement reconnu.

Notre volonté de développement nous amène à rechercher un ingénieur qui aura pour mission d'analyser les couples produits/marchés à partir de cas concrets et d'en tirer les conséquences opérationnelles tant au plan produits nouveaux que stratégie de développement à moyen et long terme.

Important groupe industriel Sud-Ouest

Centre de recherches, ingénieurs d'études et équipe commerciale lui apporteront leurs connaissances.

Le candidat que nous souhaitons intégrer : ingénieur ayant de préférence une expérience en fonderie acier ou métallurgie, 35 ans minimum - pratique industrielle et une première expérience de la négociation à haut niveau. Bilingue anglais - des qualités d'entrepreneur et capable d'enlever lui-même des marchés. Le poste nécessite des déplacements importants en France et à l'étranger (environ 30% du temps). Perspectives au niveau du groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant votre rémunération actuelle sous réf. 782 P à Michel Dussault qui vous garantira une totale confidentialité.

KEY MEN
10, rue de Rome 75008 Paris

MEMBRE DE SYNTIC

Métropole Nord
INGÉNIEUR COMMERCIAL
de haut niveau
Vente à l'industrie

Ce groupe papeter français est leader mondial sur son marché. Il fabrique et commercialise une gamme de papiers industriels et spéciaux qu'il souhaite diversifier auprès d'une nouvelle clientèle industrielle.

Rattaché à la direction commerciale, le titulaire du poste participe à la coordination de l'action commerciale auprès de la clientèle existante. Il conduit parallèlement des actions destinées à élargir le marché en France et à l'Export. Il assure personnellement la prospection des nouveaux créneaux par la recherche de nouvelles applications. Il est ainsi amené à négocier avec les services techniques de ses clients et prospects.

Pour ce poste à responsabilité, nous souhaitons rencontrer un professionnel (28-35 ans) de formation supérieure technique ou commerciale. Il justifie d'une expérience significative des négociations en milieu industriel. Anglais souhaité.

Les conditions offertes et les perspectives d'évolution (marché mondial à l'exportation) sauront intéresser des candidats de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous réf. : M 14/1393 E à

EGOR PROMOTION
63, rue de Pontbasse 75008 Paris

PARIS BOURGEOIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUISSELDOFF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO

egor

THOMSON SEMICONDUCTEURS
DÉPARTEMENT CIRCUITS HYBRIDES

accueille des

INGÉNIEURS ET TECHNICIENS CONFIRMÉS H/F
prêts à contribuer à son développement

VOUS :
Votre formation de base est l'électronique (SUPELEC, ESIEE pour les ingénieurs ou encore A.M. et INSA ; BTS ou DUT Génie Electrique, option électronique pour les techniciens).
Vous possédez également par vos études et/ou votre expérience, des connaissances dans les domaines industriels suivants :

- fabrication,
- gestion de production,
- méthodes,
- qualité,
- conception,
- informatique,
- XAO,
- productique,
- opto-électronique.

Si vous souhaitez faire équipe avec nous pour assurer un avenir commun...

adresses-nous votre candidature (C.V., photo et prétentions), en précisant bien votre secteur de préférence sous réf. 79082/LM à : Jacqueline BESSON - THOMSON SEMICONDUCTEURS - 6, rue de Briantes, 45390 PUISEUX.

THOMSON SEMICONDUCTEURS

Importante Société d'Ingénierie Nucléaire Lyon recherche

INGÉNIEUR D'ETUDES SUIVI D'IRRADIATION

Votre mission consiste à réaliser l'analyse et l'interprétation de données radiochimiques et à participer aux programmes de Recherche et Développement visant à l'amélioration du produit.

Vous êtes diplômé d'une grande école de chimie et possédez une première expérience de 3 ans en génie chimique nucléaire. Vous maîtrisez parfaitement l'anglais à l'écrit et à l'oral et vous êtes familiarisé avec tout l'informatique.

Notre Société en fort développement saura vous offrir un travail intéressant dans un secteur de pointe.

Merci d'adresser votre candidature (lettre + C.V. + photo) à Joëlle KHUAT DUY, sous référence 828.

HAY Manager 84, rue Servient, 69003 Lyon.

PATRON À ORLÉANS

Au sein d'un groupe industriel d'envergure internationale, devenez RESPONSABLE D'UNE UNITÉ DÉCENTRALISÉE

Vous gèrerez et animeriez un établissement de 100 personnes dont la mission est d'apporter UNE ASSISTANCE TECHNICO-COMMERCIALE PERFORMANTE À NOTRE RÉSEAU DE DISTRIBUTEURS.

Aujourd'hui : Vous avez environ 30 ans, une formation grande école d'ingénieur et/ou commerciale et une expérience réussie de gestion d'un centre de profit et d'encadrement.

Demain : Vous occuperez cette fonction-clé de notre stratégie commerciale.

Après-demain : Votre réussite dans ce poste vous permettra d'évoluer rapidement vers d'autres responsabilités au sein du groupe, en France ou à l'étranger.

Adresses votre candidature avec lettre manuscrite, C.V. et photo, sous réf. 81663, à HAWAS-CONTACT, 1, place du Palais-Royal, 75001 PARIS.

HAWAS CONTACT

atlantic
La grande marque pour bien chauffer

Importants groupe industriel français, en constante progression crée pour son Unité de Production de **PONT DE VAUX (MACONNAIS)**, le poste de

RESPONSABLE DU PERSONNEL USINE

Rattaché à la Direction du Personnel du Groupe, située en Vendée, il aura, en étroite collaboration avec le Directeur de l'Usine, pour principales missions :

- la mise en place et le développement d'une politique de communication concourant à favoriser les relations sociales,
- l'aide à l'encadrement dans le développement d'une véritable gestion participative (groupes de travail, cercles de qualité, droits d'expression...),
- le recrutement du personnel non cadre.

Plus homme de contact et d'animation qu'administratif, ce candidat, de formation supérieure, sera un véritable homme de terrain, bénéficiant, si possible, d'une première expérience en milieu industriel.

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions à Direction du Personnel ATLANTIC - 87 X - 85002 LA ROCHE SUR YON Cedex.

PUB INFORMATIQUE
GRAND GROUPE INDUSTRIEL FRANCAIS

recherche pour une de ses filiales, proche d'Orléans (C.A. 280 MF, 450 personnes), un

CHEF DE PROJET

Il aura pour première mission la réorganisation de la fonction informatique autour de l'application Gestion de Production actuellement fondée sur l'emploi de MAPICS sur IBM 34.

Le succès dans cette entreprise lui permettra de prendre, à moyen terme, la Responsabilité de la Fonction Informatique dans la filiale.

Ce poste s'adresse à un professionnel de l'informatique, âgé d'environ trente ans, homme de terrain, connaissant bien MAPICS et le milieu industriel, et que des études supérieures ont familiarisé avec les outils de gestion.

De bonnes connaissances en micro-informatique et en bureautique sont vivement souhaitées.

Adresser C.V., lettre manuscrite, photo et prêt. s/référence EDP 2561 à : PUB INFORMATIQUE, 8, rue Georges-Ville, 75116 Paris. Membre de PUB International Management.

1^{er} groupe Français de Forge et de Fonderie recherche pour son usine près de Rouen un

CHEF COMPTABLE

rattaché au chef d'établissement, il cotifera la totalité du service comptable et prendra plus particulièrement en charge tous les aspects de la comptabilité générale (bilans et comptes de résultats inclus), ainsi que l'aspect financier du court terme et certains montages financiers export.

Titulaire du DECS ou en ayant le niveau, il aura une expérience confirmée dans un poste similaire ainsi que la connaissance de la langue anglaise.

Adresser CV et prétentions sous réf. CA 147 à PROFILS 43, rue Veneuse 75016 Paris.

BULL un des leaders européens de la réalisation de circuits imprimés multicouches complexes recherche pour son établissement d'Angers (3300 personnes) un

INGENIEUR ELECTROMECHANICIEN

AM, ENSM, INPG... vous êtes débutant(e) ou possédez 2 ou 3 années d'expérience industrielle.

Vous serez responsable, au sein de notre direction technique, de la recherche, de la mise au point et du suivi des procédés d'usinage et de pressage des circuits imprimés.

A terme des possibilités d'évolution vous sont offertes au sein du Groupe Bull.

Merci d'adresser votre candidature à :

Cii Honeywell Bull
Service Recrutement
331, avenue Patton
59005 ANGERS CEDEX

Bull

صكنا من الله محمل



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

INGENIEUR D'AFFAIRES

Clermont-Ferrand

Une Société d'économie mixte qui a pour objet l'étude et la réalisation d'aménagements dans les secteurs de l'agriculture, du tourisme, de l'industrie (bois et agro-alimentaire), etc., en France et à l'étranger. L'INGENIEUR D'AFFAIRES pour son département agro-alimentaire. Il sera chargé de monter et coordonner les différentes étapes d'opérations d'investissement industriel (études de plans de développement d'entreprises, définition des investissements, recherche des financements, suivi des réalisations...). Il aura également un rôle de conseil en entreprise en finances, gestion, marketing et organisation commerciale, de même qu'il réalisera différentes études (études de faisabilité et études micro ou macro-économiques). Le titulaire du poste, âgé d'au moins 28 ans, de formation ESC ou ENSIAA, possédant quelques années d'expérience professionnelle acquise dans une entreprise du secteur agro-alimentaire, si possible en industrie laitière ou fromagère. Il connaîtra les techniques de base en matière de transformation des produits agricoles et il aura manifesté de sérieuses qualités en gestion et analyse financière. La maîtrise de l'anglais est souhaitée. Ecrire sous référence 782/M à :

GRH conseils

3, avenue de Ségur 75007 Paris. Discretion assurée.

AFCCREM 1985

PHARMACIEN UN JEUNE INDUSTRIEL

THE DOW CHEMICAL COMPANY est l'un des leaders mondiaux de l'industrie chimique (84 mondial, 2e U.S.).

En France, nous sommes présents dans différents secteurs d'activité (chimie lourde, pharmacie, agrochimie, spécialités chimiques, ...). Nous travaillons dans plusieurs sites de recherche, de vente et de production. Esprit d'initiative, délégation des responsabilités et rigueur de gestion expliquent en grande partie notre réussite.

Nous recherchons pour notre site de production pharmaceutique ultra-moderne situé à Bourgoin-Jallieu, entre Lyon et les Alpes, le responsable de notre atelier Formes Sèches.

Vous avez complété vos études de pharmacien par un D.E.S.S. de Chimie et vous avez une expérience réussie de la direction d'un service de fabrication.

Vous avez la responsabilité d'un équipement moderne, d'une équipe de professionnels compétents et de produits sophistiqués.

Vous avez un souci constant d'efficacité et de qualité. Votre talent de leader et votre goût du challenge vous feront animer avec succès une équipe motivée de 20 personnes.

Naturellement, une parfaite maîtrise de l'anglais est indispensable pour communiquer et évoluer au sein de notre organisation internationale. Rémunération motivante.

Si cette opportunité vous intéresse, nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature, sous référence RP/279 à :

MERRELL DOW FRANCE
Relations Humaines - B.P. 448
38317 - BOURGOIN-JALLIEU cedex.

Marque déposée

THE DOW CHEMICAL COMPANY

INGENIEUR BOISSONS

COMMERCE INTERNATIONAL

GIST-BROCADES-DIVISION ENZYMES

INDUSTRIELLES-METROPOLE NORD

Notre chef du département BOISSONS recherche un ingénieur Agro-Alimentaire pour promouvoir nos produits pour la bière, les vins et les jus de fruits. Sa mission sera à la fois technique et commerciale. Responsable de sa zone, il assurera sur plusieurs pays le suivi de nos clients actuels, l'animation de nos agents locaux et la prospection de nouveaux marchés, tout en gardant une approche technique de la clientèle. Il devra pour réussir cette mission faire preuve d'autonomie tout en s'intégrant au sein d'une équipe déjà existante.

Il lui faudra impérativement parler l'anglais, avoir une expérience, et être disponible pour de fréquents déplacements à l'étranger.

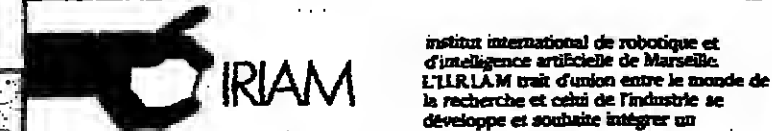
Nous lui offrons un emploi attractif avec un salaire lié à son expérience.

Nous étudierons avec soin toutes les candidatures, avec C.V., photo, prétentions envoyées sous référence 9323 LM à : GIST-BROCADES S.A. Direction du Personnel B.P. 238 - 59472 SECLIN Cedex/France.

Gist-brocades

LA BIOTECHNOLOGIE AU SERVICE DE L'ALIMENTATION

LA SANTE ET L'ENVIRONNEMENT



institut international de robotique et d'intelligence artificielle de Marseille
L'IRIAM trait d'union entre le monde de la recherche et celui de l'industrie se développe et souhaite intégrer un

Ingénieur CFAO

Sa fonction :

• Mise en œuvre des outils CFAO de l'IRIAM (EUCLID, STREAM 100...).

• Développement d'applications à base de CFAO pour des industriels.

• Accueil et formation des futurs utilisateurs.

De formation ingénieur ou DEA, vous avez acquis une première expérience professionnelle de 2 à 5 ans dans l'utilisation ou la réalisation d'un système de CFAO/CFAO.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV et prétentions) sous réf. AK 392, à notre Conseil AJCR (réponse et confidentialité assurées).

44 La Canebrière
13001 Marseille

Appartenant à un puissant réseau national de premier plan, notre société régionale financière, dont le siège est à Poitiers, recherche dans le cadre de sa création de jeunes entrepreneurs.

Organisateur informatique

Il a un double rôle : • l'exploitation : définition des besoins informatiques propres à la société régionale et aux caisses, choix des équipements, organisation et méthodes, développement de la bureautique, de la monétique... • le conseil et l'assistance aux utilisateurs, la formation au maniement des outils informatiques. Il participe à l'orientation de la politique régionale, en particulier pour le choix des investissements.

Ce poste convient à un(e) diplômé(e) de l'enseignement supérieur (ingénieur, grandes écoles de gestion, MIAGE, etc...) ayant 3 à 5 ans d'expérience d'organisation et d'un rôle d'interface, si possible entre les utilisateurs et une informatique traitée dans un centre technique. Une connaissance des milieux bancaires est souhaitée. (Réf. 25 M 109)

Responsable des études

En prise directe avec le Directeur, il a un rôle d'expert et de conseil dans les différents organes de nos structures régionales et locales. Il élabore les outils d'aide à la décision nécessaires pour la planification à moyen terme. Il constitue les bases de données opérationnelles pour l'étude de l'environnement socio-économique régional. Ces missions impliquent de nombreux contacts et des qualités pédagogiques.

Nous recherchons pour ce poste un(e) jeune diplômé(e) de l'ENSAE, ISUP... ayant 2 à 3 ans d'expérience dans un poste similaire. La connaissance du milieu bancaire n'est pas un préalable, mais il faut avoir de bonnes connaissances statistiques et économiques. (Réf. 25 M 313)

Responsable du service titres

Il a une fonction de relais entre l'activité commerciale au niveau local et l'organisme central intervenant sur place. Il assure un appui aux établissements dans l'emploi des systèmes de gestion des titres. Chef de produit, il conseille les responsables locaux dans la commercialisation des titres.

Nous recherchons un(e) professionnel(le) (Bac + 2) ayant 3 à 5 ans d'expérience dans un service de gestion de titres au sein d'un établissement financier. Bonne connaissance de la fiscalité et de l'informatique nécessaire. (Réf. 25 M 111)

Responsable de l'assistance financière réseau

C'est un(e) spécialiste à l'écoute des établissements du réseau. Il est consulté sur : les projets d'investissement et leurs financements, la mise en œuvre du contrôle de gestion, le suivi de la trésorerie et le choix des placements, l'application des réglementations, etc... Il réalise des études relatives à la rentabilité des produits, la gestion des risques, l'analyse financière.

Nous recherchons un(e) professionnel(le) de la banque, de formation ESC (option finances) ou maîtrise de gestion, connaissant la comptabilité bancaire, ayant quelques années d'expérience dans l'analyse financière et doué(e) pour la pédagogie. (Réf. 25 M 315)

Responsable de la programmation financière

C'est un homme ou une femme gestionnaire et financier, il élabore et met au point les systèmes nécessaires à la gestion financière de notre organisme : tableaux ressources emplois, comptes d'exploitation, bilans, tableaux de trésorerie, enveloppes de financement, outils de gestion des risques. Il participe à l'élaboration d'une stratégie financière cohérente avec la politique de développement de la région.

Ce poste convient à un(e) jeune diplômé(e) d'ESC (option finances) ou à un(e) universitaire (maîtrise de gestion) ayant des connaissances en mathématiques financières et informatiques de gestion. (Réf. 25 M 314)

Notre Conseil vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature en indiquant avec précision la référence du poste qui vous intéresse. CFA : Edith Giacchetti, 3, rue de Liège 75009 Paris.



MEMBRE DE SYNTHE

BOURSAUX SCOP

(Associés)
Etudes Industrielles, Micro-procurement,
Micro-informatique,
recherche

INGENIEUR

CONFIRME

Capable de nature et réalisateur projet.
Tél. : (70) 08-05-12.

ENTREPRISE

NATIONALE

CHERCHE

INGENIEURS

ELECTRONICIENS

Débutants ou première expérience pour son service régional des télécommunications de Nancy.

Domaine : Télécommunications, Radio-Téléphonie, Téléinformatique.

Ecrire sous le n° 310-218 M

RÉGIE-PRESSE

7, rue de Montreuil, Paris-7.

LA CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DES ALPES-MARITIMES

recherche

le responsable de son unité financement des entreprises agricoles

FORMATION REQUISE : Ingénieur agronome ou agricole.

MISSION DE L'UNITE : Assurer le suivi des Entreprises Agricoles d'importance et/ou à risque financier élevé c'est à dire : • Analyser les documents comptables et financiers • Appréhender le fonctionnement technique et économique des exploitations • Ecouter les chefs d'entreprise afin de définir leurs besoins et de les conseiller en matière de politique de financement • Instruire les demandes de crédit.

PROFIL DU RESPONSABLE : Agé de 30 à 35 ans • Expérience souhaitée dans le financement des exploitations agricoles • Goût des contacts • Sens relationnel et pédagogique • Bon esprit d'analyse et de synthèse

• Capacité à animer et encadrer une équipe.

REMUNERATION ET CLASSIFICATION : A définir selon l'expérience professionnelle • Poste évolutif.

Merci d'envoyer votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous référence 7717 à : Organisation et Publicité - 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

RHÔNE-POULENC RECHERCHES

recrute, pour l'un de ses Centres de Recherches de la REGION LYONNAISE, un

en physico-chimie

en formulation

éventuellement, dans le domaine du bois.

pour animer une petite équipe de recherches.

Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions réf 28690 à

Havas Contact 11, rue Pdt-Carnot 69002 Lyon.

EXPERT COMPTABLE BRIVE

Faites partie des dirigeants de votre région

Cabinet national d'expertise comptable (400 pers.), nous recherchons le Directeur de notre antenne de Brive (7 pers., rayon d'action : Brive, Limoges et Chateauroux).

Ce rôle de Directeur Régional consiste à gérer le cabinet sur le plan humain et économique, superviser et assister techniquement les collaborateurs (tous spécialistes), adapter à la région les grandes lignes stratégiques définies par le siège.

Un poste complet, motivant pour un expert comptable diplômé qui, après 5 à 8 ans en cabinet d'expertise, souhaiterait exercer ses compétences avec une très grande autonomie.

Discretion absolue de notre Conseil à qui vous confieriez votre candidature. Ecrivez sous réf. 85-75/305 à Pascale GALAMPOUX.

Dominique Lefebvre Conseils

1 rue D'Acquit, BP 1522 - 37015 TOURS Cedex, France

RECHERCHES ET RECRUTEMENT NATIONAL ET INTERNATIONAL

Société d'exploitation de chauffage et de climatisation d'importance nationale

recrute

CONTREMAITRE EXPERIMENTE

Age 35 ans min. pr diriger son secteur de SARLAT (24).

Expérience en chauffage-climatisation.

Goût des contacts et qualités de commandement.

Envoyer c.v. à RÉGIE-PRESSE sous n° 312.294 M

7, rue de Montreuil, 75332 Paris Cedex 07, qui transmet.

atlantic

ELECTROMEDICAL

Bull



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Logistique distribution

250.000 F

Responsable d'unité d'exploitation - Cette société, qui fait partie d'un groupe de dimension internationale, est l'un des leaders français de ce secteur d'activité. Pour assurer, en détail et qualité de service, la gestion des importants flux physiques qu'elle traite quotidiennement, elle s'appuie sur une puissante infrastructure logistique et dispose de moyens informatiques et humains considérables. Suite à la promotion interne du titulaire, elle recherche, pour l'un des secteurs clés de sa direction logistique, un ingénieur. A la tête d'une unité regroupant environ 400 personnes dont une vingtaine de cadres et agents de maîtrise, il aura pour mission de veiller, en liaison avec l'ensemble des services de distribution, à l'organisation rationnelle des opérations de conditionnement et d'expédition. Ce poste s'adresse à un ingénieur diplômé, âgé d'au moins 30 ans, ayant fait la preuve de ses qualités d'animateur et d'organisateur dans une fonction impliquant la gestion d'effectifs importants. L'expérience d'une activité liée à l'entreposage et la distribution industrielle serait un atout supplémentaire. La taille de l'entreprise, qui est basée dans le Nord, et ses objectifs de développement permettent d'envisager d'intéressantes perspectives de carrière. Ecrire à J.P. FRAY en précisant la référence A/4748M.

PA

19, Résidence Flandre - 59170 CROIX - Tél. (20) 72.52.25

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Secrétaire général

Bourgogne

Organisme de développement économique - Le président de cet organisme dont la vocation est de contribuer à l'expansion économique de la région, recherche un secrétaire général. Assisté d'une équipe de collaborateurs, il est chargé de promouvoir les activités régionales (industrielles, agricoles, touristiques) et de rechercher de nouveaux axes de développement. Il agit, en liaison avec les pouvoirs publics, les organismes financiers et les diverses institutions socio-économiques, pour informer, conseiller et orienter les entreprises. Il dispose d'un important budget de fonctionnement et est responsable de la gestion du personnel. Cette opportunité s'adresse à un candidat diplômé de l'enseignement supérieur (technique, gestion ou commerciale). Il aura soit exercé diverses fonctions au sein d'une entreprise du secteur privé, soit acquis des responsabilités dans un organisme du secteur parapublic tel que Chambre de Commerce, Comité d'Expansion... La rémunération sera liée à l'expérience du candidat retenu. Ecrire à R. DAUDIN en précisant la référence A/3902M.

PA

78, Rd du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.50.43

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Assistant(e) d'ingénieur

Importante société recherche un assistant d'ingénieur H/F diplômé de l'enseignement supérieur (BAC + 2). Ses connaissances techniques devront lui permettre de s'adapter rapidement à nos produits du domaine de l'électro-technique. Dans le cadre de ses fonctions, il sera utilisateur d'outils informatiques et notamment de machines à traitement de texte. La connaissance de l'anglais est indispensable. Le poste est à pourvoir dans une ville très agréable du centre de la France. Merci d'adresser votre CV accompagné d'une photo à Roland Maridon.

KEY MEN
2, rue Chabot 69002 Lyon

OFFRES D'EMPLOIS

FACTOFrance HELLER

ATTACHÉ(E) DE CLIENTÈLE

Établissement financier leader sur son marché (financement, assurance et gestion de créances commerciales), offre à un jeune cadre AMBITEUX ET VOLONTAIRE l'opportunité de rejoindre son Département exploitation. Au sein d'une équipe jeune et dynamique, sous votre responsabilité, vous serez chargé(e) d'un portefeuille très varié de PME-PMI tant sur le plan des relations commerciales que sous l'aspect analyse du risque. Vous devrez assurer l'animation d'une petite équipe ainsi que la responsabilité d'un centre de profits.

Ce poste exigeant mais PASSIONNANT, basé à Paris, requiert, outre une formation supérieure de type SUP de CO, MAÎTRISE DE GESTION, une expérience professionnelle récente de 2 à 3 ans orientée vers la finance-comptabilité.

Nous recherchons une personnalité affirmée :
- Sans commercial et aptitude à la négociation à tous niveaux ;
- Esprit d'analyse et de synthèse ;
- Faculté d'adaptation ;
- Rigueur et diplomatie.

Des déplacements de courte durée sont à prévoir en France.
La rémunération ne sera pas inférieure à 140 000 F/an + intéressement et participation.

Envoyez v. photo et prétentions à :
REGIE-PRESSE sous n° 310 218 M,
7, rue de Montesson, 75007 Paris.

Exploitant gestionnaire crédits

Banque Populaire d'Armorique - La Banque Populaire d'Armorique - 450 collaborateurs, 38 agences - est implantée dans les Côtes du Nord et le Finistère Nord. Elle met actuellement en place les moyens matériels et humains permettant de mener à bien un plan pluri-annuel ambitieux, qui comporte la rénovation complète de son réseau et la construction d'un nouveau Siège. Dans ce contexte, elle recherche l'adjoint du directeur des crédits ; bénéficiant d'une délégation personnelle, il assurera l'animation d'une équipe de quatre grands responsables de l'étude des dossiers, et sera chargé des contacts avec les organismes extérieurs (CEPME, SDR, SOCAMA...). Il participera à la réorganisation et la modernisation de la fonction crédits (méthodes, codes de crédit, approche NPC, techniques nouvelles, procédures, supports de décision...). Il contribuera à la formation régulière des exploitants et des collaborateurs de la direction des crédits. Ce poste peut constituer une excellente étape de carrière pour un exploitant souhaitant perfectionner sa pratique des crédits avant d'évoluer vers de nouvelles responsabilités dans le réseau. La rémunération sera liée à l'expérience professionnelle préalable. Ecrire à S. BAQUEDANO en précisant la référence A/1341M.

PA

1, rue Duguesclin - 44000 NANTES - Tél. (40) 48.48.82

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Contrôleur de gestion

230.000 F

Région Ouest - Ce groupe agro-alimentaire distribue ses productions sous des marques de grande notoriété et occupe une position de leader sur ses différents marchés, avec un chiffre d'affaires de l'ordre de deux milliards de francs. Ses résultats lui permettent de mener une politique de développement, accompagnée d'investissements industriels importants. C'est pour mieux maîtriser ses coûts et le contrôle de ses investissements, notamment dans le secteur industriel, que ce groupe recherche un ingénieur en contrôle de gestion. Rattaché au directeur du contrôle de gestion, il sera chargé de repenser le système d'information, visant à l'établissement rapide des tableaux de bord économiques et par là à une meilleure mise en responsabilité des différents acteurs économiques de l'entreprise. Pour cela, il participera à la conception du système et assurera la mise en place d'une nouvelle comptabilité analytique et budgétaire, qu'il animera. Ce poste, basé dans une grande ville de l'Ouest, implique un candidat âgé de 25 ans minimum, de formation supérieure (grande école de gestion ou ingénieur) et possédant une première expérience de 3 ans au moins dans le contrôle de gestion en milieu industriel et un intérêt marqué pour la conception et la mise en place de systèmes d'analyse économique. Ecrire à J.B. FOURNIER en précisant la référence A/1311M.

PA

1, rue Duguesclin - 44000 NANTES - Tél. (40) 48.48.82

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Jeune ingénieur électronique

Fibres optiques

LES CARLES DE LYON (8 milliards de francs de chiffre d'affaires, 12.000 personnes) est le numéro 2 mondial dans le domaine de la fabrication des câbles de télécommunication et de transport d'énergie. Il réalise environ les trois quarts de son chiffre d'affaires à l'exportation et connaît une très forte expansion. Dans le cadre de ce développement, il recherche un jeune ingénieur électronique pour son usine de Calet. Au sein de la division télécommunication sous-marine, il animera une équipe de sept techniciens et sera responsable de la mise au point et du service client. Son rôle consistera à superviser les mesures sur des câbles à fibres optiques en terminet et à différents stades d'élaboration. Il lui appartiendra également de développer et de concevoir les programmes informatiques de calcul qui traitent ces mesures. Ce poste s'adresse à un candidat à fort potentiel, ingénieur électronique (ISEN, ISEP, ENSEA, ENSEIHT...) débout ou possédant une courte expérience et maîtrisant la programmation Basic, Fortran ou Pascal. La connaissance de l'anglais est souhaitable. La rémunération est motivante et les perspectives d'évolution garanties par la taille et le dynamisme de l'entreprise. Ecrire à François ORANGE en précisant la référence A/4765M.

PA

19, Résidence Flandre - 59170 CROIX - Tél. (20) 72.52.25

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Ingénieurs informaticiens

Midi-Pyrénées

Productique - automatismes industriels - Cette entreprise, jeune filiale de grands groupes internationaux, poursuit une expansion rapide qui la positionne déjà au deuxième rang européen. Sa vocation : concevoir, fabriquer et commercialiser du matériel électronique sophistiqué lié à la productique et aux automatismes industriels. Elle recherche, pour son unité de production située dans une agréable ville moyenne proche de Toulouse, de jeunes ingénieurs informaticiens. Intégrés dans des équipes de conception et d'étude, ils seront notamment chargés de développer des logiciels sur micro-calculateur. Ces postes conviendront à des ingénieurs possédant une solide formation en informatique type ENSIEM ou équivalent informatique de Supélec, Sup-réseau, Centrale, ENSEIHT, INSA, etc. Intégrés dans une structure jeune et en pleine croissance, les candidats retenus auront à leur disposition une formation continue du plus haut niveau et les moyens de développement les plus sophistiqués. Pour ces postes, écrire à D. DELRIEU, en précisant la référence A/T 7062M.

PA

71 bis, allée Jean-Jaures - 31000 TOULOUSE - Tél. (61) 63.79.63

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

EN PRISE DIRECTE AVEC LE P.D.G.

Nous fabriquons et commercialisons une gamme d'articles de prêt à porter féminins réputés pour leur prix, leur qualité, leur suivi. Nos clients se situent aussi bien dans le commerce traditionnel que dans la grande distribution ou dans la VPC.

Nous recherchons pour notre société (PME multinationale en expansion) l'homme qui :

- prendra la responsabilité des services administratifs et comptables (juridique, comptabilité générale et analytique, contentieux, informatique...),
- contrôlera la gestion (trésorerie, budgets...).

MAIS AUSSI :

- Participera étroitement à la définition de la stratégie de l'entreprise,
- analysera, analysera, comprendra, traitera tous problèmes avec rapidité et autorité.

Il sera issu d'une école supérieure de commerce, spécialisation finances, comptabilité. (La pratique de l'anglais, et peut-être de l'allemand, en bonus).

Il connaîtra de préférence le milieu du textile ou de la mode, possèdera une grande disponibilité et une grande aisance de contact.

Le poste est à pourvoir dans le CENTRE-EST DE LA FRANCE.

Nous vous remercions d'adresser votre curriculum-vitae manuscrit avec numéro de téléphone, sous référence 8552, à notre Cabinet :

C.E.R.E. - Chantal GUY
26, avenue de MONTAPON - 25000 BESANCON.

CERH

ARCOREM

E.A.O. : une expérience passionnante

La région RHONE-ALPES constitue en France un pôle de développement de l'E.A.O. en formation professionnelle, et la première région d'expérimentation d'un service E.A.O. multimédias informatisé.

Vous serez le PIVOT de l'encadrement pédagogique et technique interne de ce développement.

NOUS RECHERCHONS un(e) jeune collaborateur(trice) avec une première expérience professionnelle souhaitée, de formation supérieure appropriée, diplôme nord-américain type « Education Technology » très apprécié, connaissances programmation structurée et systèmes-tuteur.

POUR :

- Assurer l'encadrement et le suivi de la réalisation pédagogique et l'informatique de didacticiels, en liaison avec le milieu.
- Prendre en charge certains aspects de la réalisation informatique.
- Animer des démonstrations et présentations E.A.O.

Poste basé à LYON.

Merci de bien vouloir adresser votre candidature (lettre, c.v., photo et prétentions) à :

Roger GUIR, Directeur ARDEMI
B.P. 137 - 69131 ECULLY.

SINGAPORE AIRLINES

recrute

CARGO MANAGER

Responsable commercial et administratif du département fret. Justifiant de quelques années d'expérience dans un domaine similaire.

Anglais courant obligatoire.

En liaison avec la direction générale.

Il devra déterminer la politique à long terme du département et veiller à son application.

Envoyez C.V., lettre manuscrite en anglais et en français, photo et prétentions à 35, avenue de l'Opéra, Paris-2.

مكتبة الامم المتحدة

مكتبة الأمل

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

... LE MONDE - Mardi 24 septembre 1985 - Page 25

e 3

SAINT-GOBAIN

S.G.A.O.

SAINT-GOBAIN SYSTEMES ASSISTES PAR ORDINATEUR

PARIS-LA DEFENSE

ingénieurs

CHEF DE PROJET CFAO
dans le domaine de la Mécanique

- ingénieur diplômé
- possédant une expérience confirmée en CAO ou FAO
- ayant exercé des responsabilités au sein d'un B.E. ou d'un Service Méthodes Mécanique.
- Langue étrangère appréciée.

(Réf. 851)

INGENIEUR

ayant une expérience de B.E. Mécanique
désirant s'ouvrir à la CFAO dans un poste impliquant des contacts commerciaux au cours de fréquents déplacements dans le monde entier.

(Réf. 852)

■ Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) en précisant la référence du poste à S.G.A.O. Mme MICHEL, Les Miroirs Cédex 27 - 92096 PARIS LA DEFENSE

JEUNE INGENIEUR de B.E. Mécanique

Chargé d'animer une équipe dans le cadre de la réalisation d'un progiciel dans le domaine de la mécanique. Langues étrangères et connaissance CFAO appréciées.

(Réf. 853)

JEUNE INGENIEUR SYSTEMES

informaticien, innovateur, curieux, autonome, il s'intégrera à une équipe systèmes gérant un site CFAO très important.

(Réf. 854)

JEUNES INGENIEURS

mécaniciens ou généralistes

pour participer à l'étude et à la réalisation des projets CFAO.

(Réf. 855)

DES PASSERELLES ENTRE METIERS ENTRE PAYS ENTRE SOCIETES

SAINT-GOBAIN

emplois régionaux

Important Groupe d'Assurances secteur privé
recherche pour la région ALSACE - LORRAINE

Inspecteur du Cadre
(VIE G.B.)

Votre mission :

- apporter une aide technico-commerciale à un réseau d'agents généraux déjà bien implanté sur cette région pour développer sa production.

Votre profil :

- être dynamique, enthousiaste et aimer les contacts humains,
- avoir de réelles qualités d'animateur et pouvoir justifier d'une expérience réussie dans la promotion des produits Vie GB.

Nous vous remercions de bien vouloir adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions s/réf. 55866 à PROJETS 12, rue des Pyramides, 75001 Paris qui fera suivre.

Notre Société pour renforcer son équipe de développement dans l'une de ses Divisions fabriquant des Produits d'équipement familial, recherche un

Ingénieur études et développement

ALSACE

Il sera chargé d'élaborer, de planifier et de concrétiser les Etudes sur les Produits actuels et nouveaux et d'en effectuer le suivi.

Nous recherchons un Ingénieur de type A. et M. compétent en mécanique et électronique, à l'aise dans la conception. Particulièrement innovateur, il aura quelques années d'expérience réussie dans la fonction Etudes. Dynamique, il sera capable de travailler en équipe.

Anglais souhaité.

Adresser votre dossier et prétentions, sous réf. 501-M à

afipic conseil 35, rue La Boétie 75008 Paris

Jeune Contrôleur de Gestion
Tours

SSII 2 000 personnes, 750 MF de C.A., leader européen de la monétique, nous avons développé une spécialité production de cartes de paiement et de chèques. Pour optimiser la gestion de chacune de nos 6 unités de fabrication situées en région Centre-Ouest, nous créons le poste de JEUNE CONTROLEUR.

Sa mission : préparation et suivi du processus budgétaire, contrôle des comptes d'exploitation et analyse des écarts, élaboration des outils de gestion de production et de suivi clientèle. Tout cela sur son IBM-PC. Il assumera également des études ponctuelles et un rôle de conseil.

Travaillant en collaboration avec le service contrôle de gestion de notre siège parisien et les directeurs d'unités, il sera disponible pour de courts déplacements.

Actif et constructif, rigoureux et ouvert au dialogue, vous êtes diplômé ESC, Sciences Eco ou Sciences Po option Finances-Comptabilité et possédez éventuellement une première expérience.

Votre dossier de candidature, envoyé sous la référence LM 8542/9, sera étudié par notre Conseil.

Gilles Delalandre Consultants

3 rue du Maréchal Foch 37000 TOURS

AFCOREM



Gestion Commerciale pour un homme de contact

Entreprise de renommée mondiale, leader dans le domaine thermique

Chef de Département Gestion Commerciale
GRANDES ECOLES

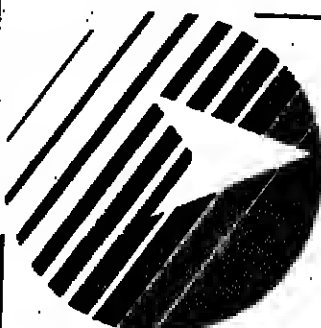
Gestionnaire expérimenté, vous serez pour notre Direction Commerciale Thermique, le Responsable des budgets, des approvisionnements, des stocks, de la logistique et des procédures. Vous mettrez en application votre expérience du contrôle budgétaire acquise en milieu bâtiment ou industrie. Rempu aux techniques informatiques, vous superviserez la mise en place et l'exploitation d'un réseau informatique commercial décentralisé. Bien entendu vous veillerez au respect des procédures que vous aurez conçues.

Vous êtes un meneur d'hommes et vous serez responsable d'une équipe de 20 personnes environ. Vous avez le sens du dialogue et vous saurez promouvoir auprès du réseau de vente des règles de gestion intégrant attitudes et contraintes commerciales.

Rigueur, ouverture d'esprit et conduite des hommes seront vos atouts pour réussir ce challenge. Ce poste est basé à Paris Nord et implique des déplacements en province.

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. 16411 au Service du Personnel, LANDIS et GYR, 16 Bd. du Général Lederc, 92115 CLICHY.

LANDIS & GYR



Jeunes Ingénieurs Electroniciens MF
Prenez le bon Métro

Après Lille et Toulouse, ... so terme de 2 compétitions internationales, les métros de Chicago et Jacksonville seront français et MATRA.

Notre produit, le VAL est ainsi reconnu comme leader mondial dans son domaine.

Ces 2 métros entraînent un fort développement de MATRA TRANSPORT.

Pour renforcer nos équipes de la division équipement (qui réalise également les pilotes automatiques des métros de Mexico, Caracas, Budapest ...), nous avons besoin tout de suite de plusieurs ingénieurs à qui nous confierons une première responsabilité (système, études, qualité, organisation ...), des moyens pour la mener à bien, une large autonomie.

Vos études supérieures ont été spécialisées en électronique, mais si vous êtes un généraliste « éclairé », vous pourrez nous aider efficacement dans notre développement.

Notre Conseil attend votre dossier sous référence CJEEM M pour envisager avec vous ces différentes opportunités.

Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS



MATRA TRANSPORT



L'Entreprise Industrielle

Groupe de 9 000 personnes - C.A. : 3 milliards de F.
recherche dans le cadre du développement de son activité
INSTRUMENTATION - AUTOMATISMES

INGENIEURS D'AFFAIRES

Vous avez :

- 5 ans d'expérience en installations
- une polyvalence pour les fonctions technique, commerciale et de gestion
- le goût de vous impliquer et des qualités d'animateur.

Nous vous offrons :

- l'entière responsabilité de la conduite d'affaires
- de réelles possibilités d'évolution pour des candidats de valeur
- une rémunération basée sur l'expérience
- une voiture de service + avantages.

Pour saisir ces opportunités, adressez votre candidature (lettre, CV, tél.) en précisant la région choisie, sous réf. CA/935 à notre Conseil M. SELLEM - SCORE, 47, rue Maréchal Foch, 78000 Versailles, qui vous garantira réponse et discrétion ou téléphonez eu (3) 021.85.84. Un dossier complet d'informations vous sera remis lors d'un entretien qui aura lieu à Paris ou en Province.

SCORE

Conseil en Recherche de Cadres et Dirigeants

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Après votre **FORMATION SUPERIEURE** vous avez acquis une **EXPERIENCE BANCAIRE SUR LE TERRAIN** de 3 à 4 ans dans le domaine du Crédit, et plus spécialement le financement des Entreprises.

DEVENEZ

LE CONSEILLER ENGAGEMENTS AUPRES DU DIRECTEUR REGIONAL

La mission, qui demande de réelles qualités de négociateur et de formateur s'articule autour de 2 axes :

- l'analyse et le suivi des dossiers engagements soumis à décision,
- la conseil et l'assistance auprès du réseau d'Agences en appui des contacts Clientèle.

La réussite dans ce poste conduit rapidement à une évolution de carrière au sein d'une équipe jeune et dynamique.

Envoyer C.V., photo et prétentions à N. 4813 - PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui transmettra.

Importante
SOCIÉTÉ DE SERVICES,
à activités multiples,
leader européen sur
son marché, recherche

CONTRÔLEUR DE GESTION

dont la mission sera de : préparer et suivre les budgets, analyser les résultats de plusieurs centres de profit, étudier et améliorer l'organisation et les procédures de gestion.

De plus, il lui sera proposé d'étudier et de suivre la mise en place de nouveaux projets d'investissements.

Ces fonctions s'exerceront sur un ensemble de Sociétés aux activités diversifiées et couvrant la France entière.

De formation Ecole de Commerce, I.E.P., Maîtrise de Gestion... + D.E.C.S. éventuellement, le candidat devra justifier d'une expérience de 3 à 5 ans en Audit ou Contrôle de Gestion.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 79088/M à HAVAS-CONTACT - 1, place du Palais-Royal, 75001 PARIS.

PRATICIEN DE LA GESTION DU PERSONNEL HF

Nous sommes l'organe central du GROUPE DES BANQUES POPULAIRES. Nous mettons en place une gestion INTEGREE et PREVISIONNELLE de notre personnel (600 collaborateurs dont 300 cadres).

Nous avons la VOLONTÉ D'ENTREPRENDRE, les moyens de le faire et l'appui de notre Directeur Général.

Vous participez actuellement et AVEC SUCCES, à ce type d'opération dans votre entreprise.

Vous avez une expérience professionnelle de quelques années qui vous a permis d'aborder d'AUTRES ASPECTS DE LA FONCTION (formation, recrutement...).

Vous avez envie de prendre des RESPONSABILITES plus importantes au sein d'une EQUIPE fortement MOTIVEE.

Alors, envoyez une lettre de motivation avec CV, photo et Indication de votre rémunération actuelle sous référence GIP à Claude CASTETS.



Chambre Syndicale des Banques Populaires
131, avenue de Wagram 75847 PARIS Cédex 17

VOS ATOUTS :



Vous êtes en tous points

Une bonne base de **TECHNIQUE BANCAIRE** due à votre **EXPERIENCE SUR LE TERRAIN** face à tout type de clientèle, le goût prononcé de la négociation et de la formation.

Homme de contact et de réalisation

L'ANIMATEUR COMMERCIAL

que nous recherchons pour doter nos directions régionales de RUEIL et de MANTES. Votre mission auprès du directeur régional sera de conseiller, d'assister, de former nos exploitants avec comme principal objectif le développement de notre clientèle.

La réussite dans ce poste conduit rapidement à la prise de responsabilités opérationnelles en agences.

Envoyer C.V., photo et prétentions à N. 4814 - PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui transmettra.

UN PROJET AMBITIEUX POUR DES EXPLOITANTS BANCAIRES QUI VEULENT NOUS REJOINDRE

Notre BANQUE recherche des PROFESSIONNELS, 4 à 5 ans d'expérience, Formation Supérieure ou Diplômes Professionnels (ITB ...) pouvant démontrer leur réussite sur le TERRAIN.

Gradés et Cadres d'Exploitation, ils pourront évoluer et exercer des responsabilités d'encadrement sur le territoire d'une Banque Régionale à taille humaine (Ouest de Paris).

Envoyer C.V., photo et prétentions à N. 4815 - PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui transmettra.



RHÔNE-POULENC SANTÉ, division du Groupe Rhône Poulenc, est le premier français et l'un des dix premiers mondiaux dans l'industrie pharmaceutique.

L'activité "Elaboration des matières actives" renforce ses structures techniques "usine" pour faire face à l'évolution de ses moyens de production et recherche pour l'un de ses sites (1.100 personnes) :

• Chef de service bureau d'études

Il prend la responsabilité d'une équipe (3 ingénieurs, 10 techniciens) chargée de la conception et la réalisation des investissements de l'usine. Ingénieur de grande école (ECP, AM, Génie Chimique), c'est un généraliste familiarisé à la technologie, à l'instrumentation, aux automatismes. Il a acquis une expérience d'environ 7 à 8 ans dans l'industrie chimique ou l'ingénierie dans la conduite de projets similaires. Une expérience de production serait un atout supplémentaire. Anglais ou allemand nécessaire.

référence NU 134 AM

• Deux ingénieurs de projets

- SENIOR (5 à 7 ans d'expérience)
- JUNIOR (2 ans d'expérience)

référence OV 135 AM
référence PW 136 AM

Au sein du service décrit ci-dessus et en liaison avec les ingénieurs de procédés, ils seront chargés de mener, depuis les études de faisabilité jusqu'à la réalisation, des projets dont l'importance technique et financière sera fonction de leur expérience. Une formation d'ingénieur (ECP, AM, Génie Chimique...) est indispensable ainsi qu'une bonne culture industrielle permettant d'intégrer au-delà des contraintes techniques, les dimensions humaines et financières. Anglais nécessaire.

• Ingénieur en automatique et instrumentation

Au sein du service décrit ci-dessus, il travaille en liaison avec les ingénieurs de procédés et de projet pour concevoir et réaliser l'instrumentation des installations projetées et pour développer la mise en œuvre des systèmes permettant une conduite automatisée. Ce projet confère un candidat diplômé (ESE, ISEP...) ayant acquis une première expérience de 2 à 3 ans dans l'industrie chimique ou l'ingénierie, la connaissance des matériels et capable du choix des équipements dont il assurera l'implantation et le démarrage.

référence RY 137 AM

• Ingénieur confirmé industrialisation procédés

Interface entre la recherche et la production, il participe au sein d'une équipe à l'amélioration des procédés existants de l'usine et à l'industrialisation de nouveaux procédés. Il effectue l'ensemble des études techniques et économiques et au besoin des essais de matériels conduisant au cahier des charges de chaque affaire. Il reste l'interlocuteur des ingénieurs de projet jusqu'au démarrage des installations. Ingénieur diplômé (ECP, ENSIC, IGC...) il possède une expérience d'environ 7 à 8 ans de la mise en place des procédés dans le domaine de la chimie fine et témoigne de capacités de dialogue et persuasion.

référence SZ 138 AM

• Responsable service entretien haut niveau

Prévu pour prendre la responsabilité de l'ensemble des services entretien de l'usine (170 personnes), il sera pendant une première période de 18 mois le correspondant pour les aspects entretien et maintenance d'un vaste projet d'investissement (165 millions de francs). Au-delà, il animera les services entretien et devra pour cela disposer de capacités réelles d'animateur, d'organisateur et de gestionnaire. Une expérience d'une dizaine d'années dans une usine importante de process et un diplôme d'ingénieur généraliste grande école (AM, ECL...) sont indispensables.

référence TA 139 AM

Pour tous ces postes, la rémunération sera à l'échelle de la valeur des candidats.

Evolutions prévues pour tous les candidats désireux de s'investir dans un grand groupe pratiquant la gestion des carrières. Postes à Vitry-sur-Seine.

Ecrire en précisant la référence. Discretion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris



DIGITAL a progressé cette année de 45% pour atteindre 2,6 milliards de Francs de CA.

Financiers, vous avez la cote chez Digital

Contrôleurs de gestion

réf. MON093

Agissant comme conseils financiers auprès des directeurs opérationnels, vous participerez à l'élaboration et au suivi des budgets, vous analyserez et améliorerez les réseaux d'informations et de communication existants, créerez si nécessaire de nouveaux outils de gestion. Un poste est ouvert auprès des fonctions de gestion interne (immobilier, informatique, services généraux), un autre auprès du service Logistique. Homme ou femme, de formation supérieure, vous avez si possible 2 ou 3 ans d'expérience en cabinet d'audit ou en entreprise. Vous parlez anglais.

Auditeur international

réf. MON094

Basé(e) à Paris et rattaché au Siège européen, vous conduirez des missions d'audits financiers ou opérationnels (fonctions de production, distribution, ventes) auprès de nos filiales européennes. Vous vérifierez la cohérence des procédures et proposerez des actions correctives. Vous avez 2 ans minimum d'expérience - acquise soit en cabinet d'audit ou en audit interne d'entreprise, soit en contrôle de gestion - un niveau d'études supérieures et/ou un MBA ainsi que l'anglais courant.

Adressez votre candidature en indiquant la réf. du poste choisi à Anne CHEVALLIER, Service Recrutement, DIGITAL EQUIPMENT FRANCE, 2, rue Gaston Crémieux, BP 136, 91004 EVRY Cedex.

Bougez, Vivez...



مكتبة الامن الاصل

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Société nouvellement acquise par un Groupe dynamique qui procède à la modernisation, tant sur le plan des implantations industrielles, que de l'informatisation de la gestion de production, recherche son

CHEF D'ETABLISSEMENT à dominante production et gestion

Cette firme (200 personnes environ) met en œuvre des matériaux (bois-verre-céramique...) pour fabriquer des produits "design" destinés à l'habitat ayant la qualité artisanale et réalisés en petites séries.

Rattaché au Directeur Général, le Responsable du poste aura l'objectif de participer activement à la modernisation et à l'amélioration de la productivité, et dans ce but, il devra :

- animer et diriger des équipes de fabrication,
- développer des services méthodes et logistiques,
- assurer la gestion du personnel et superviser la comptabilité.

Ce poste implique :

- une formation d'ingénieur allée à une expérience de direction de production (minimum 5 ans) acquise de préférence dans les domaines : assemblage, éclairage, maroquinerie, etc.,
- des qualités réelles d'entrepreneur dynamique ayant un sens aigu du commandement et de la rentabilité.

Poste évolutif pour candidat de valeur.

Poste : région Grenoble. Rémunération motivante.

Ecrire sous réf. KD 148 CM
Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris



Chargé d'études économiques

UN DES PLUS IMPORTANTS ORGANISMES PROFESSIONNELS plan national offre au sein de son service emploi un poste intéressant à un jeune Cadre Economiste ayant du goût pour les questions juridiques.

La titulaire du poste devra :

- disposer d'une formation supérieure, licence en Sciences économiques si possible spécialité économétrie ainsi que de bonnes aptitudes pour utiliser les modèles mathématiques et les traitements statistiques,
- avoir de préférence 1 à 2 ans d'expérience d'études ou de documentation économique acquise dans un grand groupe, dans l'administration ou organisme spécialisé (les candidatures de débutants ayant effectué des stages intéressants seront prises en considération),
- effectuer des études économiques variées et des rapports axés sur la conjoncture nationale et internationale ainsi que ses répercussions sur l'emploi.

Ce poste implique des qualités d'analyse et de synthèse ainsi qu'une ouverture sur les autres activités juridiques du Service.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. FN 174 AM
Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris



BUREAU FRANCIS LEFEBVRE
CONSEILS JURIDIQUES ET FISCAUX

NEUILLY-SABLONS
recherche

JEUNE JURISTE
NIVEAU D.E.S.S. ou D.E.A.

Pour seconder un consultant en Droit des Affaires.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo sous référence 8361 à
B.E.O. 34, rue de l'Arcade 75008 Paris

Cabinet d'Expertise Comptable
recherche pour prendre en charge une partie de sa clientèle

EXPERT COMPTABLE

Il entretiendra et développera les relations avec les clients, assurera la gestion de ses dossiers, animera son équipe et apportera ses conseils auprès d'entreprises de taille moyenne.

C'est un Expert Comptable confirmé, qui a déjà acquis 2 à 3 années d'expérience en qualité de responsable de dossiers au sein d'un Cabinet d'Expertise Comptable.

Association possible.

Adresser dossier de candidature : lettre manuscrite, C.V., photo (retourner), prétentions, sous référence 10.420-M à Mamrègès qui transmettra.

Mamrègès
3, RUE D'HAUTEVILLE, 75010 PARIS

ESCP - HEC - ESSEC...

adjoint au directeur financier

UNE SOCIÉTÉ FRANÇAISE SOLIDE ET PERFORMANTE (CA1 milliard) rattachée à un groupe de premier plan, recherche l'Adjoint de son Directeur Financier.

Il collaborera étroitement avec ce dernier, tout en étant particulièrement chargé :

- d'animer, contrôler, centraliser les comptabilités des filiales,
- de développer les méthodes comptables de la société en liaison avec l'informatique,
- de participer à la gestion de la trésorerie.

Ce poste conviendrait à un candidat de bon niveau, ayant un réel potentiel d'évolution, disposant d'une expérience en comptabilité de 5 à 10 ans (acquise de préférence en entreprise) et désireux de la valoriser et de l'élargir, ayant de bonnes connaissances en informatique et témoignant de solides qualités de rigueur allées à de bonnes capacités relationnelles. Réelles perspectives d'évolution de carrière dans le groupe.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. GO 175 AM
Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris



CABINET D'AUDIT et de COMMISSARIAT AUX COMPTES recherche

AUDITEURS CONFIRMES

HEC, ESSEC, ESCP, IEP
Pratique 2 à 4 ans dans des fonctions similaires.

Adresser lettre manuscrite, CV et photo sous réf. 55616 à FROUIN, 12, rue des Pyramides 75001 Paris qui transmettra en toute discrétion.

Chef des services techniques

SOCIÉTÉ, filiale d'un puissant groupe européen, en bonne santé économique et financière, recherche pour son usine récente et moderne de fabrication de transmissions mécaniques automobiles un Chef des Services Techniques.

Rattaché au Directeur de l'unité, il animera les services techniques (25 personnes) avec une large initiative dans les domaines de l'industrialisation des produits, la conception et la mise en place de nouvelles méthodes et techniques de production (usinage à commandes numériques, traitements thermiques...).

Ingénieur diplômé AM, ECL, INSA... âgé d'une trentaine d'années, il possèdera une expérience de cinq années méthodes, techniques de fabrication, mise en place d'investissements... ainsi qu'une personnalité affirmée et dynamique.

Evolution possible dans le groupe pour candidat de fort potentiel.

Poste à Metz.

Ecrire sous réf. EM 127 CM
Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris



Ingénieur traitement du signal études et essais
1 à 2 ans d'expérience ou débutant

UN ORGANISME DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT DE LA MARINE NATIONALE spécialisé dans l'acoustique sous-marine recherche un Jeune Ingénieur.

Au sein d'une équipe performante dotée de puissants moyens, il sera chargé de mener des études dans le domaine du traitement du signal et d'effectuer des essais d'application. Une formation supérieure de haut niveau (grandes écoles, doctorat...), des connaissances en acoustique et en informatique sont nécessaires. Une première expérience serait très appréciée.

La rémunération tiendra compte de la valeur du candidat.

Poste situé à 15 km de Toulouse.

Ecrire sous réf. EX 166 AM
Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris



Importante Société Exploitante de Services Publics et de Travaux Publics recherche pour son Service Administratif et Juridique

Rédacteur Juridique H/F

Ses principales missions :

- Mise en forme et rédaction des contrats de Droit Public et de Droit privé.
- Vérification du fonctionnement juridique des contrats (bonne articulation, concordance des clauses...).
- Ajustement des prix : formules de révision.
- Application des formules et clauses sociales et parafiscales.
- Suivi administratif des contrats en liaison avec les établissements déconcentrés (planing, mise à jour...).

Le poste requiert :

- Une formation juridique (licence ou équivalent) complétée le cas échéant par l'IAE/CEPAG, ou concours Cadre "A" de la Fonction Publique.
- Le goût et la maîtrise des chiffres.
- Esprit d'analyse, rigueur, synthèse.
- Une première expérience dans un poste similaire.
- Des compétences en droit commercial et contentieux (public/privé).

La poste est basé au Siège Social (Paris Sud/Sud-Ouest).

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions sous référence 431 à CURRIEUX, 4, rue Tronchet 75008 Paris, qui transmettra en toute confidentialité.

THOMSON SEMICONDUCTEURS
(DÉPARTEMENT CIRCUITS HYBRIDES)

RESPONSABLE D'AFFAIRES EXPORT.

Nous souhaitons être le leader européen en micro-électronique hybride. Pour cela nous investissons, nous améliorons notre production, notre qualité. Nous concevons les produits de demain grâce aux techniques les plus évoluées. Nous proposons à un Responsable d'affaires export, de nous rejoindre.

Vous négociez les cahiers des charges des nouveaux produits et assurez les liaisons à caractère technique entre nos clients étrangers, nos laboratoires et/ou lignes de production.

Vous animez également votre secteur géographique (appui technique, Gestion budget, Marché...).

Ingénieur Electronicien, vous possédez des qualités de négociateur et d'animateur. Des déplacements de courte durée sont à prévoir en EUROPE.

La maîtrise de l'anglais est indispensable et une 3^e langue serait appréciée. Poste basé à PARIS.

Merci d'adresser votre candidature (CV, photo et prétentions), à Mlle Diane HEINTZ, THOMSON SEMICONDUCTEURS, 101, boulevard Murat, 75781 PARIS CEDEX 16.



Dans le cadre du développement de notre Département Audit, nous recherchons

Auditeur H/F

- dont les missions seront orientées sur les investigations informatiques.
- Evaluation et contrôle des risques de toutes natures.
- Contrôle des cycles, des fonctions, des flux de transaction.
- Procédures de traitement, circuit des informations, interfaces, bases de données...
- Profil :
- Enseignement supérieur (Grandes Ecoles : HEC, IEP... MIAGE...).
- Expérience bancaire informatique indispensable.
- Sens de l'efficacité.
- Expression écrite aisée.

Après quelques années réussies à l'audit, une évolution de carrière pourra être envisagée.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions, sous réf. M 230 à :

Direction des Relations Humaines
1, Rond-Point des Champs-Élysées - 75008 PARIS

Union de Banques à Paris



Acheteur de tabac à la Seita

Société Nationale employant 8 500 personnes et réalisant 6 milliards de CA HT, nous sommes le leader du marché des cigarettes en France. La Direction des Tabacs en Feuilles pour son département Tabacs Étrangers recherche un

Ingénieur agronome

Après une formation complémentaire, nous vous confierons la responsabilité de l'approvisionnement de la Société pour un volume important de tabacs en provenance de l'étranger.

L'établissement de programmes, l'analyse des marchés, la négociation et la conclusion de contrats et la gestion administrative, financière et technique des lots de tabacs achetés, telles sont les missions principales que nous souhaitons confier à un jeune professionnel, ingénieur agronome. À la rigueur de l'ingénieur méthodique, s'ajoutent la souplesse et l'intuition du négociateur ; l'organisation et la prévision du gestionnaire complèteront harmonieusement la curiosité de l'homme de marché et la capacité d'adaptation à des interlocuteurs variés dans différents pays. Très mobile - de nombreux voyages pendant plusieurs mois de l'année - il maîtrisera parfaitement l'anglais.

Ce poste, en résidence à Paris, est susceptible de déboucher rapidement sur une affectation permanente à l'étranger (Amérique du Sud) à la tête d'une filiale d'approvisionnement.

Bernard Juthiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre + CV + photo) réponse et discrétion. Merci de nous écrire sous référence 782/11M, 24 rue Eugène Flachat - 75017 Paris.

Bernard Juthiet Psycom



Membre de Syntec

CABINET D'AUDIT ET DE CONSEIL à vocation internationale recherche POUR SON DÉPARTEMENT CONSEIL

UN CONSULTANT EN ORGANISATION
formation grande école.

2 ans d'expérience minimum, pour conception et mise en place de systèmes informatiques et de contrôle de gestion.

Qualités requises : — sens du contact — autonomie.

Nous proposons une rémunération attractive et de nombreuses possibilités d'évolution.

Envoyer lettre + C.V. à notre Conseil en Recrutement qui traitera les candidatures de façon confidentielle D.S.A. - 6 bis, avenue Mac Mahon - 75017 PARIS.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Contrôleur Finance Gestion

ESC + DECS, MSTCF...

200.000 F.



Filiale française d'un groupe international en développement constant depuis 10 ans, nous réussissons grâce à l'esprit de communication qui règne dans l'entreprise. La compétence de nos équipes liée à la qualité de nos produits nous ont permis d'acquies une excellente image dans notre secteur d'activité : la formation. La trentaine, vous possédez une solide expérience de la fonction, de préférence en milieu international. Ce poste vivant et évolutif implique les responsabilités de l'audit et du contrôle de gestion sous tous ses aspects : financier, juridique, fiscal et commercial. En outre, vous assisterez le Directeur Général France et le Directeur Financier Europe pour l'élaboration des budgets et des prévisions annuelles. Enfin votre bonne connaissance de l'anglais et de l'informatique font de vous l'homme de la situation. Merci d'adresser votre dossier complet à Alain Nerve, 15, rue du Louvre 75001 PARIS sous la référence 5-42 A.



nervet pont conseil

CARRIERE BANCAIRE DIVISION «COMMODITIES»

APRES AVOIR ACQUIS, DANS LA BANQUE OÙ LE NEGOCE, UNE EXPERIENCE DE QUELQUES ANNEES DES FINANCEMENTS RELATIFS AUX FLUX DE MATIERES PREMIERES VOUS SOUHAITEZ POURSUIVRE VOTRE CARRIERE DANS UN GROUPE INTERNATIONAL DE PREMIER PLAN.

UN POSTE CORRESPONDANT A VOS SOUHAITS EST A POURVOIR AU SEIN DE NOTRE EQUIPE.

VEUILLEZ ADRESSER VOTRE CANDIDATURE COMPLETE S/REF 4826 A L'AGENCE DESSEIN 15 RUE DU LOUVRE - 75001 PARIS, QUI TRANSMETTRA.

Ingénieur commercial

Chimie

Région parisienne - Cette société de production franco-allemande du secteur chimie organique recherche un ingénieur commercial expérimenté pour la région parisienne. Il aura pour mission de promouvoir et vendre des additifs pour plastiques-PVC, peintures, vernis... auprès d'une clientèle de sociétés de transformation de PVC et de sociétés de fabrication de peintures, vernis, encres d'imprimerie... Nous recherchons, pour occuper ce poste, un ingénieur chimiste âgé d'au moins 28 ans, ayant une expérience réussie de la vente de produits chimiques dans le créneau de clientèle cité ci-dessus. La rémunération de l'ordre de 180.000 francs en fixe + primes + voiture de fonction + frais, est réellement attrayante pour un candidat de valeur. Pour ce poste, écrivez à Arlette BIEBUYCK en précisant la référence A/T 7096M.

PA

71 bis, allée Jean-Jaures - 31000 TOULOUSE - Tél. (61) 63.70.63

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Jeune contrôleur de gestion

Paris

Notre groupe (1.200 personnes) connaît depuis 3 ans une très forte activité. Le développement (grands projets industriels : chimie, agro-alimentaire, techniques avancées, productique...) justifie la création de deux postes de contrôle de gestion auprès de la direction financière. Diplômé d'une grande école de gestion ou jeune ingénieur, vous confirmez une première expérience ou débutez dans la vie professionnelle soit par la gestion et le suivi budgétaire de grands projets, soit par le contrôle de gestion des filiales. Dans les deux cas, vous participerez à l'évolution du système de gestion et utiliserez des outils bureautiques et informatiques performants. Le développement du groupe assurera à des candidats de valeur d'intéressantes perspectives de carrière. Ecrire en précisant la référence A/2706M.

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Ceder - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE TRAVAUX PUBLICS DE DIMENSION INTERNATIONALE recherche

responsable de la comptabilité analytique des chantiers

L'efficacité de ce service est de première importance pour permettre la tenue à jour de la réalité des dépenses des travaux.

Notre compétence générale doit être complétée par un suivi minutieux de la comptabilité des chantiers.

Il est nécessaire que ce collaborateur possède rigueur, méthode et qualité de contact vis-à-vis des responsables de travaux.

Il doit être déjà familiarisé et passionné d'applications en informatique.

Lieu de travail : N.O. PARIS très proche autoroute A15.

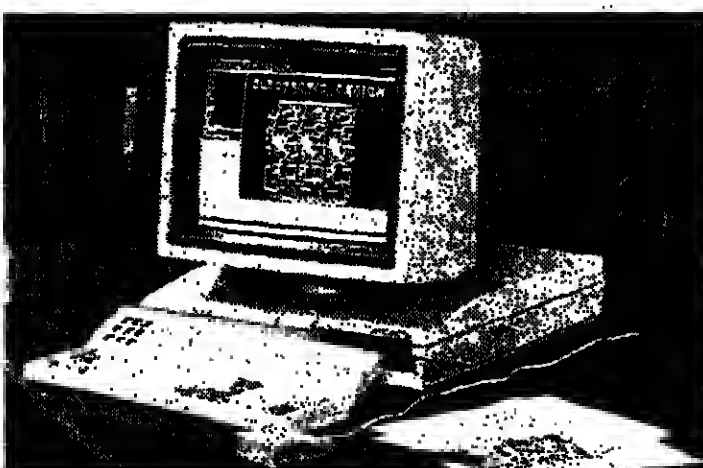
Cabinet Leconte nous garantissons la qualité de collaboration offerte par nos clients.

4, rue Armand Courbet 75116 PARIS Tél. 50239

Photo: Libéra S.A.

LE N° 1 MONDIAL DE LA CAO

Crée à Paris
un centre européen de développement de logiciel



Interpro 32 - Station de travail personnelle multifonctions.

INTERGRAPH

Envoyer C.V. et prétentions à Monsieur PATIENCE INTERGRAPH FRANCE
Les Mercantiles - Tour du Lévant - 40, rue Jean Jaurès - 93170 BAGNOLET.

Ce centre a pour but le développement de logiciels d'application et d'utilitaires qui seront diffusés dans le monde entier par Intergraph Corporation. Pour aider à l'écoulement de ce centre, Intergraph a temporairement détaché du personnel clé technique américain ayant l'expérience des stations Unix et des applications graphiques. Le reste du personnel sera français.

Les personnes intéressées par ce centre européen de développement devront être attirées par un travail au sein d'une équipe créative utilisant les concepts les plus avancés et ayant pour but la création de produits de grande diffusion commerciale.

Nous recherchons :

DES INGENIEURS D'APPLICATION

ayant plus de cinq ans d'expérience dans le domaine graphique. Les personnes intéressées devront avoir participé à des projets ayant débouché sur une mise en place réussie concernant des domaines qui correspondent aux besoins du centre européen de développement de logiciels.

DES ANALYSTES

de haut niveau ayant plus de 3 ans d'expérience en informatique scientifique et une bonne connaissance de l'informatique générale. Les personnes intéressées devront avoir l'expérience de la programmation en langage C sous Unix 5 ou d'un langage assimilé.

DES ANALYSTES PROGRAMMEURS

qui devront posséder un diplôme de l'enseignement supérieur ou une bonne expérience professionnelle en informatique scientifique. Une bonne connaissance du langage C ou assimilé est souhaitable.

Les applications feront partie intégrante du système d'application graphique en cours de développement pour les stations indépendantes Intergraph basées sur Unix dont les niveaux sont :

- Un environnement de programmation orienté « objet » et de gestion des données.
- Des utilitaires pour la gestion des écrans, fenêtres et menus.
- Un système graphique orienté « objet ».

Utilisant ces outils, le centre de développement européen sera particulièrement chargé de la création des utilitaires suivants :

- Ensemble d'utilitaires de création et de placement de cellules paramétrées.
- Système d'attachage de surfaces en 3D pour la production d'images écran et papier.
- Le centre de développement de logiciels sera aussi chargé de la création des applications suivantes :
- Systèmes pour l'architecture comprenant la définition d'éléments architecturaux (espace, zone et détails techniques) suivant une topologie intelligente.
- Système de publication technique utilisant les structures objet pour permettre une manipulation simple de texte ainsi que d'information vectorielle et « raster ».

ANGLAIS INDISPENSABLE

ENTREPRISE D'INGENIERIE

recherche pour son siège à Paris

CADRE COMPTABLE

- Profil :
- 25/32 ans - niveau BTS.
 - expérience 5 ans minimum acquise en PME (P.M.L.B.T.P) entreprises industrielles.
 - goût inné pour la comptabilité.
 - informatique.
 - anglais souhaité.

Mission :

- sera responsable, sous l'autorité du Directeur Comptable, de l'ensemble des comptabilités jusqu'au bilan de plusieurs sociétés du Groupe.

Possibilité d'évolution pour candidat de valeur.

LIBRE RAPIDEMENT

Merci d'adresser CV, photo et prétentions sous référence n° 9240 à :

Emplois et Entreprises
18, RUE VOLNEY 75002 PARIS

Organisme public
banlieue sud-ouest de Paris

recherche

JEUNE BIOCHIMISTE OU PHARMACIEN

Titulaire d'une maîtrise de biologie moléculaire avec certificat de chimie organique, ayant expérience marketing, pour poste de responsable des ventes de substances organiques aux laboratoires français de recherche (universitaires, INSERM, CERS...).

Connaissance de l'anglais souhaitée.

Ecrire à RÉGIE-PRESSE, sous n° 310.466 M
7, rue de l'Industrie, 75007 PARIS.

Développement Social au Sein d'une Importante Unité de Production Innover Résolument

Exister par la compétitivité, mener de front efficacité économique et gestion sociale cohérente, très décentralisée, sont les bases de la réussite de ce groupe industriel français d'importance internationale. Filiale normande de celui-ci, nous recherchons pour l'un de nos gros établissements près de Rouen un **CHEF DD PERSONNEL**.

Rattaché à la Direction, votre mission sera double : mettre en œuvre, en contacts étroits avec les responsables hiérarchiques et le personnel concerné, le "PROJET SOCIAL" du Groupe. Simultanément, assumer avec une petite équipe les relations paritaires, la gestion de l'emploi, l'amélioration des compétences, l'intéressement aux résultats et la responsabilisation à tous les niveaux.

Vous êtes de formation supérieure, juriste ou ingénieur, spécialisé dans la fonction personnel et justifiant d'une expérience d'au moins 5 ans acquise impérativement dans des établissements industriels de production ou de transformation.

Vous croyez à la réussite des équipes, dans la concertation, alors rejoignez-nous.

Votre réussite dans ce poste vous ouvrira une évolution de responsabilité au sein des sociétés de notre Groupe.

Si vous êtes mobile et intéressé par cette proposition, merci d'adresser votre candidature sous référence 55 6202 M. Elle sera examinée confidentiellement par Christian SUTTER qui vous contactera rapidement.



EQUIPES ET ENTREPRISES
11 bis rue Portalis 75008 PARIS - Tél. 293.18.72

Informatique et éducation

Avez-vous entendu parler du plan FABUS ?

Il s'agit d'installer, avant la fin de cette année, 135.000 micro-ordinateurs dans toutes les écoles et de faire de la France, un pays de pointe en matière d'initiation à l'informatique. Mais derrière les machines, il y a les logiciels qui les rendent « intelligentes ».

HACHETTE, premier Groupe français de communication (12.000 personnes, 11 MF de CA) ne pouvait pas laisser passer cette occasion : concevoir, produire et commercialiser des produits de création comme les logiciels, c'est notre vocation.

Alors, si c'est aussi le vôtre, rejoignez notre équipe éditoriale.

Vous serez Editeur de logiciels éducatifs : vous vous pencherez sur les marchés et analyserez les besoins, définirez les produits, trouverez des auteurs, concevrez avec eux des logiciels originaux et serez ainsi le promoteur de leurs idées.

Votre formation supérieure, votre expérience du monde éducatif sont les atouts qui vous permettront de réussir. La connaissance de la micro-informatique serait un plus mais n'est pas indispensable.

Ecrivez-nous sous RÉF 611 M, Gestion des Cadres

12, rue François 1^{er}

75008 Paris



HACHETTE

صك: ا من الاصل

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

**TRÈS IMPORTANT
ORGANISME D'ASSURANCE
(proximité RER - 15^e Etoile)
recherche**

**GESTIONNAIRES
JURISTES**

HF

maîtrise en droit (options droit des assurances ou droit de la construction appréciées) ou bien expérience équivalente.

Après formation complémentaire, il leur sera confié la gestion de dossiers de sinistres de la construction, tant amiables que contentieux.

Merci d'adresser CV détaillé, photo et niveau de rémunération sous référence 9183 à

Emplois et Entreprises
16, rue Volney 75002 PARIS

**Ingénieur
gestion et organisation
industrielle**

LEBRANCHU filiale du GROUPE MATRA, recherche pour l'une de ses usines (600 personnes), mettant en œuvre des techniques de pointe dans le domaine de la métallurgie et développant un projet important d'amélioration de productivité, un Ingénieur ou équivalent.

Il sera dans un premier temps chargé de la mise en place d'une gestion de production informatisée en relation avec les différents services de l'usine. Au-delà (1 an environ), rattaché au Directeur d'Unité, il évoluera vers une fonction de gestion industrielle plus large (élaboration et tenue du tableau de bord) et prendra la responsabilité de l'ensemble de la "logistique".

Le candidat recherché possèdera une formation d'ingénieur + IAE ou équivalent et une expérience d'environ 3 ans en organisation ou gestion industrielle. Sensibilité à l'outil informatique, gestionnaire rigoureux, il aura des qualités d'animateur prouvées.

Evolution prévue dans le groupe. Rémunération fonction de l'expérience.

Lieu de travail : Le Thell (50 km du Mans)

Ecrire sous réf. EM 173 AM
Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

**Audit senior de valeur
HEC - ESSEC - ESCP - Sciences Po...**

Lafarge Coppee

GROUPE INDUSTRIEL DE DIMENSION INTERNATIONALE leader mondial dans le domaine cimentier et poursuivant sa diversification dans le domaine des biotechnologies offre un poste d'Audit Senior à HEC - ESSEC - ESCP - Sciences Po... (DECS apprécié).

Ce poste constitue un véritable tremplin pour une carrière motivante et réellement évolutive au sein du Groupe et permet :

- de valider une première expérience d'audit réussie de 2 à 3 ans acquise de préférence dans un cabinet anglo-saxon de forte notoriété au groupe industriel performant. Il assurera auprès des différentes unités et filiales du groupe : des missions de contrôle et d'harmonisation de procédures et il participera à des études financières de nouveaux projets ou investissements.
- d'accéder rapidement à de réelles responsabilités opérationnelles dans une filiale en France ou à l'étranger ou dans les services de la société mère.

Bonne connaissance de l'anglais. Poste à Paris.

Ecrire sous réf. AI 169 AM
Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

**NOUS SOMMES UN IMPORTANT
CABINET DE GROUPE
NOUS RECHERCHONS DES
fiscalistes confirmés**

Expérience minimum 3 ans (et plus, souhaitée) :

- soit dans l'Administration fiscale,
- soit dans un Cabinet de Conseil fiscal,
- soit dans le service fiscal d'une grande entreprise.

Situation comportant larges responsabilités et autonomie.

Rémunération motivante.

Envoyer C.V. manuscrit avec prétentions + photo sous référence 3045 à

INTER P.A. - BP 508 - 75008 PARIS Cedex 02 qui transmettra

**X, ECP, MINES, AM...
valorisez votre expérience
industrielle dans notre groupe**

Nous sommes un Groupe français leader mondial dans notre domaine. Nos usines implantées en France et à l'étranger sont modernes, automatisées et à taille humaine.

Dans notre souci de gestion prévisionnelle de l'encadrement, nous offrons plusieurs postes évolutifs à des ingénieurs grande école ayant acquis 3 à 5 ans d'expérience industrielle dans des fonctions de production, d'entretien ou de travaux neufs dans le domaine de l'industrie lourde.

Dans un premier temps, ils feront partie de l'équipe de direction des usines et ils assumeront des responsabilités opérationnelles axées sur les problèmes de production, investissements, organisation industrielle, améliorations techniques...

Dans un second temps, en fonction de leur motivation et aptitudes, ils pourront évoluer au sein du groupe, en France ou à l'étranger, dans des orientations diversifiées et élargir rapidement leurs compétences et leurs responsabilités. Les postes sont à pourvoir dans la moitié sud de la France.

Ecrire sous réf. IU 106 AM
Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

**Chef du service
génie climatique**

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE FRANÇAISE bien implantée sur ses créneaux auprès d'une clientèle diversifiée renforce son potentiel pour développer certaines de ses activités et recherche un Chef du Service Génie Climatique.

Il devra organiser, gérer et animer une équipe d'une vingtaine de personnes (dont 3 ingénieurs) chargée d'assurer la conception, la réalisation et l'installation d'équipements de climatisation.

Une formation supérieure d'ingénieur, une expérience d'au minimum quatre-vingt ans dans le même domaine comprenant la direction de chantiers, ainsi que des qualités incontestables de "manager" sont indispensables pour assurer le développement de ce secteur de l'entreprise. Poste situé dans une ville du nord de la France.

Ecrire sous réf. FI 167 CM
Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

**Un cabinet leader
dans le recrutement de cadres,
recherche**

JEUNE PSYCHOLOGUE HF

Intégré à une équipe de consultants confirmés, il participera à différentes phases des recrutements et plus spécialement à la réalisation des examens psychologiques approfondis.

Cette offre intéresse un candidat débutant, ayant une maîtrise de psychologie ou diplôme de l'école de Psychologues Praticiens, disposant de solides connaissances en méthodes projectives (Rorschach - TAT) et ayant si possible effectué des stages dans l'industrie.

Est proposé un contrat à durée déterminée de 6 mois, avec possibilité d'intégration ultérieure. Poste à Paris.

Ecrire sous réf. PS 700 M
Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

**Ingénieur production
débutant
CESTI - ICAM - ENI...**

PME, SPÉCIALISÉE DANS LA CONCEPTION ET LA FABRICATION DES CÂBLES SPÉCIAUX, destinés à des secteurs de pointe, recherche un Ingénieur Mécanicien débutant diplômé.

Après une période de mise au courant, il se verra confier la responsabilité de l'entretien, de la maintenance et des modifications d'un parc machines performant (chaînes automatisées...). Il participera également à la mise en place de nouveaux investissements.

L'évolution vers des responsabilités élargies au sein de la production est d'ores et déjà prévue pour des candidats possédant des qualités d'animation, de rigueur et de dynamisme.

Lieu de travail : ville bord de mer (Manche).

Ecrire sous réf. BJ 170 AM
Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

Notre Société (700 pers., 300 M. de C.A.), bien établie sur un marché porteur des TRAVAUX PUBLICS, est basée en banlieue OUEST de PARIS (IRE). Pour accompagner notre expansion, nous recherchons :

**1 ADJOINT AU DIRECTEUR
FINANCIER**

Aidé d'une dizaine de personnes, vous aurez à : centraliser les informations provenant de nos chantiers, mener les travaux comptables permettant de dresser les situations périodiques, établir les états fiscaux de l'entreprise. (R. D.J./M1)

**1 ADJOINT AU DIRECTEUR
DU PERSONNEL**

Vous avez une excellente formation juridique et sociale, de bonnes connaissances en comptabilité et informatique. Vous interveniez progressivement dans les divers dossiers intéressant le service et ferez preuve de rigueur et de clairvoyance. (R. D.J./M2)

Pour ces deux postes, préférence sera donnée à des candidats d'une trentaine d'années, ayant une bonne disponibilité et un potentiel d'évolution.

Une expérience minimum de 5 ans, si possible dans les entreprises TP présentes à l'étranger est nécessaire. Ecrire avec C.V. + prétentions - enveloppe à votre adresse, sous la référence citée, à

michel joughannaud conseils
40 bd. avenue de Sures - 75007 PARIS

agrir

**VENDRE AUX
ENTREPRISES**

NOS SERVICES SUR MESURE

VOTRE DIPLOME ET VOTRE PREMIERE EXPERIENCE

Discerner et comprendre les besoins de nos partenaires, les aider à les gérer, les convaincre de la qualité de nos prestations et de nos services, voilà votre rôle. Vos interlocuteurs ? Dans toutes les branches de l'économie, des décideurs : chefs d'entreprise, responsables financiers ou du personnel, etc. Un métier passionnant et varié. **VOTRE DIPLOME ET VOTRE PREMIERE EXPERIENCE** peuvent nous intéresser. Diplômé d'une école de commerce, de gestion, ou de l'université, vous avez une première expérience de la promotion de services auprès des entreprises et des particuliers. Si vous n'avez pas d'expérience mais que vous vous savez doué pour le vente, écrivez-nous aussi.

Nous sommes prêts à vous confier notre clientèle de

Paris M/110 Calais M/120 Poitiers M/130 Rouen M/140

Adressez votre candidature (avec photo et rémunération actuelle) à notre Conseil Roland FOURNIER, chez COPERS - 1, rue Moncey - 75008 PARIS. Précisez la référence ou poste. Dès le premier contact, vous rencontrerez notre directeur Régional.

A.G.R.R. : Association Générale de Recruteurs par Répétition.

Importante Société filiale d'un grand Groupe Industriel recherche :

**INGENIEUR RESPONSABLE
DE L'ACTIVITE VISIOPHONIE**

de formation grande école en télécommunications.

Ce poste est basé en Région Parisienne avec déplacements en Province.

Il aura pour mission le suivi d'affaires impliquant la définition technique et le développement de terminaux visiophoniques et de réseaux de communication large bande en particulier par fibres optiques.

Adressez lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions s/référence 16332 à CONTESSÉ PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE

Paris-10^e

recherche

ASSISTANT (E)

Niveau certifiants supérieurs. Pratique de l'anglais et connaissances en organisation souhaitées.

Tél. 01 524-08-50.

AIR INTER
LIGNES AERIENNES INTERIEURES

recherche H/F

POUR SA DIRECTION DE LA PLANIFICATION

INGENIEURS GRANDES ECOLES

DEBUTANTS OU 2 à 3 ANS D'EXPERIENCE

Ils participent aux études économiques et de rentabilité liées aux stratégies de développement de l'entreprise en assurant la conception et l'utilisation des outils nécessaires (informatique et mathématiques appliquées). Ref.A.

POUR SA DIRECTION INFORMATIQUE ET TELECOMMUNICATIONS

Dans le cadre du développement de projets importants

CHEFS DE PROJETS

Ils sont responsables de :

- la conception, l'étude détaillée, le développement et la mise en place de nouvelles applications ou de nouvelles fonctions de systèmes d'information.
- l'encadrement d'une équipe de 3 à 10 personnes.

Formation : ingénieurs grandes écoles et expérience de 2 ans minimum dans ce type de poste. Ref.B.

ANALYSTES PROGRAMMEURS

EXPERIMENTES
Formation minimum IUT - MIAGE.

Lieu de travail : ORLY.

Adressez CV, photo et prétentions en indiquant la référence du poste choisi sous N° 706 au Département Développement des Ressources Humaines 1 avenue du Maréchal De Gaulle - 91550 PARAY VIEILLE POSTE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

NÉE DU FUTUR



JEUNES INGÉNIEURS CALCUL DE STRUCTURES

Participez à la première vocation de FRAMATOME, devenez les artisans de l'innovation.

Pour développer de nouveaux programmes, pour faire évoluer les méthodes de calculs, vous intégrerez les équipes qui ont fait la réputation internationale de FRAMATOME.

Le point de départ d'une carrière.

Lieu de travail : Paris-La Défense.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet à FRAMATOME - Département Gestion Prévisionnelle-Recrutement.

Tour Fiat, Codex 16, 92084 Paris-La Défense.



INVENTER ET GÉRER L'ÉNERGIE

jeune contrôleur de gestion

HEC, ESSEC, ESCP...

H/F

Un grand groupe français (CA 7 milliards) ayant de nombreuses filiales à l'étranger, recherche un HEC, ESSEC, ESCP... pour renforcer le contrôle de gestion d'une de ses principales divisions et particulièrement celui des filiales étrangères.

Agé d'au moins 26 ans avec une expérience minimum de 18 mois dans un Cabinet d'Audit international ou dans le contrôle de gestion d'un groupe industriel. Il est souhaitable qu'il ait une pratique courante de l'Anglais.

Merci d'écrire avec C.V. détaillé sous référence 3220-M à Mamrèges qui transmettra.

Mamrèges
3 RUE D'HAUTEVILLE - 75018 PARIS

CONTROLEUR FINANCIER

Rattaché à la Direction Financière vous contrôlerez avec rigueur mais souplesse l'application de l'ensemble des procédures comptables et financières de la Caisse Régionale de Crédit Agricole de l'Île-de-France. Vos missions feront l'objet de rapports que vous présenterez à la Direction Générale.

A votre formation DECS ou Maîtrise de Gestion vous allez une expérience comptable ou financière de 2 à 3 ans.

De réelles aptitudes relationnelles, d'analyse et de synthèse seront des atouts déterminants pour mener à bien la mission qui vous sera confiée.

Merci d'adresser votre candidature manuscrite et C.V. détaillé au Service du Recrutement

Crédit Agricole Île-de-France

26, quai de la Rapée, 75012 Paris.



Le bon sens près de chez vous.

La COMPAGNIE GÉNÉRALE DE BANQUE-Soficam filiale de CITIBANK recherche

DIRECTEUR REGIONAL

FONCTION COMMERCIALE - pour la Région Parisienne - secteur CREDIT AUX PARTICULIERS.

Sa mission consiste à :

- diriger les équipes commerciales,
- animer le réseau existant de correspondants et assurer son développement,
- participer à la recherche de nouveaux contacts et de nouveaux courants d'affaires.

Age : 30 ans environ - formation supérieure (Sup de Co, Essec, Ecoles de Commerce). Une parfaite connaissance des financements à court, moyen et long terme - prêts personnels et prêts à l'immobilier - acquise dans des activités similaires au sein d'établissements bancaires spécialisés ainsi que l'expérience de la direction des cellules de vente et de production sont nécessaires.

Une bonne connaissance de l'anglais sera un plus.

Les résultats qu'il obtiendra et sa personnalité devraient lui permettre d'évoluer au sein d'un groupe puissant et en expansion.

ASSISTANT ADMINISTRATIF H/F

du Directeur Commercial du DÉPARTEMENT CREDIT AUX PARTICULIERS

Sa mission consiste à :

- réaliser les études relatives aux circuits commerciaux et aux produits distribués,
- assurer la liaison avec les différents points de vente,
- participer aux actions de marketing et de publicité.

Age : 25 ans environ - formation supérieure (Sup de Co, Essec, Ecoles de Commerce). Une expérience dans un poste similaire est souhaitée, une bonne connaissance de l'anglais sera un plus.

Adresser lettre manuscrite - C.V. - photo - Direction du Personnel - C.G.B. SOFICAM, B.P. 704, 75821 Paris Cedex 17.

NOUS

LE POSTE

acheteur communication publicité F/M

Cet acheteur, interlocuteur des services demandeurs, aura pour missions :

- d'analyser les besoins de l'entreprise,
- de rechercher les fournisseurs potentiels,
- de les évaluer et d'étudier leurs offres,
- de gérer les affaires et contrats qu'il aura traités.

Diplômé d'études supérieures, vous êtes un CADRE CONFIRME, ayant une expérience polyvalente depuis au moins 5 ans, dans plusieurs des domaines suivants :

- Publicité,
- Production de vecteurs de communication (audiovisuel, films, vidéo...)
- Impression,
- Arts Graphiques,

et connaissez donc les prestations qui y sont associées.

Vous avez complété votre expérience professionnelle par une FORMATION SPECIFIQUE AUX ACHATS (M.A.I., I.N.A., E.S.Ap...)

Vous êtes parfaitement bilingue français/anglais

VOUS ETES MOTIVE PAR UNE CARRIERE DYNAMIQUE SE DEVELOPPANT DANS UN ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Merci d'adresser votre C.V. accompagné d'une lettre manuscrite et d'une photo sous réf. 75-28 à M.B. LEDOUX - 149, rue Saint Honoré - 75001 PARIS, qui transmettra.

ORGACONSEIL

ORGANISATION ET CONSEIL D'ENTREPRISE

Notre vocation : permettre aux entreprises d'améliorer et d'accroître leurs performances dans tous les domaines (Production, Gestion, Distribution, Personnel...), et d'intégrer les techniques nouvelles : Informatique, Télématique, Bureautique pour parfaire leur organisation.

Débutants grandes écoles

Ponts, Mines, Centrale, Supélec, Télécom, HEC.

Notre professionnalisme nous conduit à placer la barre très haut. Dans de petites équipes, nous vous formerons à un métier passionnant et diversifié : celui de consultants qui conçoit et réalise des projets d'organisation et de gestion.

Dans un environnement de haut niveau où la hiérarchie est souple, l'autonomie réelle, mais

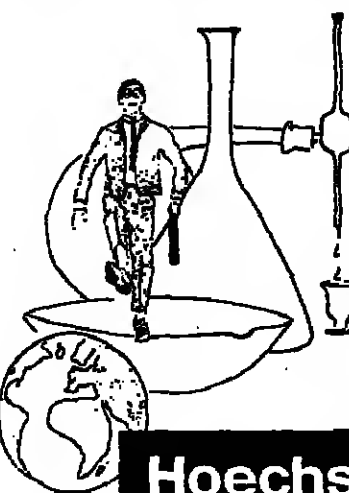
une grande disponibilité nécessaire, vous trouverez épanouissement et enrichissement de qualité.

Si vous souhaitez nous rejoindre, adressez votre candidature à : Orgaconseil,

T. Florentin, 64 rue du Ranelagh, 75016 Paris.

GROUPE

NT2



Chimie Organique :

Marketing et Développement

Ingénieur Chimiste : ESCP, ESPCI, ENSIC, ESCH, Doctorat : VOTRE PASSEPORT POUR L'INTERNATIONAL

La Société Française Hoechst réalise, en France et à l'étranger, près de 5 milliards de Francs de CA dont 40% viennent des produits fabriqués dans 4 usines.

Nous voulons développer la vente des produits issus de notre propre recherche sur les marchés étrangers. Pour réussir, il nous faut un spécialiste.

Chimiste organicien d'excellent niveau, confirmé par une expérience d'au moins 5 ans en recherche, production, développement ou commerce international.

Cet homme ouvert, curieux, créatif et imaginatif ne se contente pas de prospecter seulement des territoires vierges : il participera aussi au lancement de produits nouveaux, il parle couramment anglais, peut-être même allemand.

Alors, si vous êtes ce chimiste à vocation globe-trotter, faites-nous part de votre expérience, de vos attentes. Veuillez adresser votre CV (et vos références) s'nt. 686 au Département des Ressources Humaines, Société

Française HOECHST - Tour Roussel Nobel - Codex 03 - 92080 PARIS LA DEFENSE.



CENTRE DE RECHERCHES CORNING EUROPE

FONTAINEBLEAU (77)

recherche pour ses activités de COMPOSANTS POUR FIBRES OPTIQUES

INGENIEUR DE RECHERCHE MECANIQUE DE HAUTE PRECISION

Formation Ingénieur ou universitaire avec quelques années d'expérience.

Responsable de la mise au point et du développement de procédés et méthodes de : formage, usinage, mesures, assemblage.

- Travaux de précision micrométrique et submicrométrique.

- Aptitude à travailler en groupe dans un environnement de Recherche et de Développement.

Adresser lettre manuscrite, CV et prêt à CORNING EUROPE, Service du Personnel, 7bis, avenue de Valvins, 77211 AVON Cedex.

UNILOG

Groupe Indépendant de Conseil et d'Ingénierie Informatique (500 p. - 180 MF de CA)

développe son Département Conseil de Direction et cherche

2 CONSULTANTS DE HAUT NIVEAU

Leur rôle :

- Réaliser, pour les Directions Générales, des missions de conseil :
- conception de systèmes d'information
- schéma directeur
- plan informatique
- nouvelles technologies
- audit...

Leur profil :

- 30 ans minimum
- formation supérieure
- solide expérience en organisation et informatique
- attrait pour un métier exigeant et des activités en permanente évolution.

Veuillez adresser votre candidature (lettre manuscrite et CV) sous réf. 507.



9 rue Alfred de Vigny 75009 PARIS

MEMBRE DE SYNTHE Informatique

مكتبة الامم المتحدة

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Participer à notre développement...
RESPONSABLE FINANCIER

Cet établissement parisien de spectacles et de loisirs de forte notoriété emploie 42 personnes et réalise un CA de 18 MF. Il souhaite intégrer un jeune responsable financier désirant apporter sa contribution au développement de l'entreprise. Le titulaire du poste assure l'ensemble des responsabilités comptables et financières : comptabilité, élaboration des budgets, mise en place des outils de gestion, analyse des coûts. Il exerce également un rôle de conseil en matière de fiscalité et d'investissement. La conception et la mise en œuvre des solutions préconisées lui permettent de jouer un rôle actif dans le devenir de l'entreprise. Nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement supérieur de gestion justifiant de bonnes connaissances comptables (DECS) et possédant une expérience de 3 à 4 ans acquise de préférence dans le secteur de la restauration. Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, en précisant la référence M29/1529 A, à :

EGOR PROMOTION
63, rue de Fontaine 75008 Paris

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUISSELDORF LONDON MADRID TOKYO

egor
MONTREAL

DESTINATION GRANDS SYSTEMES



Décollage immédiat pour l'avenir. Télésystèmes, une des toutes premières SSII françaises, détient une position-clé en matière de grands systèmes tout comme en matière d'ingénierie de réseaux, de centres informatiques, de banques de données, de services télématiques, de conseil, d'assistance et développement de logiciels. Si les grands systèmes sont, comme pour nous, votre destination, rejoignez-nous.

Notre dessein : renforcer nos équipes pour accroître notre avance et nos performances.

Votre objectif : approfondir vos connaissances et les appliquer dans les secteurs de pointe les plus porteurs.

Avec Télésystèmes, participez à la conception de banques de données, de messageries électroniques, de services télématiques, de systèmes monétiques sur grands systèmes BULL, IBM, CONTROL DATA... et à la maîtrise d'œuvre de grands projets.

Les postes offerts : chefs de projets, concepteurs systèmes-réseaux, analystes, ingénieurs méthode, ingénieurs système.

DONNEZ DES AILES A VOTRE AVENIR

Ecrivez dès aujourd'hui à : Télésystèmes, Direction du personnel, 115, rue du Bac, 75007 PARIS. Tél. : (1) 544.38.98. Ou venez nous rendre visite au SICOB : stand 3DE 3452.

Telesystemes
Gagnons ensemble.

BANQUE FRANCAISE

dont les activités financières sont en forte croissance, recherche, pour une de ses filiales

CONSEILLERS FINANCIERS

aptes à provoquer et entretenir des contacts au niveau le plus élevé auprès des Institutionnels, Associations, Entreprises... afin de leur

PRESENTER

une gamme de produits financiers et de placements. Ces postes, conçus en fonction autonome, assortis d'une rémunération élevée et incitative, tenant compte de l'expérience et des performances réalisées, peuvent convenir à des candidats dynamiques : soit de formation supérieure (HEC, ESSEC...) très attirés par une activité commerciale et de développement dans le domaine financier ; soit ayant déjà une bonne connaissance de la place financière et souhaitant s'orienter vers des fonctions de relations commerciales.

Les titulaires de ces postes s'intégreront dans une équipe financière pratiquant une large concertation et ils participeront à la création de produits nouveaux.

Adresser curriculum vitae détaillé à Bernard MANGOU sous la réf. 2151 M.

SEARCH

17, rue de la Rochefoucauld 75009 PARIS



Compagnie Générale des Eaux

**X, MINES, CENTRALE, PONTS...
HEC, ESSEC, ESCP...**

Peut-être êtes-vous débutant, peut-être est-ce votre première expérience professionnelle qui vous en a convaincu, mais en tout état de cause vous souhaitez avoir rapidement des responsabilités complètes recouvrant la technique, la gestion, le commercial et le personnel. C'est donc que vous avez l'étoffe nécessaire et que vous pouvez devenir

**CHEF D'ENTREPRISE
A 30 ANS**

et vous souhaitez trouver une société qui vous en offre la possibilité.

Après quelques années, en second, à PARIS, ou en PROVINCE, pour bien connaître notre métier, nous vous confierons l'animation de l'une de nos unités.

Nous sommes un des premiers groupes français. Chez nous, les hommes de talent font des carrières passionnantes.

Merci de nous adresser votre candidature sous référence 2309M au Service Relations et Ressources Humaines, 52, rue d'Anjou - 75008 Paris.

Inspecteur des Services Techniques

**"ÉLECTRONICIENS, TESTEZ VOTRE
POTENTIEL".**

Jeunes diplômés des Écoles ou des Universités, barrez la route aux préjugés. Collaborer à l'expansion rapide des TELECOMMUNICATIONS et de la POSTE. Venez participer au concours d'INSPECTEUR DES SERVICES TECHNIQUES ouvert aux candidats électroniciens âgés de moins de 30 ans et donnant accès à des métiers diversifiés dans nos établissements, nos directions et dans certains services de haute technicité à compétence nationale.

**VOTRE ACCOMPLISSEMENT
CHEZ NOUS : DES MISSIONS
DIVERSIFIÉES**

- La mise en place ou l'exploitation des infrastructures techniques des Télécommunications.
- L'utilisation optimale de notre outil informatique.
- La détermination et le suivi des objectifs commerciaux à partir de systèmes de gestion performants.
- La mise en œuvre de techniques de prévision et de planification.

Pour nous, réaliser, c'est aussi se réaliser grâce :

- à la formation professionnelle permanente,
- aux perspectives d'évolution vers différents métiers de pointe,
- aux nombreuses possibilités de promotion.

Pour en savoir plus, téléphonez-nous.

Pour Paris : (1) 293 44 10 et (1) 543 43 43.

Pour la province : Direction des Télécommunications de votre région.

Clôture des inscriptions le 24 octobre 1985. * Appel gratuit.

**NOTRE ACCOMPLISSEMENT
PAR VOUS : NOS MOYENS
OPTIMISÉS**

- Nos systèmes de transmission et de commutation utilisant les technologies les plus avancées.
- Notre parc informatique diversifié.
- Notre réseau commercial avec ses 18.000 points de vente.
- La recherche et le développement permanent de nos produits et services.



PTT ÊTRE BIEN DANS SON MÉTIER



**Pour chiffrer notre dynamisme
Jeune Chef Comptable NF**

Vous appuyant sur une information, en temps réel, vous prendrez en charge la comptabilité générale jusqu'à la clôture des comptes et bien sûr les questions juridiques et fiscales s'y attachant.

Compte tenu de la spécificité de nos produits (pilotes automatiques de métros de Lille, Toulouse, Caracas, Mexico, Chicago, Jacksonville...), nos contrats sont complexes, c'est pourquoi vous en assurerez personnellement le suivi.

DECS minimum, riche d'une expérience pratique certaine de la comptabilité et de la fiscalité vous développerez cet acquis dans un environnement international (clients et filiales) pour lequel la comptabilité est intimement liée à la vie de l'entreprise. Vos possibilités d'évolution sont donc à la mesure de votre dynamisme et de votre talent.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire souhaité), sous la référence C/JC/M à notre Conseil, qui vous garantira toute discrétion.

Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS



MATRA TRANSPORT

INGENIEUR MECANICIEN

Transmissions de puissances sur Engins spéciaux

Notre métier : concevoir, réaliser, commercialiser des engins spéciaux.

Notre recherche : un ingénieur mécanicien très confirmé ayant une forte expérience en bureau d'études dans le domaine des transmissions de puissances : poids lourds, engins de travaux publics ou automobiles.

Il aura à diriger à PARIS nos activités d'études et d'essais - de la recherche de base à la définition série - de l'ensemble des organes situés entre le moteur et les roues (boîtes de vitesses automatiques, boîtes transfert, joints de transmission, démultiplicateurs, etc.). Ces activités impliquent en partie une collaboration étroite avec des Sociétés spécialisées françaises ou étrangères.

Le candidat aura de préférence une formation Arts et Métiers, Centrale, et si possible la maîtrise de l'anglais. Suivant ses motivations plusieurs scénarios d'évolution à terme sont possibles.

La rémunération est attractive pour un candidat de valeur.

Notre Conseil, Victor Ernout, vous proposera un premier contact très confidentiel dès réception de votre carte de visite et de votre curriculum vitae complet. Il ne nous présentera votre dossier qu'après votre accord.

MEMBRE DE SYNTIC

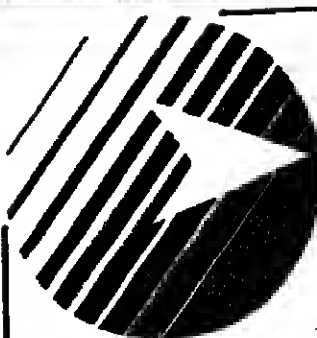
INFRAPLAN
83, Bis Raspail 75006 Paris

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



Les composants sont votre domaine... Ils sont importants pour nous

Ils sont en effet la base de nos produits : pilotes automatiques de métros (Lille, Toulouse, Caracas, Mexico ... Chicago et Jacksonville ...)

Nous recherchons

Ingénieur de B.E

Vous prendrez en main « le plan composant » de l'entreprise (définition, codification, regroupement, standardisation, prescription, surveillance du marché, provision d'obsolescence, testabilité, ...).

Généraliste ou électronicien, vous connaissez très bien les composants, vous serez considéré comme notre Technologue. Vous créerez donc cette nouvelle fonction au sein du B.E et nous apporterons votre capacité à rationaliser nos choix en ce domaine.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et adresse souhaitée), sous la référence CIBEL M à notre Conseil qui vous garantira toute discrétion.

Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS



MATRA TRANSPORT

CHARGEURS S.A.



CONTRÔLEUR DE GESTION

Ingénieur grande école, la trentaine, vous êtes depuis trois à cinq ans contrôleur de gestion dans une grande entreprise.

Vous avez acquis la maîtrise des principales techniques et appris à faire du contrôle de gestion un réel instrument d'amélioration des performances.

Nous vous proposons de rejoindre le contrôle général de la Société qui anime et coordonne les services de contrôle de gestion de chaque direction.

Vous disposerez d'un système d'informations sur les résultats réels et prévisionnels, riche et adapté aux besoins d'une Société internationale. Vous conduirez des études sur ces résultats, destinées à dégager les phénomènes significatifs et proposer des actions.

Ce poste de généraliste, en contact avec l'information financière et économique permet une vision synthétique du fonctionnement de l'entreprise et ouvre des perspectives de carrière intéressantes en sein des unités opérationnelles.

La maîtrise de l'anglais est indispensable dans une Compagnie à vocation internationale.

Merci d'adresser, sous réf. AM 29 votre dossier complet : CV, lettre manuscrite, photo et prétentions à notre Conseil :

STANDARDATA, 128, boulevard Haussmann 75008 Paris.



SEMA METRA CONSEIL

recherche

dans le cadre du développement de ses activités internationales

des Experts comptables et financiers

(réf. 1)

ayant une forte expérience (2-5 ans) dans la gestion des Projets Agricoles intégrés.

Une rémunération stimulante et de réelles perspectives de carrière seront offertes aux candidats retenus.

Adresser CV + photographie récente en précisant la référence choisie à

SEMA METRA CONSEIL - 70, rue Cortambert 75016 Paris

des Agro-Economistes confirmés

(réf. 2)

rompus à l'évaluation de projets Agricoles et Agro-Industriels (5-7 ans d'expérience).

Nous sommes un important groupe international (3600 p., 11 filiales dont 7 à l'étranger). Notre CA est de plus d'1 milliard dont plus de 50% à l'export. Notre activité liée à des secteurs de pointe en pleine expansion connaît une croissance continue. Notre Direction des Relations du Travail recherche un Chef de Personnel. Il sera responsable de l'administration du personnel du siège social (700 p.). A ce titre, il sera chargé des relations avec les partenaires sociaux, du suivi des recrutements et des actions de formation et de certaines interventions en matière professionnelle. Nous souhaitons confier ce poste à un jeune cadre de formation juridique supérieure ayant déjà réussi une expérience similaire en milieu industriel. Dynamique, ouvert et aimant les contacts, il saura s'intégrer à une équipe jeune et enthousiaste. Lieu de travail : Paris.

Adresser votre candidature complète (CV, photo et prétentions) s/rel. 4868 M à l'agence DESSEIN 15 rue du Louvre, 75001 PARIS, qui transmettra.

CHEF DU PERSONNEL



IMPORTANT EDETEUR ADULTES/JEUNESSE

recherche

ASSISTANT(E) DIRECTEUR ARTISTIQUE

Ce poste requiert créativité, organisation, sens contacts illustrateurs(trices). Excellentes connaissances mise en page, maquettes, fabrication du livre.

Envoyer curriculum-vitae et photo sous référence 16552 à CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Banque d'affaires internationale

aux activités très diversifiées

recherche pour renforcer son service audit interne basé à Paris

AUDITEURS CONFIRMÉS

- De formation supérieure + DECS complet.
- Ayant plusieurs années d'expérience soit en sein d'établissements bancaires, soit en cabinet d'audit international avec des missions au sein d'établissements bancaires.
- Possédant des qualités relationnelles et rédactionnelles et une parfaite maîtrise de la langue anglaise.

Envoyer C.V. et prétentions sous réf. 7.817 le Monde Pub., service annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

CABINET DE CONSEILS JURIDIQUES INTERNATIONAUX

recherche

JURISTE

DEBUTANT OU 1 à 2 ANS D'EXPERIENCE. DECS ou DEA minimum, anglais courant indisp.

Env. CV à : M. MENDY 47, av. Georges Mandel, 75016 Paris.

BUREAU D'ETUDES grande banlieue Ouest

recherche

JEUNE INGÉNIEUR NUMÉRIQUE

Connaissances en électromagnétisme appréciées. Ad. CV + photo + photo à : META Pub. 13, rue Bergère 75008 PARIS (qui transmettra référence EH 2306).

ETABLISSEMENT FINANCIER
SITUE EN GRANDE BANLIEUE EST DE PARIS
nous recherchons notre

RESPONSABLE INFORMATIQUE

Un ingénieur, aussi bon technicien que manager : son expérience le confirme.

Il dirige 70 collaborateurs d'excellent niveau. Il participe à l'élaboration du schéma directeur et, avec ses équipes, il met en œuvre les outils nécessaires au développement de l'entreprise. Il est directement rattaché à la Direction Générale. Le site est équipé d'un IBM 3083 exploité sous MVS-XA, d'un infocentre et de 500 terminaux. Adressez votre candidature (lettre manuscrite et CV) s/réf. 506 M à notre Conseil.

UNIOG

9 rue Alfred de Vigny, 75008 PARIS
MEMBRE DE SYNDICAT International



BANQUE DE L'UNION EUROPEENNE

recherche pour son équipe INFORMATIQUE

ASSISTANT A L'ARCHITECTE DES DONNEES H/F

Le candidat possèdera :

- une expérience minimale de 3 ans dans la conduite et le développement de projets,
- une parfaite maîtrise des méthodes de conception pour les données,
- une pratique de l'utilisation des dictionnaires de données,
- une formation supérieure : MAGE, Ingénieur ou 3^{ème} cycle, et évoluera à terme vers le poste d'Administrateur des données.

Dans un cadre de travail stimulant le poste consiste à :

- interpréter et documenter les besoins en données des utilisateurs,
- construire les modèles conceptuels et logiques des bases de données,
- fournir assistance et conseils aux analystes et chefs de projets.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions Service du Recrutement, B.U.E., 4, rue Gellon, B.P. 89 75060 Paris cedex 02.

La succursale en France d'une importante banque américaine

RECHERCHE

L'ADJOINT DE SON CONTROLEUR FINANCIER

Participe à des études ponctuelles relatives à l'amélioration du contrôle de gestion et du reporting, il assure également la supervision de la comptabilité, du reporting et du contrôle de gestion (services de cinq personnes, dont un chef comptable).

En liaison avec les études informatiques, il participe à la définition des projets propres à améliorer le système d'information de la banque et s'assure en tant qu'utilisateur de leur suivi et de leur mise en place.

Le candidat retenu sera dynamique, motivé et doté d'un bon contact. Il possèdera une formation supérieure, quelques années d'expérience de la comptabilité française et maîtrise de des systèmes d'information, acquises soit dans une banque internationale, soit dans un important cabinet anglo-saxon.

L'anglais courant est impératif.

La connaissance de la micro-informatique serait un avantage.

Compte tenu de l'importance du poste, il est peu probable qu'un candidat de moins de vingt-cinq ans soit sélectionné.

Le poste offre de larges possibilités d'évolution en France ou à l'étranger.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. à REGIE-PRESSE sous n° 310 222 M, 7, rue de Montigny, 75007 Paris.

SECTEUR EXPORT DEVELOPPEMENT DES VENTES

Dans le cadre de notre expansion, nous souhaitons confier à un futur collaborateur cette mission.

Ce poste sera confié à un candidat ayant une première expérience technique-commerciale. Une bonne maîtrise de l'anglais et une disponibilité pour des voyages internationaux assez fréquents mais de durée limitée sont nécessaires.

De formation supérieure, vous bénéficierez d'une large autonomie qui vous permettra de prendre toutes les initiatives nécessaires à l'accomplissement de votre mission. Poste basé à Paris Position Cadre.

Salaire évolutif en fonction des résultats.

Adresser CV et rémunération actuelle, à Solyvent Ventec, 60 rue du Fg Poissonnière 75010 Paris à l'attention de Mme Salses.

Nous convoquerons pour un premier entretien à partir du 7 octobre.

SOLYVENT-VENTEC
GROUPE INTERNATIONAL

DEVENEZ

des risques
financiers et politiques
dans l'assurance

A 25 ans minimum, vous serez chargé de relations au plus haut niveau avec les Dirigeants d'Entreprises. Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur et vous possédez une première expérience des opérations de Commerce Extérieur dans une Banque ou le département export d'une grande société. Vous maîtrisez couramment l'anglais. Merci d'adresser CV, photo et prétentions en représentant sur l'enveloppe la réf. 55027 à PROJETS 12 rue des Pyramides 75001 Paris qui transmettra en toute discrétion.

مكتبة الأمل

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

**COLLABORATEUR HF
DE LA
FONCTION PERSONNEL**

La Caisse d'Epargne de Versailles (environ 400 personnes) recherche un Collaborateur de la Fonction Personnel.
Il sera associé progressivement à la mise en œuvre des différents aspects de la GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

- recrutement
- gestion des carrières
- formation
- relation avec partenaires sociaux
- suivi de l'actualité sociale
- gestion des remplacements

Ce poste attractif et évolutif s'adresse à un candidat de formation supérieure, DUT de gestion du Personnel complété de préférence par une formation juridique, ayant une expérience de la fonction.
Pour saisir cette excellente opportunité, il devra être jeune, impérativement dynamique, avoir un très bon sens de la communication et le goût du travail en équipe.



Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à la
CAISSE D'EPARGNE DE VERSAILLES
143, Bd. de la Reine 78000 VERSAILLES

GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

STRATÉGIE INDUSTRIELLE

Bureau d'Informations et de Prévisions Économiques, nous sommes le premier institut économique indépendant en France.
Nous réalisons des études de stratégie et de prospective liées au devenir des techniques les plus avancées : électronique, informatique, bureautique, automatismes, télécommunications, audiovisuel...
Nous recherchons

Jeune consultant

Pour prendre en charge dans un secteur spécialisé des missions complètes d'études et de conseil en France et à l'étranger.

Ce poste s'adresse à des ingénieurs de formation Grandes Ecoles (X, Télécom, Supélec) complétées si possible par une spécialisation Économie ou Gestion.

La fonction suppose de réelles qualités de communication, une aptitude au conseil et une grande disponibilité. Anglois indispensable.
Merci d'adresser C.V. manuscrit et photo au B.I.P.E. 122, avenue Charles de Gaulle 92522 Neuilly sur Seine.



TROCADÉRO

Bureau d'études scientifiques et techniques recherche

**RESPONSABLE
DU BUDGET**

du contrôle de son exécution et de la comptabilité analytique.

- Formation HEC ou école supérieure de gestion
 - 5 ans d'expérience minimum
 - Connaissance en informatique
 - Anglais et espagnol souhaités.
- Envoyer C.V. et prétentions sous réf. 92720 M à :
BLEU Publié - 17, rue du Docteur Lebel
94307 VINCENNES CEDEX - qui transmettra

ANIMATEURS

Bonne expér. public adulte et expér. en Conseil souhaité :
- en gestion commerciale
- gestion financière
- droit
- fiscalité
- comptabilité
Es. lettre manusc. CV + photo
n° 80.820 PUBLICITE
ROGER BLEY, 101, rue Beaumur,
75002 PARIS qui transmettra.

UNIVERSITÉ PARIS XII
IUT de Villetaneuse
recherche d'urgence
Département Gestion des
Entreprises et des Administrations
Tél. : 62-1-61-70 p. 48-21

**CERTIFIÉS, AGRÉGÉS
ou PROFESSIONNELS**

pour enseignement compta.
5 heures par semaine
INFORMATIENS
pour enseignements COMPT. ou
BASIS. 5 h. groupées par sem.
Entreprise métallurgique rég.
sud de Paris, rech.

TECHNICIEN
EXPERIMENTÉ. NIVEAU BTS
Connaissances en chimie des
polymères, encres, vernis apprê-
ciées. Pr. développement nou-
veau en relation avec la client-
èle ANGLAISE SOUHAITE.
Avantages soc. 13^e mois.
Rattachement d'entreprise.
Es. CV et photo n° 80818 PUBLICITE
ROGER BLEY 101, rue Beaumur
75002 PARIS qui transmettra.

**UN STAGIAIRE
EXPERT COMPTABLE**

Env. CV, photo et prétentions
souhaitées à SECEEF
243, bd St-Germain, Paris-7^e
qui transmettra.

EVRY 91

Société d'expertise-comptable
recherche

**COLLABORATEURS
CONFIRMÉS**

DECs, STS, OUT
+ expérience en cabinet 2 ans
minimum souhaités.
MISSIONS VARIÉES
- comptabilité
- surveillance
- budget
- bilan
- conseil.
Envoyer C.V. + photo +
saleté souhaitée à PID-ESS
4, boulevard de l'Europe,
91000 EVRY.

Dans le cadre de son expansion
l'ETUDIANT
recherche l'assistant de son
responsable de diffusion.
Adresser lettre manuscrite +
C.V. à Patrick Delabare
l'ETUDIANT
27, rue du Chemin-Vert
75011 PARIS.

ASSISTANTE

Administrateur de Biens
d'Etat (Paris-91)
recherche UNE
pour assurer
1^{er} un secrétariat de direction
et
2^e des transactions immobili-
ères (négociations).

Une expérience professionnelle
dans la branche et une compe-
tence juridique (niveau licence
ou maîtrise) sont indispensables.

Une secrétaire de notaire fami-
liarisée avec la rédaction des
actes et la négociation des af-
faires serait bien préparée pour
ce poste.

Voir personnel souhaité,
rémunération 120.000 F. Ga-
rantie + Intéressement sur les
affaires conclues.
Séjour à CEPIAD sur réf. 581
155, avenue de Wagram,
75017 PARIS.

Maître d'Enseignement de
langue recherche
PROF. D'ARABE
Env. C.V. M^{me} CISEK, ISTC
184, r. de Tolbiac, 75013 Paris.

Caisse Régionale d'Assurance
Maladie d'Île-de-France
rech. pr son LABORATOIRE de
CHIMIE ANALYTIQUE, service
prévention des risques
professionnels :
**TECHNICIEN
CHIMISTE**

possédant BTS ou équivalent
nationalité française
expérience appréciée dans :
- CPG, HPLC, SAA, IR
- Salaires annuels brut de
début : 123.770 F.
Adresser C.V. et lettre
manuscrite à M. LE CHEF
du PERSONNEL
17-19 rue des Flandres
75064 PARIS Cedex 18.

**URGENCE INFORMATIQUE
EUROPE**

Recherche pour :
PARIS ET ORLÉANS

**ANALYSTES
CONFIRMÉS**

DPS & DMA TP IDS II
CYBER NOB/DE
POUR TOULOUSE

ANALYSTES PROGRAMMEURS

DPS & DMA TP IDS II
expérience nécessaire
Tél. pr r.v. au 116-38156-62-63.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
recherche pour son
Siège parisien

UN INGÉNIEUR

d'études mécaniques pour
assurer responsabilité
bureau d'études et de
dessins.
Diplôme d'une Ecole
supérieure d'ingénieurs
Âgé d'environ 35 ans
le candidat devra avoir
une expérience de quelques
années dans la fonction
acquise dans une société
d'ingénierie.
Pratique du dessin informatisé
appréciée.
Bonne connaissance
de la langue anglaise.
Disponibilité immédiate.

Adresser lettre manuscrite
+ C.V. détaillé avec
photo et prétentions sous
réf. 1372 L.T. ASSICOM
31, bd Bonne-Nouvelle
75003 Paris Cedex 02
qui transmettra.

**SOCIÉTÉ PARIS
recherche
JEUNE RESPONSABLE
COMPTABILITÉ-GESTION**

Le candidat de formation
type I.U.T., Gestion, P.T.S.
Justifie d'une expérience
de 3 à 5 ans, lui permettant à
court terme d'assurer effica-
cement le Directeur Admi-
nistratif et Financier de cette
jeune société en pleine
expansion.
Adresser C.V. + photo, lettre
manuscrite et prétentions
Réf. M 214 à A. GRIMBERT,
88, rue d'Hauteville,
75010 PARIS.

URGENT. Association recher-
che ANIMATEUR INFORMATI-
QUE. Poste à resp. sur Melun
(77). Tél. : (01) 409-19-18.

Cabinet d'AUDIT

(Commissaires aux Comptes,
15^e arr)
offre à

**COLLABORATEURS
DEBUTANTS
OU AVEC EXPERIENCE**

Diplômés de Grandes Ecoles
Comptables
Excellentes opportunités de
formation et d'évolution
professionnelles dans un
cabinet motivé peu nombreux
et très soucieux de la qualité
des contacts humains.
Envoyer C.V. sous réf. 85-4 à
SCP W&W, 11, r. Oswald-Cruz,
75015 PARIS
ou Tél. : 727-70-43+.

INGÉNIEURS

ÉLECTRICITÉ/INSTRUMENTATION
AUTOMATISME
Déplacements à prévoir.
Env. C.V. et photo à :
P.S.I. - G.E.S.

1 bis, cité Paradis, 75010 Paris.

SME rech. pour études
nouveau produit
CHIEF DE PROJET
4 à 5 ans d'expér. en études
matériel téléphonique
HARD et SOFT
INGÉNIEUR

2 à 3 ans d'expérience en
concept. créat. à la demande
CMOS.
INGÉNIEUR
Débutant, format. électronique.
Env. CV à : SME
Vill. Melbary.

88, r. Didot, 75014 Paris.

Sté de distribution Matériel
thermique et climatique d'en-
semble. Recrutement de cal-
cul. humidificateurs et déshu-
midificateurs.
Expérience de quelques années
nécessaire.

BTS Froid et climatisation
souhaité.
Rémunération fixe +
commissions.
Poste à pourvoir imméd.

Adi. CV + photo et prêt. à
Pierre LICHOU S.A.
s/réf. 4188.
12, rue du Président-Carnot,
69002 LYON qui transmettra.

Jeune Juriste HF

Importante société internationale recherche au sein de son
siège social à Paris, un

Venant compléter l'équipe de juristes et de fiscalistes internationaux,
il sera chargé :

- du suivi juridique des filiales du Groupe implantées en France et à l'étranger,
- de la rédaction des contrats et accords commerciaux signés par l'entreprise,
- de l'assistance juridique aux directeurs de projet.

Ce poste s'adresse à un jeune juriste diplômé de 3^{ème} cycle, familiarisé avec le monde du travail et des affaires à travers une première expérience professionnelle réussie ou des stages significatifs. Cette fonction exige naturellement des qualités de rigueur, le sens des contacts humains et une grande disponibilité liée aux nombreuses missions à l'étranger. Votre anglais est impérativement opérationnel, espagnol souhaité. Rémunération et évolution motivantes au sein d'un groupe dynamique.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions, sous réf. 4946 à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames 75009 Paris, qui transmettra.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE
l'un des leaders mondiaux dans son domaine
(biens d'équipements, matériel de transports)
recherche

**INGÉNIEUR
CHARGE
D'AFFAIRES**

Sous l'autorité d'un Directeur de département, il aura en charge, en liaison avec les établissements industriels, la responsabilité commerciale et le suivi administratif, financier et technique d'affaires sur les marchés français ou étrangers. Le candidat retenu sera de formation INGÉNIEUR, ayant déjà l'expérience de la gestion ou direction de projets importants nécessitant en outre de multiples disciplines et partenariats. Une expérience industrielle dans les domaines mécanique, électrique et électronique est indispensable, ainsi qu'une bonne connaissance de l'anglais. Une formation complémentaire en gestion sera un atout supplémentaire. Des déplacements en France à l'étranger sont à prévoir.
Ecrire avec C.V. et photo, sous réf. 16462 à CONTEXTE PUBLIQUE 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris, cedex 01 qui transmettra.

GRUPE INTERNATIONAL implanté dans 40 pays
(effectif : 38.000 personnes)
recherche pour son service central d'audit interne (15 personnes)

**1 AUDITEUR CONFIRMÉ
et
1 AUDITEUR DEBUTANT**

• L'auditeur confirmé (H ou F) devra posséder une expérience professionnelle d'au moins 3 ans dans l'Audit (interne ou externe)
Après quelques mois il devra assurer :

- la supervision de missions courantes
- la prise en charge directe de missions plus difficiles.

Il aura un rôle d'encadrement et de formation vis à vis des auditeurs les plus jeunes et participera à la définition de la politique de l'audit.

• L'auditeur débutant (H/F) aura de préférence une expérience professionnelle même courte (1 ou 2 ans) et devra avoir une réelle motivation pour ce métier auquel il sera formé dans le service.

Les candidats parlent plusieurs langues, ils sont diplômés d'une grande école de gestion Paris/ Province (Sciences Po, HEC, ESSEC, Sup de Col) ou son équivalent étranger.

Ces postes basés à PARIS, impliquent des déplacements fréquents et prolongés (2 à 4 semaines) en France et à l'étranger.
Envoyer CV et photo - lettre manuscrite avec prétentions sous réf. 1368 à
LEVI TOURNAY/ASSICOM - 31, Bd Bonne Nouvelle 75003 Paris
Cedex 02 - qui transmettra

**DE JEUNES
ANALYSTES FINANCIERS
A VOCATION COMMERCIALE**

D.E.C.S. ou maîtrise exigée.

Assistants du Responsable Régional, ils assureront :

- l'analyse comptable et financière,
- le contact avec la clientèle P.M.E.,
- l'administration du bureau régional.

L'organisation largement décentralisée suppose autonomie et sens des responsabilités.

Possibilités d'évolution.
Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 9531 à
VALENS CONSEIL - BP 359 - 75064 PARIS Cedex 02.

ingénieur d'études

IBM
Paris. Cette grande banque d'affaires française vient d'élaborer un vaste plan informatique à 5 ans qui met en œuvre des ressources puissantes et un réseau très important de niveau national et international, avec des matériels hétérogènes à coloration IBM (1100 terminaux, messagerie électronique...). Elle recherche un ingénieur d'études et de développement pour ses applications de télétraitement.

Dépendant du Responsable des Télécommunications et dans le cadre d'une équipe jeune et dynamique, il doit, à partir des besoins exprimés par les Directions de la Banque, mener les études d'applications Télécommunications (transferts de fichiers, messageries...), en assurer la suivi, choisir les produits (matériels et logiciels) et les mettre en place. Il propose, conçoit et réalise des projets nouveaux et met en œuvre tous les moyens permettant une évolution des télécommunications.

Le candidat, de formation ingénieur ou universitaire et de fort potentiel, possède des qualités de concepteur. Il est motivé pour les techniques Réseaux et il connaît IBM. L'expérience de CICS est souhaitée.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions sous référence P068/M à
B. Beaunoir, Sema-Sélection: Centre Mura 18/18, rue Barbès
92126 MONTROUGE.

sema selection

Nous sommes
L'UN DES PREMIERS CABINETS D'AUDIT
correspondant en France d'un des "Big Eight"

Nous recherchons pour nos :

BUREAUX DE PARIS, LYON, LILLE

auditeurs chefs de mission

Vous êtes diplômé de l'Enseignement Supérieur.
Vous avez 3 à 4 années d'expérience de révision comptable et de bonnes connaissances de l'Anglais.

Nous vous offrons :

- une formation complémentaire aux techniques d'Audit les plus avancées,
- une rémunération attractive,
- des possibilités diversifiées d'évolution de carrière dans un Cabinet en pleine expansion.

Déplacements à prévoir.
Envoyer C.V. et prétentions à
Christine Schwarz
56, rue de Pontieu - 75008 Paris

FRANCE 2000

Le Monde
ECONOMIE

La tentation de l'immobile

Le monde change, l'Europe vieillit,
la France rêve.
Comment devenir des « professionnels » ?

S'INTERROGER sur la France en l'an 2000, c'est d'abord définir la crise subie par les pays industrialisés et par contrepartie par les nations en développement - depuis une décennie. Or si l'on veut résumer les extraits d'un rapport que va publier le Commissariat du Plan, à la demande du premier ministre, sous le titre « Faire gagner la France », on peut écrire que les difficultés actuelles ne tiennent pas tant à une « panne de croissance » qu'à un « changement de monde ».

Le ralentissement de la croissance depuis 1974 a certes réduit la part supplémentaire de richesses produites à partager chaque année. Il a aussi entraîné - en l'absence d'un changement des attitudes à l'égard du travail et des revenus - une très forte extension du chômage. Mais, depuis le premier choc pétrolier, la richesse nationale n'en a pas moins progressé de 30 %, le parc automobile d'autant ; les dépenses de santé ont augmenté de 90 % et celles engagées dans les loisirs de 65 %. Autant dire que le retour aux dernières années de l'« âge d'or » (au début de la décennie 70) serait insupportable à la plupart des Français.

Si seuls les facteurs de la croissance étaient en cause, il n'y aurait d'ailleurs guère de raison de s'inquiéter. Abondance de ressources en main-d'œuvre, absence de contrainte majeure sur les ressources naturelles, dynamisme de la demande et de progrès technique, robustesse de l'échange international sont autant de facteurs qui militent plutôt, sauf en cas de rupture (voir encadré), en faveur d'un certain optimisme quant aux potentialités globales de l'expansion.

Le ralentissement de la croissance mondiale résulte pour une large part de la défaillance des systèmes de régulation internationale et interne aux différents pays. Un renforcement de la concertation entre les nations pourrait alors donner naissance à un scénario de « réajustement coordonné ».

« Il paraît raisonnable, dit le rapport, de considérer qu'une croissance mondiale de l'ordre de 3 à 3,5 % est possible dans les dix

prochaines années », même si les espoirs sont différents selon que l'on est en Asie, en Europe ou aux Etats-Unis. Les craintes actuelles tiennent aussi au fait que la crise résulte de l'« émergence d'une nouvelle culture ». Le problème posé n'est alors pas seulement mécanique, mais culturel. « La machine sociale ne manque pas d'huile, mais d'intelligence, de l'intelligence du monde qui naît. »

Quatre mutations

Cette révolution de l'intelligence a pour source un changement de système technique qui recouvre quatre grandes mutations interdépendantes, mais diverses par leur état d'avancement et leur vitesse d'évolution. L'électronique, dont la miniaturisation entraîne des progrès rapides dans l'informatique, les télécommunications, l'automatisation, la conception des produits industriels et la bureautique. Facteur déterminant de la compétitivité, elle va bouleverser l'organisation du travail.

Les biotechnologies, dont l'évolution est moins avancée, vont, avec les manipulations génétiques, « ouvrir de larges perspectives aux techniques sanitaires préventives et thérapeutiques, mais posent aussi des questions morales, éthiques et sociopolitiques d'une gravité sans précédent ». Les matériaux nouveaux vont remettre en cause la conception de nombreux produits industriels. Enfin, deux chocs pétroliers ont relancé les efforts de recherche en matière d'énergie.

Or, face à cette « nouvelle culture » technique qui nécessitera des changements rapides, une adaptation permanente, qu'est-ce qui caractérise l'Europe et, avec elle, la France ? Tout d'abord, le vieillissement d'une population déclinante. En 1982, l'Europe occidentale représentait 9 % de la population mondiale ; en 2000, elle en représentera 7 %. En 1950, le pays d'Europe le plus peuplé - le Royaume-Uni - était au neuvième rang mondial ; en 2025, ce sera la France avec 58 millions d'habitants, mais au dix-septième rang mondial.

C'est ensuite un certain sous-développement technologique : selon un rapport de 1983, sur trente-sept technologies d'avenir, les Etats-Unis étaient en position favorable dans trente et un cas, le Japon dans neuf cas, et l'Europe dans deux domaines seulement : la production de logiciels et la commutation électronique.

Autre exemple : le premier fabricant européen de circuits intégrés est au quinzième rang mondial, et le premier français à la vingtième place. Quant aux sciences nouvelles de la vie, elles sont dominées, là encore, par

les laboratoires américains (ingénierie génétique) ou japonais (ingénierie enzymatique).

Aussi le Plan ne cache-t-il pas que « la menace que la France et d'autres pays européens se retrouvent durablement en deuxième division sur le plan technologique se profile en l'an 2000 ». D'autant que le modèle européen - plus « solidaire » - comporte bien des rigidités : fragmentation des marchés, formation et recherche qui ne sont pas forcément orientées vers les applications économiques.

Cette modernisation des activités productives - les structures tayloriennes devraient éclater progressivement et laisser la place à des organisations moins hiérarchisées, décentralisées - se heurte en outre à d'importants facteurs d'inertie, et d'abord à « cette quete de l'immobile » qui est partout : à l'école, où la vérité scientifique est censée être immuable ; dans l'entreprise, où seule la loi peut faire varier les droits acquis ; dans la vie, où le rêve de devenir propriétaire - de se « fixer » - reste majoritaire. Pour ce qui est de la France, origine paysanne et modèle taylorien d'industrialisation expliquent une attitude que le Plan qualifie de « légitime et sympathique », mais qui a « le défaut d'être incompatible avec l'économie qui naît de la troisième révolution industrielle ».

socio corporatiste notamment), ou plus vraisemblablement latent, comme l'a été la société française défendant son identité agricole et retardant d'autant son industrialisation pendant un demi-siècle.

« Le secteur public administratif (serait) protégé dans ses emplois, le petit commerce protégé dans son activité, la vieille industrie traditionnelle, protégée dans sa survie. »

« Il n'y aurait pas de soubresaut brutal, ni de système violent. La France aurait l'impression de rester ce qu'elle est, de protéger ses valeurs et ses enfants. En réalité, elle protégerait ses mythes et ses vœux. »

Reconstruction

Toutefois le pire n'est pas toujours sûr. Et les experts du Plan ne désespèrent pas que « la crise des modes de régulation ne conduise à une reconstruction de la société ». Encore faut-il « une certaine cohésion sociale et un minimum de consensus idéologique ». Faire gagner la France, c'est évidemment s'efforcer de faire triompher ce troisième schéma. Cela nécessite d'abord de rompre avec le pessimisme. Après tout, n'avons-nous pas la certitude d'un saut qualitatif du progrès : extension inconnue des capacités de communication, de dialogue, d'acquisition de connaissances, d'enrichissement culturel ; révolution du travail reléguant les tâches élémentaires et répétitives et favorisant les tâches de responsabilité, d'initiative et de contrôle.

Il faudra aussi devenir des « professionnels », dit le Plan, en cette époque où le concurrent n'habite plus le village d'à côté, mais les bords du Pacifique, de la mer du Nord ou de l'Atlantique. D'où l'importance extrême de la formation d'abord, de la qualité dans la production ensuite.

La possibilité de retrouver une croissance plus élevée - indispensable sinon suffisante pour lutter contre le chômage - passe par une reprise vigoureuse des investissements non seulement productifs, mais aussi immatériels (recherche-développement, formation, logiciels, marketing, etc.). C'est ainsi que « la part de ces derniers dépassera en 1990 la moitié de celle consacrée à l'investissement physique et sera du même ordre de grandeur à l'horizon 2000 ».

Enfin « Faire gagner la France » selon les experts du Plan, c'est aussi résoudre à temps certaines difficultés qui apparaissent inévitables, tel l'avenir du système de retraite. Mais une mutation aussi profonde, une modernisation industrielle aussi rapide - l'an 2000 c'est demain - la société française en est-elle capable ?



De nouveaux chocs

LES ruptures ne se programment pas. La prospective a toujours tendance à extrapoler le présent pour montrer l'avenir, ce qui rend la projection aléatoire. Le plan tente donc de dresser la liste des ruptures « afin d'aider à leur prévention », tout en sachant que le pire n'est pas toujours sûr : « Les prévisions ou prédictions, démenties jusqu'à présent, du club de Rome sur les limites physiques de la croissance et des organismes économiques internationaux au début des années 80 sur la cessation de paiement des pays du tiers-monde surendettés incitent à la prudence. »

La faim et la pauvreté peuvent être une des causes de rupture. Même si l'est reconnu que, faute de moyens de pression économiques, militaires ou politiques, les pays de la faim ne semblent pas à même de se révolter contre l'injustice trop grande de la répartition des richesses dans le monde. En revanche l'addition de niveaux de vie très inférieurs à ceux de l'Occident, de la dynamique démographique et de la détention de positions stratégiques soit sur le plan géopolitique, soit sur celui des ressources en matières premières et en main-d'œuvre, peut déboucher sur de graves crises internes et se répercuter sur les échanges internationaux.

L'endettement des pays en développement est un autre risque de déséquilibre. Malgré l'« heureux précédent » du Mexique, il n'est pas assuré que les conditions techniques de refinancement d'une telle dette seront toujours assurées à l'avenir. Ne serait-ce que parce que des calculs montrent qu'avec une croissance assez rapide de l'économie mondiale (3,8 % l'an) une progression annuelle du revenu par tête de 2 % au Sud engendrerait un doublement de l'encours actuel de la dette d'ici à 1990.

Faim, pauvreté,
endettement du tiers-monde,
déficit des Etats-Unis,
autant de menaces de rupture

Le Plan n'exclut pas non plus - même si ce n'est pas le scénario le plus probable - qu'à la manière de l'OPEP en 1973, du fait de la guerre du Kippour, « un événement aujourd'hui imprévisible conduise à la création d'un cartel de la dette comprenant la moitié de la population mondiale et exigeant du quart développé de celle-ci une ponction au moins égale aux 3 % du PIB que la crise pétrolière a coûté chaque année depuis 1974 à un pays comme la France ».

Protectionnisme

La menace protectionniste est plutôt plus forte, particulièrement si le dollar devait rester à un niveau élevé. Les Etats-Unis pourraient en effet recourir alors à des mesures de limitation des importations à l'égard du Japon et des nouveaux pays industriels d'Asie, voire de l'Europe. Comme les pays évincés du marché américain se reporteraient sur l'Europe, « on pourrait déboucher sur un scénario de restriction contagieuse défavorable à la croissance mondiale, conduisant non à une contraction généralisée des échanges, mais à un relâchement relatif des liens entre l'Amérique, l'Europe et l'Asie ».

Autre déséquilibre majeur - et préoccupant - la divergence entre d'une part le solde négatif américain (le déficit des paiements représentant 3 % du PIB, alors que de

l'après-guerre à 1983 il n'avait jamais dépassé 1 %) et d'autre part l'excédent du Japon et de quelques pays européens. « A court terme, affirme le plan, le risque le plus évident est celui d'une chute brutale et profonde du dollar sous l'effet d'un retournement des anticipations des opérateurs. » Mais on ne peut pas exclure, si le dollar reste à un niveau élevé, que le gouvernement américain ne puisse résister aux pressions protectionnistes des industriels.

Tant bien même ces deux périls seraient-ils évités, « la plupart des scénarios mondiaux à moyen terme aujourd'hui disponibles projettent, dans une hypothèse tendancielle d'atténuation en douceur, le maintien d'un déficit américain voisin de 3 % du PIB ». Cela aurait pour conséquence un endettement cumulé de 700 à 800 milliards de dollars pour les Etats-Unis vers la fin de la décennie, une allocation de l'épargne mondiale peu compatible avec le développement du tiers-monde comme avec les nécessités du redressement européen.

Tels semblent être les principaux risques, puisque la crainte de la décadence précédente sur la disponibilité des matières premières - notamment énergétiques - n'est plus de mise : « Les prévisions actuelles ne font pas apparaître d'incompatibilité physique entre la croissance de la consommation de matières premières et les capacités de production. On ne voit pas non plus se dessiner de nouveaux cartels. »

Si une difficulté majeure devait survenir dans ce domaine de l'approvisionnement en matières premières, son origine serait donc plus probablement politique, les richesses géologiques et minières coïncidant souvent avec des zones stratégiques instables et menacées (Afrique du Sud, Zaïre, golfe Arabo-Persique). Un nouveau choc n'est donc pas complètement impossible.

Cette révolution peut prendre plusieurs voies. Si les régulations sociales déclinent, elle peut aboutir à une société écartée et assolidaire, dans laquelle les groupes les plus puissants, les plus créateurs pousseront loin les bénéfices du progrès technologique, et les nouveaux modes de vie qui l'accompagneront. Mais les laissés-pour-compte risquent de se multiplier du fait d'un manque de formation.

Les experts du Plan n'excluent pas non plus un blocage de la société, qu'il soit explosif (explo-

CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET MÉTIERS
Département Economie et Gestion
FORMATION SPÉCIALISÉE EN GESTION FINANCIÈRE
● Cycle de formation supérieure hors temps ouvrable (deux soirées par semaine) comprenant les cours de :
- Diagnostic financier
- Politique financière
- Evaluation et opérations
- Gestion de capital
- Applications informatiques en gestion financière
- Principaux circuits de financement des entreprises
- Relations banques-entreprise
- Stratégie financière.
● Réservée aux cadres d'entreprise titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur (niveau maîtrise ou grandes écoles)
Durée : 125 heures
Début des cours : le 4 novembre 1985
Dossiers de candidature et brochure détaillée :
CHAIRE DE FONCTION FINANCIÈRE ET COMPTABLE DES ENTREPRISES
2, rue Conté, 75003 PARIS
Téléphone : 278-96-58
271-24-14, poste 505

FRANCE 2000

Une société émietlée

Le risque d'une coupure
entre une « couche moyenne » de Français
et une « classe d'exclus ».
Une conscience collective incertaine.

La manière dont nous vivrons en l'an 2000 ne dépendra pas seulement des données économiques ou de l'environnement international : l'avenir de la France repose aussi sur l'image que s'en font les Français, remarque le rapport du Plan. Or cette image est très floue : « la conscience commune est marquée par une incertitude grandissante ».

La plupart des jeunes ont perdu les repères qui balisaient les trajectoires de leurs parents. Et les parents eux-mêmes ne savent plus très bien où en sont leurs propres principes devant les progrès des sciences et de la médecine... Qu'on ne s'étonne donc pas de trouver beaucoup de points d'interrogation dans le chapitre du rapport consacré aux modes de vie.

La cohésion de la société française « tend à se dissoudre ou à se transformer », constatent les auteurs. Tous les réseaux traditionnels (Églises, partis, syndicats) sont en perte de vitesse.

A l'horizon 2000, les experts du Plan prévoient un plus grand

émiettement de la société française. Il y aurait 24 millions de foyers (contre 20 millions aujourd'hui), mais 30 % seraient constitués de couples et 30 % de personnes vivant seules. Les ménages de cinq personnes ou plus deviendraient très rares.

Solitude

On s'étend à « une extension de la polygamie successive » (maintien de la vie en couple, mais avec changement de conjoint) et à une banalisation accrue du divorce. Deux facteurs au moins y incitent. D'abord le développement de l'activité professionnelle des femmes, qui les rend plus indépendantes. Puis l'allongement de la durée de la vie, qui accroît d'autant la vie conjugale : à la fin de ce siècle, deux personnes qui se seraient mariées à vingt ans pourraient « vieillir ensemble » pendant une soixantaine d'années.

Le nombre des femmes divorcées ou séparées élevant seules leurs enfants a augmenté de 45 % entre 1975 et 1982. Cette soli-

tude, peut-être provisoire (entre deux périodes de vie commune), risque de s'accroître dans les années à venir, estime le Plan. De même que risque de grandir la solitude — durable celle-là — des personnes âgées. Ne vivent-elles pas de moins en moins dans leur famille ? Paradoxalement, la menace de solitude augmente dans une société où les moyens de communication ne cessent de se développer.

Certaines zones urbaines réunissent aujourd'hui « des populations qui n'ont en commun que d'être handicapées socialement », comme les chômeurs ou les immigrés. Va-t-on laisser se développer ces « espaces de relégation » qui se distingueraient de plus en plus des beaux quartiers ? Ou « créer les conditions d'une répartition

plus harmonieuse des populations et des emplois » ? Les deux scénarios sont envisageables, estiment les experts du Plan, qui ne tranchent pas.

On aimerait en savoir plus sur les conséquences de l'installation en France de plusieurs millions d'étrangers appartenant pour la plupart à une autre culture. Les auteurs se contentent surtout de préconiser une troisième voie, qui ne serait ni le rapatriement des immigrés ni leur assimilation pure et simple : « des politiques d'insertion consistant à rechercher les conditions d'une coexistence plus harmonieuse entre Français de souche et résidents d'origine maghrébine, en préservant les particularismes culturels de ces derniers ».

La France de l'an 2000 sera-t-elle un peu plus homogène, un peu moins inégalitaire qu'aujourd'hui ? Rien n'est moins sûr. Si les écarts entre les salaires n'ont cessé de diminuer depuis 1967, cette tendance peut s'inverser dans les quinze prochaines années, à cause d'une limitation des dépenses de transfert et d'une diminution de l'intervention de l'Etat.

Inégalités

« A l'horizon 2000, affirme le Plan, le risque majeur est celui d'un clivage croissant entre une couche moyenne et une classe d'exclus, enfermés dans un cumul d'inégalités ». Et c'est une frange grandissante de la population qui pourrait s'en trouver précarisée, à la fois par les effets du divorce (nécessité de trouver deux logements, budgets alourdis) et par l'extension du chômage de longue durée.

Il n'est pas sûr non plus, selon les auteurs, que les inégalités socioculturelles aillent en se réduisant. Derrière les taux — croissants — de scolarisation, on

voit déjà apparaître de nouveaux clivages, une consolidation et un resserrement des élites. « La maîtrise du savoir et de l'information sera vraisemblablement un facteur de différenciation crucial dans les quinze prochaines années ». Or des exigences de qualification de plus en plus sévères risquent de restreindre le nombre des individus qui accéderont à la maîtrise d'ensemble des processus techniques et économiques.

Les inégalités préoccupent-elles vraiment les Français ? Aujourd'hui, « la revendication d'égalité semble avoir fait place au droit à la différence », soulignent les experts du Plan, en notant le repli sur soi et le corporatisme.

« Rien n'est joué », affirment-ils pourtant. L'épanouissement de l'individu ne contredit pas les formes collectives du bien-être social. « Liberté individuelle et organisation collective seront, comme par le passé, la clé du succès de la France de l'an 2000 ». Simple souhait ou ébauche de prévision ?

Maison individuelle et vidéotex

Pas de bouleversement
des habitudes de consommation.

S'il est un objet sur lequel les quatre qui seront manipulés quotidiennement à la fin du siècle n'existent pas encore, les principes technologiques en sont déjà connus. Il serait en outre exagéré de penser que l'évolution technologique bouleversera les grandes tendances de la consommation. C'est du moins ce qui résulte de l'observation des fonctions de consommation sur une période de vingt-cinq ans incluant aussi bien l'âge d'or de la croissance française que la rupture de la crise.

Partant de cette hypothèse, les projections à l'horizon 2000 réalisées par l'INSEE à la demande du commissariat du Plan permettent de souligner quelques tendances principales. La fonction alimentaire est proche de la saturation, mais les produits alimentaires seront renouvelés par le progrès des technologies, des techniques de conditionnement et de conservation.

En ce qui concerne l'équipement des logements, la tendance récente à la saturation peut être bouleversée par les innovations technologiques (vidéotex, four à micro-ondes, etc.). Les attitudes à l'égard du logement sont d'ailleurs en pleine transformation, avec

l'accroissement des ménages qui vivent en « individuel » (ferme ou maison) par rapport à ceux qui vivent en « collectif » (ensemble de deux logements ou plus).

La demande accrue d'informations et de communications semble ébranler la transformation majeure des modes de vie. Les fonctions « différenciantes » (santé, culture, loisir, connaissance et expression personnelle) devraient devenir les nouveaux vecteurs du changement des consommations. L'évolution est déjà sensible dans le domaine audiovisuel.

Enfin, le Plan s'interroge sur la part future des consommations collectives : privatisation éventuelle de la protection sociale malade, introduction possible dans le secteur marchand de l'éducation, retour vers l'équilibre d'exploitation des transports collectifs par augmentation des tarifs, etc. Les ménages paieraient moins d'impôts mais en contrepartie ils auraient à faire face à un montant plus élevé de consommation marchande.

Un tel système serait-il plus efficace ? Plus inégalitaire ? Le plan ne tire pas de conclusions : « Il est clair que ce choix n'est pas d'ordre économique. »

LA SANTÉ EN FLÈCHE

(en pourcentage du budget des ménages)

	1963	1973	1984	2000 (1)	2000 (2)
Alimentation	30,5	24,5	21,0	18,3	16,3
Habillage	9,5	8,2	6,4	5,7	5,2
Logement	10,9	14,7	16,7	17,8	17,8
Équipement	10,3	18,9	22,2	23,3	24,6
Santé	7,9	10,7	15,7	17,7	19,6
Transport	10,0	12,5	12,3	13,6	13,8
Loisirs	5,8	6,4	7,8	9,1	9,6
Divers	13,1	12,2	10,9	9,3	9,1
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

(*) Hypothèses de croissance en volume de la consommation des ménages : (1) 1,7 % l'an ; (2) 2,9 % l'an.

Le mal des retraites

Les retraités avaient cessé d'être pauvres.
Ils risquent de le redevenir.
A moins d'augmenter les cotisations
et de reculer l'âge de départ.

Pour les retraités, nul doute que les trente années à venir ne changent considérablement le paysage. En plus triste. Une évolution démographique et sociale irréversible mène un système aujourd'hui triomphant à des difficultés certaines. Celles-ci n'en remettent pas en cause les fondements, mais elles contraignent à des adaptations et à des sacrifices. Autrement dit, le mal n'est pas mortel, mais il est sévère et doit être traité à temps.

Réveil brutal au moment où les retraités arrivent à une sorte de point d'orgue — point de rupture ? — après quarante ans d'efforts et de progression, fruit d'un consensus entre les politiques en quête de voix, les retraités, les syndicats de salariés et de patrons. Alors que l'âge s'est longtemps confondu avec la pauvreté, les retraités ont cessé d'être pauvres. La situation peut-elle continuer ?

Le système de retraite par répartition bénéficie aujourd'hui de la conjonction exceptionnelle de trois éléments, qui lui procurent un rendement particulièrement élevé (11 %). C'est-à-dire que 1 franc de cotisation donne droit aujourd'hui à 11 centimes de pension. D'abord, une situation démographique favorable : le rapport entre le nombre des adultes et celui des plus de soixante ans est élevé. Après le « baby-boom »

de l'après-1945, il est supérieur de 30 % à celui d'une population stable, où les générations se renouvellent strictement. Ensuite, de plus en plus de femmes travaillent — et donc cotisent — alors que peu bénéficient de retraites complètes : en moyenne, les retraitées actuelles ont cotisé douze ans. Enfin, parmi les hommes eux-mêmes, certains n'ont encore droit qu'à des retraites partielles, ce qui suffit à compenser la perte de cotisations qu'entraîne aujourd'hui le chômage.

Déséquilibre

Dans les quarante années qui viennent, ces trois avantages vont irrémédiablement disparaître. Le « suréquilibre » entre population adulte et personnes âgées prendra fin à partir de 2005-2010, par suite de l'évolution démographique : même si la fécondité — actuellement de 1,8 enfant par femme — revenait dès demain au taux de renouvellement des générations, l'effet ne s'en ferait pas

sensir avant 2020. Et si l'on reste à 1,8, le déséquilibre persistera au moins jusqu'à 2035, le ratio devenant inférieur de 40 % à celui d'aujourd'hui.

Quelque part entre 2000 et 2020, l'activité féminine arrivera à son plafond, tandis que partiront à l'âge de la retraite des femmes ayant eu de longues carrières — donc des pensions élevées. Enfin, le retard de l'âge d'entrée au travail risque de réduire encore le nombre de cotisants et le volume des cotisations.

Résultat : d'ici à 2005 le « rendement » des régimes de retraite des salariés sera divisé par 1,8 à 2 (selon l'évolution des naissances) et celui de l'ensemble des régimes par 1,5 à 1,8. Évolution inévitable, et non « hypothèse pessimiste », insistent les auteurs. En effet, « si la fécondité stagne au niveau actuel, ou bien si les taux d'activité, après une période d'augmentation, déclinent, ou encore si la mortalité diminue », le rendement des régimes (de retraite) devrait descendre au-dessous de 6 % (taux obtenu dans une population stable). « Dans l'hypothèse optimiste où la fécondité se redresserait dès demain à 2,4 enfants par femme, et où à partir de l'an 2030 un apport de 100 000 travailleurs étrangers serait enregistré chaque année, il faudrait néanmoins augmenter les cotisations de 40 % d'ici à l'an 2030 ou réduire les pensions à due concurrence ».

Quelles peuvent être les conséquences d'une telle situation ? Concrètement, celle-ci signifie que : « Si l'on ne change pas les conditions de départ à la retraite ni les taux de pension, « les taux de cotisation devront être accrus de 50 % à 80 % », sauf à faire appel à l'impôt.

« Si l'on joue seulement sur l'âge de la retraite, « il conviendrait de reculer de sept ou de neuf ans ».

« A l'âge de départ et taux de cotisation inchangés, le taux de la retraite devrait être ramené de 50 % à 33 % (peut-être même 28 %) pour le régime général (des salariés du privé), et de 70 % à 50 % (ou 42 %) pour les régimes spéciaux du secteur public.

« Si l'on joue uniquement sur la revalorisation annuelle des retraites, il faut relever chaque année les pensions de 2 % à 3 % de moins que la hausse des salaires, ce qui entraînerait au bout de vingt ans, à quatre-vingt ans, une perte de 45 % à 60 %. Pour les régimes spéciaux, le retard devrait être de 4 % à 6 % sur les salaires, et la perte serait de 55 % à 70 % pour les octogénaires.

Sombres perspectives ? Sans doute, mais elles n'impliquent de rupture brutale que si l'on n'utilise qu'un seul instrument et non l'ensemble du clavier ou du moins une combinaison de plusieurs facteurs, comme le préconise le docu-

ment, notamment l'âge de la retraite et le taux des cotisations. Ainsi, un report progressif de trois ou quatre ans, sans doute, de l'âge du départ à la retraite réduirait sensiblement les charges.

« L'évolution « ne peut et ne doit » remettre en cause le principe de retraites obligatoires par répartition, assurent « la majeure partie des ressources des personnes âgées ». Cette affirmation résulte d'un choix — ne pas remettre en cause des droits acquis, mais aussi d'un constat : « Ce système a fonctionné et fonctionne aujourd'hui de façon satisfaisante, et l'on voit mal au nom de quel ses fondements seraient contestés ».

Tensions sociales

La difficulté majeure réside dans la mise en œuvre des adaptations. Il faut en effet prendre le virage rapidement, au plus tard avant l'an 2000, la politique de redressement jouant au départ à la marge et ayant de plein effet qu'un bout de dix ou vingt ans. Or la crise complique la tâche du gouvernement et des partenaires sociaux qui gèrent les régimes de retraite. Si une reprise économique n'apporte qu'un « répit provisoire », elle donne un délai : d'ici à l'an 2000, « une augmentation de 10 % en francs constants du taux de cotisation suffirait à préserver l'équilibre », tandis que, avec le taux actuel de chômage, il faudrait « augmenter les cotisations de 20 % ou reculer l'âge de la retraite de trois ans ».

Surtout, la croissance ferait passer plus facilement les mesures nécessaires. Dans le cas contraire, « il est difficile de penser » que les actifs accepteraient un transfert plus important de ressources vers les retraités — qui n'empêcherait pas forcément une dégradation de la situation individuelle des personnes âgées. Il faudrait, selon les auteurs, que le transfert soit proportionnel à l'augmentation du nombre des retraités.

La persistance de la crise risque ainsi d'aggraver des conflits entre générations pour le partage des maigres fruits d'une faible croissance. Pour les auteurs, ces tensions sociales paraissent aussi redoutables que les difficultés financières.

Aussi certaines réformes leur paraissent-elles nécessaires rapidement pour maintenir le système. D'une part, une harmonisation des cotisations et des conditions de départ à la retraite, réduisant les avantages accordés à certaines professions et à certaines catégories. D'autre part, un meilleur usage de la capitalisation, de façon à aider la croissance.

Beaucoup de Français épargnent déjà pour préparer leur retraite, mais cette épargne va surtout vers l'immobilier ou les obligations. Il faudrait, selon l'étude du Plan, l'orienter davantage vers des investissements productifs : « Pour que les systèmes de répartition fonctionnent correctement dans vingt ou trente ans, il faut des hommes qui travaillent, mais aussi des machines sur lesquelles travailler. » Une gestion collective de l'épargne en vue de la retraite peut faciliter une telle réorientation.

SOLDES EXCEPTIONNELS

sur les derniers modèles 85

- 2 505 SR Diesel Turbo (GRIS FUME)
- 2 505 GTI (BLANCHE, GRIS FUME)
- 1 305 GTX (GRIS WINCHESTER)
- 1 305 GLD (BLEU MAGELLAN)
- 2 Cabriolets SAMBA (BLANC, GRIS LUNAIRE)

PEUGEOT-TALBOT NEUBAUER

M. GERARD 821.60.21

227, bd. Anatole-France ST-DENIS Métro : Mairie de St-Ouen

Dans le cadre de sa collection

« ANALYSES DE SECTEURS »

le groupe DAFSA KOMPASS vient de publier une étude sur :

LA BONNETERIE

L'industrie de la bonneterie, bien qu'ayant la même finalité que l'industrie de l'habillement, comporte des caractéristiques économiques et financières qui la rapprochent plutôt de l'industrie textile. C'est un secteur à fort taux de valeur ajoutée (Valeur Ajoutée/Ventes = 45,9 %) et à un taux de marge élevé (Excédent Brut d'Exploitation/Valeur Ajoutée = 21,3 %), alors que le taux d'investissement reste limité (Investissements/Valeur Ajoutée = 4,2 %).

La bonneterie française réalise un cinquième des ventes européennes de maille. La France est le quatrième exportateur européen et le deuxième importateur. Depuis 1979, la bonneterie est devenue dépendante de façon croissante des approvisionnements extérieurs pour des raisons de coûts et de choix. C'est ainsi que les bonnetiers sont maintenant peu intégrés vers l'import.

Dans un secteur textile-habillement très affecté par les difficultés économiques, la bonneterie a connu depuis quelques années un développement favorable, en particulier sur certains créneaux.

Parmi les différents sous-secteurs de la bonneterie, les autres vêtements de dessus et les articles chaussants connaissent l'évolution la plus favorable, les premiers en raison des phénomènes de mode avec le développement du sportswear et dans une moindre mesure du vêtement enfant, les seconds grâce aux changements d'habitudes vestimentaires et à une demande renforcée par un effort publicitaire important. Le secteur des pull-overs souffre d'une forte pénétration étrangère, celle des sous-vêtements d'une demande insuffisante.

La bonneterie est fortement déficitaire en termes de balance commerciale, bien que l'on constate une amélioration du taux de couverture en 1983 grâce aux effets bénéfiques du troisième accord Multifibres.

Actuellement, on observe une restructuration dans l'utilisation des canaux de distribution pour les bonnetiers : utilisation de la grande distribution par le biais de produits sans marques, développement de boutiques franchisées pour les marques prestigieuses.

Les entreprises de la bonneterie se caractérisent par leur taille moyenne (environ 105 salariés), une faible concentration-diversification-intégration. Ces entreprises sont surtout à capital familial et on constate une faible pénétration des capitaux étrangers.

Les entreprises retenues dans l'échantillon ont des effectifs supérieurs à 500 personnes. Ces entreprises se manifestent par les principales par leur dynamisme, concrétisé par une introduction en Bourse généralement réussie (Purcon, Petit Bateau Valton, Le Bourget, Doudou, Rouleau Guichard, Kindy Bloquer, Clavon...).

On constate de façon générale une nette amélioration des résultats lors des derniers exercices et une très grande sensibilité de ces résultats à l'activité de l'entreprise. Parmi les sociétés étudiées, celles obtenant les plus brillantes performances ont mené une politique dynamique d'un point de vue commercial.

Cette étude est disponible à DAFSA
7, rue Bergère, 75009 Paris, tél. : (1) 233-21-23.

FRANCE 2000

Gagner le pari de l'intelligence

Avoir, comme au Japon
80 % de bacheliers
au lieu de 37 % actuellement

Pour réussir sa modernisation, la France doit impérativement gagner le pari de l'intelligence. La richesse des traditions lui en donne les moyens, si elle décide d'investir massivement dans l'éducation et la formation. Dans ce domaine son retard est lourd, tant du point de vue quantitatif que du point de vue qualitatif.

L'objectif fixé de porter de 37 % à 80 % en l'an 2000 la proportion d'une génération atteignant le niveau du baccalauréat - chiffre déjà atteint actuellement au Japon - est révélateur d'une indispensable prise de conscience à cet égard. Mais les besoins diffèrent en fait à chaque étape de la formation.

A la base, une solide formation générale doit être ancrée dans les traditions culturelles. Pour sa part, la formation professionnelle, pour être efficace, doit être partiellement intégrée à la formation initiale sous forme de séquences alternant pratique et théorie. Pour mieux s'adapter aux mutations à venir, son contenu doit être redéfini dans le sens de la polyvalence et son niveau accru. Quant à la formation continue, c'est une exigence impérative qui doit être reconnue. La preuve en est que les entreprises les plus dynamiques y consacrent souvent plus de 10 % de leur masse salariale.

Sur le plan qualitatif, des évolutions sont plus indispensables encore. En effet, mis à part le secteur des technologies nouvelles pour lequel des formations spécifiques peuvent être définies, il est impossible de fonder aujourd'hui une planification des formations sur des prévisions suffisamment précises des besoins d'emplois à moyen terme, tant sont inattendues les conséquences des bouleversements en cours ou à venir. Ces bouleversements dépendent d'ailleurs pour une part des qualifications disponibles elles-mêmes.

Avec la production

Il convient donc de perfectionner les outils de prévision sur l'évolution de l'emploi et les formes de travail, mais aussi de développer les relations du système éducatif avec le monde de la production. En contrepoint, ce dernier doit transformer l'organisation du travail afin de valoriser les qualifications de départ et de mobiliser les ressources humaines. L'opposition entre culture classique et culture scientifique et

technique doit cesser d'être entretenue. Pour que la technique devienne une composante fondamentale de toute la culture sans pour autant l'envahir, il faut réorganiser les filières en fonction d'autres critères. Des formations non plus « générales » ou « techniques », mais correspondant chacune à un domaine d'activité distinct et cohérent, se donneront pour objectif de former des jeunes actifs, imaginatifs, capables de penser.

Le fonctionnement actuel du système éducatif associe les sections techniques à l'idée d'échec et de relégation sociale. Les efforts tentés par l'éducation nationale pour modifier la hiérarchie des filières se heurtent notamment au comportement des parents d'élèves les plus cultivés. L'échec scolaire et l'orientation négative sont des fléaux à combattre en priorité en tant que facteurs de reproduction des inégalités sociales, mais aussi parce qu'il est dérisoire de prétendre ensuite valoriser la qualification de jeunes qui entrent dans leur avenir à reculons.

Ces mutations du système éducatif exigent une modification des comportements humains et ne résulteront pas de simples réformes administratives. Mais quelques changements institutionnels peuvent les encourager : décentralisation de l'école, diversification des pratiques, innovation et recherche pédagogique conduites en coopération avec les enseignants du terrain.

Une nouvelle culture

Au-delà, une nouvelle culture devra introduire la mobilité dans le métier d'enseignant (mobilité des connaissances transmises, mobilité des enseignants eux-mêmes). Faute d'une telle mutation, l'incompatibilité radicale entre une institution - l'école - conçue pour reproduire un savoir, et une société en perpétuel mouvement menacera d'exploser.

L'entreprise devra, elle aussi, bouleverser sa conception de la formation permanente. D'abord en cessant de l'utiliser à des usages étrangers aux besoins de l'entreprise pour en faire un impératif économique absolu, au même titre que l'investissement ou la recherche. Mais aussi en y associant des moyens financiers considérablement plus importants.

Les services contre le chômage

Pour qu'il n'y ait pas de fatalité du chômage, il faudrait mettre en œuvre « des efforts extrêmement importants (...) si l'on veut avoir quelque chance d'inverser la tendance ». Les hypothèses retenues, « extrêmement ambitieuses », qui conjuguent l'investissement industriel, l'aménagement et la réduction du temps de travail, supposent « une transformation profonde, concentrée sur une période très courte, des comportements et des mécanismes que la société française est probablement incapable d'assumer aussi brutalement ».

Ces réserves de taille formulées, l'exercice de prospective conduit, selon un scénario très favorable, à une stabilisation du chômage dès 1986 qui reviendrait, en 1988, à son niveau de 1983. L'emploi croîtrait ensuite de 400 000 par an jusqu'en 1994, puis de 235 000 par an jusqu'en 2000, le chômage étant ainsi ramené à un taux de 7,2 % par rapport à la population active avec 2 001 000 demandeurs d'emploi. Le tout s'accompagnerait d'un aménagement et d'une réduction « multiforme » du temps de

Un scénario volontariste :
deux millions de chômeurs
et les trente heures
par semaine
à la fin du siècle

travail, y compris le développement du travail à temps partiel, qui entraînerait une diminution de 2 % l'an jusqu'en 1989, de 2,5 % l'an jusqu'en 1995 et de 0,4 % ensuite.

En 1988, les trente-cinq heures hebdomadaires seraient atteintes et, en 1994, les trente heures, grâce à une grande prudence sur la question sensible de la compensation salariale, en favorisant la négociation décentralisée et en augmentant la durée d'utilisation des équipements industriels.

Très volontariste, donc, le raisonnement ne manque pourtant pas d'intérêt, quand il

sert à mettre en évidence les tendances du marché du travail et ses potentialités, parfois considérables, dans le domaine des services. L'évolution consisterait à faire travailler plus les machines et moins les hommes, pour l'industrie. On assisterait également à un déplacement de la structure de production vers les secteurs à faible productivité. Les services, qui joueraient un rôle de plus en plus grand, seraient les seuls créateurs d'emploi et, à l'exemple de l'économie américaine, favoriseraient l'aménagement du temps de travail et le mouvement d'embauche.

Le « potentiel d'activité et de création d'emplois reste inexploité ou insuffisamment exploité », est-il observé. De nouveaux besoins devront être satisfaits qui offriront des possibilités en termes d'emploi, est-il précisé, en citant la garde des jeunes enfants, les services rendus aux personnes âgées ou, encore, « l'absence de produit » pour le tourisme de courte période, en plein développement. Mais, pour autant, ces évolutions majeures et nécessaires peuvent-elles intervenir à échéance rapide ?

Disposer de plusieurs compétences

Effondrement des schémas tayloriens
recul des ouvriers qualifiés
essor des techniciens

EVALUÉE en chiffres, la conséquence de l'introduction des nouvelles technologies dans les secteurs productifs aurait de quoi donner le vertige. En 1990, environ 6,5 millions des postes de travail utiliseraient directement des matériels informatiques contre 2,6 millions - et 12 % des emplois - en 1985.

D'ici à la fin du siècle, tous les domaines seront touchés par l'informatique, que ce soit par la bureautique ou par la production. Tous les emplois de bureau seront équipés en outils informatisés et, dans l'industrie, la conception assistée par ordinateur sera aussi répandue que l'est, aujourd'hui, l'informatique dans la comptabilité.

Les qualifications des salariés en seront modifiées mais peut-être moins fondamentalement qu'on ne l'imagine. On assistera plutôt à un glissement rapide, estiment les

experts. S'accordant pour admettre qu'il n'y a pas, « en dernière instance, de déterminisme technologique », ceux-ci reconnaissent même que cela dépendra de la diffusion des nouvelles technologies et de l'organisation du travail qui en découlera.

Selon le schéma le plus prévisible, l'évolution devrait cependant entraîner un « effondrement des schémas tayloriens ». Pourvu qu'il y ait une réflexion préalable pour accompagner l'introduction des nouvelles technologies, il se produirait un « double mouvement de déqualification-requalification », avec, cette fois, une « chance particulière pour la requalification ».

Globalement, les tendances actuellement observées devraient s'accroître et être confirmées. On s'orientera vers la suppression d'emplois d'OS, qui ne représenteront plus que 15 % à 20 % de l'ensemble en l'an 2000, contre 36 % en 1975. Les emplois de services se développeront et le déclin des professions indépendantes, qui paraît enrayé, pourrait se transformer en progression avec l'apparition des entrepreneurs indépendants spécialisés dans les services.

La catégorie des employés dépassera celle des ouvriers numériquement, et toutes deux se caractériseront par des qualifications accrues. Enfin, les professions intermédiaires et les cadres enregistreront une croissance des effectifs.

Du métier à l'emploi

En fait, le déplacement s'effectuera du métier vers l'emploi fonctionnel. Dans les activités de production, ce changement profond aboutira, selon l'expression des spécialistes, à une « transvalorisation des compétences », le rapport à la machine étant fondé sur les principes de l'« interactivité ». Le recul sensible de l'emploi d'ouvrier qualifié de fabrication, « figure type de l'industrie et du syndicalisme d'après-guerre », de même que celui de l'agent de maîtrise devraient être compensés, dans l'industrie manufacturière, par la multiplication des emplois dits de « maintenance ».

Faisant appel à la « polyvalence », l'industrie aura besoin de techniciens qui deviendront la « catégorie type », ouverte aux ouvriers qualifiés. Il faudra des surveillants-opérateurs, des ouvriers de maintenance capables de réaliser différentes interventions. Le travail d'équipe, faisant appel à plusieurs compétences, se développera, en liaison avec les services des mé-

thodes et très certainement avec la recherche et les essais.

Dans les activités de services, là aussi, l'évolution se fera vers une « professionnalisation » plus prononcée, où l'on privilégiera les « profils de fonction ». Une adaptabilité sera davantage demandée. L'oo constatera une responsabilité accrue des salariés traitant une information devenue « transparente », ce qui devrait modifier le rôle de la hiérarchie et favoriser, également, le travail en équipe.

Les ouvriers du bâtiment et des travaux publics seront entraînés dans ce mouvement et devraient devenir des monteurs polyvalents. Il n'y aurait guère que certains emplois du tertiaire, pour le magasinage, les transports ou les services rendus aux particuliers, à ne pas être modifiés.

FISCALITÉ DE L'ENTREPRISE

Marie-Antoinette COUDERT
Dominique GIBRAT
Emmanuel KORNPROBST
Roland WALTER

Un moyen efficace de connaissance approfondie de la fiscalité de l'entreprise.
1985, 546 pages, 190 F.
En vente en librairie

Editions SIREY
diffusion DALLOZ

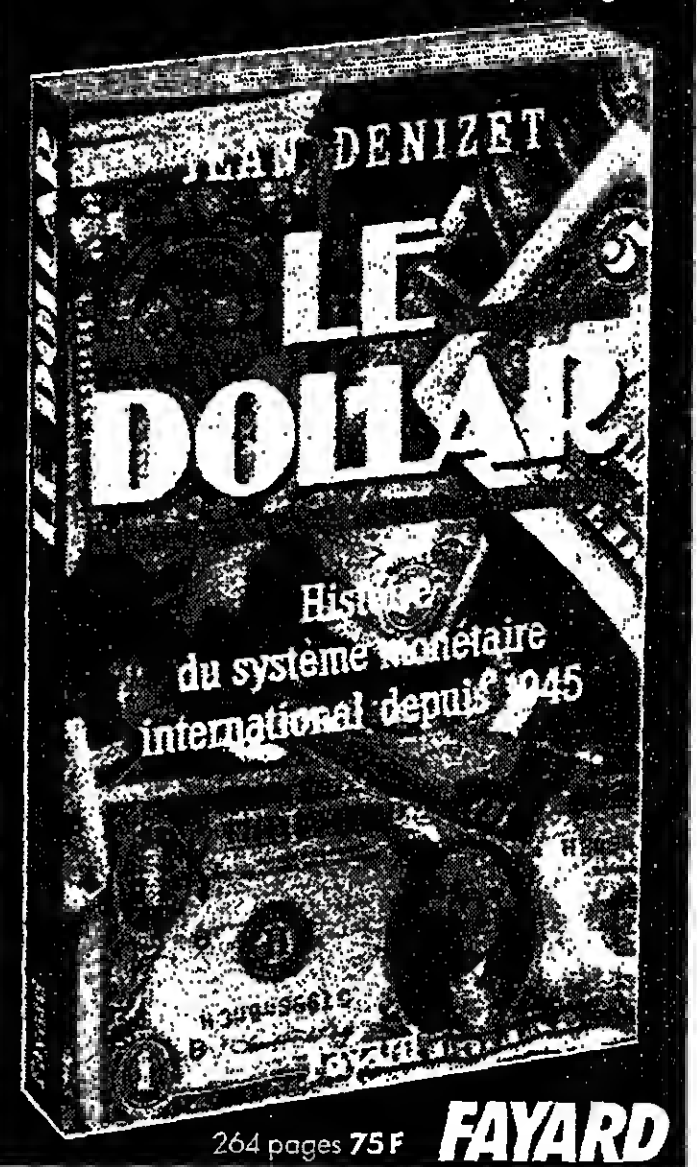


Extraits et Tableaux
des Comptes
Nationaux
1984

L'outil pédagogique qui permet une bonne maîtrise de la Comptabilité nationale et de la macroéconomie.
L'ouvrage, 80 pages, 29 F.
En vente : INSEE, Observatoire économique de Paris, Tour Gamma A, 195, rue de Bercy, 75582 PARIS Cedex 12
INSEE Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques

TOUTES LES CLÉS POUR
DÉCODER ET CLARIFIER
LES RAPPORTS DE FORCE
ET DE DROIT ENTRE LES
GRANDES MONNAIES
DEPUIS QUARANTE ANS
DANS UN RÉCIT DE
JEAN DENIZET

Alain Vernay, Le Figaro.



Faites vos séminaires
dans un Monument
Historique.

584 F. double (171 F. de supplément pour une chambre individuelle).
● Petit déjeuner buffet américain.
● 1 salle de réunion.
● 2 pauses café.
● Déjeuner avec boissons et café compris.
● Offre valable du 1/12/85 au 28/2/86, selon disponibilité et réservation préalable, pour un minimum de 10 personnes.
10 place de la République
Paris 75011. Tél. : (1) 355-4434
Téléc. : 210651 Holidinn F.

Découvrez le charme unique d'Holidinn République. L'hôtel idéal pour vos séminaires (hôtel 4 étoiles, salle pouvant contenir 300 personnes, 16 salles de réunion, équipement audiovisuel très complet).
584 F. Ce prix comprend par personne :
● Hébergement en chambre

La rencontre du Paris Historique et du Paris des Affaires.



Holidinn
Paris de la République

USA
LANGUAGE

Prenez
l'accent américain
Programme 85-86
Nouvelle formule d'enseignement
et de communication :
l'anglais tel qu'on le parle
en Amérique.

Début stages intensifs : 16 septembre
Début des cours : 30 septembre.
+ Cours spécialisés :
anglais médical, ateliers de création
en anglais, littérature américaine.

COUNCIL
Centre Franco-Américain
1, place de l'Odéon. 75006 Paris
Tél. : 634.16.10

Dossier établi par Philippe
BERNARD, Bruno DE-
THOMAS, Guy HERZLICH,
Alain LEBAUDE et Robert
SOLÉ.

La chronique de Paul Fabra

Il n'y a plus de repères

QUE les structures, notamment financières, de la France soient encore souvent rudimentaires, ou, pour employer l'expression du directeur du Trésor, M. Daniel Lebègue, « rustiques », et qu'elles ne puissent être modernisées que dans le sens d'un rôle accru donné aux mécanismes de marché, cette proposition ne sera plus guère disputée aujourd'hui. Elle ressortait nettement de l'exposé que ce jeune haut fonctionnaire, ancien membre du cabinet de Pierre Mauroy, a fait cette semaine devant les invités de la banque néerlandaise Amro réunis pour célébrer l'ouverture d'une filiale à Paris, dans les salles de réception du musée Carnavalet.

Une lourde tutelle continue à peser sur ce que l'on appelle d'une expression techniquement détestable, qui nous vient de l'anglais, le marché de l'argent. Il serait préférable de dire marché des créances, car, pour obtenir de l'argent qu'on ne possède pas, il faut l'emprunter, autrement dit, céder à un prêteur, qui peut être une banque ou un investisseur quelconque, une créance contre soi-même. Il me semble que ce simple changement de vocabulaire faciliterait la compréhension des phénomènes monétaires. Dans le jargon financier américain, il existe du reste une autre expression, excellente celle-là, pour désigner ces multiformes créances — billets à ordre, traites, bons de caisse, bons du Trésor, obligations, etc. — qui sont émises par les particuliers, sociétés, collectivités publiques, qui cherchent à se procurer des liquidités sur le marché dit de l'argent. Elle s'écrit sous forme d'initiales en capitales : IOU, ce qui veut tout bonnement dire / owe you (Je Vous Dois...).

L'objectif, a dit Daniel Lebègue, est de créer progressivement en France un

vaste et unique marché où les établissements financiers mais aussi les sociétés françaises pourraient ou bien emprunter les liquidités dont elles ont besoin, ou bien prêter celles dont elles disposent à des échéances variant sans discontinuité entre vingt-quatre heures et trente ans.

On est encore très loin de cette situation, parce qu'en France il n'existe guère de passerelles entre les trois marchés qui composent le marché de l'argent : le marché monétaire portant sur les créances à court terme d'un gros montant, où n'opèrent jusqu'à maintenant que les banques et autres établissements financiers ; le marché des créances hypothécaires et le marché des valeurs mobilières et notamment des obligations (créances à long terme), le seul que connaisse pratiquement le public. Le ministre de l'économie et des finances vient de proposer que les entreprises puissent elles aussi, à côté des banques, s'adresser au marché monétaire soit pour y rechercher des fonds soit pour en placer. Tel est l'objet de son projet visant à autoriser les sociétés à émettre sur ce marché des billets à ordre, dénommés selon la terminologie américaine « papier commercial ». Une des conséquences serait évidemment que les entreprises dépendraient moins du crédit bancaire, d'où les protestations des banques (voir l'article de François Renard publié dans le Monde du 21 septembre), qui semblent moins acquiescentes aux vues de l'économie de concurrence que ne l'est M. Pierre Bérégovoy.

Un des facteurs qui poussent la plus à la réforme, et qui la rend à terme inévitable, est que les trésoriers des grandes entreprises françaises, comme l'a rappelé Daniel Lebègue, ont pour horizon le marché international des capitaux. L'objectif lointain que s'est fixé non sans courage la Rue de Rivoli y est déjà pratiquement réalisé.

Cependant, l'intention de conférer plus de souplesse au fonctionnement du système financier est loin d'être le seul mobile qui conduise la France, à son tour, à déréglementer et par conséquent à lever les obstacles qui peuvent encore s'opposer à l'émission des reconnaissances de dettes sous toutes ses formes. Comme pour montrer que l'évolution vers plus d'économie de marché n'a pas eu à souffrir, bien au contraire, de la rupture politique survenue en mai 1981, le directeur du Trésor a cité les chiffres suivants : en 1979, la part de la dette publique négociable n'était que de 30 % ; elle est aujourd'hui de 85 %.

La question n'intéresse pas que la France. La prolifération des « Je Vous Dois... », consécutive à la perpétuation d'énormes déficits publics dans la plupart des pays d'Europe occidentale (malgré les progrès enregistrés dans quelques-uns, surtout en RFA), aux États-Unis, au Japon, sans parler des pays d'Amérique latine, est une des causes essentielles de l'incertitude généralisée qui règne sur les taux d'intérêt et les taux de change, « il n'y a plus de repères », a dit Daniel Lebègue pour expliquer la recherche obsessionnelle de la protection.

Ce besoin généralisé de protection, il a suscité sur les grands marchés améri-

ciens — ouverts à tout le monde — le développement de nouvelles techniques. De même que traditionnellement un industriel peut s'assurer du prix de la matière première qu'il utilisera dans six mois en l'achetant à terme (1), de même on peut aujourd'hui, par des contrats appropriés, s'assurer d'un taux d'intérêt. Mais l'essor des marchés à terme et de leurs variantes (marché d'options futures), fondés par construction sur l'activité de spéculateurs disposés à prendre les risques à leur charge, n'accroît-il pas la fragilité de l'ensemble, dans la mesure où les spéculateurs n'opèrent pas avec leur propre argent mais avec des fonds empruntés ?

A qui se fier ? Au cours de sa première campagne électorale, en 1980, M. Ronald Reagan avait promis d'équilibrer le budget des États-Unis en 1984. Quand il s'est installé au Congrès de la Maison Blanche, le plafond de la dette publique autorisée par le Congrès était de 935 milliards de dollars. Il est actuellement de 1 824 milliards. En l'espace de moins de cinq ans, ce président conservateur a doublé le montant des « Je Vous Dois... » émis par l'État fédéral. Il vient de demander au Congrès de relever le plafond à 2 079 milliards de dollars, faute de quoi l'administration ne pourrait plus d'ici à septembre 1986 payer ses fonctionnaires ou régler ses factures. Combien de temps l'économie de marché pourra-t-elle triompher si les principaux intervenants ne mettent pas leurs comptes en règle ?

(1) Un contrat à terme comporte la fixation du prix d'une marchandise qui sera livrée plus tard. Le règlement n'interviendra qu'à l'échéance.

CORRESPONDANCE

A propos du déficit extérieur du saumon

A la suite de l'enquête sur le saumon publiée dans « Le Monde de l'économie » du 3 septembre, le secrétaire d'Etat chargé de la mer, M. Guy Lengagne, nous écrit :

On connaît, grâce aux travaux des scientifiques, de façon précise les ressources en produits de la mer des

zones sous juridiction française. Si quelques améliorations dans l'exploitation de ces ressources peuvent encore être apportées (Guyane, par exemple), on peut estimer que nous consommons en France six fois plus de produits de la mer que ce que permet l'exploitation des eaux maritimes sous notre souveraineté.

Vous soulignez que notre déficit en produits de la mer s'élève à 5,8 milliards de francs en 1984. Or, si l'on tient compte des possibilités

de capture dans les eaux françaises, ce déficit devrait être de l'ordre de 16 milliards de francs. La politique du gouvernement consiste donc à négocier pour nos pêcheurs l'accès à des eaux étrangères poissonnières.

D'où l'intérêt vital pour la France de la politique européenne des pêches, à l'élaboration de laquelle notre pays a pris une part prépondérante, notamment en 1983 et, sous la présidence française, en 1984.

Grâce à cela, 65 % des captures sont assurées par nos chalutiers dans les eaux européennes non françaises. Par ailleurs, nos thonniers travaillent au large des côtes d'Afrique et dans l'océan Indien, à la suite d'accords en partie financés par la CEE. De plus, s'il est exact que nos importations ont augmenté de 55 % entre 1976 et 1983, nos exportations se sont accrues, durant la même période, de 90 %, et cette tendance s'est confirmée durant les deux dernières années.

DEUX JOURNÉES GRATUITES

SOURDS OU MALENTENDANTS

Les 30 septembre et 1^{er} octobre 1985, le service acoustique de la Mutuelle de la presse et du livre, 29, rue de Turbigo, 75002 PARIS, organise deux journées gratuites d'assistance technique et d'information. M. Lecerc, directeur du service d'optique-acoustique, et ses techniciens effectueront la révision, le contrôle, le réglage de votre appareil, quelle qu'en soit la marque.

RENDEZ-VOUS : 233-21-89, poste 175.

POUR GARANTIR VOS OBJECTIFS COMMERCIAUX...

"PHONE MARKETING détache de nouveaux clients pour EUROPCAR grâce à ses approches originales."

(STRATÉGIES 7/81/85)

"PHONE MARKETING et BULL : le mariage naturel du Phoning et de l'informatique."

(STRATÉGIES 15/84/85)

"3M a décidé de jouer la carte du Phoning avec PHONE MARKETING qui vient de mettre en place un système de prise de commandes par téléphone."

(STRATÉGIES 18/83/85)

"PHONE MARKETING et le CRÉDIT AGRICOLE : l'événement Carte Bancaire : 50% de ventes par téléphone."

(STRATÉGIES 27/85/85)

... FAITES CONFIANCE AU LEADER

RÉFÉRENCES : Air-Inter, Bull, Citroën, Crédit Agricole, Dunlop, Europcar, Ford-Agricole, G.M., Opel, Hachette, H.C.M., I.B.M., Kodak, La Redoute, Matra, Peugeot, Philips, Rhône-Poulenc, S.A.S., Thomson, Volvo, Xerox, 3M.

PHONE MARKETING

40, rue du Colonel Pierre Avia, 75015 PARIS - Tél. 1.55.45.55.56
140, cours Charlemagne, 69002 LYON - Tél. 7.82.82.80.83
146, rue Paradis, 13006 MARSEILLE - Tél. 91.31.55.55



• PUBLICITEPORTAGE

POUR UNE FRANCE QUI GAGNE.

Septembre 1985

EMPRUNT D'ÉTAT

Deux formules

TAUX FIXE
9,90 %

Taux actuariel : 10,61 %
Prix d'émission : 96 %
Durée : 9 ans

TAUX RÉVISABLE

Taux la première année : 9,90 %
Prix d'émission : 96,90 %
Durée : 13 ans

- Paiement annuel des intérêts.
- Remboursement au pair, coupure : 2000 francs
- Titres cotés en bourse.
- Abattement fiscal de 5000 francs.

Souscrivez dans les établissements bancaires et financiers, auprès des comptables du Trésor et des PTT, ou à vos autres guichets habituels.

SICOB 85

FOR AGE : 13 TO 16

UN ACCORD ENTRE JEUMONT-SCHNEIDER ET BULL

Le Basic en abécédaire Nouveau mariage du téléphone et de l'ordinateur

LA campagne de France de la micro-informatique fait rage. Avec le plan « Informatique pour tous », l'accent est mis sur la jeunesse : les établissements scolaires sont déjà équipés de cent soixante mille micro-ordinateurs, et neuf mille enseignants volontaires ont été formés à cette discipline. Le Basic est en passe de devenir la langue la plus étudiée dans les classes. Il s'agit là de la prise en compte d'une nécessité : l'informatique sera omniprésente demain aussi bien dans la vie professionnelle que dans les foyers.

Une maison d'édition française a flairé l'air du temps. Elle a décou-

L'informaticien en herbe est accompagné pas à pas par une compagnie de joyeux personnages de bande dessinée, issus de l'imagination d'un Lovecraft angélique.

Le parti pris est celui de la lisibilité et de l'attractivité : le contenu est sérieux, l'illustration n'est pas béatante. Si le public visé en priorité est jeune — les treize-seize ans, — 20 % des lecteurs sont des adultes. Qui plus est, la collection a été conçue de manière à permettre aux parents d'aider facilement leurs enfants dans leurs progrès : les dessins attirent le jeune ; ils rassurent l'adulte : « un bonquin-bande dessinée pour des gosses, ça ne doit pas

JEUMONT-SCHNEIDER et Bull viennent de signer un accord de collaboration en vue d'élaborer en commun un processeur de communication. Après IBM, qui a racheté le constructeur américain de matériels de télécommunications Rolm, ou Honeywell, qui a établi des liens avec le groupe suédois Ericsson, l'accord JS-Bull signe le rapprochement des ordinateurs et des réseaux téléphoniques.

Un processeur de communication est une boîte noire qui s'intègre dans le central et lui permet de « commercer » des données informatiques comme il le fait pour les voix téléphoniques. Les ordinateurs et les terminaux communiquent ainsi, grâce au central, qui devient le cœur des réseaux de communication des entreprises. Jeumont-Schneider aura la maîtrise d'œuvre du projet, qui

réunira une équipe commune de recherche et devrait déboucher dans deux ou trois ans. JS est le principal constructeur français de centraux téléphoniques, an côté du groupe Alcatel-Thomson, avec un chiffre d'affaires attendu pour cette année de 1,4 milliard de francs et deux mille cinq cents employés dans ce secteur. L'entreprise a signé récemment un accord de recherche et de commercialisation avec sa consœur

ouest-allemande Telenorma, filiale de Bosch (le Monde du 29 août). Bull, de son côté, a besoin, comme tous les constructeurs d'ordinateurs, d'un allié dans les télécommunications. Il s'agit d'une première étape — encore assez limitée — mais qui pourrait conduire ensuite à des coopérations élargies.

E.L.B.

Il n'existait pas jusqu'à présent en France de livres d'initiation à la micro-informatique destinés au jeune public. Lacune comblée.

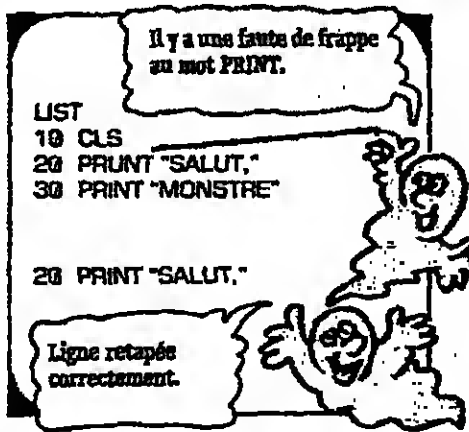
vert une brèche dans les collections des éditeurs, et s'y est engagée : il n'existait pas dans notre pays d'ouvrages de micro-informatique destinés au jeune public. Les seuls titres disponibles n'étaient abordables que par des lecteurs déjà initiés à l'algorithmie des algorithmes. Leur présentation sévère et peu didactique les rendait peu attrayants pour le néophyte, « *fortiori* » pour le gosse qui se découvrait une passion subite pour les consoles et les écrans cathodiques.

Depuis 1983, treize titres ont ainsi été publiés par Hachette-Jeunesse. Ils seront quinze à la fin de cette année. Le chiffre total des ventes, qui devrait avoisiner les cinq cent mille exemplaires en décembre prochain, prouve, s'il en était besoin, qu'une demande existait. Restait à la satisfaire.

être sorcier à comprendre. C'est donc en partie le décalage entre une illustration assez enfantine et un texte de bonne tenue qui a assuré le succès des premiers titres. Ces ouvrages, d'un coût modique (moins de 30 francs), sont le fruit de la rencontre d'un préposé — il est possible d'informer des débutants sans être débile — et des trois noirs qui existaient sur le marché des manuels de micro-informatique.

Les traducteurs, pardon, les adaptateurs, des livres anglais qui servent de référence ne sont pas des praticiens de l'art informatique, mais en majorité des littéraires. C'est peut-être là aussi que réside la réussite de la collection.

L'avenir ? Il est d'abord dans la création française. S'il a été nécessaire de reprendre des ouvrages



C'est une société de conseil en communication (EMB, European Media-Business) qui a été chargée de définir le nouveau produit et de le réaliser pour le compte de la maison d'édition.

Elémentaire ? Pas tant qu'on pourrait le croire. Une étude de marché suppose l'existence d'un « modèle » représentatif du comportement du consommateur. Or aucun précédent français ne permettait de bâtir un tel modèle : *ex nihilo nihil*. La solution ? Aller voir à l'étranger et mettre les meilleures publications existantes — en l'occurrence une collection anglaise — au goût français.

Ce qui n'est pas non plus une mince affaire : prenez un Français et un Américain ayant tous deux des rudiments de culture informatique ; mettez-les devant un micro-ordinateur qui leur est inconnu. L'Américain commencera à lire intégralement la documentation technique concernant le nouvel engin. Pas à pas, il se familiarisera avec les arcanes de la machine. Le Français ? Il convoquera le bon et l'arrière-ban de ses connaissances en informatique, et « pianotera » sur sa console, préférant progresser par tâtonnements. Et vis-à-vis de l'informatique, les Français ont encore souvent une approche affective : « Quelle horreur ! » « C'est génial ! »

Attirer sans trahir

Il fallait donc concevoir des bouquins permettant une progression par étapes dans l'apprentissage des langages informatiques et dans le maniement des machines, chaque étape proposant une réalisation concrète : mini-programme, jeu, test. Bref, amener le jeune lecteur à une connaissance systématique par une pédagogie de l'expérience. Le résultat ? Treize fascicules d'une cinquantaine de pages où l'illustration en couleur permet de faire avancer une information technique en diable.

anglais pour lancer la collection, Hachette a l'ambition de mettre sur le marché des titres originaux. Un *Guide pratique de la micro* est déjà disponible chez les libraires : c'est le premier ouvrage de ce genre en format de poche ; cent quatre-vingt-seize pages, une vingtaine de francs : un produit grand public doit être très bon marché.

Déramatiser

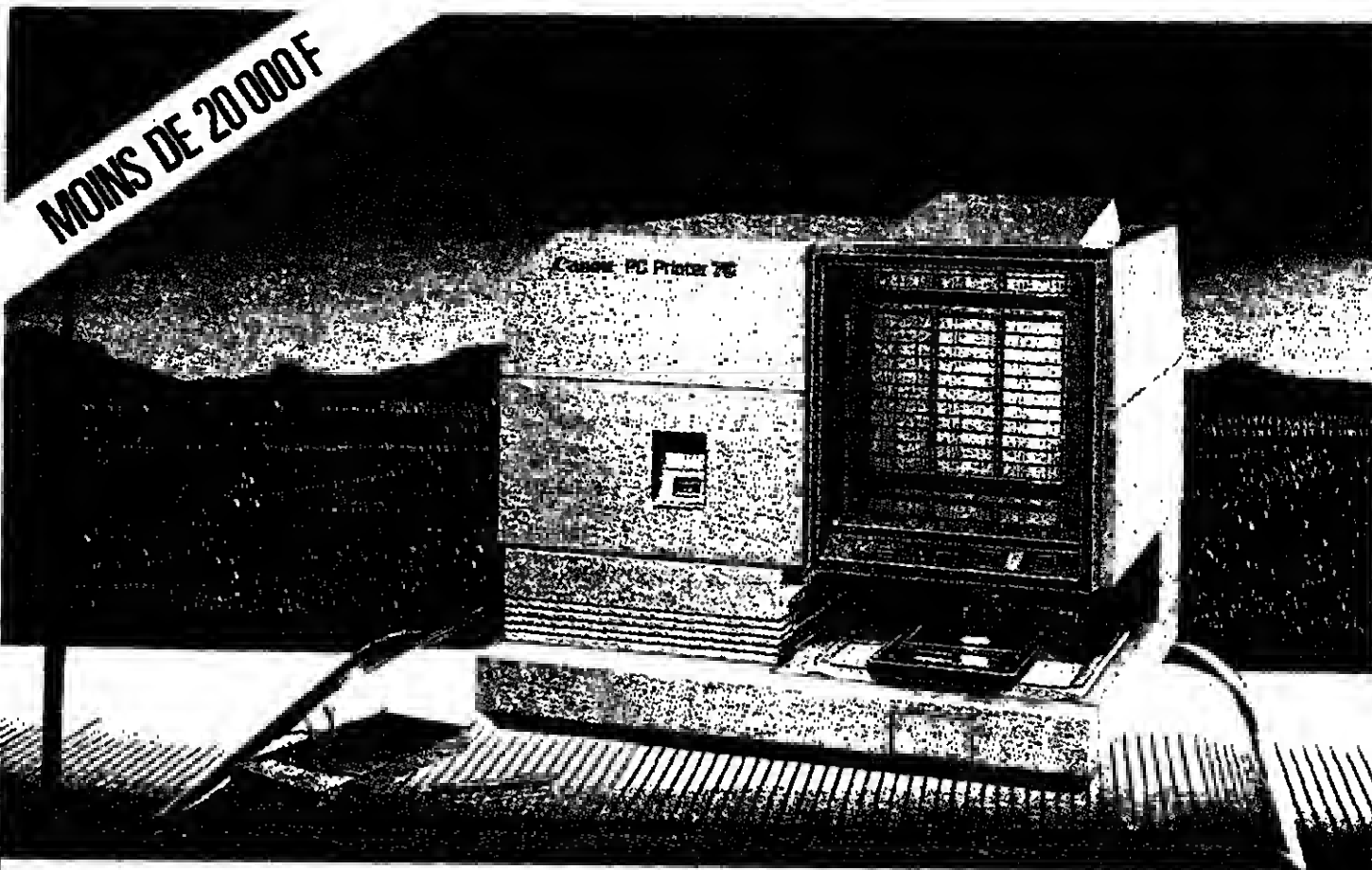
Dans un deuxième temps se pose la question de l'extension de la collection à un public plus large : il s'agit là de toucher les initiés. Mais le marché est encore réduit : il faut attendre la montée de la culture informatique en France.

En outre, deux obstacles de taille rendent l'entreprise difficile. Le premier est financier : l'acquisition d'un micro-ordinateur n'est pas à la portée de toutes les bourses. Le deuxième, encore plus décisif, tient à la diversification des besoins de l'utilisateur dès lors que l'on atteint un certain niveau de connaissances en informatique. Comment concevoir une collection grand public, dont le tirage doit être important, parce que la marge bénéficiaire sur chaque ouvrage est réduite, alors même que la demande éclate et perd toute homogénéité.

Hachette se réserve donc le temps de la réflexion. Il attend du plan « Informatique pour tous » qu'il suscite l'ouverture d'un nouveau créneau industriel. L'extension du parc de micros détenus par les particuliers — cent mille machines aujourd'hui — conditionne le choix de la maison d'édition.

Mon ami l'ordinateur. Jouons avec les commandes Basic. Si une philosophie inspire ces treize petits bouquins, c'est bien celle de la déramatisation. Petits fantômes roses contre maître froid de l'informatique. Qui va gagner ?

CHRISTOPHE CHANTEPY.



1^{er} PRIX DE LECTURE. 1^{er} PRIX D'ECRITURE.

CANON PC 70

Dans la classe des lecteurs-reproducteurs sur papier ordinaire, le PC 70

Canon arrive largement en tête. Il lit toutes vos microfiches COM ou documents.

Il reproduit mieux que les autres, en noir ou en couleur, même des microfiches positives. Il possède un petit cœur de champion. Une petite cartouche contenant de l'encre en poudre, qu'on change soi-même lorsqu'elle est usée. Sans manipulations inutiles, sans se tâcher.

Canon PC 70. Offrez-vous le premier de la classe pour moins de 20000F. Contactez vite votre distributeur Canon, votre revendeur habituel ou votre fournisseur COM. Venez vite nous voir sur le stand SICOB : numéro 1187, niveau 1, zone AF.

Unités Canon.

- SHOW-ROOM. 98 avenue de Villiers. 75017 Paris. Tél. 763.26.53. Téléc. 650.977. Télécopie 622.67.30.
- AGENCE DE LILLE. Parc Club des Prés. Boulevard de Mons. 59650 Villeneuve-d'Ascq. Tél. (20) 56.92.25.
- AGENCE DE ROUEN. 21 rue de la Porte des Champs. BP 586. 76000 Rouen. Tél. (35) 88.76.88.
- AGENCE DE RENNES. 272 avenue du Général Patton. 35000 Rennes. Tél. (99) 38.46.46.
- AGENCE DE NANTES. Parc de l'Éraudière. 166 route de St-Joseph. 44100 Nantes Cedex. Tél. (40) 93.92.92.
- AGENCE DE STRASBOURG. Parc d'Activités des Tanneries. Allée des Foulons. Bât. 7. 67380 Lingolsheim. Tél. (88) 77.14.00.
- AGENCE DE BORDEAUX. Parc Club Cadere. Avenue Kennedy P2. 33704 Mérignac. Tél. (56) 34.16.76.
- AGENCE DE LYON. ZAC Sans-Soucis. 40 chemin de Paisy. 69760 Limonest. Tél. (7) 835.35.01.
- AGENCE DE MARSEILLE. La Bastide Blanche. BP 115. 13127 Vitrolles. Tél. (42) 89.93.61.

Canon

Canon France Division Micrographie. 21 du Coudray - 7 av. Albert Einstein 93154 Le Blanc-Mesnil. Tél. 855.42.23 - Téléc. 212.394 - Télécopie 867.52.50

ANCE
E
RUNT
TAT

te-
de
le
le
no-
du
sur
ec-
hi-
sis
la
uo-
is-
on
de
al
res
se
en
iré
id-
ris
ce
un
ur

REPÈRES

Dollar : très forte chute à 8,2450 F

Les cours du dollar ont littéralement « plongé », lundi matin 23 septembre, à la suite de la réunion des Cinq, tenue à New-York, où il a été décidé de faire baisser la devise américaine, par des moyens non dévolés. La réaction instantanée des opérateurs a été de vendre le « billet vert », qui a chuté de plus de 50 centimes (plus de 2 %) à Paris, tombant de 8,80 F vendredi matin à 8,2450 F, et de 2,89 DM à 2,73 DM. Ce faisant, le dollar est revenu en dessous des ses plus bas cours de la mi-août 1985 (8,39 F et 2,75 DM). Après avoir bondi, entre-temps, au-dessus de 9 F et légèrement au-dessus de 3 DM. Le communiqué de New-York sur une volonté commune de faire baisser un dollar survalué, au profit des autres monnaies, n'a fait qu'accroître un repli déjà amorcé à la fin de la semaine dernière, suite à la déception que les chiffres médiocres sur la croissance américaine ont déjà provoquée.

Conflits du travail : en baisse en juillet

Selon les statistiques officielles du ministère du travail, le nombre de conflits du travail a de nouveau fléchi en juillet, mois où traditionnellement on observe un tassement de la conflictualité. Au cours du mois de juillet 1985, les conflits localisés du travail ont touché 137 établissements, occupant habituellement 39 600 salariés, parmi lesquels 14 400 ont cessé le travail, ce qui a entraîné la perte de 36 500 journées de travail. En juillet 1984, les conflits avaient touché 166 établissements employant habituellement 52 100 salariés, parmi lesquels 18 100 avaient fait grève, ce qui avait entraîné la perte de 84 600 journées de travail.

France, en 2000

(Suite de la première page.)

Mais cela n'empêche pas les experts du Plan d'avoir quelques lignes de force : la compétition entre pays industrialisés, voire entre ces derniers et les plus performants des pays en développement, sera de plus en plus vive, d'où l'impératif de la compétitivité. Ils définissent donc les défis auxquels il faudra faire face. L'emploi est le plus inquiétant, car la croissance seule ne suffira pas à résorber le chômage. La société française devra donc arbitrer entre cet objectif et une progression plus rapide de ses revenus.

Autres défis : le vieillissement démographique et la sauvegarde de la protection sociale. Le Plan se demande ainsi si les prévisions récentes de l'OCDE, concluant à la survie de l'Etat-providence par une cure de rigueur d'ici à 1990, ne pèchent pas par optimisme. La croissance des dépenses sociales, qui a été de 6,2 % au cours de la période 1975-1981, devra tomber à 1,7 % entre 1981 et 1990. On en est loin.

Sans doute tous ces problèmes étaient-ils connus mais c'est leur mise en perspective, au regard de l'imminence des structures actuelles de la société française, qui permet de voir l'état dans lequel se trouve la France et fait la richesse de ce rapport. Car le plus grand défi, c'est bien celui de la capacité des Français à accepter les mutations, lourdes quand on voit les salariés du Nord refuser de faire 80 kilomètres pour retrouver du travail ou des employés de Peugeot préférer le chômage à la Rochelle, invivable à court terme, plutôt qu'un métier à Mulhouse et cela avec la bénédiction du ministère du travail. Dépasser cette « quête de l'inimmuable » sera sans nul doute plus difficile que mobiliser l'épargne, sans laquelle il n'y aura pas de modernisation (l'investissement industriel devrait croître de 10 % en volume jusqu'en 1990).

Si poser des problèmes est une démarche scientifique, se prononcer sur le mode de traitement de ceux-ci est beaucoup plus politique. Et c'est sans doute ce qui vaudra au Plan les plus vives critiques (en attendant le jugement de l'an 2000). Car si les experts du Plan affirment ne pas vouloir choisir entre l'arbitrage du marché et celui du budget (de l'Etat) pour faire évoluer la société française, tout l'exercice met en avant une solution qui mélangerait le meilleur des deux systèmes : une plus grande initiative individuelle dans le maintien des solidarités. Une manière de dire qu'entre les libéraux purs et durs, qui mèneraient à une société « solidaire », et la gauche archaïque et corporatiste, qui conduirait à une société bloquée, figée sur son passé et ses industries traditionnelles, il y a une troisième voie. Quelque chose qui ressemble fort à la modernisation fabiusienne et aux habits neufs du Parti socialiste. Bien loin de « vivre et travailler au pays » de naguère.

BRUNO DETHOMAS.

■ Nouvelle tentative d'incursion chez Alcatel-Thomson à La Verrière. — Une trentaine de personnes ont tenté, dans la nuit du 20 au 21 septembre, de pénétrer dans les locaux de l'établissement d'Alcatel-Thomson à La Verrière (Yvelines), sans doute pour récupérer des archives commerciales. Selon un communiqué de la direction, les « agresseurs » ont brisé « les portes vitrées et ont détruit les véhicules de service ».

La pression des pays industrialisés sur le cours du dollar

Alors que le président Reagan devait prononcer le 23 septembre un discours qualifié d'« important » sur la politique commerciale des Etats-Unis, les ministres des finances des cinq grands pays industrialisés — Etats-Unis, Japon, Grande-Bretagne, Allemagne fédérale et France, — réunis le 22 septembre à New-York, ont pris une série d'engagements destinés à réduire les disparités sur les marchés des changes et à lutter contre les pressions protectionnistes.

Tous s'engagent en fait à « réduire leurs dépenses publiques » et à « lutter contre le protectionnisme ». Pour ce qui est des engagements spécifiques, la France annonce de nouvelles mesures en vue de la libéralisation des marchés financiers : l'Allemagne fédérale entend « continuer à réduire les rigidités qui entravent le fonctionnement efficace des marchés » ; le Japon affirme qu'il « libéralisera et internationalisera le yen pour que cette monnaie reflète pleinement la force de l'économie japonaise » et qu'il ouvrira plus largement son marché intérieur ; la Grande-Bretagne désire réduire « le fardeau fiscal », et les Etats-Unis « mettront totalement en œuvre les mesures de réduction du déficit pour l'exercice 1986 ».

Au-delà de ces décisions de poursuivre ou d'accentuer les politiques en cours, les Cinq ont fait le constat — pour la première fois — que le dollar fort, le déficit américain et l'excédent japonais étaient une menace pour l'équilibre économique mondial. D'où leur volonté de faire baisser le dollar.

L'Amérique saisie par les contraintes extérieures

Correspondance

Washington. — Sous nos yeux, une nouvelle politique commerciale américaine est en train de se dessiner, dont les autorités des Etats-Unis elles-mêmes n'ont pas encore tout à fait conscience, mais dont il est certain qu'elle va bouleverser les données de la vie économique internationale.

A l'heure où des centaines de lois protectionnistes s'accumulent au Congrès et où la Maison Blanche tente, en faisant mine de reprendre l'initiative de maintenir les principes du libéralisme, hommes politiques et commentateurs qui croient voir dans la bataille qui s'annonce une simple opposition entre libéraux et protectionnistes restent prisonniers de schémas passés. En réalité, tous les Américains, et particulièrement les élus, sont libéraux. Comme le constatait dès 1900 le *Times* de Londres : « Même les organes protectionnistes sont en faveur du libre-échange avec la Chine quand la liberté joue en faveur des Etats-Unis ». Ce qui ne les empêche pas de chercher à se protéger quand leurs affaires vont mal.

Qu'y a-t-il alors d'original dans la situation actuelle ? Ce n'est pas d'interdire que les membres du Congrès, représentant leurs circonscriptions, se lamentent sur les terribles effets des importations sur leurs électeurs, tandis que la Maison Blanche s'efforce de maintenir contre vents et marées l'ouverture sur l'extérieur. Cela date de deux siècles.

1971

Mais, aussi étonnant que cela puisse paraître aux Européens, qui savent depuis longtemps à quoi s'en tenir la contrainte de la concurrence étrangère et des marchés mondiaux est une chose relativement récente pour les Américains.

C'est en 1971 qu'ils ont connu leur premier déficit commercial depuis la fin du dix-neuvième siècle. Même si les mouvements de capitaux n'ont pas cessé de compenser ce déficit, la situation s'est constamment dégradée dans les années 70 : un déséquilibre de 30 milliards de dollars en 1977 (l'équivalent du quart des exportations), de 40 milliards en 1982 et de 60 milliards en 1983. On parle de 150 milliards pour 1985. L'augmentation des prix du pétrole jusqu'en 1981 a amplifié ce qui pour moitié cette détérioration.

La part du commerce extérieur représentait 6 % du produit national

brut américain en 1970. Elle est passée à 9 % en 1983 et sera vraisemblablement de 15 % en 1990. Quelle que soit l'immensité du territoire, la dépendance des Etats-Unis vis-à-vis de l'étranger va croissant. Plus de 18 % des nouveaux emplois créés entre 1975 et 1982 ont été liés aux exportations.

La semaine dernière, le représentant républicain du Wisconsin,

Les Etats-Unis esquissent une nouvelle politique commerciale, qui devrait bouleverser l'économie mondiale

M. Toby Roth, nous avançant que, dans sa bonne ville de Milwaukee, 60 % des entreprises en expansion le sont hors de leur Etat d'origine, ce qui pour un élu local, et d'ajouter : « On n'arrête pas de parler de l'affaire nucléaire, mais vous ne verrez pas de guerre atomique, alors que, je vous l'assure, vous allez assister à des guerres commerciales terribles ».

En dépit de ses discours libéraux, il faut bien reconnaître que l'administration Reagan est, des cinq dernières présidences américaines, celle qui a dû le plus protéger ses producteurs. Son premier représentant commercial international, M. William Brock, a lui-même déclaré au Congrès qu'elle « a pris plus de mesures protectionnistes que les quatre précédentes administrations ».

Dans l'acier elle a imposé des accords d'autolimitation aux Européens en 1982 et 1984, des quotas en 1984, refusé d'appliquer l'exception prévue par les textes américains aux-mêmes pour laisser entrer 200 000 tonnes de tubes que les producteurs locaux étaient pourtant incapables de fournir dans les délais. Dans le textile, de nouvelles « règles d'origine », prises en novembre 1984, freinent les importations.

Une augmentation des droits de douane sur les motocyclettes a été décrétée en avril 1983. Des mesures illégales au regard des accords internationaux du GATT ont été prises en novembre 1984 contre les producteurs de la CEE. A la même époque, une définition plus restrictive des règles dites de « concurrence déloyale » a été adoptée, etc. Le nombre des textes par ailleurs en attente dont l'administration tente de freiner l'adoption est de plus de trois cents.

Malgré cela, il faut bien reconnaître que la pénétration du marché américain par les producteurs étrangers est spectaculaire : 90 % des

motocyclettes vendues aux Etats-Unis viennent du Japon, 60 % des appareils vidéo, le cinquième des automobiles, etc.

Tous les secteurs de l'économie accumulent leurs statistiques, plus spectaculaires les unes que les autres. Il est généralement admis que le haut niveau du dollar exerce le même effet sur le commerce extérieur que le ferait une taxe de 25 %

sur les exportations, ou une subvention de 25 % sur les importations. Mais personne ne croit réellement à la diminution immédiate du déficit américain.

An reste, le fond de la question est ailleurs. Et c'est précisément là que l'essence de la politique commerciale américaine risque de se transformer. La nature même des biens produits par les Etats-Unis ne correspond plus aux besoins des consommateurs américains eux-mêmes. Les fabricants n'ont pas prévu que la génération du « baby-boom », celle des « jeunes » qui ont maintenant entre quinze et quarante ans, et constituent la plus importante catégorie d'acheteurs, aurait un goût incomparable avec celui de la génération précédente pour la qualité.

Le défi japonais

Une enquête de consommation récente montrait que les vingt-neuf marques de voitures obtenaient les meilleurs résultats étaient étrangères, les vingt-neuf plus mauvaises américaines, et 96 % des rappels à l'usine pour cause de défauts de fabrication le fait de firmes des Etats-Unis, cette pratique étant quasiment inconnue en Europe et au Japon.

Impressionnantes, certes, par la montée des fabricants des pays du tiers-monde, les dirigeants américains ne sont plus encore par la compétitivité du Japon et de quelques pays asiatiques, ainsi que certains pays européens.

Il n'en va pas de même vis-à-vis de pays plus développés. Nombreux sont les voix faisant remarquer qu'en 1970 le commerce des Etats-Unis, du Japon et de l'Allemagne fédérale était équilibré. Aujourd'hui, le Japon a environ 100 milliards de dollars de surplus et l'Allemagne fédérale 50 milliards. Au total, c'est l'équivalent du déficit américain de 150 milliards. Or, pour chaque milliard de dollars de déficit, les Etats-Unis perdent entre vingt-cinq mille et trente-cinq mille emplois. Leur frayeur est grande de voir le chômage augmenter à nouveau.

Au-delà du GATT

« Ce que nous voulons, c'est un marché à l'échelle du monde », déclarait au Congrès en 1946, le représentant de l'Indiana, William Watson Wick. C'est encore vrai. Mais les Américains, tout en reconnaissant les insuffisances de leurs propres fabricants, ont du mal à encaisser que leur marché soit saturé d'appareils japonais alors que le bifteck, qui vaut 6 dollars à Chicago, arrive à 18 dollars à Tokyo grâce au jeu subtil de taxes et surtaxes nipponnes en tout genre.

JACQUELINE GRAPIN.

DANS LES LOCAUX DU 23 SEPTEMBRE AU 19 OCTOBRE 1985

ELECTROMENAGER, TV, HI-FI, TOUTES LES SOLUTIONS CREDIT

AVEC LA CARTE BHV COINCOGA POUR VOS ACHATS DE PLUS DE 2000 F

Le BHV vous rembourse la différence dans le mois qui suit votre achat, si vous trouvez moins cher ailleurs. Dans la mesure où le rayon correspondant existe.

RIVOLI/PARLY 2/MONTLHERY/GARGES/FLANDRE/BELLE-ÉPINE/ROSNY 2/CRÈTEH/VILLENEUVE-LA-GARENNE RAMBOUILLET

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SEPT MOIS
	+ bid - ask	Rep. - ou dép.	Rep. - ou dép.	Rep. - ou dép.
SE-LL	6,4150 6,4250	+ 98 + 105	+ 190 + 210	+ 475 + 575
5 ans	6,2491 6,2544	+ 25 + 45	+ 50 + 86	+ 24 + 138
Yen (100)	3,5908 3,5997	+ 35 + 97	+ 190 + 204	+ 283 + 634
DM	3,0456 3,0525	+ 118 + 120	+ 249 + 262	+ 702 + 752
Franc	2,7181 2,7190	+ 87 + 87	+ 162 + 173	+ 477 + 520
FR (100)	15,0000 15,1121	+ 46 + 100	+ 97 + 187	+ 34 + 217
ES	3,7302 3,7312	+ 149 + 158	+ 300 + 320	+ 844 + 918
LI (100)	4,5084 4,5311	- 144 - 181	- 276 - 321	- 307 - 712
£	11,9483 11,9577	- 193 - 164	- 348 - 383	- 797 - 614

TAUX DES EUROMONNAIES

	7 3/4	7 15/16	8 1/16	8 1/8	8 1/2	8 5/8	8 7/16
DM	4 1/8	4 3/8	4 1/2	4 3/4	4 1/2	4 1/2	4 11/16
FR	5 1/2	5 3/4	5 11/16	5 11/16	5 11/16	5 3/4	5 7/8
FR (100)	8 1/2	9 1/2	9 3/4	9 3/4	9 3/4	9 3/4	9 6/8
ES	1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 3/4
LI (100)	9 1/2	11 1/2	11 7/8	12 3/4	12 3/4	12 7/8	13 1/4
£	11 1/2	11 3/4	11 7/16	11 7/16	11 7/16	11 1/4	11 3/8
£ imp.	9 1/4	9 3/8	9 3/8	9 3/8	9 3/8	9 3/8	10 1/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués au fin de matinée par une grande banque de la place.

مكتبة الأمل

AFFAIRES

ANCIEN PRÉSIDENT D'ANTENNE 2

M. Pierre Desgraupes présiderait la première Société de financement du cinéma et de l'audiovisuel

Le rideau à peine refermé sur le « Cinéma plein la tête », cette vaste manifestation de soutien à la production audiovisuelle qui s'est déroulée en fin de semaine dernière, les milieux financiers prennent le relais en annonçant la création de la première SOFICA. Du nom de ces fameuses sociétés pour le financement de l'industrie cinématographique et audiovisuelle, bâties sur le principe d'une exonération fiscale pour les personnes physiques et les entreprises désireuses d'investir dans ce type de création.

Une dizaine de projets de SOFICA étaient à l'étude dans les grandes banques et dans certains établissements financiers, mais deux d'entre eux — la banque privée EUROFIN, que préside M. Georges Plescoff, et la Société lyonnaise de banque (nationalisée), de M. Jean Carrière — ont pris les devants en annonçant le 23 septembre la création officielle de la SOFICA-Créations. Cette société, la première du genre, a comme fondateurs, outre les deux établissements déjà mentionnés, la banque Neufville-Schlumberger-Mallet, que préside M. Antoine Dupont-Fauville, et la Compagnie financière France-Afrique, société holding de la Banque internationale pour l'Afrique occidentale, de M. Jean Drouot.

Spécialisée dans l'ingénierie financière, EUROFIN, première banque privée à avoir été constituée (en mai 1984) après les nationalisations de 1982, a ainsi rassemblé autour d'elle une banque régionale couvrant le large sud-ouest de la France, place forte des festivals et... lieu de résidence de quelques solides fortunes, une banque spécialisée, justement, dans la gestion des grosses fortunes (la NSM) et, enfin, une banque (la BIAO) traditionnellement ancrée en Afrique francophone, considérée comme un « marché captif » pour toute production nationale d'œuvres cinématographiques et audiovisuelles.

« Nous espérons recueillir 100 millions de francs. C'est du moins le montant que nous allons soumettre au ministère de la

culture et au ministère de l'économie et des finances, les deux organismes de tutelle chargés de donner leur agrément pour que les sommes investies puissent bénéficier de la déduction fiscale prévue par la loi du 11 juillet 1983. »

Une coquette somme ?... « Rien de plus facile, affirme M. Plescoff. Il suffit de réunir mille personnes qui acceptent d'investir 100 000 F et qui se trouvent dans une tranche d'imposition de 70 %. Ce système leur permet d'économiser 70 000 F d'impôt, le montant net de leur investissement étant ramené à 30 000 F seulement. »

Supervisé par la Commission des opérations de Bourse (COB) puisqu'il implique un appel à l'épargne publique, le mécanisme financier des SOFICA (voir encadré) repose sur des sociétés anonymes qui, telles des SICAV classiques, sont chargées de collecter les fonds

qu'elle veut ensuite investir. Comment ? En sélectionnant les productions de fiction françaises présentées par le Centre national du cinéma. Une mission qui doit être confiée à des professionnels du cinéma et de l'audiovisuel (et non pas à des financiers).

« Il nous fallait quelqu'un qui ait fait une belle carrière dans l'audiovisuel et qui ne jette pas l'argent par les fenêtres ; notre choix s'est tout naturellement porté sur M. Pierre Desgraupes, l'ancien patron d'Antenne 2 », explique encore M. Plescoff. C'est donc lui qui devra prendre, une fois obtenues les autorisations nécessaires, la présidence de la SOFICA-Créations, tout en conservant ses diverses fonctions actuelles, jouant ainsi un rôle incontestable de « locomotive » pour cette activité nouvelle.

SERGE MARTI.

Les SOFICA

Inspirées en partie du système du « tax shelter » (abri fiscal) en vigueur dans les pays anglosaxons et, plus directement, des dispositions financières applicables à certains types d'investissements dans les départements en territoire d'outre-mer, les SOFICA (Sociétés pour le financement de l'industrie cinématographique et audiovisuelle) ont été créées dans le cadre de la loi du 11 juillet 1983 et des deux décrets d'application parus au Journal officiel du 18 septembre dernier.

La principale caractéristique de ces sociétés est de permettre aux épargnants intéressés par ce type d'investissement (particuliers et entreprises) d'y consacrer jusqu'à 25 % — au maximum — de leur revenu imposable, les sommes engagées étant toutefois bloquées pendant cinq ans.

Ce système, qui vise à favoriser le financement des œuvres audiovisuelles (y compris des coproductions internationales, sous certaines conditions), consiste à « mutualiser » l'épargne tout en « collectivisant » les risques, une SOFICA ayant reçu l'agrément nécessaire pouvant investir dans plusieurs productions. Un montage différent de celui qui a permis, par exemple, le financement du *Nouveau de Beethoven*, le film de M. Paul Morrissey, qui vient de sortir sur les écrans. Cette opération avait été réalisée, à hauteur de 20 % du budget total, par les Sociétaires de films, une société anonyme coopérative créée à cet effet et qui a regroupé quelque six cents sociétaires par appel public à l'épargne, lequel avait reçu, le visa préalable de la COB.

S. M.

SOCIAL

Les « leçons de syndicalisme » de la CFTC

A la Mutualité, dans la même salle que M. Henri Krasucki quinze jours plus tôt, la CFTC a tenu samedi 21 septembre un meeting de « rentrée », prolongé par un court spectacle de variétés. Une ambiance de fête de famille.

M. Jean Bonnaud a donné en quelque sorte à son auditoire une leçon de syndicalisme. Condamnant les « fossyeurs du syndicalisme », le président de la CFTC a estimé que « c'est tout simplement une folie que de contester l'instrument de défense prioritaire des salariés qu'est le syndicat, à moins de vouloir sûrement provoquer une régression sociale accélérée. Jamais le syndicalisme n'a été plus nécessaire. »

le droit pour le salarié d'intervenir dans l'orientation de la politique économique... en maintenant les distances de son syndicalisme à l'égard des forces politiques... De même que nous avons dénoncé sans équivoque les erreurs de ce gouvernement, nous dénoncerons sans ambiguïté toutes les orientations qui nous paraîtront dangereuses dans les projets de l'opposition. »

M. N.

LA RUMEUR DE BILLANCOURT

Elle court, elle court la rumeur. Le 20 septembre au soir, à l'atelier machine-outils de Renault-Billancourt, de deux cents à deux cent cinquante personnes (parmi lesquelles quelques militants de « l'extérieur ») occupaient les lieux. Vigilance ? Surveillances ? Jusqu'au siège de la confédération, on se déplaçait « en alerte ». La direction, disait-on, allait faire sortir des camions de machines pour les emmener notamment à Clon. Les cadres et les professionnels de l'usine de Sain-Martin avaient été informés de l'imminence de cette arrivée, se un délégué syndical commandé. Et la CGT se tenait prête à empêcher par le défilé de camions pendant la nuit du vendredi au samedi ou pendant le week-end.

La direction de la Régie restait tranquillement sereine. Un huis-clos, disait-on, a constaté qu'on empêchait le sort des camions. « Nous avons demandé un rétro », ajoutait-on. En attendant qu'il soit rendu (le 23 septembre ?), pas question de tomber dans le « piège » de la CGT : selon les consignes de M. Basse, aucun « défilé de camions » n'aura lieu la nuit ou le week-end. A Billancourt, les 20, 21 et 22 septembre où une vingtaine de militants cégétistes ont finalement tenu la « siége », il ne s'est presque rien passé.

LES EFFECTIFS D'UNIMÉTAL SERONT RAMENÉS A 13 200 PERSONNES DÈS LA FIN DE 1986

(de notre correspondant.) Metz. — La direction générale d'Unimétal, filiale des groupes sidérurgiques Sacilor et Usinor pour les produits longs, a confirmé, le 20 septembre, au comité central d'entreprise de la société, réuni à Metz, les orientations de « la mise à jour » du plan de restructuration présenté le 22 juillet dernier. Celles-ci se traduiront par l'avancement d'un an de la mise en œuvre du plan social par rapport aux prévisions retenues à l'automne 1984. En outre, 1 350 suppressions d'emplois supplémentaires ont été décidées. Elles porteront à 11 485 le nombre des postes de travail à supprimer depuis la création d'Unimétal en juillet 1984 jusqu'à la fin de 1986 sur un effectif initial de 24 670 personnes.

Dans le Valenciennais, où le projet de fermeture de l'usine de Trith-Saint-Léger (770 salariés) est maintenu, la direction a annoncé la nomination d'un chargé de mission pour coordonner l'action des organismes impliqués dans la conversion de ce site. Il disposera d'une enveloppe financière de 40 millions de francs.

La mise à jour du plan d'Unimétal comporte en outre une importante réduction des investissements prévus de 3,1 milliards à 1,7 milliard de francs. Elle vise également à travers un projet de coopération avec le groupe luxembourgeois ARBED, à assurer un taux de charge optimum des capacités de production, soit 89 % en 1986.

Pour protester contre le maintien des orientations présentées en juillet, la CFDT et la CGT ont quitté la réunion du comité central d'entreprise en dénonçant « un simulacre de consultation ».

Le 18 septembre, Soljac, filiale de Sacilor pour les produits plats, avait annoncé également l'accélération du rythme des suppressions d'emplois prévues. En 1986, les effectifs seront réduits de 1 100 personnes (1 000 en prétraite). Au total, 2 450 départs seront réalisés en 1985-1986 ; l'objectif de la direction étant de ramener l'effectif de la société aux alentours de 10 000 personnes dès la fin de l'année prochaine.

JEAN-LOUIS THIS.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Michelin
LA TECHNOLOGIE FRANÇAISE SUR TOUTES LES ROUTES DU MONDE

Compagnie Générale des Etablissements Michelin

AUGMENTATION DE CAPITAL ET ATTRIBUTION GRATUITE DE BONS DE SOUSCRIPTION

- Réserve aux actionnaires à raison d'une action « B » nouvelle pour 4 actions anciennes.
- Possibilité de souscrire à titre réductible.
- Prix d'émission : F 1 000 par action.
- Jouissance : 1^{er} janvier 1985.
- Délai de souscription : du 16 septembre au 17 octobre 1985 inclus.

- Pour chaque action souscrite, il sera attribué gratuitement un bon de souscription à une nouvelle action « B ».
- Prix d'exercice du bon de souscription : F 1 400.
- Période d'exercice des bons de souscription : du 1^{er} janvier 1986 au 31 décembre 1989 inclus.

Une note d'information (via COB n° 85-266 du 3 septembre 1985) est tenue à la disposition du public. BALO du 9 septembre 1985.

MICHELIN

Société en commandite par actions au capital de F 496 728 000
Siège social : 4, rue du Terrail - Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme)
R.C.S. CLERMONT-FERRAND 8 855 200 827

EMPRUNT
GARANTI PAR L'ÉTAT

700
MILLIONS DE FRANCS

DURÉE : 10 ans
INTERÊT ANNUEL : 11 % soit F 563 par obligation payable le 30 septembre et pour la première fois le 30 septembre 1986
TAUX DE REMBOURSEMENT ACTUEL : 11,75 %
Nécessaire sur demande à la Caisse Centrale de Crédit Coopératif
Siège social : Paris, 10, rue de la Défense
33, rue des Trois Fontaines
B.P. 211 - 92002 NANTERRE Cedex
Tél. 47 24 06 66
BALO du 16/9/85

Cet emprunt est destiné particulièrement au financement des Associations : santé-formation, loisirs, tourisme social, Groupements Coopératifs : production, distribution, pêche, Sociétés Mutualistes, Logement Social, Collectivités Publiques : santé, loisirs
(voir les avis financiers régionaux sur demande)

Crédit Coopératif
BANQUE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

AGRICULTURE

Gros temps pour le maïs grain

De notre envoyé spécial

Saint-Malo. — Les bérêts et le parler chantant du Sud-Ouest se sont abattus sur la cité malouine. Quelle idée aussi ont eue les producteurs de maïs de tenir congrès dans la Bretagne du nord ? C'est qu'il est temps de mettre les pendules de la géographie économique à l'heure : la Bretagne est devenue un grand producteur de maïs ; cette plante est même la principale culture du département d'Ille-et-Vilaine. Un maïs spécial où tout, grain, tige et feuille, est broyé et ensilé pour nourrir les animaux. Il y a en France, en 1984, 1,4 million d'hectares plantés en ce maïs ensilage. C'est l'expression visible de la révolution du maïs, qui depuis la fin de la guerre a changé les paysages français. Tenir congrès à Saint-Malo pour l'Association générale des producteurs de maïs (AGPM), dont le siège est à Pau, avait donc valeur de symbole. Mais le vrai problème qui a occupé les esprits, les 18 et 19 septembre, n'était pas là : il était bien dans le bon vieux maïs grain, qui sert à l'industrie de l'amidon comme à nourrir le bétail aussi. Ce maïs occupe 1,8 million d'hectares en France et voit, malgré son succès et ses progrès, sa vitalité contrainte.

L'Europe, déficitaire en maïs, s'approvisionne aux États-Unis pour 3 à 4 millions de tonnes. Au sein de l'Europe, la France comble le déficit de ses neuf partenaires à raison de 4 à 5 millions de tonnes.

En 1984, les débouchés du maïs se sont réduits : diminution des achats par l'industrie de l'alimentation animale, qui préfère le blé, plus accessible du fait de la baisse des prix, diminution des exportations sur la CEE pour les mêmes raisons, diminution sur les pays tiers. Résultat : un stock de report de 1,5 million de tonnes en fin de campagne.

C'est le moment qu'ont choisi certains responsables de la Commission européenne pour prendre une série

de mesures qui, en une semaine, autorisaient l'entrée de 1 million de tonnes de maïs américain dans la Communauté. Coup de tonnerre fin juillet sur le marché. On sait que la faimure récolte, celle de l'automne 1985, s'annonce abondante (11,2 millions de tonnes au lieu de 10,3), que la moitié de celle-ci devra être exportée, que la concurrence à la baisse des céréales continuera de jouer. Les prix chutent, faisant le bonheur des importateurs du nord de la CEE. Le président de la Commission, M. Jacques Delors, a promis depuis d'ouvrir une enquête : qui, dans la torpeur des vacances, est à l'origine du cadeau offert aux producteurs américains ? Est-ce incohérence ? Est-ce opération volontaire ? Les producteurs français aimeraient savoir. Ils avancent qu'en 1984, déjà leur revenu a baissé de 1 000 francs par hectare.

« La bougie sur le gâteau »

Avec cette manœuvre et compte tenu des débouchés qui se dérobent, le marché structurellement déficitaire sera excédentaire jusqu'au printemps 1986. Triste perspective pour le revenu de l'année en cours. Les producteurs attendaient que leur ministre s'indignât avec eux pour condamner cette gestion pour le moins curieuse.

Le président de l'AGPM, M. Marcel Cazalé, interroge : « Quel poids le gouvernement français met-il dans la balance ? » Il se fait même plus pressant, élargissant son propos à la vassalisation de l'Europe, à la pusillanimité de ses responsables politiques devant la force américaine.

Avec force, il affirme devant ses troupes que c'est à la France de prendre l'initiative, car elle détient 30 % du potentiel agricole de la Communauté. La CEE elle-même n'est pas excédentaire en produits de base, puisque ses importations représentent 10 millions d'hectares de cultures supplémentaires ; pour le

seul maïs, les besoins de l'Espagne, du Portugal, des pays méditerranéens et de l'industrie de l'amidon restent à couvrir. Comme les producteurs de blé, les maïsiculteurs acceptent le principe de corresponsabilité active, une taxe dont le produit permettrait de donner un coup de pouce aux exportations.

Mais, pour y parvenir, il faut un gouvernement qui se batte. Il ne suffit pas, dit M. Cazalé, d'être « la bougie sur le gâteau », de fanfaronner avec des projets brillants, tel le programme Eureka, qui impliquent d'ailleurs des contreparties... dont l'agriculture pourrait bien faire les frais. Or, affirme-t-il, « l'agriculture n'est pas très bien placée dans l'échelle des valeurs du gouvernement français ».

Si le ministre de l'Agriculture, M. Nallet, avait en l'intention de se retrancher derrière le poids des autorités de Bruxelles ou derrière la responsabilité des autres départements ministériels, cette retraite-là était coupée d'avance. Parant du rôle du ministre, M. Cazalé s'est écrié : « De l'impuissance répétée, on passerait très vite à l'insignifiance de la fonction ».

Dur, et pourtant... Le paradoxe est grand d'entendre des dirigeants professionnels tenir un langage politique avec des visées géopolitiques, tandis que le ministre se contente d'un propos gestionnaire, certes responsable, réaliste et pas flatteur, minué par des techniciens qui connaissent pourtant leurs dossiers. A Saint-Malo, le ministre de l'Agriculture a fait un « bide ». La fonction ministérielle demande un plus, une vigueur de propos qui traduise des choix politiques. Les producteurs de maïs ont quitté la cité des corsaires sans vraiment savoir si cette production, encore une fois déficitaire en Europe, serait oui ou non défendue bec et ongles ou si, comme on l'insinue, elle était condamnée à terme sur l'autel de l'alliance atlantique.

JACQUES GRALL.

La Fondation Rockefeller a des projets en Pologne

Des représentants de la Fondation Rockefeller viennent du rencontrer, à Varsovie, les ministres polonais des affaires étrangères et de l'agriculture, ainsi que des représentants de l'épiscopat polonais chargés des questions agricoles. Le cardinal Glemp aura des entretiens avec M. David Rockefeller, lors de son séjour aux États-Unis entre le 17 et le 24 septembre. Le milliardaire américain doit recevoir aussi le chef du gouvernement polonais, le général Jaruzelski, qui se rend à l'ONU le 27 septembre.

La Fondation Rockefeller envisage la création d'une « fondation internationale pour l'agriculture polonaise ». Elle vise à rassembler des investisseurs occidentaux susceptibles d'aider à la modernisation de l'agriculture polonaise tout en retirant des bénéfices. Quatre projets sont à l'étude : production de jambon, de jus de fruits, de légumes congelés et programme de bonification des sols. La Fondation pense recueillir 68 millions de dollars sur le seul projet concernant le jambon. Elle précise qu'il s'agit de soutenir l'ensemble de l'agriculture polonaise tant privée (80 % des terres) que collective.

La Fondation indique, enfin, que son intention n'est pas concurrentielle de celle de l'Église polonaise, qui négocie depuis deux ans l'autorisation de créer un fonds d'aide à l'agriculture privée. L'Église polonaise affirme disposer de 28 millions de dollars pour la première année, mais souligne que si le fonds ne fonctionne pas d'ici la fin de 1985, les donations venant notamment du gouvernement et de l'épiscopat des États-Unis risquent de disparaître.

La Fondation Rockefeller s'est intéressée de longue date à l'agriculture dans les pays sous-développés. Son intervention n'était jamais dénuée d'arrière-pensée politique. Dès 1944, elle favorisait au Mexique l'émergence de blés améliorés. Les travaux qu'elle finance, menés sous la houlette de M. Borlaug, prix Nobel de la paix en 1970, donneront naissance à la « révolution verte ».

Dans les années 50, elle travaillait en Inde, crée en 1953 aux États-Unis un centre de formation pour les

gestionnaires et économistes étrangers. Elle est à l'origine enfin, avec la Fondation Ford, des Centres internationaux de recherche agricole (CIRA) établis dans le tiers-monde. L'action des fondations et de ces centres permettra le décollage de l'agriculture dans certains pays d'Asie, dont l'Inde, tout en facilitant

l'intégration de cette agriculture à l'agro-business.

Progressivement, la Fondation Rockefeller se désengagera du financement des CIRA, mais on retrouve la présence financière du groupe dans plusieurs laboratoires de recherche sur le génie génétique.

J. G.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Le Simco
UNION POUR L'HABITATION

SIMCO - UNION POUR L'HABITATION

Le conseil d'administration s'est réuni le 18 septembre 1985 sous la présidence de M. Maurice Gontier.

Paiement du dividende en actions - augmentation de capital

Le conseil a constaté avec satisfaction que l'offre faite aux actionnaires d'opter pour le paiement du dividende de l'exercice 1984 en actions de la société avait été acceptée à hauteur de 55 % du montant du dividende.

L'opération porte sur un montant total de F 90 640 584,36
dont F 22 582 800,00
à titre d'augmentation du capital social F 68 057 784,36
le solde, soit F 22 582 800,00
à titre de prime d'émission.

Le conseil a décidé d'augmenter le capital de 758 750 000 F à 781 332 800 F par la création de 225 828 actions de 100 F chacune et de modifier en conséquence l'article 6 des statuts.

Nouvel investissement

La société a acquis un immeuble sis à Boulogne-sur-Seine, 151 rue de Billancourt, comportant 1 275 m² de bureaux et locaux annexes. Le montant de l'investissement, travaux de rénovation compris, s'élève à 15 000 000 F environ.

GRUPE CFAO
CICA

Société commerciale
et industrielle
de la Côte d'Afrique

RÉSULTATS DU PREMIER
SEMESTRE 1985

Les résultats de la société mère au cours du premier semestre 1985 ont atteint 4,462 millions de francs, en recul de 17,6 % par rapport à la même période de l'exercice précédent (voir le *Monde* du 18 septembre).

Le Monde
PUBLICITÉ
FINANCIÈRE

Renseignements :
246-72-23, poste 2412

CHEZ TAILLEVENT, L'INFORMATIQUE HP A PERMIS DE RÉDUIRE DE MOITIÉ LE TEMPS CONSACRÉ AUX TÂCHES ADMINISTRATIVES.



MONSIEUR VRINAT RESTAURATEUR
PROPRIÉTAIRE DE TAILLEVENT

La gastronomie s'est mise au goût du jour. Depuis un an, Monsieur Vrinat, restaurateur propriétaire de Taillevent, a introduit dans son établissement un HP 250.

A ce propos, il nous déclare :

« Nous avons choisi de nous informatiser afin de dégager certains collaborateurs de tâches ingrates et d'améliorer encore le service à la clientèle. Aujourd'hui, l'ordinateur HP 250 enregistre notamment le journal des ventes, dresse le bilan instantanément, gère les stocks, sort les salaires, permet le traitement de texte pour le courrier et réalise l'addition client. Les gains de temps et de fiabilité sont considérables et accordent aux personnes ainsi libérées les moyens d'une prestation encore meilleure. »

Prenons deux applications particulières. L'addition, qui selon moi, représente en quelque sorte la signature de la Maison se devait d'être à l'image de celle-ci. Avec le HP 250, nous obtenons une qualité irréprochable, un gain de temps de 70 % et une excellente fiabilité. Quant à la paye des employés, elle s'effectue de la façon la plus parfaite en économisant près de 80 % du temps antérieurement consacré à ce travail.

Les tâches prises en charge par l'ordinateur aujourd'hui ne sont que des hors-d'œuvre, je compte très bientôt le charger de travaux plus résistants. Nous y sommes d'autant plus encouragés que nous avons pu apprécier la disponibilité de HP, sa faculté à analyser et comprendre les besoins de l'entreprise et sa volonté d'assister en cas de besoin, l'action de la société de service avec laquelle nous avons travaillé. »

HP EN FRANCE :
3000 PERSONNES,
3 USINES,
3,3 MILLIARDS DE C.A.,
3^e EXPORTATEUR
D'INFORMATIQUE.

hp HEWLETT
PACKARD

PERFORMANCES A L'APPUI.

HP France 91040 Evry Cedex. Tél. (11) 60.77.83.63

هكذا من الأصل

UN NOUVEAU SUCCÈS POUR L'AVION EUROPÉEN

Une compagnie indienne veut acquérir trente et un Airbus

Airbus vient de damer une nouvelle fois le pion à son concurrent Boeing, en obtenant le 21 septembre de la compagnie indienne Indian Airlines une lettre d'intention d'achat de dix-neuf avions A-320 et des options pour douze autres. La valeur de ce marché avoisnerait 10 milliards de francs.

S'il se concrétise par la signature d'un contrat définitif, ce succès d'Airbus est d'autant plus spectaculaire qu'il a été acquis alors que Boeing avait en main une lettre d'intention d'Indian Airlines pour l'achat de douze Boeing-737. Ce retournement de situation est moins dû à la série noire qu'ont connue ces

été les appareils de Boeing qu'aux conditions de vente pratiquées par le consortium européen. Il est vraisemblable que le constructeur américain accusera Airbus d'avoir bradé ses avions. Le voyage du premier ministre indien en France à l'occasion du dernier Salon aéronautique du Bourget a pu aussi jouer en faveur d'Airbus.

Selon l'agence indienne PTI, la livraison des A-320, biréacteurs court-courriers de cent soixante-deux places, sera échelonnée de 1988 à 1990. Ces avions seront équipés de réacteurs V-2500 construits par le groupement Inter-

national Aero Engine (Pratt and Whitney, Rolls Royce, Japanese Aero Engines, Fiat Aviazione et l'allemand MTU). Ils permettront à Indian Airlines de faire face à la croissance rapide de sa clientèle, qui atteindra, l'année prochaine, le chiffre record de dix millions de passagers.

Pour Airbus, qui regroupe les constructeurs français (Aérospatiale), allemands (MBB), britanniques (British Aerospace) et espagnols (CASA), l'avenir de l'A-320 semble assuré. Le consortium a en portefeuille quatre-vingt-deux commandes fermes et cent quatre options, auxquelles il conviendrait d'ajouter les dix-neuf appareils d'Indian Airlines et les huit avions commandés par la compagnie australienne ANSETT. Deux ans avant la mise en service de l'A-320, plus de deux cents exemplaires ont donc été vendus. On estime que le programme sera rentabilisé à partir de six cents avions.

L'année 1985 permet à Airbus de sortir définitivement du marasme où l'avait plongé la mévente des avions civils. Avec soixante-dix-neuf commandes enregistrées à ce jour contre trente-cinq en 1984, le consortium européen pourrait même faire prochainement jeu égal avec le géant Boeing.

En Turquie

Les obsèques du chanteur populaire Ruhi Su ont dégénéré en manifestation

De notre correspondant

Ankara. - Plusieurs milliers de personnes s'étaient rassemblées dimanche 22 septembre à Istanbul pour participer aux obsèques du grand chanteur populaire anatolien Ruhi Su, qui se sont transformées en une véritable manifestation. Chantre de poètes maudits du régime et des troubadours anatoliens, Ruhi Su, silhouette frêle, pull noir et cheveux blancs, était l'une des grandes figures de la chanson populaire turque. Il est mort, vendredi, à l'âge de soixante-trois ans, des suites d'un cancer.

De nombreuses personnalités de la gauche turque, des écrivains, des artistes, des universitaires, participaient dimanche à son enterrement. Lorsque la police a voulu empêcher la formation d'un cortège, de la mosquée au cimetière, des heurts violents se sont produits, tandis que fusaient des slogans hostiles au régime.

Après un heure de tractations mouvementées, le cortège a finalement pu se former, fortement encadré par les forces de l'ordre. Après

que les gerbes eurent été déposées au cimetière, de nombreuses personnes (cent cinquante environ selon les témoins), ont été arrêtées et conduites dans les locaux de la police pour interrogatoire. Des journalistes, qui avaient photographié ces arrestations, se sont vu confisquer leurs pellicules.

Ruhi Su était à sa manière un rebelle et il en a payé le prix sous tous les régimes depuis quarante ans. En 1952, il fut arrêté avec un groupe d'intellectuels et de syndicalistes accusés d'appartenir au parti communiste clandestin et condamné à cinq ans de prison. Il fut dès lors prosaïque de la radio.

Il parvenait néanmoins à donner de temps à autre des récitals. Depuis plusieurs années on lui refusait un passeport, sous prétexte que sa sortie de Turquie représenterait une « menace pour la sécurité de l'Etat ». Ses amis, en Allemagne et en Angleterre, le sachant gravement malade, l'avaient invité afin qu'il pût se faire soigner en Europe. Les autorités avaient finalement consenti, il y a deux mois, à l'autoriser à sortir, mais s'était déjà trop tard.

ARTUR UNAL.

LA VISITE DE M. CHEYSSON A ALGER

Développer la coopération avec la CEE

De notre correspondant

Alger. - « Ma visite en Algérie est le couronnement de ma tournée des pays du Maghreb », a dit très diplomatiquement, dimanche soir 22 septembre, M. Claude Cheysson, commissaire à la Communauté économique européenne chargé de la politique méditerranéenne et du dialogue Nord-Sud, au terme de sa visite officielle de deux jours à Alger, au cours de laquelle il a notamment été reçu par le président algérien M. Chadli.

Après le Maroc au début du mois de mai, M. Claude Cheysson s'est rendu en Tunisie dans les premiers jours de juillet. Lors de chacun de ces deux voyages, il a cherché à rassurer ses interlocuteurs, inquiets de ce que l'entrée imminente de l'Espagne et du Portugal dans la Communauté pourrait avoir comme conséquences sur leur économie.

Les problèmes commerciaux de l'Algérie avec l'Europe ne sont pas, pour la plupart, de la compétence communautaire, les exportations concernant surtout des produits entrant en franchise douanière. M. Cheysson a insisté sur le fait que « la CEE doit jouer un rôle plus important que par le passé en provoquant, en stimulant des ententes à moyen et à long terme décidées par le gouvernement algérien ». Surtout dans le domaine de l'agriculture, le plan quinquennal 1985-1989, comportant un programme de développement de certaines productions algériennes pour rapprocher le pays de l'autosuffisance alimentaire, en particulier pour les produits laitiers et les céréales. M. Cheysson a indiqué que, si « l'Algérie le souhaite, nous devons pouvoir contribuer en tant que communauté à soutenir ce plan en coopération technique, transfert de technologie et fourniture de produits, et même en coopération financière ».

F. F.

Selon la SOFRES

L'OPPOSITION RESTE MAJORITAIRE MAIS L'ÉCART DROITE-GAUCHE SE RÉDUIT

Si des élections législatives avaient lieu maintenant l'opposition recueillerait 58 % des suffrages et la gauche 38 %. C'est ce qu'indique le dernier sondage de la SOFRES sur les intentions de vote des Français, réalisé du 7 au 11 septembre auprès d'un échantillon représentatif de 1000 personnes et publié dans le Figaro.

Si l'opposition reste majoritaire, l'écart entre la droite et la gauche s'est réduit : dans une précédente enquête de la SOFRES effectuée en juin, la droite obtenait 60 % des suffrages et la gauche 36 %.

D'après le sondage de septembre le RPR recueillerait 25 % des suffrages (+ 1 point par rapport à juin), l'UDF 19 % (- 1 point), les divers droite 6 % (- 1 point) et le Front national 8 % (- 1 point).

À gauche le PC (9 %) perd lui aussi 1 point ainsi que le PSU et l'extrême gauche (2 %), tandis que la gauche non communiste gagne 4 points. Dans la précédente enquête de juin, socialistes et radicaux de gauche totalisaient 23 % des suffrages. Ce mois-ci, le PS est crédité de 24 % des intentions de vote et le MRG de 3 %.

Sur le vif

Fisc et fric-frac

Ils sont vraiment très forts, les jurés, il n'y a pas à tortiller. Non, je ne dis pas ça pour me vanter. Je constate, un point c'est tout. Ils sont super-malins. Surtout quand il s'agit de trouver de l'argent. Savez-vous ce qu'il fait, le fisc, en Israël ? Il fait casquer les malfaiteurs. Il les impose sur le revenu de leurs larcins. L'autre jour, devant le tribunal de Tel-Aviv, il y en a un qui criait au voleur ! On l'égorgeait, on le dévalisait. Enfin, c'était pas croyable ! On n'hallait quand même pas l'obliger à payer des impôts alors que, pendant toute l'année concernée, il n'avait rien fait que du produit de ses cambriolages.

Ca, le juge, ça lui était bien égal. Il se moquait éperdument de savoir d'où venait le fric du prévenu. Bien mal acquis doit profiter à la communauté. De toute façon le fisc est tenu au secret professionnel. Alors, par ici la monnaie.

À force de gueuler, l'autre a quand même réussi à obtenir un

abattement pour frais professionnels : achat d'un passeport, d'une lampe électrique, d'un revolver, de gants, d'une lampe de poche, enfin de tout l'outillage nécessaire à l'effraction à main armée. Bon prince, le magistrat a également accepté de tenir compte d'un accident du travail. Ce malade s'était épuisé à la tâche. Il avait été obligé de se faire soigner au noir, et on sait ce que ça coûte.

Très bien, ce système. Très sage et très sain. L'argent, c'est fait pour circuler, pas pour rester planqué. Il faut absolument envisager une aide aux cambrioleurs. Chaque coffre percé devrait donner droit à une ristourne fiscale. Et question TVA, c'est très simple. Il n'y a qu'à la modifier. On ne peut pas taxer de la même façon le voleur à la tire et le braqueur de banque. Ce ne serait pas honnête.

CLAUDE SARRAUTE.

M. Chirac : « aucun élément de consensus avec le gouvernement actuel »

M. Chirac avant de quitter Paris le dimanche 22 septembre pour Nouméa avait accordé une longue interview à l'hebdomadaire *Le Point*. Le président du RPR, qui s'exprime en Nouvelle-Calédonie et à Tahiti, puis aux journaux parlementaires de son parti le 4 octobre à Meulan, résume dans ce texte les réponses qu'il fera à M. Fabius dans son tête-à-tête télévisé du 27 octobre. Il y affirme notamment : « Je ne vois aucun élément de consensus avec le gouvernement actuel ».

Ne constituent donc pas de tels éléments politiques les simples approbations qu'apporte M. Chirac à trois initiatives récentes du pouvoir : le voyage de M. Mitterrand à Mururoa, bien que « ce geste spectaculaire soit un peu la conséquence des erreurs faites dans l'affaire calédonienne et l'affaire Greenpeace » ; le projet EUREKA, bien que « ce soit une petite affaire à côté de l'IDS » ; la réforme du système des juges d'instruction préparée par M. Badinter.

M. Chirac refuse de parler d'une éventuelle « cohabitation » après 1986, « car personne ne peut dire aujourd'hui ce que sera la situation politique au lendemain des élections législatives ». Il ne peut donc prendre aucun « engagement personnel », alors que M. Charles Pasqua, président du groupe sénatorial RPR, souhaitait qu'il devienne premier ministre après l'alternance.

Il se distingue surtout de M. Raymond Barre en disant que ce débat est « stérile, inutile et dangereux ». Il explique : « Stérile, car il ne se fonde sur aucune réalité institutionnelle. Dans nos institutions, jamais une majorité à l'Assemblée nationale n'a eu le pouvoir de chasser le président de la République. Inutile, parce que seul François Mitterrand, si l'on exclut les hypothèses extrêmes, décidera de son maintien. Dangereux, parce qu'il divise l'opposition au moment même où elle a le plus besoin de s'unir. Les Français doivent savoir que l'opposition respectera la Constitu-

tion quoi qu'il arrive. Rien dans cette Constitution n'oblige le président de la République à quitter ses fonctions sous prétexte qu'une nouvelle majorité arrive à l'Assemblée nationale. Point final ».

À la question de savoir si M. Barre « respecte l'esprit de la Constitution », M. Chirac répond tout de suite : « Je le souhaite de tout cœur ». Quant à la préparation des listes de l'opposition pour les élections législatives, il estime qu'« il faut agir cas par cas en fonction des situations locales ». Enfin, interrogé sur son score personnel inférieur à celui de son parti dans les sondages, il répond : « Si mon parti a une bonne image de marque actuellement, son président ne doit pas y être totalement étranger ».

M. Chirac développe aussi longuement le programme du RPR tel qu'il est contenu dans l'ouvrage *Le Renouveau* adopté en juin 1985 par son mouvement. Il souligne notamment qu'il faut « rompre avec la socialisation progressive de notre société qui est à l'origine d'une partie importante de nos maux ». Il traite des questions économiques, fiscales et sociales, et il note : « Il est aujourd'hui de bon ton, au gouvernement et dans l'opposition, de ne prévoir que du sang et des larmes. Être chuchotier est à la mode. Mais ne sous-estimez pas les capacités de redressement de notre pays si les choses changent, et elles doivent changer ». Pour M. Chirac, « il faut se garder de deux dangers, la sinistrose et la démagogie ».

(Publicité)

Entraînement Carnegie®

Prenez plaisir

à

Communiquer

En entretien, réunion,

Assemblée, devant une

vingt, cent personnes, cultivez

cet atout qu'ont acquis les

leaders.

L'Entraînement Carnegie®,

essentiellement pratique vous

y aidera en développant en

vous maîtrise, diplomatie,

esprit positif, enthousiasme.

2.000 nouveaux diplômés dans

le monde chaque semaine.

• Conférence d'information,

où interviendront d'anciens

participants :

Paris :

Mercr. 25 sept., 19 h

Vendr. 27 sept., 19 h

33, avenue de Wagram, 17°

(Etoile)

• Entraînement Carnegie® -

Resp. France : G. Weyne

3/954.61.06.

Tirez bien plus de votre

IBM PC

ORDI

30 Fiches votre marchand de journaux

Sur CFM

de 19 heures à 19 h 30

à Paris (89 Mhz)

à Lyon (100,3 Mhz)

à Bordeaux (101,2 Mhz)

à Saint-Nazaire-La Baule (94,8)

LUNDI 23 SEPTEMBRE

Allô « le Monde »

TV : on attendait

les nouvelles chaînes

comment vont les vieilles ?

Une émission animée

par FRANÇOIS KOCH

avec J.-F. LACAN

et ANITA RINDT

Mardi 24 septembre

« le Monde » reçoit

M. ALAIN SAVARY

ancien ministre

de l'éducation nationale

Le numéro du « Monde »

daté 22-23 septembre 1985

a été tiré à 461 426 exemplaires

RODIN

TISSUS

"COUTURE"

L'originalité et

l'esprit de la mode

RODIN

38, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

Le Monde Infos Spectacles

sur Minitel

615.91.77 + ISLM

A H C D E F G H

BAUME & MERCIER
GENEVE
1830montre pour Homme,
en acier et or 18 carats -
étanche - mouvement
à quartz ultra-plot
Modèle pour Dame
disponible
FF 9'850.-

Aldebert

PARIS : 16, place Vendôme - 1, bd de la Madeleine

70, fg Saint-Honoré - Palais des Congrès, Porte Maillot

CANNES : 19, La Croisette

BOUTIQUES

62, Fg Saint Honoré

Palais des Congrès
Porte Maillot

Louis Féraud
MONSIEUR

MESSIEURS

ÉVITEZ LA CALVITIE

MÉTHODE UNIQUE EN FRANCE PROPOSÉE PAR

DOMINIQUE LAVIGNE

INSTITUT TECHNIQUE CAPILLAIRE 231, rue Saint-Honoré 75001 Paris 260 99 02

Sur rendez-vous du lundi au vendredi, de 10 h à 19 h 30 - Visite et contrôle gratuits

صكزامن الاصل